

HISTOIRE
DU
MOUVEMENT SOCIAL
SOUS LE SECOND EMPIRE
A LYON

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE LYON
POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR ÈS-LETTRES

par SRETEN MARITCH

LICENCIÉ ÈS-LETTRES

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU & C^{ie}, Editeurs

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13 (v°)

—
1930

HISTOIRE
DU
MOUVEMENT SOCIAL SOUS LE SECOND EMPIRE
A LYON



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41553603_0086

HISTOIRE
DU
MOUVEMENT SOCIAL
SOUS LE SECOND EMPIRE
A LYON

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE LYON
POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR ÈS-LETTRES

par SRETEN MARITCH

LICENCIÉ ÈS-LETTRES

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU & C^{ie}, Editeurs

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13 (v°)

—
1930



A MES PARENTS

Préface *

I

Lyon est la ville de France qui présente le plus d'intérêt pour l'histoire du mouvement social au dernier siècle. C'est la ville d'où partit, en 1831, le signal du réveil ouvrier, la ville où la lutte de classes fut toujours à l'état « endémique »¹. A Paris, la classe ouvrière, noyée dans une population de classe moyenne, oubliait souvent ses aspirations propres pour suivre les courants généraux de l'histoire de France. A Lyon, la classe ouvrière, plus compacte et plus à l'abri de ces influences, garde presque toujours la conscience de classe. Si l'on a pu dire que l'histoire de Paris c'était l'histoire de la France, on peut dire aussi que l'histoire de Lyon fut l'histoire de la classe ouvrière française. L'ouvrier parisien s'est longtemps senti être le « peuple » de la France ; l'ouvrier lyonnais appartenait avant tout à sa classe². Lyon est la seule ville de France qui eut, au dix-neuvième siècle, deux insurrections purement ouvrières.

La période du Second Empire à Lyon, trop rapprochée de nous et pauvre en événements marquants, a peu tenté les historiens. Quelques rares et brèves études seulement lui sont consacrées. A défaut d'autres mérites, qui lui manquent assurément, mon travail aura du moins le mérite de la nouveauté. La grande partie des documents dont je me suis servi sont inédits.

* Abréviations : A. N., Archives Nationales ; A. M. L., Archives Municipales Lyonnaises.

1. Voir LÉVY-SCHNEIDER, *Journal d'un bourgeois de Lyon en 1848 et la question des voraces* (Révolution de 1848, XXII, p. 457).

2. Un ouvrier parisien, CORBON, écrivit le *Secret du peuple de Paris* ; un ouvrier lyonnais, Joseph BENOIT, les *Confessions d'un prolétaire*.

II

Cette étude a été faite surtout d'après les documents des archives. Aux Archives Nationales, aux Archives Municipales de Lyon, à celles de la Chambre de Commerce de Lyon, je me suis donné la peine de rechercher et d'analyser tout document concernant mon sujet. Si quelque chose m'a échappé, c'est à mon insu. Les sources imprimées, brochures, mémoires, affiches, pamphlets, sont peu abondantes et les journaux ne commencent à s'occuper de questions ouvrières que dans les dernières années de l'Empire. Les ouvrages qui de près ou de loin traitent de mon sujet sont peu nombreux ; l'histoire de Lyon sous le Second Empire a peu tenté les érudits, qui ne lui ont consacré que de brèves études.

Je citerai ici les principales sources manuscrites ou imprimées, ainsi que les travaux particuliers traitant de cette époque. Les histoires générales et les ouvrages de moindre importance dont je me suis servi au cours de ce travail seront indiqués en référence.

A. Documents d'Archives.

1° Archives Nationales³. — La correspondance du Préfet du Rhône avec le Ministre de l'Intérieur n'est conservée que très incomplète dans les dossiers de la série F^cIII, Esprit public et élections (Rhône, 4 et 10). Cette lacune est en partie comblée par les rapports des Procureurs généraux (les cartons BB³⁰379, BB³⁰389, BB³⁰390, et les dossiers BB³⁰429, BB³⁰401, BB¹⁸1685-91), qui constituent comme un énorme journal, où les divers Procureurs généraux qui se succédèrent à Lyon notaient minutieusement leurs impressions sur la vie politique de la grande cité, sur l'état d'esprit dans la classe ouvrière et dans la bourgeoisie, sur les principaux événements, élections, grèves, etc. Leur intérêt, comme leur insuffisance, résident en ce que ces rapports interprètent les

3. SCHMIDT, les Sources de l'Histoire de France depuis 1789 aux Archives nationales.

faits plutôt qu'ils ne les exposent. Les rares rapports du Préfet du Rhône sont, à cause de l'objectivité avec laquelle ils présentent les faits, une source beaucoup plus précieuse et sûre.

On peut glaner encore quelques détails intéressants dans les dossiers F¹²4476 (correspondance entre le Préfet du Rhône et le Ministre du Commerce), et dans BII1028 (plébiscite de 1851).

2° Archives Municipales. — Les dossiers des Archives Municipales m'ont fourni les renseignements les plus nombreux et les plus précieux. Je dois cependant signaler des lacunes fort importantes dans les dossiers de la police politique concernant les personnalités politiques du Second Empire. Il est probable que ces documents furent retirés par les républicains arrivés au pouvoir après le 4 septembre.

Les documents les plus importants se trouvent dans la série I² :

I², Evénements et troubles politiques (Rapports de police concernant le mouvement des partis politiques, les élections, l'Internationale, quelques minutes de la correspondance du Préfet du Rhône).

I², Police politique, clubs, sociétés politiques (Rapports de police et documents divers sur l'Internationale, les organisations et les hommes politiques, les réunions, les loges maçonniques).

I², Police politique, feuilles périodiques (Documents et rapports concernant la presse lyonnaise).

I², Corporations, grèves, coalitions et I², Corporations, grèves, coalitions, compagnonnage (Rapports de police sur les organisations ouvrières, les conflits du travail, les salaires, les crises, etc.).

I², Corporations, soierie (Situation des diverses corporations de la Fabrique, les grèves, les troubles à la Croix-Rousse en octobre 1866).

I², Associations de production et de consommation, coopération (Nombreux documents et rapports de police relatifs au mouvement coopératif).

I², Dossier Albert Richard (3 dossiers contenant la correspondance et quelques livres d'Albert Richard, ainsi que des journaux socialistes de l'époque).

Dans le dossier Q², Ouvriers sans travail, ateliers de charité, sont classés les documents relatifs aux chômages, aux

crises industrielles, aux ateliers de charité, à l'activité des sociétés de bienfaisance.

Dans le dossier F², Fabrique de soies, quelques renseignements intéressants sur la vie des ouvriers et apprentis tisseurs.

3° Archives de la Chambre de Commerce de Lyon. — La Chambre de Commerce de Lyon s'est activement occupée des sociétés de secours mutuels, de l'organisation des cours professionnels et des cours d'économie politique pour les ouvriers, du mouvement coopératif. Je me suis beaucoup servi, pour la rédaction de certains chapitres de cet ouvrage, des renseignements recueillis dans ses Registres des Procès-verbaux et Délibérations.

4° Bibliothèque Municipale. — La Bibliothèque Municipale possède une collection de lettres de Bakounine aux militants ouvriers lyonnais. Les principales ont été reproduites par J. Guillaume dans son livre sur l'Internationale.

B. Documents imprimés.

M. CHARLÉTY, dans sa Bibliographie critique de l'histoire de Lyon depuis 1789 jusqu'à nos jours, en mentionne un certain nombre, mais son livre est loin d'être complet.

1° Journaux et périodiques. — Les journaux et périodiques lyonnais utiles à consulter pour l'étude du mouvement social sous le Second Empire sont le Progrès (journal de l'opposition libérale et républicaine, fondé en décembre 1859) ; le Salut public (journal du gouvernement) ; l'Excommunié (journal anticléricale, fondé en 1869) ; la Discussion (journal libéral).

Les organes socialistes de l'époque sont très utiles pour l'étude de l'histoire de la Section lyonnaise de l'Internationale ; nous n'avons, malheureusement, pu voir que quelques collections dépareillées :

L'Internationale, organe des sections belges ;

Le Progrès de Locle, Suisse ;

L'Egalité, journal de l'Association internationale des travailleurs de la Suisse romande ;

La Solidarité, organe des sections de la Fédération Romande.

2° Affiches, documents électoraux, brochures. — *Les documents de cette sorte sont extrêmement rares. Pour les affiches, voir aux Archives Municipales le dossier D², Affiches 1856-1879. Quelques placards manuscrits se trouvent dans BB³⁰379 et BB³⁰389.*

Lors des élections de 1869, Albert Richard publia une feuille volante intitulée le Socialisme à propos des élections de 1869 (Lyon, 1869), pour justifier la conduite de son groupe.

Ouvriers tullistes à M. le Président de la Chambre de Commerce de Lyon, juin 1865, brochure publiée par la commission de grève.

C'est ici que l'on peut mentionner les Rapports des délégués lyonnais à l'Exposition universelle de Londres (Lyon, publié par une commission ouvrière au moyen d'une souscription générale, 1862, in-8°).

3° Récits, mémoires, souvenirs. — CASTELLANE (le maréchal de), *Journal*, 4 vol. in-8°, Paris 1892.

Sébastien COMMISSAIRE, *Mémoires et souvenirs*, 2 vol. in-12, Paris 1888.

Docteur CRESTIN, *Souvenirs d'un Lyonnais*, 1 vol. in-12, Lyon 1897.

PROUDHON, *Correspondance*, 8 vol. in-8, 1875.

GUILLAUME, *l'Internationale*, 4 vol. in-8, Paris 1905.

C. Histoires générales et travaux particuliers.

1° Histoires générales. — *Les histoires générales de Lyon sont très sobres en détails. Celle de Montfalcon (Histoire monumentale de la Ville de Lyon, Paris et Lyon, 1866-1869, 9 vol. in-4) est un guide peu sûr. Les livres de MM. Bleton et Charléty sont d'excellents manuels de vulgarisation (BLETON, Petite histoire populaire de Lyon, Lyon, 1899, 1 vol. in-8 ; CHARLÉTY, Histoire de Lyon depuis les origines jusqu'à nos jours, Lyon, 1903, 1 vol. in-8).*

2° Travaux particuliers. — *Pour mon introduction je me suis servi des travaux suivants :*

O. FESTY, *le Mouvement ouvrier au début de la Monarchie de Juillet (1830-1834)*, 1 vol. in-8, Paris, 1908.

LÉVY-SCHNEIDER, *le Gouvernement insurrectionnel de l'Hô-*

tel de Ville en novembre 1831 et le rôle de M. Pérenon (*Revue d'Histoire de Lyon*, 1910).

— *Le Journal d'un bourgeois de Lyon en 1848 et la question des Voraces* (*Révolution de 1848*, XXII).

— *Correspondance de Martin Bernard, commissaire général de la République à Lyon, avec sa famille (1848-1849)* (*Revue d'Histoire de Lyon*, 1913).

E. TARLÉ, *l'Insurrection ouvrière de Lyon* (*Revue Marxiste*, n^{os} 2, 3 et 4, 1929).

M. BUFFENOIR, *le Fouriérisme à Lyon (1832-1848)* (*Revue d'Histoire de Lyon*, 1913).

— *Le communisme à Lyon de 1834 à 1848* (*Revue d'Histoire de Lyon*, 1909).

Fr. DUTACQ, *Histoire politique de Lyon pendant la Révolution de 1848* (25 février-15 juillet), 1 vol. in-8, Paris, 1910.

— *Documents inédits sur l'histoire des clubs et des sociétés de Lyon pendant les mois de septembre-octobre 1848* (*Revue d'Histoire de Lyon*, 1908).

— *L'élection d'un représentant du Rhône à l'Assemblée nationale au mois de septembre 1848* (*Revue d'Histoire de Lyon*, 1908).

— *L'élection de Louis-Napoléon Bonaparte à Lyon (octobre-décembre 1848)* (*Revue d'Histoire de Lyon*, 1910).

— *Le dernier commandement du maréchal Bugeaud* (*Révolution de 1848*, XXII et XXIII).

— *L'insurrection lyonnaise du 15 juin 1849* (*Revue de l'Université de Lyon*, 1928).

— *Les élections législatives de 1849 à Lyon et dans le département du Rhône* (*Révolution de 1848*, XXIV).

J. GODART, *le Journal d'un bourgeois de Lyon en 1848*, 1 vol. in-8, Paris, 1924.

VERGIEZ-TRICOM, *la Vie politique et les partis à Lyon en 1852* (*Révolution de 1848*, XX).

Pour la période du Second Empire :

LOUIS REYBAUD, *Etudes sur la réforme des manufactures. Condition des ouvriers en soie*, 1 vol. in-8, Paris, 1859.

Eugène TÉNOT et Antonin DUBOST, *les Suspects en 1858. Etude historique sur l'application de la loi de sûreté générale*, 1 vol. in-8, Paris, 1869.

ROUGIER, *les Associations ouvrières. Etudes sur leur passé, leur présent, leurs conditions de progrès*, Paris et Lyon, 1864, 1 vol. in-8.

ROUGIER et GLÉNARD, *Hygiène de la ville de Lyon*, Lyon, 1861, 1 vol. in-8.

Eugène FLOTARD, *le Mouvement coopératif à Lyon et dans le Midi de la France*, Paris, 1867, 1 vol. in-8.

J. SIMON, *l'Ouvrière*, Paris, 8^e édit., 1876, 1 vol. in-12.

Albert RICHARD, *les Propagateurs de l'Internationale en France* (*Revue socialiste*, juin 1896).

— *Les Débuts du parti socialiste français* (*Revue politique et parlementaire*, janvier 1897).

— *Bakounine et l'Internationale à Lyon, 1868-1870* (*Revue de Paris*, septembre 1896).

O. TESTUT, *l'Internationale*, 1 vol. in-12, Paris-Versailles, 1871.

— *L'Internationale et le Jacobinisme*, 2 vol. in-8, Paris, 1872.

E. PARISET, *Histoire de la Fabrique lyonnaise*, 1 vol. in-8, Lyon, 1901.

J. GODART, *Origines de la Coopération lyonnaise* (*Revue d'Histoire de Lyon*, 1904).

J. GAUMONT, *Histoire générale de la Coopération en France*, 2 vol. in-8, Paris, 1924).

— *Le Mouvement ouvrier d'association et de coopération à Lyon*, 1 vol. in-8, Lyon, 1921.

J. VERMOREL, *les Travailleurs lyonnais et « l'Internationale »* (*Revue du Lyonnais*, 1922, et *Revue des questions pratiques — Droit ouvrier*, août-décembre 1926).

M. le professeur Dutacq a bien voulu me communiquer son manuscrit du cours public qu'il a fait à la Faculté des Lettres de Lyon sur la Vie ouvrière à Lyon pendant la Seconde République et le Second Empire, que j'ai consulté avec le plus grand profit.

III

Je dois exprimer une profonde et sincère gratitude à tous ceux qui m'ont aidé à composer ce travail. Je suis heureux de dire ici toute ma reconnaissance à M. le professeur DUTACQ, qui m'a indiqué le sujet de cette étude et guidé dans mes recherches. Ses conseils bienveillants ne m'ont jamais fait

défaut, ils ont permis à un étranger de s'aventurer dans le dédale de l'histoire contemporaine française.

Je dois tous mes remerciements à M. le professeur LÉVY-SCHNEIDER, qui a bien voulu me donner de très précieux conseils.

M. Jean VERMOREL, conservateur des Archives municipales de Lyon, m'a aidé dans mes recherches de documents avec une bienveillance dont je lui serai toujours reconnaissant.

Je ne veux point terminer sans dire combien je suis redevable à mes anciens maîtres du Lycée de Skoplje et de l'Université de Belgrade, particulièrement à M. HADJI-POPOVITCH, MM. VOULITCH, Yovan RADONITCH, Vassilj POPOVITCH et à M. MILOJEVITCH, qui, le premier, me découvrit les plaisirs du travail.

S. MARITCH.

Introduction

I

La transformation de l'organisation du travail, du régime de corporations, où la production était plus ou moins réglée et surveillée, à l'entreprise capitaliste, où la seule loi était la libre concurrence, trouva la classe ouvrière désorganisée, dépourvue de tout moyen de résistance efficace, contrainte à subir passivement les plus douloureuses épreuves. La grande Révolution avait brisé les anciennes corporations et interdit, en 1791, par la loi Le Chapelier, tout groupement, toute coalition, soit d'ouvriers, soit de patrons. La législation du Consulat et du Premier Empire, « nettement favorable à l'élément patronal..., hostile aux salariés de tout ordre, au point de violer à leur préjudice la loi d'égalité entre tous les citoyens, affirmée par la Constituante »¹, maintint les ouvriers dans cet état d'émiettement et d'isolement tout en favorisant les groupements patronaux qui se reconstituaient. Jamais peut-être la classe ouvrière ne fut plus durement traitée ni plus impunément exploitée.

Tenue en sévère tutelle, souffrant de la misère, la classe ouvrière s'étiola aussi moralement et intellectuellement. Encore sous la Restauration on ne remarque aucune manifestation d'un réveil de la conscience ouvrière. Quelques grèves éphémères, mais de sauvages combats entre les différentes sociétés compagnonniques, à l'esprit étroit, exclusif et sans le moindre sentiment d'une solidarité économique de tous les travailleurs ; pas d'organisations de combat ou de propagande, aucune trace de préoccupations politiques ou sociales, tel est, esquissé en larges traits, l'état d'esprit dans la classe ouvrière à la veille de l'avènement de la Monarchie

1. P. PIC, *Traité élémentaire de législation industrielle*. Introduction, chap. III, section V.

de Juillet. « Jusqu'à l'insurrection de Lyon, écrit M. Festy, c'est-à-dire jusqu'au mois de novembre 1831, la question ouvrière, sous sa forme économique ou sous sa forme politique, ne s'était donc imposée ni à l'attention des pouvoirs publics, ni même, avec quelque généralité, à l'attention des ouvriers »².

De 1830 à 1834, la situation change radicalement. La bourgeoisie, désireuse de s'affranchir du régime aristocratique de Charles X, poussa les ouvriers à la révolte³. Elle réussit à s'emparer du pouvoir mais eut de suite à faire face à un danger beaucoup plus grave que ne l'étaient les intrigues des anciens émigrés : la Révolution de Juillet eut pour résultat de détruire définitivement chez les masses le prestige de l'autorité, prestige qui les faisait se tenir courbées devant tout pouvoir. Le rôle qu'elles avaient joué pendant les « trois glorieuses », quand en trois jours elles détrônèrent un roi et en refirent un autre, leur donna conscience de leur force et de leurs droits. C'est après juillet 1830 qu'on assiste en France aux premières manifestations publiques ouvrières, que paraissent les premiers journaux ouvriers. La classe ouvrière demandait elle aussi sa part des bienfaits du nouveau régime.

Mais au lieu d'améliorations il ne lui échut qu'un accroissement de misère. La Révolution de Juillet déclencha une crise industrielle dont les ouvriers eurent à subir les répercussions pendant plusieurs années. C'était chose assez fréquente, mais cette fois les ouvriers n'étaient pas disposés à souffrir passivement. Des rassemblements se produisirent, des manifestations. Enfin, l'égoïsme et l'incompréhension des nouvelles classes dirigeantes poussèrent les classes laborieuses à la révolte. L'insurrection de novembre 1831, causée par l'abaissement de salaire et par le refus du gouvernement d'approuver le tarif que les ouvriers avaient à grand'peine obtenu des patrons, est un mouvement purement ouvrier, sans manifestations socialistes, respectant l'ordre de choses

2. O. FESTY, *le Mouvement ouvrier au début de la Monarchie de juillet (1830-1834)* ; Paris, 1908, p. 79.

3. A la nouvelle de l'insurrection parisienne les fabricants lyonnais dépêchèrent leurs commis aux ateliers pour arrêter les métiers et ordonnèrent aux ouvriers de se rendre en armes sur les places publiques pour seconder le mouvement sous peine de privation d'ouvrage à l'avenir pour ceux qui n'y prendraient pas part (Voir FESTY, *op. cit.*, chap. I).

établi : personnes, propriétés, et même le régime politique⁴. Ce ne fut que la révolte désespérée d'un prolétariat cruellement exploité et déçu dans ses premiers espoirs. C'est cependant cette insurrection lyonnaise de novembre 1831 qui marque la date de l'entrée de la classe ouvrière comme facteur indépendant et conscient dans l'histoire française contemporaine, et que se pose avec une instance pressante pour ne plus disparaître de l'ordre du jour la question sociale. « L'insurrection lyonnaise en 1831, dit M. Tarlé, constitue un tournant dans l'histoire de la classe ouvrière, non seulement en France, mais dans le monde entier »^{4 bis}.

Malgré l'échec de l'insurrection, les corporations lyonnaises ne cessèrent pas l'agitation. N'ayant pu obtenir l'établissement du tarif de l'autorité elle-même, elles essayèrent de l'introduire par voie contractuelle, en faisant directement pression sur les fabricants. Ce fut la cause de la formation de puissantes organisations corporatives. De nombreuses grèves qui éclatent dans presque toutes les corporations et l'enthousiasme du combat développent chez les ouvriers la conscience de leur étroite solidarité, la conscience de classe. *L'Echo de la Fabrique*, le journal des chefs d'atelier, proclame que « tous les travailleurs sont solidaires » et « se doivent un mutuel secours » et déclare qu'il veut être l'organe de toute la *caste des travailleurs*⁵. Les corporations organisées décident de se grouper autour du *Mutuellisme* — syndicat des chefs d'atelier — « pour accélérer la solution du problème industriel »⁶. Au-dessus des premiers syndicats se créaient ainsi les premières organisations intersyndicales.

En même temps qu'ils s'organisaient ainsi pour lutter contre le patronat, les ouvriers se rapprochaient des républicains. Ils avaient accepté avec joie l'avènement de la monarchie de juillet, mais ils en furent très vite désenchantés. Les représentants de ce régime qu'ils avaient édifié « ne se montraient à eux que comme des gendarmes ou des juges »⁷. Au lieu de les aider, le gouvernement annulait même les

4. Voir LÉVY-SCHNEIDER, *le Gouvernement insurrectionnel de l'Hôtel de Ville, en novembre 1831 et le rôle de M. Pérenon*, dans la *Revue d'Histoire de Lyon*, 1910, p. 172.

4 bis. TARLÉ, *l'Insurrection ouvrière de Lyon* (*Revue Marxiste*, n° 2).

5. Cité par FESTY, *op. cit.*, p. 180.

6. FESTY, p. 294.

7. *Id.*, *ibid.*, p. 79-80.

avantages qu'ils avaient acquis par leurs propres moyens. Aux plus intelligents il devint évident qu'il fallait chercher des remèdes d'un autre côté. Aussi accueillirent-ils avidement les propos de ceux qui parlaient de réformes sociales et répondirent avec empressement aux avances des républicains, dont la propagande était très active à Lyon depuis 1831. Les républicains, en se rapprochant des ouvriers, étaient devenus à tendances socialistes et leurs journaux s'engagèrent, dès le commencement de 1832, dans le parti de la république sociale⁸. Ce socialisme des républicains est très vague et très pâle, mais il suffisait pour rallier les ouvriers qui n'avaient encore aucune doctrine précise, aucun programme, et qui se sentaient attirés vers le républicanisme parce qu'il était révolutionnaire⁹. Dès la fin de 1833, l'entente est complète entre les organisations ouvrières et les sociétés secrètes républicaines, le pacte qui lia pour longtemps la cause ouvrière à la cause républicaine est conclu.

Ainsi excités par la propagande républicaine, confiants dans leurs solides associations corporatives, les ouvriers se sentaient en état de résister même au gouvernement¹⁰. En février 1834, le mutuellisme démontra avec éclat qu'il tenait en mains les troupes ouvrières en décrétant et en réalisant, à propos d'une baisse de salaires, un arrêt à peu près complet des métiers. Et quand le gouvernement, pour couper court à tout ce mouvement, soumit à la Chambre un projet de loi sur les associations, les ouvriers formèrent un *Comité d'ensemble* de toutes les corporations qui décréta aussitôt un nouvel arrêt général du travail.

Le 9 avril 1834, l'émeute éclata de nouveau.

Cette insurrection d'avril eut un caractère nettement politique qui la distingue complètement des événements de 1831. On s'en prend directement au gouvernement et au régime. Elle est préparée par le Mutuellisme, qui réorganisa et concentra les forces ouvrières, et par les sociétés républicaines.

8. Voir FESTY, p. 125, sqq.

9. Le 1^{er} septembre 1833, *l'Echo de la Fabrique* écrivait : « Nous sommes de l'avis de *la Glaneuse* lorsqu'elle dit que « toute réforme sociale qui ne sera pas basée sur une organisation politique républicaine, c'est-à-dire juste et harmonisant les intérêts de tous, ne saurait offrir pour l'avenir aucune garantie de stabilité » (Cité par FESTY, p. 177).

10. « Nos associations, écrivait *l'Echo de la Fabrique*, aujourd'hui compactes et fortes, n'ont rien à redouter de personne, les gouvernements les plus hostiles seraient impuissants à les briser » (Cité par FESTY, p. 302).

II

Brutalement étouffée, l'insurrection d'avril clôt ce que l'on pourrait appeler la période héroïque et violente du mouvement ouvrier naissant. Il lui succède une période de travail sourd de propagande, lent et secret, des essais d'association et de coopération inspirés par le fouriérisme et surtout la diffusion de doctrines de révolution sociale.

En 1834-1835 c'est la fondation des premières sociétés de production, qui, d'ailleurs, « eurent toutes une existence courte et obscure »¹¹ ; en 1835, Derrion, un disciple de Fourrier, fonde la première épicerie coopérative.

Une évolution lente s'opérait dans la classe ouvrière « sous l'action des propagandistes dévoués à la cause du peuple »¹². Les écoles socialistes recrutaient chaque jour de nouveaux adeptes. Après les saint-simoniens, c'est le tour des fouriéristes et des communistes icariens¹³. Dans l'ombre des sociétés secrètes, les républicains « jacobins » et les républicains babouvistes propageaient avec ardeur leur foi révolutionnaire¹⁴. Comme toujours, Lyon était « le lieu d'élection de toutes les hérésies » sociales aussi bien que religieuses¹⁵.

Il est vrai que la partie de la classe ouvrière qui s'occupait de questions de réorganisation sociale formait une minorité et la grande masse préférait aux sociétés secrètes à buts politiques et socialistes, les « sociétés d'allure professionnelle, qui poursuivaient l'élévation du taux de salaire et la fixation d'un tarif qu'on imposerait aux fabricants »¹⁶ ; mais là aussi la misère fermentait de sourdes rancunes et la répression éveillait le goût de la révolte.

11. FESTY, *op. cit.*, p. 346.

12. Joseph BENOIT, *Souvenirs*, p. 18, cité par Fr. DUTACQ, *Histoire politique de Lyon pendant la Révolution de 1848*, Paris 1910, p. 25.

13. Voir M. BUFFENOIR, *le Communisme à Lyon de 1834 à 1848*, dans la *Revue d'Hist. de Lyon*, 1909, et *le Fouriérisme à Lyon (1832-1848)* (*Loc. cit.* 1913) : I. GODART, *les Origines de la coopération lyonnaise*, dans la *Revue hist. Lyon*, III.

14. Voir sur l'action des sociétés secrètes, J. BENOIT, *les Confessions d'un prolétaire* ; Sébastien COMMISSAIRE, *Mémoires et Souvenirs*.

15. J. GODART, *op. cit.*, p. 334.

16. DUTACQ, *op. cit.*, p. 29.

Proudhon, qui séjourna quelque temps à Lyon comme employé de commerce, décrit ainsi l'état d'esprit dans la classe ouvrière lyonnaise en 1844 : « Qu'il arrive un mouvement favorable à l'esprit révolutionnaire et l'on sera tout surpris de voir se lever, sur tous les points, des masses de prolétaires jacobinisés et qui ne paraissent pas aujourd'hui... Les membres des sociétés secrètes sont devenus les commis voyageurs d'une réforme qui aspire à embrasser le monde..., je connais personnellement à Lyon et dans la banlieue plus de deux cents de ces apôtres qui tous font leur mission en travaillant. C'est un fanatisme plus éclairé et d'une espèce plus tenace qu'on en ait jamais vu... Tout cela, vous pouvez m'en croire, aboutira à quelque chose »¹⁷.

Et, en effet, cela aboutit à la Révolution.

III¹⁸

Quand, dans les journées de février 1848, sous l'irrésistible poussée des masses ouvrières, l'inoffensive Campagne des banquets se transforma en véritable révolution et que la république fut proclamée, les ouvriers crurent que c'était la fin de leurs souffrances ; il paraissait cette fois que la révolution ne leur serait pas escamotée. A peine installé, le nouveau gouvernement proclama le « droit au travail », le suffrage universel, décréta la journée de dix heures pour Paris et de onze heures pour la province, et forma la fameuse Commission du travail, qui devait s'occuper des moyens de réorganiser la société au profit des prolétaires.

Pendant quatre mois les ouvriers régnèrent en maîtres. A

17. PROUDHON, *Correspondance*, II, p. 135-136, lettre à M. Maurice, Lyon, 13 août 1844. « Chez les ouvriers... les rancunes et les déceptions n'aboutissaient pas encore à l'élaboration d'une doctrine précise, d'une conception originale de l'organisation économique et sociale, mais ils étaient disposés à se laisser entraîner au premier appel de ceux d'entre eux qui avaient continué à réfléchir et à discuter. Les sociétés secrètes renfermaient les chefs futurs de l'armée des prolétaires » (DUTACQ, *op. cit.*, p. 31).

18. La partie de l'introduction, traitant la période qui va de la Révolution de février au coup d'Etat du 2 décembre 1851, est composée surtout d'après les travaux de M. Dutacq (Voir la Préface). Pour ne pas surcharger les notes nous n'avons indiqué de références que pour les citations.

Lyon, ils occupèrent les forts, s'emparèrent des canons, formèrent des corps irréguliers, comme les fameux *Voraces*, ou entrèrent en masse dans la garde municipale. Les clubs, avec le *Club central* en tête, les organisèrent politiquement. Dans le *Comité central*, autorité municipale révolutionnaire, ils avaient la direction.

Mais la classe ouvrière ne sut pas se servir de cette puissance qui lui échut par suite d'un ensemble de circonstances, fortuites d'ailleurs. Elle n'était nullement préparée à prendre en mains les rênes du gouvernement. Elle n'avait aucune doctrine sociale précise ni généralement acceptée, aucun programme pratique de gouvernement, pas de chefs capables, pas d'organisations éprouvées. Il lui manquait complètement le « sens des réalités »¹⁹, et, dans cette époque romantique des grands mots et des beaux gestes, elle était la plus romantique et la plus idéaliste.

Après avoir le plus honnêtement du monde brisé les machines et saccagé les établissements congréganistes dont la concurrence les réduisait au chômage, les ouvriers lyonnais s'en remirent, quant au reste, au gouvernement, « persuadés, dit M. Dutacq, de la toute-puissance de l'Etat, qu'ils entendaient comme une mystérieuse divinité capable de les rendre très heureux »²⁰.

Les déceptions ne se firent pas attendre. Les partis conservateurs, la bourgeoisie légitimiste ou orléaniste, et même les bourgeois libéraux « qui n'avaient jamais demandé le suffrage universel dans leurs banquets »²¹ se ressaisirent vite de la terreur où les avait jetés la chute de la Monarchie et formèrent, dès le mois de mars, le premier noyau du « parti de l'ordre », qui mènera une guerre de vie ou de mort au prolétariat. Bientôt les républicains bourgeois, qui trouvaient les prétentions ouvrières exagérées, viendront se joindre à eux²².

19. DUTACQ, *Histoire politique de Lyon pendant la Révolution de 1848*, p. 204.

20. DUTACQ, *op. cit.*, p. 277.

21. DUTACQ, *op. cit.*, p. 278.

22. Le 28 février, un bourgeois lyonnais, démocrate et républicain convaincu, écrivait à propos de la conduite des ouvriers : « Peut-on leur en vouloir. Ils ont été si souvent trompés. On leur a si fréquemment escamoté les révolutions faites par eux, qu'ils se tiennent et doivent se tenir sur leur garde ». Le 24 mars, il est excédé, et son langage change

L'Assemblée constituante, où les Lyonnais envoyèrent siéger quatre socialistes, quoique sincèrement républicaine en majorité, se montra hostile aux réformes sociales. Elle écrasa sans pitié les socialistes, qui essayèrent de refaire la révolution pour établir un gouvernement qui leur fût favorable. Les journées de juin furent la bataille du prolétariat contre la bourgeoisie. En face des ouvriers, de l'autre côté des barricades, se trouvèrent côte à côte légitimistes, orléanistes, républicains bourgeois de la veille comme ceux du lendemain ²³.

Dans cette impitoyable lutte de classes, la question purement politique — monarchie ou république — perdit vite toute signification devant la question sociale d'une république ouvrière et socialiste ou d'un gouvernement conservateur dont la forme, monarchique ou non, importait peu aux classes possédantes, pourvu qu'il les débarrassât du péril rouge. « Il n'est plus question de république maintenant, ma bonne amie, écrivait une brave bourgeoise lyonnaise, ce sont les communistes ou ceux qui ne le sont pas. C'est absolument la guerre de celui qui n'a rien contre celui qui possède. On est tranquille en apparence, mais c'est un orage sourd qui gronde en dessous » ²⁴.

Après leur victoire de juin, les bourgeois sont saisis d'une « terreur rétrospective » qui les rend « féroces » ²⁵, et ils se vengent brutalement de la peur qu'ils ont soufferte. Le gouvernement de Cavaignac, d'accord avec l'Assemblée, se donne pour tâche de « fortifier le pouvoir » pour « garantir l'ordre moral... l'ordre matériel... l'ordre social », et fait transporter les insurgés par milliers aux colonies.

complètement : « Malgré toute la patience, toute la douceur que les autorités montrent vis-à-vis des ouvriers, il faudra, je crois, en venir à la rigueur et, sans doute, se battre. Les ouvriers abusent de leur position pour faire des lois tout à fait arbitraires et chacun se lasse de toujours céder » (J. GODART, *le Journal d'un Bourgeois de Lyon en 1848*, p. 32 et 64).

23. Le républicain-démocrate lyonnais, J. Bergier, qui se trouve en ce moment à Paris, est prêt à combattre les insurgés, si on lui fournit des armes. Il n'a aucun mot de pitié pour les insurgés vaincus et trouve « quelque chose d'attendrissant » à l'accueil que la population fait aux gardes mobiles qui vont les combattre (J. GODART, *op. cit.*, p. 119 sqq.).

24. J. GODART, *op. cit.*, p. 152. Lettre de Jenny Dumortier, de Lyon.

25. DUTACQ, *op. cit.*, p. 432 et 433. Un socialiste lyonnais, Ch. Maynard, note dans son journal, le 28 juin : « Les riches triomphent, ils demandent qu'on mitraille les insurgés et qu'on les envoie périr à la Guyane. Je les ai entendus de mes oreilles » (J. GODART, *op. cit.*, p. 133).

A Lyon, les poursuites judiciaires sont nombreuses ; la réaction y prend aussi l'offensive. Le 28 juin, la Croix-Roussé est envahie par une nombreuse armée et les canons sont enlevés aux ouvriers. Puis on les désarme et enfin, le 15 juillet, en pleine crise industrielle, on dissout les chantiers nationaux. C'est la fin de la domination ouvrière et de la période révolutionnaire de la Seconde République. « Les clubs qui tendaient à se transformer en sociétés secrètes maintenaient dans la population laborieuse de sourdes rancunes, mais la guerre civile n'était plus à redouter, car on avait réduit à l'impuissance les soldats des barricades »²⁶.

Cependant, si les ouvriers n'étaient plus en état de défendre leur idéal les armes à la main, ils conservaient toujours, pour manifester leurs sentiments, un moyen assez gênant pour les conservateurs : le suffrage universel. Après les journées de juin, la lutte entre les blancs et les rouges se transporte sur le terrain électoral. En septembre, lors des élections complémentaires, malgré toute l'activité déployée par les « amis de l'ordre », les « communistes » réussirent à envoyer Raspail à la Chambre. En mai 1849, pour les élections à l'Assemblée législative, leur victoire est plus éclatante encore. Toute leur liste passa ; même les campagnes, qui étaient les plus fermes soutiens de l'ordre, semblèrent susceptibles d'être gagnées par la propagande des rouges. L'espoir renaissait dans le camp de ceux-ci.

Cette période, qui va de juillet 1848 au Coup d'Etat du 2 décembre 1851, est aussi signalée par une activité fiévreuse de la classe ouvrière dans le domaine social. C'est l'époque de grèves nombreuses et violentes, c'est surtout l'époque glorieuse du mouvement coopératif. De nombreuses associations de production et de consommation naissent et prospèrent grâce à un dévouement admirable des adhérents, dévouement propre aux époques révolutionnaires et que nous ne retrouverons pas sous le Second Empire.

Tout cela n'était pas sans inquiéter la bourgeoisie et le gouvernement. Il y avait encore trop d'énergie dans la classe ouvrière, trop d'espairs. Les clubs restaient toujours des foyers de révolution sociale et les journaux ouvriers ne ménageaient pas leurs expressions pour stigmatiser la conduite des réactionnaires. Pour étouffer les derniers germes de l'agi-

26. DUTACQ, p. 449-450.

tation, le gouvernement envoya à Lyon le maréchal Bugeaud, le fameux auteur du traité de *la Guerre des rues*, qui brûlait de réparer sa défaite de février. Bugeaud « était venu à Lyon pour écraser impitoyablement toute tentative d'insurrection »²⁷ et, comme la bourgeoisie lyonnaise, il l'aurait volontiers provoquée, convaincu que c'était le meilleur moyen d'en finir une fois pour toutes avec l'agitation socialiste. Pour la bourgeoisie, le but de l'armée n'était plus de garantir la sécurité nationale contre les ennemis du dehors, mais de garantir la sécurité des « amis de l'ordre » contre le prolétariat²⁸.

C'est donc avec une secrète joie que les autorités lyonnaises, sans rien faire pour la prévenir, laissèrent éclater l'insurrection du 15 juin 1849, qui servait à souhait leurs vœux intimes.

Les chefs « rouges » lyonnais, grisés par la victoire électorale du mois de mai et croyant le moment venu d'abattre d'un coup la réaction toujours menaçante, appelèrent, à la nouvelle d'une insurrection dans Paris, les ouvriers lyonnais aux armes. Mais au lieu d'une levée en masse qu'ils escomptaient, ils ne rencontrèrent pour répondre à leur appel que quelques centaines de combattants effectifs. La masse, désarmée et découragée, se contenta de rester dans une expectative bienveillante. Et ce fut la défaite.

Cette insurrection servit au gouvernement de prétexte pour soumettre « au régime de siège la grande ville, entre toutes redoutée, que Léon Faucher avait dénoncée à la tribune comme un foyer « de guerre sociale » et qui désormais surveillée, domptée, ne bougera plus jusqu'au 4 septembre 1870 »²⁹.

L'état de siège réduisit la classe ouvrière au silence. Tous les journaux socialistes sont supprimés, les clubs dissous. L'opposition se manifeste encore quelque peu dans les sociétés secrètes, d'ailleurs infestées d'indicateurs de police, dans les sociétés coopératives, et surtout dans les assemblées muni-

27. DUTACQ, *le dernier Commandement du maréchal Bugeaud*, dans *la Révolution de 1848*, XXII, XXIII, p. 714.

28. « Le temps n'est pas, et ne sera pas de longtemps, peut-être, aux guerres internationales » écrivait le *Courrier de Lyon*, le 11 février 1849 (Cité par DUTACQ, *op. cit.*, p. 708).

29. DUTACQ, *l'Insurrection lyonnaise du 15 juin 1849*, dans la *Revue de l'Université de Lyon*, 1928, p. 403.

cipales où les élus ouvriers restent encore en place. Mais la réaction, désormais sûre de soi-même, étouffera vite ces dernières velléités.

La loi du 19 juin 1851 conféra au Préfet du Rhône toutes les attributions dévolues au Préfet de police de Paris. Les maires gardaient uniquement les pouvoirs administratifs en ce qui concernait « l'entretien et la conservation des édifices communaux, promenades, places, rues et voies publiques ne dépendant pas de la grande voirie, l'éclairage, le balayage, les mesures à prendre en cas d'incendie, les adjudications, marchés et baux »³⁰. Les élus ouvriers étaient matés. Le décret du 24 mars 1852 acheva l'œuvre commencée en supprimant l'indépendance des communes suburbaines, annexées à la ville de Lyon, en remplaçant le conseil municipal élu par une commission de trente membres au choix du Président de la République et en faisant du Préfet du Rhône l'administrateur de la ville de Lyon.

Quant aux nombreuses et florissantes associations coopératives, elles furent toutes supprimées au lendemain du Coup d'Etat par un simple arrêté du maréchal de Castellane, venu en avril 1850 comme commandant de la division militaire, et qui par suite de l'état de siège représentait l'autorité suprême dans la grande ville.

A la fin de 1851, il n'y avait plus à Lyon aucune organisation ouvrière et il ne restait plus aux ouvriers d'autres lieux de rassemblement que les cabarets où, tout en dégustant leur beaujolais, ils pouvaient deviser sur la politique et critiquer le régime. Le décret du 29 décembre 1851, portant qu'aucun café ou cabaret ne pouvait être ouvert sans autorisation, et que le Préfet pourrait faire fermer tout établissement de ce genre par mesure de sûreté publique, leur ôtait ce dernier refuge. Les cabarets suspects furent fermés et, dans les autres, les patrons, qui ne voulaient pas avoir affaire à la police, étaient tenus de surveiller les propos de leurs clients. C'est l'époque des perquisitions journalières de la police et des dénonciations anonymes³¹.

Vaincus, désarmés, désorganisés, privés de chefs par le

30. DUTACQ, *l'Extension du cadre administratif et territorial de la cité lyonnaise de 1787 à 1852* (Bulletin de la Société littéraire, historique et archéologique de Lyon, 1918-1921, t. VIII, p. 73).

31. Voir A. M. L. *12 Evénements et troubles politiques*. Rapports de police, 1850-1852.

gouvernement bourgeois et souffrant toujours de la misère par suite d'une crise industrielle qui ne voulait absolument cesser, les ouvriers regardaient monter à l'horizon avec indifférence, peut-être même avec sympathie, la nouvelle puissance du Prince-Président. A leurs yeux le Prince représentait quelque chose de bien différent, de bien plus démocratique que les bourgeois réactionnaires qui dirigeaient alors la France. La légende napoléonienne, habilement exploitée, rendait attrayante la figure inconnue et énigmatique du neveu. En septembre 1848, il était question à la Guillotière et aux Brotteaux « d'une pétition à faire à l'Assemblée nationale pour demander trois consuls qui seraient Louis-Napoléon, Raspail et Barbès »³². Ce rapprochement assez inattendu montre bien dans quelle lumière le prétendant se présentait aux ouvriers. Il est vrai que ceux-ci eurent vite l'occasion de changer d'opinion, mais malgré son hostilité aux socialistes, Louis-Napoléon ne perdit jamais tout à fait sa popularité. Il n'était pas bourgeois et il se trouvait toujours en conflit avec les vrais représentants de la bourgeoisie. Lors des élections à la présidence, les ouvriers votèrent pour lui, plutôt que pour Raspail, parce que lui seul était en état de battre le « massacreur de juin » Cavaignac. A la veille du Coup d'Etat, le Président se trouvait en conflit aigu avec l'Assemblée réactionnaire qui avait étouffé la presse ouvrière, dissout les clubs, décrété l'état de siège, voté la loi Falloux et la loi électorale du 31 mai qui priva du droit de vote la majorité des ouvriers. Aussi, lorsqu'on apprit à Lyon, par les affiches officielles, la nouvelle du Coup d'Etat du 2 décembre 1851, les ouvriers se montrèrent-ils plutôt hostiles aux députés chassés du Palais-Bourbon qu'au président qui les avait chassés et qui défendait contre l'Assemblée bourgeoise le principe du suffrage universel. Seules les sociétés secrètes esquissèrent quelques velléités de résistance, mais devant l'indifférence générale, leurs membres se dispersèrent aussitôt³³.

Toute résistance, d'ailleurs, eût été vaine. L'armée était forte et disciplinée, son chef, Castellane, décidé ; et les ou-

32. DUTACQ, *l'Election d'un représentant du Rhône à l'Assemblée nationale au mois de septembre 1848* (*Revue d'Hist. de Lyon*, 1908, p. 460).

33. Voir CASTELLANE, *Journal*, IV, 3, 4 et 5 décembre 1851.

vriers étaient plus désireux de gagner leur vie que de défendre les droits des députés monarchistes.

La police avait pris toutes les mesures nécessaires et les arrestations en masse commencèrent dès le 3 décembre. Le 6, un arrêté de Castellane prescrivait des mesures de rigueur : « Tout attroupement sera dissipé immédiatement par la force. Tout individu pris construisant ou défendant une barricade, ou les armes à la main subira les lois de la guerre »³⁴. Les autorités craignaient les répercussions des nouvelles de Paris et voulaient intimider. Mais tout se passa sans incidents notables et le 7 décembre le maire de la ville, Réveil, adressait par une affiche, « au nom de la Ville entière... à tous un témoignage de profonde et éternelle reconnaissance » pour « votre énergique attitude » qui a préservé Lyon « des horreurs de la guerre civile »³⁵.

Et le soir, Castellane notait dans son journal : « Lyon est calme... Beaucoup d'ouvriers n'ont pas encore repris leur travail... Les principaux chefs des sociétés secrètes sont en fuite »³⁶.

Pour rendre impossible une nouvelle réorganisation des forces républicaines le nouveau gouvernement avait décidé d'user de la terreur. On arrêta tant à Paris qu'en province plus de 27.000 personnes (à Lyon, 840). Les arrestations se faisaient le plus arbitrairement du monde et toutes les haines du voisinage purent être satisfaites. Le 15 décembre, le Commissaire spécial s'adressait aux commissaires de quartiers, leur adjoignant, conformément à l'ordre du général Castellane, d'arrêter « tous les individus connus de vous, ou qui vous ont été signalé comme hommes dangereux... Si l'ordre public exige... déployez, s'il se peut, plus de fermeté et de persévérance encore que vous n'en avez montré jusqu'ici »³⁷.

On avait pensé d'abord expédier ces suspects sans jugement, au nom du salut public, en Algérie ou à Cayenne. Mais il y en a trop : une commission mixte est créée dans chaque département composée du préfet, du procureur et

34. A. M. L. *12 Evénements et troubles politiques*.

35. A. M. L. *Loc. cit.*

36. CASTELLANE, *op. cit.*

37. A. M. L. *Ev. et tr. politiques*. Lettre du commissaire spécial, 15 décembre 1851.

du général, qui examine chaque cas, sans entendre l'intéressé, et décide. La commission lyonnaise qui eut à se prononcer sur 458 affaires, prononça 6 transportations en Algérie, 76 mises en surveillance et interdictions de 5 départements, 14 expulsions de France, 25 internements, 63 mises en surveillance la police générale, 2 renvois en police correctionnelle, 66 renvois devant les conseils de guerre, 81 mises en liberté³⁸. Il faut noter que ces chiffres ne concernent pas la seule ville de Lyon, mais aussi les départements voisins.

Cette répression qui touche beaucoup les leurs (il y eut 270 travailleurs manuels condamnés par la commission mixte du Rhône), n'excite aucune manifestation chez les ouvriers. Ils assistèrent au départ des transportés de Lyon, au passage de ceux des autres départements, qui défilèrent dans la ville, sans protester³⁹. Lors du plébiscite qui devait sanctionner le Coup d'Etat, ils votèrent en majorité oui^{39 bis}. Il n'y eut qu'une faible majorité de *non* qu'à la Croix-Rousse seule, et les nombreuses abstentions venaient principalement de la bourgeoisie.

Il reste cependant à Lyon, après le Coup d'Etat, des fermentations d'agitation révolutionnaire. Les sociétés secrètes essayaient de se réorganiser⁴⁰ ; les révolutionnaires, stimulés par les encouragements des proscrits, s'attendaient toujours à un changement prochain, leur activité redouble à l'approche de la proclamation de l'Empire. Pendant toute l'année il est question de complots, d'attentats contre la vie du président, de soulèvements⁴¹.

Mais l'influence des révolutionnaires sur la population ouvrière paraît avoir été médiocre. Le travail avait repris, la fabrique se trouvait en pleine prospérité, et on était dégoûté des agitations vaines et stériles. La police veillait et l'armée était prête à descendre dans la rue, toute tentative aurait été pure folie.

38. A. N. BB³⁰⁴⁰¹. Rapport du Procureur général, 17 mars 1852.

39. CASTELLANE, *op. cit.*, IV, 23 mars 1852.

39 bis. On se rend compte de l'indifférence politique des masses lors du plébiscite en relisant les bulletins de vote conservés aux Archives nationales (B II, 1028). La plupart des électeurs du peuple tenaient à motiver leur vote. « *Oui*, mais qui fasse pas fermé les cabarets », écrivait l'un d'eux.

40. Voir CASTELLANE, *op. cit.*, IV, 15 février, 27 mars, 7 juillet 1851.

41. Voir A. N. F^{1cIII} Rhône 10, Les rapports du préfet des 13 et 19 juillet, 16 août, 16 octobre, 9 novembre 1852 ; CASTELLANE, *op. cit.*, IV, 19 mai 1852.

Le gouvernement prenait d'ailleurs des mesures habiles pour attirer à lui les travailleurs. Quand il confisque et fait vendre les biens de la famille d'Orléans (le « premier vol d'aigle »), il prélève une somme de dix millions destinés à développer les sociétés de secours mutuels et les logements populaires. « Délaissant les partis de l'ordre et la bourgeoisie, dont l'opposition, quelque peu platonique, ne lui semblait pas dangereuse, l'autorité s'ingénie à gagner la confiance et la sympathie des classes campagnarde et ouvrière en servant leurs intérêts économiques, et certains faits semblent montrer qu'elle ne s'est pas complètement trompé dans ses calculs » ⁴².

Il paraissait en effet que les ouvriers se rapprochaient du pouvoir qui s'intéresse à eux, paraît vouloir reprendre à leur avantage le programme de 1848 en le débarrassant des « utopies » socialistes, et pratique une véritable politique du travail.

La politique pure n'intéresse plus autant depuis qu'il n'y a plus de partis. « A la différence des anciens rapports, qui me donnaient lieu de constater toujours quelque désordre..., écrit le 3 juin 1852 le Procureur général, je ne trouve plus partout que calme, et, à de faibles restrictions près, l'activité régulière bien ordonnée de toutes les relations de la vie civile... La classe ouvrière... a murmuré d'abord d'être privée de ses journaux... Il lui en a coûté de passer de ce régime d'excitations violentes à un temps d'arrêt aussi marqué. Mais les nouvelles mœurs s'établissent insensiblement amenant avec elles plus de changement qu'il ne s'en montre ou qu'on ne croit en subir... Les esprits [sont] au calme et les bras en pleine activité » ⁴³. Un mois plus tôt il disait déjà : « La nation révèle son vrai génie, le besoin d'être gouvernée » ⁴⁴.

Aussi lorsque le Prince-Président se décida à revêtir la pourpre impériale et à consacrer cet acte par le plébiscite populaire, les ouvriers lyonnais donnèrent-ils en majorité un vote approuvatif. Il y eut à Lyon 27.000 *oui* pour 7.650 *non* et 23.812 abstentions. Mais il semble que les abstentions se

42. Mlle VERGIER-TRICOM, *la Vie politique et les partis à Lyon en 1852*, dans *la Révolution de 1848*, XX, p. 101.

43. A. N. BB39379, rapport du Procureur général, 3 juin 1852.

44. A. N. *Loc. cit.*, 6 mai 1852.

soient surtout produites dans la bourgeoisie. « Notre population ouvrière lyonnaise, écrivait le Procureur général à propos du plébiscite, tout en restant un foyer d'une grande incandescence de pensée révolutionnaire et de socialisme, aspire néanmoins en partie à faire retour aux idées d'ordre et à se retremper dans un esprit impérialiste. Une preuve sans réplique a été obtenue de ce fait, puisque, à la Croix-Rousse, quartier exclusif de la classe ouvrière et montagne sainte des insurrections, le recensement a fait compter 1102 oui de plus qu'au scrutin précédent du 20 décembre. C'étaient à n'en pas douter autant d'ouvriers qui passaient des rangs révolutionnaires dans ceux du nouvel Empire »⁴⁵.

Et de son côté le Préfet écrivait : « Le peuple proprement dit, dégagé de la pernicieuse influence d'une presse dissolvante et du despotisme de quelques démagogues, le peuple a suivi l'instinct qui lui appartient et reconnu les fausses voies dans lesquelles on le poussait. Il a vu, il a compris le vrai, et à la Guillotière et à la Croix-Rousse notamment, s'est accru le chiffre de bulletins sauveurs. On a vu à la Croix-Rousse des chefs d'atelier s'embrasser à la proclamation du scrutin. Ils reconnaissaient qu'une ère s'ouvrait, de repos et de prospérité »⁴⁶.

« Tableau touchant et bien fait, dit M. Dutacq, pour émouvoir l'âme sensible d'un préfet de l'Empire naissant, et surtout pour le rassurer sur l'avenir de son proconsulat »⁴⁷.

Cet optimisme officiel est certainement exagéré. Les scrutins ne reflètent que les états d'esprits passagers des masses, leurs rancunes et préférences du moment. Mais le fait est indubitable que les ouvriers virent l'avènement de l'Empire sans hostilité.

45. A. N. *Loc. cit.*, 11 décembre 1852.

46. A. N. *F¹cIII Rhône* 10, 26 novembre 1852.

47. DUTACQ, *l'Extension du cadre administratif...* (*Loc. cit.*, p. 79).

CHAPITRE I

La classe ouvrière et l'Empire autoritaire

- I. *La situation politique. La police impériale.*
- II. *La politique sociale de l'Empire autoritaire.*
- III. *L'échec de la politique sociale du gouvernement. La réaction des patrons après le Coup d'Etat. Les grèves et le rôle des sociétés de secours mutuels. Les crises dans la Fabrique.*
- IV. *L'état d'esprit dans la classe ouvrière.*
- V. *Les élections législatives de 1857.*
- VI. *L'attentat d'Orsini et la loi de sûreté générale. La guerre d'Italie. Les délégations ouvrières à l'Exposition universelle de Londres. Changement de régime. Fondation du Progrès.*

I

Quand l'Empire fut inauguré, toute vie politique, tout esprit d'opposition n'étaient pas morts à Lyon. En 1853, on remarque encore dans la population de la grande cité quelques velléités révolutionnaires. Il y avait, selon le mot de Castellane, « agitation sourde, mais tranquillité à la surface »¹. La ville est calme, écrivait le Procureur général, « néanmoins... on constate encore les haines et les colères qui s'agitent dans les bas-fonds de la démagogie. De temps en temps elles se produisent au dehors par des cris séditieux, souvenirs des mauvais jours, ou par des actes de rébellion, et l'autorité doit intervenir pour rassurer la population par la preuve d'une surveillance de tous les instants et l'exemple d'une

1. A. N. BB³⁰379, 22 décembre 1853.

juste sévérité »². Le 24 février, anniversaire de la République, les deux tiers des ouvriers chômèrent ; on arbora même un drapeau rouge sur une des places publiques de la ville, portant cette légende : « 48 trompé par sa bonté demande un 93 pour le venger »³. La police découvrit vite les fauteurs, qui furent sévèrement condamnés.

Jusqu'en 1855, la police s'occupa activement à détruire ou à corrompre les derniers débris des sociétés secrètes⁴. Beaucoup de leurs chefs s'étaient vendus à la police. « Ces sociétés discréditées, écrit Sébastien Commissaire, étaient entretenues par la police ; c'était un moyen pour elle d'avoir sous la main un certain nombre d'hommes qu'elle pouvait emprisonner ou laisser libres selon les besoins de la politique de Napoléon III »⁵.

Ces sociétés secrètes se seraient, d'ailleurs, dissoutes beaucoup plus tôt sans les encouragements qu'elles recevaient des proscrits de Londres, de Bruxelles et, surtout, de Genève, qui s'employaient de leur mieux pour entretenir l'agitation, et avaient des relations suivies avec les républicains restés dans le pays. A Lyon, il s'était formé une société de secours, « pour leur venir en aide ainsi qu'à leurs familles » ; la ville était divisée en cantons, les cantons en groupes de six personnes payant une cotisation de cinq centimes par personne ; les chefs de la société étaient Cazeaux, ancien conseiller municipal, placé sous la surveillance de police pour délit politique, et Hénon, l'ex-représentant du Rhône. Il y avait, d'après la police, au commencement de 1853, vingt-huit groupes organisés à la Croix-Rousse, à Vaise et aux Brotteaux⁶. Ces proscrits gardaient les illusions et les ardeurs de tous les proscrits. Ils inondaient la France de pamphlets violents contre le nouveau régime, dont le plus célèbre est *Napoléon le petit* de Victor Hugo. Ils annonçaient infatigablement la révolution prochaine. Le 17 octobre 1853, le Préfet écrivait que « des ins-

2. A. N. *Loc. cit.*, 7 janvier 1853.

3. A. N. *F1cIII Rhône 10*, Rapport du Préfet au Ministre de l'Intérieur, 28 février 1853 ; *BB30379*, 4 mars 1853.

4. V. A. M. L. *12 Ev. et Troubles politiques*, le Préfet au Commissaire spécial, 7 juillet 18.

5. Sébastien COMMISSAIRE, *op. cit.* II, p. 174 ; voir aussi A. N. *BB30379*, 3 juillet 1864.

6. Voir A. N. *BB30379*, 7 janvier 1853 ; A. THOMAS, *le Second Empire*, p. 88.

tructions [étaient] venues de Londres à la Démagogie pour lui prescrire de tenter à Lyon un mouvement insurrectionnel qui, quel qu'en fût le résultat, servirait toujours à entretenir cette idée que l'agitation des partis n'est point calmée en France »⁷. On s'en garda bien à Lyon, car, disait le Préfet, toute cette « propagande des réfugiés et les propagateurs de bruits alarmants » étaient bien discrédités⁸. Les proscrits n'en continuèrent pas moins à mener une campagne clandestine et les rapports de la police en relatent souvent les incidents. « Les distributions des brochures venues de dehors, écrivait, le 10 janvier 1856, le Procureur général, ont singulièrement augmenté pendant ces derniers jours... Elles sont répandues dans tous les ateliers, dans toutes les demeures, il est facile de comprendre le mal qu'elles font... Mais, ajoutait-il, pour cette heure le calme politique est très grand... Malgré l'annonce toujours répétée d'un événement fixé à une date prochaine, et qui passe chaque année du 22 février au 15 août et du 15 août au 2 décembre dans les prophéties des partis », il n'y a rien à craindre⁹.

Les républicains exaltés sentaient bien, eux aussi, que toutes les tentatives d'entraîner les masses étaient vaines, et n'espéraient plus de salut que par une solution extrême : l'assassinat. « L'attentat à la vie de l'Empereur, écrivait le Préfet, devient de plus en plus la tendance et comme l'idée fixe de la démagogie »¹⁰. Mais quand un parti est réduit à ce moyen extrême, c'est un signe certain de son impuissance. En effet, toute cette agitation des sociétés secrètes, si tant en est qu'il en existât encore de véritables, toute cette propagande des proscrits est superficielle et sans importance. Si les ouvriers liseut peut-être ces brochures, arrivées clandestinement d'au delà des frontières, ils ne songent pas à en tirer quelque conséquence pratique. « Les ouvriers ne sont point trop mauvais, écrivait le commissaire de police de la Croix-Rousse ; livrés à eux-mêmes on pourrait les ramener, mais il faudrait éloigner les individus qui les excitent, leur font croire qu'ils ne

7. A. N. *F¹cIII Rhône 10*, le Préfet au Ministre de l'Intérieur, 17 octobre 1853.

8. *Loc. cit.*, lettre du Préfet, 27 octobre 1853.

9. A. N. *BB³⁰379*, 10 janvier 1856.

10. A. N. *F¹cIII Rhône 10*, lettre du Préfet au Ministre de l'Intérieur, 17 octobre 1853 ; voir encore *BB³⁰379*, 5 février 1853 ; CASTEL-
LANE, *Journal*, 22 décembre 1852, 14 août 1857.

trouveront de bonheur que dans un changement de gouvernement. Tous ces agitateurs sont dés condamnés politiques graciés. Si l'on se débarrassait d'eux, on serait maître de la position » ¹¹.

Et le gouvernement est bien organisé pour se débarrasser des agitateurs. Lyon est depuis 1851 sous un régime policier, celui de toute la France, mais avec des modalités spéciales imitées de l'organisation exceptionnelle donnée à Paris par le Premier Consul. Le Préfet — c'est, de 1852 à 1864, Claude Vaïsse ¹², un préfet à poigne, un Haussmann lyonnais — est assisté en dehors du secrétaire général administratif, d'un second secrétaire général spécialement chargé de la police et qui dirige une foule de commissaires, d'inspecteurs, d'agents, de sergents de ville, sans compter les très nombreux indicateurs secrets. Le Préfet est, par surcroît, maire de Lyon, qu'il gouverne avec un docile conseil municipal ; il dispose souverainement du budget de la grande ville. Castellane, devenu sénateur et maréchal de France, est toujours prêt à le seconder avec son armée forte de 12 à 15.000 hommes et bien disciplinée.

Cette police omnipotente est extrêmement soupçonneuse et méticuleuse. Elle a déjà fait envoyer en prison ou en exil tous les chefs républicains ; elle a muselé toute la presse. Tous les journaux qui ne suivaient pas aveuglément ses indications ont été supprimés. Ceux qui restent : le *Courrier de Lyon* et le *Salut Public* sont des organes officieux, la *Gazette de Lyon*, journal de l'extrême droite catholique et légitimiste est très prudente. La police surveille tous les lieux où les républicains pourraient se réunir. Elle ferme tous les cabarets suspects, puis, quand les cabaretiers acculés à la misère implorent qu'on leur permette de les rouvrir, elle accorde l'autorisation. Seulement les cabaretiers sont tenus de donner des gages de « garantie », c'est-à-dire de renseigner la police sur tout ce qui se dit et se fait dans leurs établissements ¹³, ils sont devenus ses indicateurs. De ces mouchards, la police en avait mis partout ; dans chaque société, dans chaque groupe elle avait un

11. A. M. L. *Evénements et troubles politiques*, 4 septembre 1855.

12. Voir *Notice nécrologique sur Vaïsse*, dans la *Revue du Lyonnais*, 2^e s. XXIX, 1864.

13. Voir A. M. L. *Evénements et troubles politiques*, les nombreux rapports de police sur les cabarets (1852-1856).

homme au moins. Ils étaient la terreur de tous ceux qu'on soupçonnait d'être hostiles au régime. « On s'abstenait, dit l'auteur de la notice sur J.-L. Hénon, de voir ses amis politiques, on évitait de les rencontrer dans la rue... on se gardait d'écrire, à peine osait-on penser tout haut chez soi, dans l'intimité » ¹⁴.

L'impression qui se dégage des rapports de police de l'époque est lugubre : délations sordides de mouchards de bas étage, perquisitions, arrestations, surveillance. Un exemple significatif : une lumière apparaît et disparaît à la fenêtre d'une maison de la Croix-Rousse et la police aussitôt de soupçonner que cela sert de signal aux affiliés de quelque société secrète, et de perquisitionner ¹⁵. Un autre encore : Un commissaire de police envoie au sénateur-préfet Vaïsse le rapport suivant : « Les propos révolutionnaires ont été proférés dans une maison de tolérance, rue de l'Arbre-Sec... maison d'un très bon esprit, si je puis me permettre de m'exprimer ainsi et qui m'a fourni des renseignements les plus utiles... J'ai la certitude d'y être appelé si les auteurs de ces propos s'y représentaient » ¹⁶.

Ce système eut cependant l'effet désiré. Très vite, toute velléité d'opposition fut extirpée de la vieille cité révolutionnaire. Dès l'été 1854, Castellane, son œil soupçonneux toujours braqué sur ce qui voudrait menacer le jeune Empire et l'Ordre, ne parle presque plus des « rouges » et des ouvriers. La situation politique à Lyon est « complètement calme » ¹⁷, affirme constamment et dans les mêmes rapports où il relate les agissements des sociétés secrètes et des proscrits, le Procureur général. Tellement calme que même la guerre de Crimée passa sans aucune répercussion dans notre ville. La victoire et le prestige, dont jouissait à cette époque Napoléon III, stabilisèrent encore le régime. En mars 1856, quand le débordement du Rhône ravagea les Brotteaux et la Guillotière, noyant les jardins et ruinant 1.200 maisons ¹⁸, l'Empereur accourut, visita les lieux sinistrés et accorda de nombreux secours. Il

14. Notice sur J.-L. Hénon, p. 22. Voir aussi CRESTIN, *Souvenirs d'un Lyonnais*, p. 10 ; S. COMMISSAIRE, *op. cit.*, II, p. 174.

15. A. M. L. *Evénements et troubles politiques*, rapport de police, avril 1856.

16. A. M. L. *Loc. cit.*, 11 novembre 1856.

17. A. N. BB30379, 12 mai 1854.

18. Voir A. KLEINKLAUSZ, *Lyon des origines à nos jours*, p. 59.

fut vivement acclamé par la population. On cria : Vive l'Empereur, Vive le Père du peuple ! et le Premier président Devienne n'exagérait peut-être pas trop lorsqu'il lui disait : « Vous avez conquis les âmes les plus froides. On ne peut faire un pas sans entendre bénir votre nom, sans être ému par des expressions vives et touchantes que trouvent la reconnaissance des malheureux et l'admiration de tous »¹⁹. Après le départ de l'Empereur le Procureur général résumait ainsi la situation : « La solution pacifique et glorieuse de la guerre, le voyage de Sa Majesté dans les provinces inondées, tout éveille des sentiments de sympathie et je ne pense pas que depuis un siècle le pouvoir ait été aussi solidement assis et aussi respecté qu'il l'est aujourd'hui »²⁰.

Le docteur Crestin, un républicain qui jouera un certain rôle dans la vie politique lyonnaise, décrit ainsi son impression de Lyon en 1857 : « A sa surface politique, qu'à ce moment de mon séjour il m'était seulement permis d'analyser, pas une marque d'opposition à l'Empire de Bonaparte, pas une désapprobation de ses actes si arbitraires et si contradictoires »²¹.

II

Cette dictature policière, le gouvernement espérait la faire accepter aux ouvriers en leur assurant le bien-être et la sécurité matérielle. C'est par une prospérité économique toujours croissante que devait être résolu le problème social. « L'ouvrier manque de travail, disait Napoléon I^{er}, il est alors à la merci de tous les intrigants ; on peut le soulever : je crains des insurrections fondées sur un manque de pain ; je craindrais moins une bataille contre 200.000 hommes ». Son héritier, qui écrivit *l'Extinction du paupérisme*, avait encore plus de raisons à s'intéresser au sort des ouvriers : n'avait-il pas derrière lui l'expérience de la Seconde République ?

19. *Conseil municipal*, 1856, p. 560-561 ; voir aussi CASTELLANE, *Journal*, V, p. 139.

20. A. N. BB³⁰379, 17 juillet 1856.

21. Docteur CRESTIN, *Souvenirs d'un Lyonnais. De 1857 à 1870*. Lyon, 1897, p. 10.

Nombreuses sont les mesures de politique sociale prises par l'Empire autoritaire : Loi du 1^{er} juin 1853 sur les conseils des prud'hommes, loi du 22 juin 1854, sur les livrets ouvriers ; développement des sociétés de secours mutuels ; politique des grands travaux, etc... Toutes ces mesures portent un double caractère « à la fois progressif et policier »²².

Elles tendaient à améliorer la condition des ouvriers mais aussi à faciliter la surveillance de la police. La loi sur les conseils des prud'hommes satisfaisait le désir des ouvriers d'avoir des délégués vraiment sortis de leurs rangs, mais remettait au gouvernement le choix des présidents et des fonctionnaires ; la loi sur les livrets ouvriers remettait le livret entre les mains des travailleurs (le livret ne peut plus être gardé par le patron), mais elle en rendait le port obligatoire, de façon à rendre plus aisée la surveillance de la police. Pour ne pas courir le danger de voir, malgré la loi, se former des organisations ouvrières, qui pourraient devenir des foyers de conspiration, l'Empire s'efforça de rendre inoffensif ce besoin irrésistible de l'ouvrier à se grouper, en le canalisant, en l'effectuant sous son patronage. Les sociétés de secours mutuels devaient servir à ce but. « Le seul moyen efficace pour protéger notre classe ouvrière de cette mauvaise propagande [de la propagande républicaine] est de la faire entrer dans les sociétés de secours et de lui apprendre l'ordre et l'économie »²³, disait le Procureur général. Il y avait trois sortes de sociétés de secours mutuels : les sociétés reconnues d'utilité publique pour lesquelles la loi prescrivait des formalités compliquées ; les sociétés autorisées ou privées, dans lesquelles les ouvriers s'administraient d'une façon autonome ; et les sociétés approuvées. C'est sur ces dernières que se portait toute la sollicitude du gouvernement. Elles jouissaient d'avantages considérables, étaient comblées de subventions, à condition : 1° de faire nommer leur président par l'Empereur, 2° de consacrer le principe de l'admission des membres honoraires, 3° de ne pas promettre de secours en cas de chômage, c'est-à-dire à ne pas favoriser les grèves. Pendant toute la première période du Second Empire, de grands efforts furent faits pour développer ces sociétés. A la fin de l'année 1852, le nom-

22. G. WEILL, *Histoire du mouvement social en France*, éd. 1924, p. 7.

23. A. N. BB30379, 5 avril 1860.

bre des sociétés dans le Rhône était de 139 avec 11.216 membres ; en 1859, il y avait 181 sociétés avec 19.253 membres. Leur capital s'élevait de 592.514 francs en 1852, à 1.378.971 francs en 1859. « Ainsi dans l'espace de 8 années, c'est-à-dire depuis l'application du décret organique du 26 mars 1852 (le décret sur les sociétés autorisées), le nombre des sociétés s'est accru dans le département du Rhône de 42, celui des sociétaires de 6.346, celui des membres honoraires de 1.691 et le capital de 552.079 francs. Nos progrès ne s'arrêteront pas » ²⁴.

Mais la partie la plus intéressante et la plus importante de la politique sociale du Second Empire ce fut la politique des grands travaux. Ils devaient en occupant tous les bras disponibles chasser la misère, en embellissant et assainissant les grandes villes y rendre la vie plus agréable et tuer l'instinct de révolte. « De belles et larges rues contribuent plus qu'on ne le pense à améliorer le moral des populations » ²⁵. Mais cet embellissement avait un autre but encore : « En substituant à des rues étroites et tortueuses des rues larges et droites en tous temps accessibles à la force armée » ²⁶, on rendait impossible toute tentative d'émeute, pareille à celle de 1834. « Cette rue, disait Castellane — en parlant du projet du percement de la rue Impériale, aujourd'hui rue de la République —, est encore plus indispensable sous le rapport *stratégique* que sous ceux de la salubrité, de l'embellissement de cette ville et de son utilité pour les habitants. La place Bellecour doit être considérée comme la place d'armes de Lyon ; c'est là que les colonnes doivent déboucher. La rue Impériale construite, les troupes pourront se porter facilement au centre de la ville. Lyon avec ses 300.000 âmes est considérable par lui-même. Il exerce de plus une influence considérable sur le Midi de la France. Le maintien de la tranquillité dans cette cité est une chose importante pour le gouvernement. La rue Impériale sera un moyen puissant pour la conserver... » ²⁷.

Aussi bien le projet établi par l'architecte Dardel, et que

24. A. N. BB³⁰⁷³⁹, 5 avril 1860.

25. A. M. L. *Op. Rue de la République*, Lettre du maréchal de Castellane au préfet Vaïsse, 1853.

26. A. M. L. *Loc. cit.*, Rapport du Préfet au Ministre de l'Intérieur, 21 novembre 1853.

27. A. M. L. *Loc. cit.*, Lettre du maréchal de Castellane au préfet Vaïsse, 1853.

Vaïsse avait fait approuver en 1853, fut-il mis en exécution avec une rapidité prodigieuse. En moins de dix années Lyon fut transformé. De larges rues bien aérées furent percées « à travers le massif séculaire des maisons hautes et pressées les unes contre les autres »²⁸, de nouvelles places furent érigées, les anciennes agrandies et embellies. Le parc de la Tête-d'Or, dessiné par l'architecte paysagiste Bulher, devait procurer « le plaisir de la promenade si cher et si indispensable à une population habituellement active et occupée », être « la campagne de ceux qui n'en ont point »²⁹.

L'œuvre a été grandiose, et l'accueil fait par la population lyonnaise enthousiaste³⁰. Il serait pour nous plus intéressant de savoir quel accueil lui fit la classe ouvrière spécialement, car la politique des grands travaux se présentait à elle sous une double face : si d'un côté elle lui procurait du travail, de l'autre elle avait pour effet en diminuant la capacité de logement de la ville d'élever sensiblement le prix des loyers. Le type de « Monsieur Vautour », le propriétaire qui augmente ses loyers à chaque nouvelle maison démolie dans son quartier, nous est bien connu par les caricatures de Daumier. Malheureusement, sur cette question les documents des archives sont muets, sauf une seule pièce, une lettre anonyme, qui peut fort bien être l'œuvre d'un mauvais plaisant : « Monsieur le Préfet, veuillez avoir la bonté d'arrêter immédiatement la construction de la rue Impériale, ou sans cela la classe ouvrière se dispose à marcher arme à la main contre vous et toutes les autorités civiles, parce que les propriétaires se font une gloire d'augmenter les locations du 100 % et alors l'ouvrier ne pourra plus se loger que dans un... s'il vous plait à vous de lui en désigner un. Si d'ici à trois jours l'ordre n'est point affiché aux quatre coins de Lyon que cette rue et le palais de la Bourse ne se fera pas, malheur à vous et à vos descendants...

« Nous soussignés membres de la société Carbonaro »³¹.

Ajoutons que le préfet Vaïsse était célibataire.

Il convient encore, en parlant de la politique sociale de

28. KLEINKLAUSZ, *Lyon des origines à nos jours*, p. 59.

29. A. M. L. M¹ *Parc de la Tête-d'Or*, 1855, 1870. Lettre du Préfet au Conseil municipal, 22 février 1856.

30. Voir KLEINKLAUSZ, *op. cit.*, p. 60-61.

31. A. M. L. R² *Événements et troubles politiques*.

l'Empire autoritaire, de noter une chose qui lui fait honneur : Beaucoup de ses fonctionnaires respectaient la loi et entendaient l'appliquer à la lettre tant aux patrons qu'aux ouvriers. Nous avons souvent rencontré des rapports du Commissaire spécial où il prend le parti des ouvriers contre les patrons. Le Procureur impérial écrivit à propos d'une coalition présumée des maîtres teinturiers dirigée contre les fabricants les lignes suivantes : « Il faut que MM. les maîtres teinturiers sachent que la loi qui protège la liberté du travail et de l'industrie est faite pour tous et contre tous. Je n'hésiterais pas à provoquer, s'il y a lieu, l'arrestation du plus riche et du plus considérable des maîtres comme du dernier des ouvriers. J'entends ne sacrifier à personne l'énergie et les bienfaits de la loi »³².

III

Par toutes ces mesures en leur faveur l'Empire avait espéré détourner les ouvriers de la politique. Son échec fut complet. Sans parler des idées républicaines et égalitaires trop profondément enracinées dans la conscience ouvrière, pour pouvoir disparaître de sitôt, les ouvriers lyonnais avaient encore beaucoup d'autres sujets de mécontentement : A quoi leur servait-il d'être équitablement traités d'après les lois, si ces lois faisaient la part du lion au camp adverse, aux patrons, si en leur refusant et le droit de coalition et la liberté de réunion, elles les mettaient à la merci de ceux-ci ? A quoi leur servait-il d'être organisés en sociétés de secours mutuels si la surveillance de l'administration et la présence des riches membres honoraires les empêchaient de s'en servir pour défendre leurs intérêts immédiats ? La politique de l'accroissement continu du rythme de la production et des grands travaux se montra, elle aussi, inefficace du point de vue social. La prospérité industrielle, quelque grande et soutenue qu'elle soit, n'exclut pas les crises périodiques de surproduction, au contraire ; et à Lyon surtout, dans une industrie extrêmement sensible aux moindres oscillations du marché mondial, leur

32. A. M. L. *13 Corporations, Soierie*. Lettre du Procureur impérial au Commissaire spécial, 29 décembre 1855.

répercussion sera fort douloureuse. La politique des grands travaux profitait surtout à la bourgeoisie. Elle ne put pallier efficacement aux inconvénients du chômage forcé dans le temps des crises, car les ouvriers ne sont pas des forces motrices qu'on peut employer indifféremment à tous genres de travaux et un canut fera toujours un mauvais terrassier et surtout mécontent. On avait trop vite oublié l'expérience des ateliers nationaux de 1848. En fin de compte cette politique des grands travaux n'eut d'autre effet que de former une nouvelle armée ouvrière, qui, dans la suite, s'avérera très dangereuse pour le régime. L'essor économique et les grands travaux eurent, en outre, comme conséquence une hausse très sensible dans les prix des loyers et des denrées de première nécessité que ne compensaient pas suffisamment l'augmentation parallèle des salaires ouvriers.

Ces faits qui rendirent hostiles au régime les ouvriers qui avaient accepté son avènement avec indifférence sinon avec sympathie méritent d'être exposés avec détails.

La réaction politique qui suivit le Coup d'Etat du 2 décembre fut accompagnée d'une réaction patronale qui tendait à retirer aux ouvriers les avantages acquis dans la période révolutionnaire. La journée du travail fut prolongée dans beaucoup de corporations, les salaires réduits³³. Contre les ouvriers désorganisés, surveillés par la police, les patrons procédaient sans façons, brutalement. Ce sont les préfets eux-mêmes qui le constatent. Celui du Rhône se plaint des fabricants qui veulent produire à bon marché et ne trouvent pas d'autre moyen pour cela que de diminuer les salaires et provoquent ainsi des grèves³⁴. Le préfet de l'Orne³⁵ les accuse même de les provoquer intentionnellement, pour en retirer un double avantage : ils n'avaient point à entretenir une main-d'œuvre coûteuse pendant les moments de stagnation et quand les affaires redevenaient prospères, ils avaient beau jeu de reprendre ces ouvriers au salaire qui leur convenait. Encore en 1855, à propos de la grève des tailleurs de pierre, le commissaire spécial lyonnais nous relate un cas semblable :

33. Voir A. M. L. *F² Corporations, Soierie*, Rapport de police, 7 avril 1855 ; *F² Evénements et troubles politiques*, Rapport de police, mai 1855.

34. A. N. *F^{1c}III Rhône 10*, Rapport du Préfet du Rhône au Ministre de l'Intérieur, 15 juillet 1852.

35. *F^{1c}I*3*, 21 avril 1853.

« Les renseignements que j'ai pris sur la grève, les entretiens que j'ai eus avec [les grévistes] et les détails fournis par eux au petit parquet, m'ont convaincu que les coupables, car ils le sont d'après l'article 415 du Code pénal, sont des hommes inoffensifs, arbitrairement exploités par leurs patrons, poussés par eux dans le guet-apens d'une grève, dont les patrons devaient surtout tirer avantage... Les maîtres profitent de la situation [stagnation des affaires] pour régler à leur gré les salaires ». Puis il rapporte des propos très insolents de quelques patrons à leurs ouvriers et ajoute que ceux-ci n'osent pas se plaindre ni s'adresser au juge de paix, parce que « l'ouvrier qui a eu l'audace d'appeler son patron devant le juge de paix voit se fermer pour lui, pour un temps plus ou moins long, tous les chantiers de la ville »³⁶.

Ces manières d'agir aggravaient encore les rapports, déjà tendus, entre le capital et le travail. Malgré la sévérité de la loi et la promptitude de la répression, les grèves ne sont pas rares sous l'Empire autoritaire. Elles furent particulièrement nombreuses en 1855, au moment de la grande prospérité qui suivit la guerre de Crimée : grèves des ouvriers en soie, des menuisiers, des tailleurs de pierre, des scieurs de long, des maçons, des ouvriers en satin et velours, etc.,³⁷... « L'événement local le plus considérable qu'ait signalé le semestre qui vient de s'écouler, écrivait en juillet 1855, le Procureur général, c'est l'ensemble des grèves d'ouvriers qui se sont manifestées sur presque tous les points. C'est là, du reste, chose non terminée. Les difficultés qu'amène la fixation des salaires ont toujours travaillé les pays industriels. Mais la grande impulsion que 1848 a donnée aux exigences des ouvriers a évidemment compliqué les embarras sur ce point »³⁸.

Dans ces conflits entre patrons et ouvriers le rôle du gouvernement et de l'administration est très délicat. Quoiqu'enclins à défendre les intérêts des patrons, ils trouvaient de mauvaise politique de montrer, dans ces questions purement économiques, trop de rigueur à l'égard des ouvriers, surtout comme il n'y avait chez les grévistes aucune tendance hostile

36. A. M. L. *12 Corporations, grèves coalitions*, Rapport au Préfet, 7 mai 1855.

37. Sur les grèves voir A. M. L. *12 Corporations, grèves, coalitions (compagnonnage)* ; *12 Corporations, Soierie*.

38. A. N. BB30379, 29 juillet 1855.

au gouvernement ; bien au contraire. Dans les premières années, il lui témoignaient une grande confiance et dans leurs démêlés avec les patrons, ils en appelaient souvent au chef de l'Etat³⁹. Au commencement de la plupart des grèves il y avait une pétition des ouvriers au préfet, le priant de leur faire obtenir les améliorations réclamées. « La situation du gouvernement, vis-à-vis de ces incidents [les grèves], écrivait en avril 1853 le Procureur général, ne sera pas la même que celle des pouvoirs antérieurs. La classe laborieuse compte avec raison sur ses sympathies. Cela est un avantage tant que la situation est calme. Mais si la violence se manifeste, si les passions se déchaînent, s'il faut en venir à la répression, tout est changé. Les malheureux égarés et qu'il faut frapper trouvent alors que le gouvernement est d'autant plus injuste qu'ils comptaient sur lui davantage. C'est un ami qui les trahit. La colère s'augmente du désappointement éprouvé »⁴⁰.

Au commencement, l'Administration s'efforça à éviter autant qu'il était en son pouvoir que ces conflits se produisent. Elle n'usait pas volontiers de la répression. Nous avons « à agir plutôt qu'à sévir car ce sont des faits à toucher plutôt d'une main protectrice et prudente »⁴¹, disait le Procureur général. Il arrivait même que le Tribunal de Lyon acquittât les grévistes inculpés⁴². Mais dès l'été de 1853, peut-être comme effet de consolidation du régime, peut-être sous la pression plus forte du patronat, la répression des coalitions ouvrières devient extrêmement rigoureuse. La grève des chapeliers, en juillet 1853, est étouffée impitoyablement par des arrestations en masse (on arrête 78 ouvriers dont 39 sont renvoyés au juge d'instruction)⁴³. Toutes les grèves de l'année 1855 sont brisées de la même façon, ainsi que celles des années suivantes. Les grévistes étaient généralement punis de 6 mois à 2 ans de prison, et, s'ils n'étaient pas originaires de Lyon, à une interdiction de séjour pendant deux ans dans l'agglomération lyon-

39. A. N. *F¹cIII Rhône 10*, le Préfet au Ministre de l'Intérieur, 15 juillet 1852.

40. A. N. *BB³⁰379*, 5 avril 1853. Dans le rapport précisé, le Préfet exprimait les mêmes craintes : « En admettant, dit-il, que la politique ne les fait point naître, elle peut s'en servir ».

41. A. N. *BB³⁰379*, 3 juin 1852.

42. *Ibid.*, 4 juin 1852.

43. A. M. L. *P² Corporations, grèves, coalitions*. Procès-verbal du Commissaire spécial, 16 juillet 1853.

naise⁴⁴. Puis aux ouvriers livrés impuissants à l'arbitraire des patrons et qui demandaient l'intervention de l'autorité, on répondait que « l'administration n'a pas le droit de s'immiscer dans les questions de salaire, qui ne peuvent être réglées que du commun accord des ouvriers et de ceux qui les emploient⁴⁵. On leur retirait, d'ailleurs, cette possibilité du « commun accord » en leur refusant systématiquement toute autorisation de se réunir⁴⁶.

Dans les conflits du travail de cette époque, quelques sociétés de secours mutuels — que le gouvernement avait destinées à de tout autres fins — paraissent avoir joué secrètement le rôle d'organisatrices et d'animatrices de grèves. C'est le commissaire spécial, l'homme de Lyon le mieux instruit des choses ouvrières qui l'affirme : « Telles sont, écrivait-il au Procureur impérial, les sociétés de l'Union, des ouvriers chapeliers, des typographes, des imprimeurs sur étoffes, des veloutiers, des ferrandiniers, la 110^e société qui couvre celle de Saint François-Xavier et les divers compagnonnages »⁴⁷.

Cette activité occulte des sociétés de secours mutuels éveillait de graves inquiétudes dans la bourgeoisie lyonnaise. Tous les industriels, disait le Procureur général, s'en plaignent. Ce sont elles qui dans un moment favorable feront la révolution. « On ne serait alors surpris que d'une chose : c'est que le gouvernement eût formé de ses mains un instrument de renversement si bien organisé... Je sais que les sociétés de secours mutuels sont une création chérie. Mais les enfants préférés sont ceux qui minent les familles... Il est très séduisant de penser qu'on peut amener le prolétaire à se secourir lui-

44. Voir dans les différents dossiers des A. M. L., particulièrement dans *I² Evénements et troubles politiques*, les nombreux extraits des registres des arrêtés du Préfet du Rhône.

45. A. M. L. *I² Corporations, grèves, coalitions*, Lettre du Secrétaire général, 2 juin 1855.

46. *Ibid.*, Lettre du Secrétaire général, avril 1855.

47. A. M. L. *I² Corporations, Soierie*, 27 décembre 1856 ; voir encore A. N. BB30397, 28 décembre 1856 ; sur la Société de Secours mutuels des compagnons ferrandiniers, qui comptait dans ses rangs beaucoup d'anciens *Voraces*, voir A. M. L., *loc. cit.*, rapports de police du 29 juillet 1852, 16 mai 1855, 25 et 26 décembre 1856. Cette société joua un rôle très actif dans toutes les grèves des tisseurs. Sur la Société mutuelle des chapeliers voir : Office du Travail, *Associations professionnelles ouvrières*, et A. M. L. *I² Corporations, grèves, coalitions*, octobre 1855, avril 1856, 5 février 1860, 31 janvier 1862, 5 mai 1863, 6 août 1865.

même dans la maladie, dans la vieillesse ; il est très séduisant de croire qu'on échappera aux sociétés secrètes par les sociétés autorisées ; il serait doux d'espérer qu'on trouvera une organisation immense dévouée au gouvernement... [Mais malheureusement] dans la masse ouvrière la passion dominante est la haine de toute supériorité, de tout gouvernement... Cette passion est la principale force des démagogues... [Il ne manquait à cette force] que l'organisation et les prétendues sociétés de secours viennent la lui donner » ⁴⁸.

Il nous semble que ces craintes étaient exagérées. Nous croyons que les sociétés de secours mutuels étaient plutôt un obstacle qu'un instrument de grève. Elles étaient nombreuses et ne réunissaient chacune qu'un très petit nombre d'adhérents, 100 à 150 ⁴⁹, ce qui divisait les corporations et leur rendait difficile une résistance collective, et puis leur but spécial (assistance en cas de maladie et assurance pour la vieillesse) devait les détourner des entreprises hasardeuses. Si une douzaine de sociétés libres jouèrent un rôle actif dans les grèves de l'époque, la majorité des sociétés de secours mutuels se tint tranquille, se contentant de manifester son mécontentement aux moments des élections, en votant contre le gouvernement ⁵⁰.

Une autre cause de mécontentement, spécialement des ouvriers de la Fabrique de soieries, ce furent les crises auxquelles cette industrie de luxe, très sensible aux moindres variations du marché mondial, soumise aux caprices de la mode, était exposée même dans les périodes les plus prospères. Ces crises exerçaient leurs ravages surtout parmi la population ouvrière de la ville qui, produisant beaucoup plus cher que les ouvriers extra-urbains, était la première menacée de chômage.

La crise de 1853-1854 est due au renchérissement de la soie causée par la maladie des vers et à la guerre de Crimée qui inquiète les négociants et paralyse les affaires. Un grand nombre de métiers cessèrent de battre, et les fabricants en profitèrent pour abaisser les prix des façons des ouvriers encore

48. A. N. BB30379, 2 février 1857.

49. Louis REYBAUD, *Etudes sur le régime des manufactures. Condition des ouvriers en soie*, Paris, 1859, p. 185.

50. A. N. BB30379, 1^{er} juin 1861.

occupés⁵¹. Le Préfet fit ouvrir des chantiers de terrassement qui fonctionnèrent du 5 décembre 1853 au mois de juin 1854⁵².

Au chômage et à l'avilissement des salaires s'était venue joindre, pour aggraver la situation, la cherté de la vie. Les marchandises sous la triple impulsion de l'abondance de l'or, d'une consommation plus active, et d'une spéculation effrénée qui accompagnent tout essor industriel, enchérissent chaque jour. La hausse était surtout sensible pour les denrées alimentaires. Le mécontentement était grand parmi les ouvriers. Lorsque le 1^{er} et le 15 novembre 1853 des affiches annoncèrent à la population une nouvelle hausse pour le prix du pain, des « réflexions odieuses se firent entendre » et on arracha et piétina les affiches⁵³. « On afficha sur les murs des placards incendiaires »⁵⁴. On commençait à parler d'accapareurs. « Cette vieille tradition, dit le Procureur général, n'a rien perdu de sa force et s'il y avait une manifestation populaire amenée par la disette, le cri « aux accapareurs » serait encore le cri de guerre et de ralliement »⁵⁵.

A la vie chère, l'Administration essaya de pallier par la distribution de bons de pain à prix réduit, la différence étant réglée aux boulangers par la ville sur les fonds des secours à domicile. Pour la viande, le préfet fit organiser des ventes à la criée qui permettaient de fournir à la population de la marchandise de bonne qualité avec des différences notables sur les prix pratiqués par les bouchers. On payait par exemple à la criée le kilogramme de bœuf 99 centimes au lieu de 1 fr. 31. Le Préfet craignait le mécontentement provoqué par la misère

51. A. N. BB³⁰³⁷⁹, 28 décembre 1853.

52. A. M. L. Q² *Ouvriers sans travail, ateliers de charité*. Le préfet Vaïsse, obligé de recourir à ce procédé renouvelé de la Seconde République, ne cache pas ses inquiétudes : « Il faut empêcher que le travail ne devienne une dérision... Evitons surtout avec le plus grand soin ce qui pourrait rappeler les chantiers nationaux de 1848 » (Q², *loc. cit.*, Lettre du Préfet au Maire du 4^e arrondissement, 16 septembre 1853). Mais les abus se reproduisirent. L'architecte en chef Dardel écrivait que les ouvriers, qui pourraient trouver du travail ailleurs, « préféraient le travail nonchalant et peu pénible des chantiers à la journée » (Q² *loc. cit.*, 9 février 1854). Voir aussi le rapport du Commissaire de police de la Croix-Rousse, 20 janvier 1854.

53. A. N. BB³⁰³⁷⁹, Lettre du Procureur impérial au Procureur général, 8 décembre 1853.

54. *Id.*, *ibid.*

55. A. N. BB³⁰³⁷⁹, 28 décembre 1853.

et pensait qu'il « était essentiel de faire voir que l'Administration se préoccupait des moyens de venir en aide à la population... dans un moment où les subsistances étaient si chères » ⁵⁶.

La seconde crise, beaucoup plus grave, répercussion de la crise mondiale qui eut son point de départ en Amérique, commença vers la fin de 1856. Dès le mois d'octobre, près de la moitié des métiers chômaient ⁵⁷. Le 1^{er} novembre, le Commissaire de police des Brotteaux signale que dans son quartier 4.373 métiers sur 5.500 sont arrêtés ⁵⁸. Comme en 1853-1854, la crise était compliquée d'un renchérissement de denrées alimentaires. On recourut encore aux mêmes remèdes, les ateliers de charité furent rouverts et les fêtes de bienfaisance particulièrement nombreuses ⁵⁹. On organisa des souscriptions et le cardinal de Bonald prescrivit une quête dans toutes les églises ⁶⁰. Les souffrances des ouvriers étaient très grandes. « M. Vaïsse, écrivait, le 30 octobre 1857, le maréchal de Castellane, a fait ouvrir hier, à la promenade de la Tête-d'Or, des ateliers pour les ouvriers en soie sans ouvrage ; beaucoup se sont fait inscrire à la Croix-Rousse. Plusieurs en recevant leur carte ont réclamé un bon de pain, n'ayant rien à manger. La misère est grande ; des ouvriers ayant cinq métiers sont venus demander à la mairie du travail ou du pain, se plaignant de n'avoir pas, depuis deux mois, un pouce d'ouvrage » ⁶¹.

Et il n'est pas étonnant que le maréchal, qui pendant plusieurs années n'en a point eu l'occasion, parle de nouveau des « rouges » qui tiennent « de mauvais propos » et « exploitent la situation » ⁶².

56. *Conseil municipal*, 1854, p. 267.

57. A. N. BB³⁰³⁷⁹, 18 octobre 1856.

58. A. M. L. *12 Corporations, Soierie*, 1^{er} novembre 1856.

59. A. N. BB³⁰³⁷⁹, 3 janvier 1857.

60. *Id.*, 8 novembre 1857. Voir aussi la *Circulaire de M. le Cardinal-Archevêque de Lyon*, 3 novembre 1857.

61. CASTELLANE, *Journal*, t. IV, 30 octobre 1857.

62. *Id.*, *ibid.*

IV

Ainsi la question politique renaissait de la question sociale. Il faut reconnaître que les souvenirs et les traditions de la Révolution de 1848 y étaient pour beaucoup. Quand on étudie l'histoire du Second Empire il ne faut jamais perdre de vue qu'il succéda à la Seconde République, une république qui fut presque socialiste à ses débuts, qui proclama le droit au travail et arbora à son drapeau tricolore un tout petit ruban rouge. Déjà en 1852, parlant du calme politique qui régnait alors, le Procureur général présageait : « Autant que je puisse le pressentir... cette trêve ou cet amortissement de passion politique feront place dans les populations ouvrières à un autre phénomène... qui semble déjà se révéler. La vie politique n'a pas tellement surexcité ses pulsations pour tomber tout à coup. L'effort durable qui en résulte, c'est que la population ouvrière se sent reliée par des intérêts de classe. Ces intérêts peuvent bien dépouiller un attirail de parti et abdiquer les immondes prétentions du socialisme ; mais ils prennent place néanmoins dans la cité et vivent avec ténacité sous forme collective et l'espoir de leur satisfaction pourra les amener un jour en recrues à n'importe quel parti » ⁶³. L'année suivante un nouveau procureur général fait la même constatation : « La bourgeoisie plus éclairée par le souvenir de ses craintes récentes, se rallie volontiers à un pouvoir protecteur. Mais à côté de cela il existe une population considérable, ennemie de tout gouvernement, ennemie sérieuse irréconciliable, dont l'hostilité prend ses sources dans des causes inguérissables. La classe ouvrière est généralement convaincue de l'injustice de l'établissement social. L'exploitation de l'homme par l'homme, la tyrannie du capital, tout le langage de la philosophie égalitaire de tous les siècles, qui semble mis en oubli parce que les journaux n'en parlent plus, est au contraire grossièrement conservée dans la pensée des classes ouvrières et forme la base de sa conviction politique... Vainement le gouvernement impérial manifesterait une vive sympathie pour les classes ouvrières, il ne pourra détruire ici les

63. A. N. BB³⁰³⁷⁹, 3 juin 1852.

dispositions mauvaises »⁶⁴. Et en 1856-1857, le même procureur général constate la persistance de ces sentiments⁶⁵. Visitant Lyon, en 1856, l'économiste Reybaud est frappé de voir combien les idées socialistes étaient répandues dans la population ouvrière : « Dieu sait quels vastes projets sont en germe dans les plus humbles ateliers, et combien de réformateurs méconnus y poursuivent le problème de régénération universelle... Le travail des bras laisse à la tête une liberté dont elle abuse »⁶⁶.

Les traditions de 1848, les traditions socialistes étaient toujours vivaces à Lyon. Beaucoup d'ouvriers conservaient soigneusement les livres et les brochures de la dernière Révolution. Il existait encore quelques petits cercles d'adeptes des vieilles écoles socialistes, comme ces Icariens qui correspondaient régulièrement avec leurs frères de l'Amérique⁶⁷. Proudhon est très lu et très aimé des ouvriers lyonnais⁶⁸ ; il sera même question de poser sa candidature lors des élections législatives de 1857. Mais, en général, et les événements ultérieurs le démontrent bien, l'ouvrier n'est plus lié à aucune théorie socialiste particulière. Ce que la propagande socialiste de l'époque de Louis-Philippe et l'effervescence révolutionnaire de la Seconde République ont développé en lui, ce que la répression de l'Empire autoritaire a fortifié, c'est un vague sentiment socialiste, une profonde conviction de l'injustice sociale. Quant aux moyens pratiques de réparer cette injustice il n'y a rien de fixé. Cependant la République, une vraie, et non « escamotée » comme la précédente, lui paraissait l'étape première et indispensable dans la voie de la réalisation socialiste. « L'ouvrier est aujourd'hui communiste et égalitaire comme le bourgeois était philosophe avant 1789..., dit le Procureur général. Les bourgeois cherchaient un système qui fût une arme contre la supériorité de la noblesse et du clergé ; l'ouvrier en adopte un pour renverser, s'il est possible, toute supériorité⁶⁹... La République est le moyen premier, la voie

64. A. N. BB³⁰³⁷⁹, 5 février 1853.

65. A. N. BB³⁰³⁷⁹, 17 juillet 1856 ; juillet 1857.

66. L. REYBAUD, *Etudes sur le régime des manufactures. Conditions des ouvriers en soie*. Paris 1859, p. 162.

67. Voir dans A. M. L. R *Police politique, clubs, sociétés politiques*. Lettre du Procureur impérial, 20 mai 1856.

68. Voir A. N. BB³⁰³⁷⁹, juillet 1857.

69. A. N. BB³⁰³⁷⁹, 29 décembre 1853.

admise par tous les communistes pour arriver à la grande destruction de l'état social. Du point de vue où je suis placé, je m'étonne de voir l'importance que le gouvernement donne à de certains journaux, à de certaines publications qui s'adressent au cercle restreint des hommes de partis politiques. Il me semble que ces petits bourdonnements peuvent être importants, mais qu'en vérité ils sont loin de constituer le véritable péril. La grande voix qui est dangereuse, et qui trouve des oreilles avides, à laquelle un mouvement sérieux peut donner un jour une réponse terrible, c'est celle qui fait appel aux passions populaires de nos villes. C'est celle-là qu'il faut faire taire autant que possible. Quand on a laissé publier et prôner l'ouvrage de M. Proudhon qui l'an dernier critiquait certains abus de la fortune, soyez certain, Monsieur le Garde des Sceaux, qu'on a réveillé bien des espérances qui étaient prêtes à s'éteindre. Ces noms-là devraient être tenus dans l'oubli avant tout » ⁷⁰.

Nous nous excusons d'avoir composé cette petite étude de l'état d'esprit de la classe ouvrière lyonnaise presque exclusivement à l'aide des rapports du Procureur général. Ce n'est pas parce que nous croyons qu'ils reproduisent impartialement toute la vérité. Ces vues qu'expose le fonctionnaire lyonnais lui sont suggérées par la haute bourgeoisie lyonnaise, ce sont les opinions de celle-ci qu'il expose. L'ouvrier lyonnais ne s'y exprime pas directement. Mais nous n'avons pas eu de choix. Les documents des archives sont extrêmement pauvres pour cette époque, ce sont des rapports de police très secs, et quand ils touchent aux opinions socialistes des ouvriers ils n'ont pour les exprimer que l'expression laconique de « mauvais propos ». D'autre part, il n'existait aucun organe de presse où les ouvriers lyonnais eussent pu parler. Le silence est absolu.

Il nous paraît, d'ailleurs, que la bourgeoisie lyonnaise avait trop d'intérêt à connaître l'état d'esprit de ses ouvriers, pour qu'on ne puisse faire quelque crédit à son opinion. Les événements ultérieurs ne l'ont pas contredite.

70. A. N. BB³⁰³⁷⁹, juillet 1857.

V

Ce mécontentement de la classe ouvrière lyonnaise, dont nous avons essayé d'exposer les causes multiples, allait se manifester avec éclat aux élections législatives de 1857.

Le gouvernement fit tout son possible pour s'assurer du succès. La candidature officielle fut pratiquée sur une grande échelle et tout le puissant appareil administratif mis en mouvement. A Lyon, le Préfet fit venir à lui les commissaires de police des divers quartiers et leur transmit les instructions dont le Ministre de l'Intérieur était l'inspirateur ⁷¹. Les policiers se transformèrent en agents électoraux très zélés. « J'ai vu déjà les chefs des différents services du chemin de fer à la gare de Vaise, dont le personnel qui se compose d'environ 300 personnes votera pour le gouvernement et ira au scrutin par brigades. Je me suis assuré de tous les crocheteurs du port, du service des *Omnibus*. J'ai vu quelques industriels qui m'ont promis leur concours près de leurs ouvriers » ⁷², écrivait au Préfet le Commissaire du quartier du Jardin des Plantes. Les autres rapports ne diffèrent guère de celui-ci et nous dépeignent bien les secrets de la cuisine électorale gouvernementale.

Cependant, malgré les promesses rassurantes faites aux commissaires par des « personnes qui ont une certaine influence », l'Administration n'était pas sans inquiétude.. « La majorité est incontestablement mauvaise dans certains arrondissements », écrivait en janvier 1857 le Procureur général ⁷³. Cette majorité avait choisi comme candidats Jules-Favre, le docteur Hénou et l'avocat Bacot. On avait un moment pensé, à la Croix-Rousse, à présenter Proudhon ou Raspail ⁷⁴, mais c'était des noms trop compromettants et on se contenta de Hénou, d'ailleurs très sympathique et très populaire, et dont

71. Voir A. M. L. *12 Evénements et troubles politiques*, Rapport du Commissaire du quartier du Jardin des Plantes, 19 juin 1857.

72. A. M. L. *Loc. cit.*, Rapport du Commissaire du quartier du Jardin des Plantes, 11 juin 1857.

73. A. N. BB30379, 3 janvier 1857.

74. Voir A. M. L. *12 Evénements et troubles politiques*, Rapports du Commissaire de la Croix-Rousse, 10 et 13 juin 1857.

le républicanisme était moins susceptible d'effaroucher le petit commerce — et le gouvernement.

A la pression sur les électeurs par l'appareil bureaucratique, les candidats républicains n'avaient à opposer que des moyens de propagande fort restreints. Il n'y avait point de presse libre, les réunions électorales étaient interdites comme portant atteinte à la liberté des électeurs et l'affichage était soumis à l'autorisation de la police. Ainsi la campagne électorale de l'opposition se réduisit-elle à quelques affiches placardées « furtivement aux coins les moins apparents des rues et des places »⁷⁵, et surtout à la propagande individuelle dans les familles, dans les ateliers. La police s'y trouva prise au dépourvu : « Les ...socialistes qui s'occupent d'élections vont à domicile et déjouent ainsi la plus active surveillance », se plaint le Commissaire du Jardin des Plantes⁷⁶.

Malgré toute la pression, les candidats républicains remportèrent un grand succès. Hénon fut élu par une majorité importante tandis que Bacot obtenait 10.117 voix contre 12.021 au candidat officiel et ne fut battu que grâce aux voix des cantons ruraux qu'on avait arbitrairement accolés aux circonscriptions urbaines pour neutraliser l'influence des ouvriers et des bourgeois républicains. Dans tous les quartiers ouvriers, les candidats de l'opposition avaient obtenu une majorité écrasante⁷⁷.

Commentant l'effet causé par le résultat des élections, le Commissaire de l'Hôtel-de-Ville parle de « consternation dans certaines familles » et il ajoute, faisant allusion aux légitimistes et à la bourgeoisie lyonnaise, laquelle, fidèle à ses opinions orléanistes, s'était en grande majorité abstenue du vote : « Cette dernière manifestation des forces du socialisme fera quelque peu déchoir la France aux yeux des autres nations, mais elle rattache définitivement au gouvernement de l'Empire la plupart de ceux qui croyaient pouvoir impunément rêver dans l'aisance un des régimes déchus »⁷⁸. En effet, la bourgeoisie paraît avoir été inquiète. Le Procureur général, se

75. Docteur CRESTIN, *op. cit.*, p. 16.

76. A. M. L. *12 Evénements et troubles politiques*, 19 juin 1857.

77. Voir A. M. L. *12 Evénements et troubles politiques*, Rapports sur le résultat des élections du Commandant de la 3^e compagnie de gendarmerie, 22 juin 1857, et le rapport du Commissaire du quartier Pierre-Scize, 22 juin 1857.

78. A. M. L. *12 Evénements et troubles politiques*, 23 juin 1857.

faisant, dit-il, « l'écho des amis du gouvernement » proposa même une restriction du système électoral : On n'admettrait le domicile électoral dans les villes de plus de 5.000 âmes qu'autant qu'il serait établi par le paiement de l'impôt direct ; de cette façon on éloignerait du vote et de la vie publique en général « cette foule qui ne regarde le scrutin que comme une des étapes qui mènent à l'émeute... qui n'aura jamais, quoiqu'on fasse, d'autre mobile que l'envie ». Si ce projet n'est pas accepté, le Procureur général, toujours d'après « les amis du gouvernement », en propose un autre qui consisterait à renforcer encore la pression policière, « à enlever soigneusement à ces masses toute cohésion, toute organisation, à éteindre dans le silence les idées socialistes qui les agitent, les enfièvent »⁷⁹. Il ne dit rien sur les moyens qu'il aurait fallu employer pour arriver à cette fin.

Mais ce qui nous paraît le plus intéressant dans le très long rapport du Procureur général sur les élections, ce sont ses appréciations sur les causes du succès de l'opposition, appréciations qui n'acquièrent leur juste valeur que si l'on a en vue qu'elles lui sont soufflées par le milieu de la haute bourgeoisie, où il se meut : La cause principale de ce succès, c'est, dit-il, « l'inimitié de classe » très forte à Lyon, « cette espèce de distinction de race qui amène les vrais mouvements publics ». « Les rapports entre ces deux classes sont presque exactement ceux qui existaient entre le vassal et le seigneur... La conclusion que je veux soumettre à votre excellence est donc celle-ci : *les prétentions réelles, le mobile véritable qui fait mouvoir avec tant d'ensemble les masses ouvrières, sont des idées socialistes placées en dehors de ce qu'on appelle partis politiques...* Que l'on ne confonde pas les éléments politiques qui se sont agités à Paris sous les yeux de l'Administration avec les causes bien plus graves, bien plus générales, bien plus profondes qui ont fait les scrutins de Lyon, de Saint-Etienne... Roanne, Villefranche, Tarare, etc., [où] le scrutin a donné la majorité aux candidats dits démocratiques... Il faut noter que ces majorités ne sont point nées, comme à Paris, de coalitions de journaux, de combinaisons de vieux partis, de mécontentements bourgeois. Ici il n'y a pas un seul journal qui ait donné seulement les noms des candidats opposants. Pas une proclamation n'a été publiée,

79. A. N. BB³⁰³⁷⁹, juillet 1857.

rien n'a été fait au grand jour... *Les noms des candidats démocratiques étaient... peu sympathiques. Ils n'avaient absolument que la valeur d'une protestation* »⁸⁰.

VI

La Loi de Sûreté générale qui eut pour cause l'attentat de l'Italien Orsini (14 janvier 1858) sembla vouloir exaucer les vœux des amis du Procureur général. Le système de répression, qui s'était relâché quelque peu au cours des années, fut renforcé. La nouvelle loi était rédigée d'une manière si vague qu'elle permettait à la police d'arrêter et d'expédier dans les colonies tous ceux qu'elle trouvait dangereux pour le régime, tous ceux que leur passé rendait suspects. Le but de la loi était, paraît-il, d'intimider les populations qui avaient mal voté, de donner le coup de grâce aux républicains. On fit à Lyon une assez belle part dans son application. Dans la nuit du 23 au 24 février et le lendemain — manière ironique de célébrer l'anniversaire de la Révolution de 1848 —, vingt-trois Lyonnais furent arrêtés, la plupart ouvriers, dont le tisseur Cornu, maire de la Guillotière en 1848. D'après Ténor et Dubost, les arrestations furent opérées à tort et à travers. L'agent chargé de l'opération était muni d'une liste indiquant les noms des personnes à arrêter, mais sans indication de prénoms ni de l'adresse. Quand il ne trouvait pas le père — mort —, il faisait arrêter le fils. Quinze parmi ces détenus furent, sans aucune forme de procès, expédiés en Afrique. L'un d'eux y mourut, l'autre devint fou⁸¹.

Mais ce fut le dernier coup de force de l'Empire autoritaire. L'ancien carbonaro qu'était Napoléon III, croyant son trône solidement assis, pensa que le moment était venu de réaliser une partie des rêves de sa jeunesse, de délivrer l'Italie. Cela eut pour effet de renverser complètement la position des partis par rapport au gouvernement. La guerre

80. *Id.*, *ibid.*

81. Voir Eugène Ténor et Antonin Dubost, *les Suspects en 1858*, Paris, 1869, p. 252 et sqq.

d'Italie, menée au nom de l'idée révolutionnaire de la liberté des peuples, menaçait aussi, quoique indirectement, la souveraineté temporelle du pape. Elle déclencha contre l'Empereur les colères des conservateurs et des catholiques et le rapprocha des républicains. « Pour trouver les partisans d'une guerre en Italie, disait un procureur général, il faut aller les chercher dans les centres où l'on complot la chute de l'Empire »⁸².

Cela était, peut-être, pour l'Empire de la mauvaise politique, mais quand on y fut une fois engagé il était impossible de faire brusquement volte-face. De 1859 à 1862, les incidents de la vie politique italienne y aidant, ce fut entre l'Empire et l'Eglise une lutte quelquefois ouverte, souvent sourde et dissimulée, mais tenace et acharnée. Dans les rapports de la police politique lyonnaise il n'est plus question des « rouges », mais des gens de l'Eglise. Les mouchards n'épiaient plus les propos des républicains, mais les prédications des curés⁸³. Pour faire contrepoids à l'opposition cléricale, Napoléon III crut nécessaire de laisser plus de liberté aux républicains. Il commença par l'amnistie générale du 14 août 1859, qui permit le retour en France à beaucoup d'exilés et de détenus politiques. Puis suivit le décret de novembre 1860, qui donnait aux Chambres le droit de voter une adresse en réponse au discours du trône et aux journaux de la reproduire *in extenso*. La surveillance de la presse fut relâchée. Le Traité de commerce avec l'Angleterre (janvier 1860), qui inaugura en France le libre échange et qui était encore une œuvre personnelle de l'Empereur, souleva contre lui un grand nombre de ces gros industriels et commerçants qui étaient les principaux soutiens du régime ; Napoléon III se sentait isolé et voulait « décharger sa personnalité du poids des mécontentements que sa politique devait nécessairement engendrer »⁸⁴. Octroyer sagement des libertés, gagner des sympathies, telles sont les nouvelles tendances du gouvernement impérial depuis 1859.

C'est sous le signe de cette nouvelle politique que le gou-

82. Cité par E. BOURGEOIS, *Manuel de politique étrangère*, III, p. 620.

83. Voir A. M. L. *12 Evénements et troubles politiques*, les rapports de police de 1859 à 1862.

84. Lettre du duc de Gramont, citée par E. BOURGEOIS, *op. cit.*, III, p. 331.

vernement permit et patronna même la formation de commissions ouvrières dans les grandes villes industrielles pour le choix des délégués ouvriers qui devaient visiter l'Exposition Universelle de Londres en 1862. L'idée est d'origine lyonnaise. Un industriel lyonnais, Arlès-Dufour, un philanthrope d'éducation saint-simonienne, proposa le premier, dans une lettre au *Progrès*, en septembre 1861⁸⁵, d'envoyer des délégations ouvrières à l'Exposition. Son but était de développer les connaissances techniques et le goût des travailleurs. Déjà en 1849, pour la première fois en France, la Chambre de Commerce de Lyon avait envoyé à l'Exposition industrielle nationale de Paris douze chefs d'ateliers et contremaîtres « de la principale industrie lyonnaise et des industries accessoires »⁸⁶. Pour l'Exposition universelle de Paris, en 1855, la Chambre envoya de nouveau, « à ses frais, treize chefs d'ateliers et ouvriers »⁸⁷. Mais, jusqu'en 1862, ces délégations n'eurent qu'un caractère utilitaire et pratique, les délégués n'étaient que des techniciens choisis par la Chambre. En 1862, le gouvernement, dans le but de gagner la sympathie des ouvriers, les laissa choisir eux-mêmes leurs délégués, qui devenaient ainsi, en quelque sorte, des représentants élus de la classe ouvrière, autorisés à exposer ses doléances. Un groupe d'ouvriers lyonnais avait écrit une pétition au préfet Vaisse, lui demandant que les délégués fussent choisis par les ouvriers « dans leurs ateliers ». Pour les corps de métiers où les choix ne pourraient être faits dans les ateliers, un local serait mis à leur disposition par l'autorité⁸⁸. Le projet fut accepté⁸⁹.

C'était le renversement complet de tous les principes qui jusqu'alors avaient guidé la politique sociale du gouvernement. Nous sommes loin de l'époque où le Procureur général proposait « d'enlever à ces masses toute cohésion, toute organisation ». Maintenant le gouvernement mettait à la disposition de ces mêmes masses, pour choisir leurs représen-

85. Voir le *Progrès*, 29 septembre 1861.

86. Chambre de Commerce de Lyon, *Registre des procès-verbaux et délibérations*, séances du 7 juin et du 21 juin 1849.

87. *Loc. cit.*, séance du 19 juillet 1855.

88. Le *Progrès*, 23 mars 1862.

89. Il n'en fut pas de même dans toutes les villes. A Saint-Etienne, les délégués étaient nommés d'office par l'autorité (Voir le *Progrès*, 2 juillet 1862).

tants, la grande salle du Palais de Saint-Pierre. Pendant trois mois, de mars à juillet, ce fut dans les différentes corporations ouvrières une grande agitation : réunions préparatoires quotidiennes, propagande dans les ateliers et souscriptions pour couvrir les frais du voyage des délégués⁹⁰, et enfin élections des délégués par corporation, qui réunissaient souvent plusieurs milliers d'ouvriers⁹¹.

Guerre d'Italie si populaire parmi les ouvriers qui s'enthousiasmaient alors pour la libération des nations opprimées, amnistie, lois libérales, élections des délégués, tout cela, annonçant un changement complet de régime, était fait pour réconcilier les ouvriers avec l'Empire, qui semblait ne pas vouloir s'arrêter à mi-chemin dans la voie des libertés. Nous n'avons pas retrouvé à Lyon de traces d'un mouvement semblable à celui qui s'exprima à Paris par les *Brochures ouvrières*, mais il est certain qu'il y eut à cette époque, dans la classe ouvrière lyonnaise, un profond courant de sympathie, sinon pour l'Empire, du moins pour l'Empereur, auquel les masses n'imputèrent jamais les méfaits du régime. Quand, en juin 1860, Napoléon III passa par Lyon, il fut salué avec enthousiasme par la population ouvrière lyonnaise. « Les hommes de l'opinion politique la plus exagérée, écrivait le Procureur général, s'étaient mutuellement promis, dans cette circonstance, de rester chez eux et de protester par leur abstention contre l'entraînement public ; mais un grand nombre ont manqué à cet engagement. On les a vus se presser sur les pas du cortège impérial et acclamer comme les autres »⁹². Aux élections de 1861 pour les conseils d'arrondissement et pour les conseils généraux, les candidats officiels furent élus sans peine dans les deux circonscriptions ouvrières, la Guillotière et la Croix-Rousse⁹³. Jamais les rapports du Procureur général ne furent plus optimistes qu'en ces années 1859-1862. « Les Républicains en général sont ralliés⁹⁴... Les classes ouvrières restent calmes et dévouées⁹⁵... Le calme le plus parfait n'a cessé de régner par-

90. Le gouvernement donna à cette fin 12.000 et la Chambre de Commerce 6.000 francs (*Le Progrès*, 8 juin 1862).

91. *Le Progrès*, 14 juin 1862

92. BB³⁰³⁷⁹, 9 juillet 1860.

93. A. N. BB³⁰³⁷⁹, 6 juillet 1861.

94. *Loc. cit.*, 10 juillet 1859.

95. 1^{er} janvier 1861.

tout⁹⁶ », telles sont les phrases qu'il ne cesse de répéter, même aux moments où la grande crise provoquée par la guerre de Sécession réduisait à la plus noire misère la population ouvrière.

Apparemment le régime napoléonien paraissait plus solide que jamais, l'Empire était à son apogée. Cependant, c'est dans ces années qu'à l'abri d'une bienveillance du gouvernement, assez précaire d'ailleurs, se réorganisera le parti républicain, dont il ne sera plus possible d'arrêter le développement fatal.

En 1859, l'Empire avait laissé parler les républicains, « parce qu'ils devaient sûrement parler dans un sens favorable aux desseins de l'Empereur »⁹⁷. Mais combien de temps cet accord tacite allait-il durer ? Et les condamnés politiques, martyrisés dans les bagnes ou exaspérés par un long exil, allaient-ils oublier leurs rancunes parce qu'une amnistie dont ils comprenaient les motifs intéressés leur avait rendu ce qu'ils croyaient leur droit ? Ayant gardé toute la fraîcheur de leurs convictions des années révolutionnaires et une aptitude à se scandaliser des rigueurs d'un régime auquel ceux qui le supportaient depuis des années avaient fini par s'habituer, exaspérés aussi par la surveillance un peu maladroite dont à leur retour au foyer ils furent l'objet de la part de la police, les amnistiés furent comme un ferment révolutionnaire au milieu de cette population ouvrière lyonnaise toujours prête à suivre de tels meneurs.

Lentement, avec beaucoup de circonspection et de prudence, un parti républicain s'organisait. On distinguait, parmi les républicains, deux courants. Le premier, formé par les vieux révolutionnaires de 1848 et par les anciens condamnés politiques qui ne voulaient obéir qu'aux « inspirations venues de Londres ou de Bruxelles, en préparant une révolution sanglante »⁹⁸. Ils étaient pour le moment les moins nombreux et, sous un régime fort et bien armé, ils n'avaient pas beaucoup de chances de succès. L'autre fraction, composée de républicains modérés, acceptait « pour seuls chefs le *Comité des Cinq* [le comité formé par les cinq députés républicains]... et ils ne poursuivaient qu'une révo-

96. 9 novembre 1861.

97. A. THOMAS, *op. cit.*, p. 194.

98. A. N. BB³⁰³⁷⁹, 1^{er} avril 1862.

lution pacifique »⁹⁹. A la tête de cette fraction, qui seule pouvait compter sur la tolérance du gouvernement, se trouvaient des personnages très notables de la bourgeoisie libérale lyonnaise : le député Hénon, les avocats Ferrouillat et Varambon, l'agent de change Bonnardel, etc.

D'une manière assez inattendue, cette fraction modérée acquit, vers la fin de 1859, un organe de la presse : « M. Chanoine, propriétaire d'une grande imprimerie — nous raconte Sébastien Commissaire, un condamné politique qui était revenu à Lyon après l'amnistie —, voulait avoir un journal à lui afin de donner de l'importance à son industrie. La Préfecture avait son journal, l'Archevêché avait le sien, il n'y avait que le parti républicain qui n'avait pas d'organe à Lyon : voilà pourquoi M. Chanoine, quoique légitimiste, fonda un journal républicain »¹⁰⁰. La maison Chanoine était l'imprimerie de la Préfecture et de l'administration de la Compagnie P.-L.-M.¹⁰¹ ; le Préfet, sûr de tenir son propriétaire, laissa faire. On était en ce moment en coquetterie avec les républicains. Chanoine s'aboucha donc avec Frédéric Morin, un républicain catholique, et quelques autres républicains, et le 12 décembre 1859 parut le premier numéro du *Progrès*. Cependant, si l'Administration estimait opportun de tolérer un journal de gauche, elle trouva dangereux qu'il fût dirigé par des hommes de gauche : six jours après la fondation du journal, son propriétaire annonçait que Frédéric Morin et ses amis ne faisaient plus partie de la rédaction¹⁰². C'était, dit le Procureur général, l'effet « d'avertissements officieux »¹⁰³. Pendant tout le Second Empire, le *Progrès*, journal républicain, sera dirigé par des hommes obéissant aux instructions données par l'Administration impériale : « radical pour le public, mais susceptible d'accommodements avec l'Administration », dira de lui, en 1869, le Commissaire spécial¹⁰⁴. Il aura même, pour quelque temps, comme rédacteur, un certain Wolfers, un mouchard et agent

99. *Id.*, *ibid.*

100. Sébastien COMMISSAIRE, *Mémoires et souvenirs*, Lyon, 1888, t. II, p. 188.

101. Voir CRESTIN, *op. cit.*, note de la p. 19.

102. Voir le *Progrès*, 18 décembre 1859.

103. A. N. BB³⁰³⁷⁹, 27 décembre 1859.

104. A. M. L. I² *Police politique, feuilles périodiques*, 7 mars 1869.

provocateur de la police impériale, doublé d'un espion prussien¹⁰⁵.

Cependant, tel qu'il était — et il ne pouvait être autrement sans être aussitôt supprimé par le gouvernement —, *le Progrès* rendra de grands services à la cause républicaine. Il permettra d'organiser les élections, de propager, même sous une forme voilée, les idées, de rallier les indécis. Le seul fait qu'il existât de nouveau un journal républicain était considérable. « Tel qu'il était, son apparition fit mieux que coïncider avec le réveil de l'opinion républicaine à Lyon, il la produisit en grande partie », dit le docteur Crestin¹⁰⁶. Il publiait *in extenso* les comptes rendus des séances du Corps législatif, ce qui excitait un nouvel intérêt pour les questions politiques ; il relatait tous les incidents de l'agitation italienne et des exploits de Garibaldi, qui faisaient naître l'espoir d'une révolution prochaine¹⁰⁷. Très vite *le Progrès* prit une des premières places dans la presse républicaine.

Les masses se réveillaient de la torpeur où la réaction des dernières années les avait plongées. La grande crise économique, dont les premiers effets se firent sentir dès 1861, accéléra ce mouvement.

105. Voir *Pièces saisies aux archives de la police politique de Lyon*, 1870, p. 6 sqq. ; CRESTIN, *op. cit.*, p. 26 sqq. ; S. COMMISSAIRE, *op. cit.*, p. 194 sqq.

106. CRESTIN, *op. cit.*, p. 19.

107. Voir A. M. L. *12 Evénements et troubles politiques*, Rapport de police, 25 septembre 1861.

CHAPITRE II

La vie matérielle de la classe ouvrière à Lyon sous le Second Empire.

- I. *L'organisation du travail dans la Fabrique lyonnaise. L'émigration des métiers à la campagne et la misère des tisseurs urbains.*
- II. *Le compagnon et le chef d'atelier.*
- III. *Les corporations ouvrières en dehors de la Fabrique.*

I

Malgré le grand essor industriel qui caractérise le Second Empire, par suite même de cet essor, la population ouvrière de la Fabrique lyonnaise souffrit de longues et cruelles misères. La cause principale en était dans l'organisation arriérée du travail. « La fabrique urbaine, disait l'économiste Reybaud qui visita Lyon en 1856 et 1857, semble être une forme adoucie des corporations qui se partageaient autrefois le domaine des arts et métiers »¹. En effet, sauf que le compagnon n'a plus besoin, pour devenir chef d'atelier, de subir comme autrefois des stages et des examens de maîtrise, rien en ce qui concerne l'ouvrier n'est changé à l'organisation du travail dans la Fabrique telle qu'elle existait sous l'Ancien Régime : à la tête le marchand-fabricant qui fournit les matières premières et vend les produits fabriqués ; ensuite le chef d'atelier, appelé encore maître-tisseur, qui travaille

1. LOUIS REYBAUD, *Etudes sur le Régime des Manufactures. Conditions des ouvriers en soie*, Paris 1859, p. 18.

dans de petits ateliers, sur des métiers lui appartenant, avec l'aide de sa famille, de compagnons et d'apprentis. Les instruments du travail sont primitifs, ce sont les métiers à bras. « D'un atelier à l'autre, l'aspect, les formes, les armures changent, et non seulement pour des étoffes différentes, mais pour les mêmes étoffes. Il y a tel métier qui rappelle le tissage de la soie à ses origines. Il en est d'autres qui se tiennent plus ou moins au niveau des découvertes récentes. Point d'ensemble, point d'unité, surtout peu d'essais. Et comment y en aurait-il ? C'est aux ouvriers que les métiers appartiennent, et les ouvriers n'ont ni les moyens ni la volonté de modifier leur matériel. Chez presque tous la routine l'emporte ; les avances manquent aux plus hardis. On demeure ainsi dans une ornière que la manufacture seule pourra franchir »². Dans ces petits ateliers les travaux préparatoires comme le montage des métiers, la fabrication des échantillons prennent en pure perte un temps considérable.

Sous un régime de production capitaliste une telle organisation de la production présentait de graves inconvénients que la concurrence sur le marché mondial des autres pays rendait chaque jour plus évidents. L'introduction de la machine et la concentration en grands ateliers s'imposaient et tôt ou tard devaient l'emporter. En 1856, il y avait déjà une trentaine de grandes usines de tissage disséminées dans la campagne environnante³. Cependant le vieux mode de production se défendait avec ténacité. Il offrait aux fabricants de grands avantages. La soierie est une industrie de luxe (ou du moins elle l'était encore à cette époque) et comme telle très sensible aux moindres fluctuations du marché mondial ; les moments de grande activité et de stagnation y alternent rapidement. Une grande usine avec son matériel coûteux et délicat et son personnel nombreux ne peut pas facilement arrêter le travail et doit souvent produire à perte. Avec l'ancienne organisation par petits ateliers cet inconvénient n'existe pas pour le fabricant. « Rien au monde, dit Reybaud, ne lui semble offrir ni les mêmes chances de profit ni le même degré de sécurité. Quand il y a convenance de produire, il produit ; quand la convenance cesse, il suspend

2. Louis REYBAUD, *op. cit.*, p. 28.

3. Louis REYBAUD, *op. cit.*, p. 17.

son travail »⁴, laissant chômer le chef d'atelier et le compagnon, qui étaient ainsi les seuls à souffrir des vicissitudes du marché mondial.

Pendant le rendement de ces petits ateliers était médiocre et par suite sa main-d'œuvre relativement chère. Or, quand on veut affronter la concurrence mondiale, il s'agit avant tout de produire à bon marché, et comme, dans une ville où les prix des denrées de première nécessité augmentaient toujours, on ne pouvait abaisser indéfiniment les salaires, et que l'on ne voulait pas de grandes usines, la seule issue possible qui se présentait c'était de transporter les métiers à la campagne. « Les tisseurs des campagnes demandaient un salaire moindre, et d'autre part, ils subissaient les chômages sans souffrance parce qu'ils ont la ressource du travail agricole »⁵.

Cette émigration des métiers à la campagne avait commencé déjà sous la Restauration ; en 1819, elle est signalée par le jury de l'Exposition nationale⁶. Les émeutes de 1831 et 1834 accélèrent le mouvement : les fabricants voulaient se garantir autant que possible contre le danger des agitations ouvrières. Entre autres avantages, la campagne présentait aussi celui de rendre la grève impossible⁷.

En 1840, il y avait, d'après Pariset, 27.000 métiers à Lyon et 30.500 métiers ruraux⁸. Cependant l'émigration des métiers à la campagne ne prit les allures d'une débâcle que sous le Second Empire quand les nouvelles maladies du ver à soie, la pebrine et l'étiisie⁹ qui rendirent la matière première très chère, et l'essor industriel et le traité de commerce libre échangiste qui renforcèrent la concurrence mondiale, obligèrent les fabricants à chercher à produire toujours à meilleur marché. Depuis 1857 la « crise » devint l'état normal de la fabrique urbaine. Après celle de 1857 vint la grande crise provoquée par la guerre de Sécession qui porta un rude coup à l'industrie lyonnaise. En 1859, le marché américain rece-

4. *Op. cit.*, p. 25.

5. E. PARISSET, *Histoire de la Fabrique lyonnaise*, Lyon, 1901, p. 279.

6. E. PARISSET, *op. cit.*, p. 278.

7. REYBAUD, *op. cit.*, p. 22 ; PARISSET, *op. cit.*, p. 278-308.

8. PARISSET, *op. cit.*, p. 308.

9. REYBAUD, *op. cit.*, p. 7-8 ; PARISSET, *op. cit.*, p. 378 ; LEVASSEUR, *Histoire des classes ouvrières et de l'Industrie en France*, II, p. 560 sqq.

vait pour 138 millions de soieries françaises, en 1861 il n'en recevait plus que pour 35 millions ¹⁰.

La Fabrique s'en ressaisit bien vite ¹¹, mais la reprise de l'activité porta surtout sur les métiers ruraux, le travail dans la ville restait languissant, en attendant que la nouvelle crise provoquée par la guerre austro-prussienne lui portât un coup plus rude encore.

Lentement la ville se vidait. Les métiers émigraient à la campagne. Les compagnons les suivaient, changeaient de profession ou s'en allaient à l'étranger ¹². En un jour, « par suite du manque de travail, 700 jeunes gens, presque tous de la Croix-Rousse, ont pris du service dans l'armée », lisons-nous dans un numéro du *Progrès* de l'année 1861 ¹³. On ne compte plus à Lyon « qu'un très petit nombre de métiers pour velours, la majeure partie étant depuis longtemps transportée à la campagne » écrivait en mars 1865, le Commissaire spécial ¹⁴. Et en mars 1866: « L'émigration à la campagne continue toujours et la situation des ouvriers des villes tend toujours à empirer » ¹⁵. Les rares moments d'activité de la fabrique urbaine, le Procureur général se les explique par l'émigration: « le nombre des ouvriers ayant diminué par suite des mauvaises années... ceux qui sont restés à Lyon ont du travail » ¹⁶. Il prévoyait « l'époque assez rapprochée où Lyon ne sera plus qu'un vaste entrepôt, une école de des-sins et un atelier pour les seules étoffes de luxe » ¹⁷.

Cependant même cette dernière perspective « d'un atelier pour les seules étoffes de luxe » paraissait, elle aussi, se fermer. Il est vrai que la ville gardait toujours le monopole pour la fabrication des étoffes façonnées et des riches étof-

10. PARISSET, *op. cit.*, p. 377.

11. L'excédent des exportations sur les importations de tissus de soie en France monte de 270 millions en 1852 à 420 millions en 1869 (LEVASSEUR, *op. cit.*, II, p. 562).

12. Voir A. N. BB³⁰³⁷⁹, 27 décembre 1861.

13. *Le Progrès*, 21 décembre 1861.

14. A. M. L. *Corporations, grèves, coalitions, compagnonnage*, Rapport mensuel, mars 1865.

15. A. M. L. *Loc. cit.*, mars 1866.

16. A. N. BB³⁰³⁷⁹, 1^{er} avril 1862 ; voir aussi le rapport du 7 octobre 1862.

17. *Id.*, *ibid.*, 27 décembre 1861. En 1867, il y avait 90.000 métiers à la campagne et 30.000 seulement dans la ville (Voir *Exposition de 1867. Rapports*, tome IV, p. 162 et 177).

les unies, qui exigeaient de la part de l'ouvrier un goût, une habileté, une finesse d'exécution que ne pouvait posséder un rural mi-paysan, mi-artisan¹⁸. Mais le mauvais sort poursuivait le canut lyonnais. La mode se démocratisait et, quoique l'Impératrice essayât plusieurs fois, pour le bien de l'industrie lyonnaise, de les remettre à la vogue¹⁹, les étoffes riches unies ou façonnées ne trouvaient plus d'acheteurs. En 1858, l'exportation des façonnés était encore, quoique déclinant déjà, de 84 millions. En 1865, elle n'était plus que de 11 millions²⁰, et elle alla toujours déclinant jusqu'à la fin de l'Empire. En 1872, l'exportation des façonnés était tombée à 1.700.000 francs²¹. Les ouvriers tisseurs de façonnés, élite de la population ouvrière de la Fabrique, vrais artistes dans leur métier, étaient, eux aussi obligés d'émigrer. Les chefs d'atelier changeaient les dispositions de leurs métiers pour entreprendre la confection des articles communs, c'est-à-dire pour entrer en concurrence avec les redoutables métiers des campagnes²².

La misère était grande parmi les tisseurs, car les ouvriers ne se décidaient à émigrer ou à changer de profession qu'à la dernière extrémité, après avoir souffert d'un chômage prolongé et travaillé longtemps pour des salaires de famine. Tandis que le salaire moyen des ouvriers des corporations en dehors de la Fabrique de soieries était de 3 fr. 50, le salaire d'un tisseur en unis (la corporation la plus nombreuse) variait entre 1 et 2 francs et ne dépassait jamais cette modique somme²³. Mais ce modeste salaire n'était rien moins qu'as-

18. REYBAUD, *op. cit.*, p. 23.

19. A. M. L. *l^{re} Loc. cit.* Rapport mensuel du commissaire spécial, décembre 1866.

20. Lettre d'Arlès-Dufour au *Progrès*, 22 octobre 1866.

21. PARISSET, *op. cit.*, p. 378.

22. Voir A. M. L., *Loc. cit.*, Rapport mensuel du Commissaire spécial, décembre 1867 ; le *Progrès*, 22 octobre 1866.

23. Voici les salaires de quelques catégories des plus importantes des ouvriers de la Fabrique :

En 1856 : Unis, 1 à 2 francs ; Façonnés, 1,75 à 2,75 ; Velours, 1,50 à 2,75 ; Châles, 2 à 2,50 ; Dévidage, 1,25 à 1,50 ; Tullistes, 4 à 4,50 ; Apprêteurs, 3 à 3,50.

En 1859, augmentation : Unis, 2 à 2,50 ; Façonnés, 2,50 à 3 ; Velours, 1,75 à 2 ; Châles, 3,50 à 4,50 ; Dévidage, 1,50 à 2 ; Tullistes, 2,50 à 5.

En 1861 (septembre), diminution : Unis, 1,10 à 1,25 ; Façonnés, 1,50 à 1,75 ; Velours, 1,50 à 2 ; Dévidage, 0,75 à 1 ; Tullistes, 1,75 à 3.

En 1868, diminution pour la catégorie la plus nombreuse, les tisseurs

suré. Il y a, pour la plupart des ouvriers, dans une année plus de jours de chômage que de travail.

En 1859, 50 % des ouvriers chômaient²⁴. En octobre 1861, dans une pétition au Préfet, ils écrivaient : « La moitié de nous meurt littéralement de faim, nous pourrions vous en citer qui ont cherché dans le suicide la fin de leurs souffrances. Pour éviter la honte de l'aumône, nous venons vous prier d'utiliser nos bras à des travaux publics. Nés producteurs nous désirons concourir au bien-être de l'Empire par tous les moyens que la nature nous a départis et nous réclamons en échange la vie de nos familles »²⁵. Le Préfet fit ouvrir des chantiers de charité, mais ils ne suffisaient pas et les bureaux de bienfaisance distribuèrent cet hiver des secours à plus de 30.000 personnes²⁶. Au printemps de 1862, la situation s'améliore et, grâce à l'émigration qui avait dégagé la place, « tous les bons (sic) ouvriers »²⁷ trouvèrent du travail. Mais en hiver 1862-1863, l'administration a encore 30 à 40.000 tisseurs sur les bras²⁸. Dans l'hiver 1863-1864, la situation de la Fabrique est très prospère et « *les ouvriers sont tous occupés ; seulement les salaires deviennent très faibles et comme toujours la charité a rempli sa sainte mission* »²⁹. En hiver 1864-1865, nouvelle crise, « la réduction du travail des métiers de soieries... est plus de moitié » dans toute la Fabrique, urbaine et extra-urbaine, mais elle affecte presque exclusivement la ville³⁰. Les souffrances des ouvriers sont aggravées par « la prolongation de la mauvaise saison qui empêche l'administration de venir en aide aux ouvriers autant qu'elle le voudrait, par l'ouverture des chantiers de terrasse-

d'unis, augmentation pour les autres : Unis, 1 à 2 ; Façonnés, 1,50 à 2,75 ; Velours, 2,50 à 2,75 ; Dévidage, 1,25 à 1,50 ; Tullistes, 4 à 4,50.

(Ces données sont tirées des rapports trimestriels du Commissaire spécial, A. M. L. *I² Corporations, grèves, coalitions, compagnonnage*).

24. A. M. L. *I² Loc. cit.* Rapport trimestriel du Commissaire spécial, novembre 1859.

25. A. M. L. *Q² Ouvriers sans travail, Ateliers de charité*, octobre 1861.

26. A. N. BB30379, 27 décembre 1861.

27. A. N. *Loc. cit.*, 2 juillet 1862. C'est-à-dire les deux tiers (Voir A. N. F124476 D, Lettre du Ministre du Commerce au Préfet du Rhône, 12 mars 1862).

28. A. N. BB30379, 2 avril 1863.

29. A. N. *Loc. cit.*, 26 mars 1864.

30. A. N. F124476, Rapport de la Chambre de commerce de Lyon au Ministre du Commerce, 25 février 1865.

ment »³¹. « Des concerts, des fêtes, écrivait le Procureur général, sont organisés au milieu des sympathies publiques... Une souscription générale permettra à la charité un nouvel effort »³². En 1866, la misère faillit provoquer des troubles. Arlès-Dufour, qu'on ne peut certainement pas accuser d'exagération, parle à ce propos de chômages « presque absolus, comme ceux qui sont arrivés ces dernières années »³³. En 1867 la « crise » continue. Tandis qu'à la campagne tous les métiers sont occupés, en ville plus de la moitié chôment³⁴. En 1868, sur 28.000 métiers pour les unis, 14.000 seulement sont occupés³⁵.

La situation ne s'améliore que vers la fin de 1868, et, en 1869-1870, grâce à une activité exceptionnelle, il n'y aura point de chômage dans la fabrique urbaine lyonnaise.

II

La décadence de la fabrique urbaine eut pour conséquence de réduire beaucoup l'élément le plus agité, le plus bruyant de la population des tisseurs : les compagnons.

Le compagnon est un vrai nomade ; il est, presque sans exception, célibataire, « il n'a ni famille, ni intérieur ». « Il rentre dans un garni après treize heures de travail, et s'il ne gagne pas assez pour partager l'ordinaire de son maître, il se nourrit mal dans un cabaret... Un abîme s'est creusé entre [lui et le chef d'atelier], dont l'un n'a que ses bras tandis que l'autre a un établissement et un capital »³⁶. L'origine du compagnon est fort humble ; le plus souvent il arrive tout jeune de quelque campagne pauvre ; il est illettré ; il commence presque toujours sa carrière comme enfant de peine,

31. A. N. F¹²4476 F, Rapport du Préfet au Ministre du Commerce, 1^{er} avril 1865.

32. A. N. BB³⁰379, 26 avril 1865.

33. *Le Progrès*, 22 octobre 1866. Lettre d'ARLÈS-DUFOUR.

34. A. M. L. P² *Corporations, grèves, coalitions, compagnonnage*, Rapports trimestriels du Commissaire spécial, mars et juin 1867.

35. A. M. L. P² *Loc. cit.*, juin 1868.

36. J. SIMON, *l'Ouvrière*, édit. 1876, p. 31-32.

comme tireur de fer, ou comme lanceur³⁷. Sur la vie de ces lanceurs, quelques documents fort intéressants sont conservés au Archives municipales. En été 1853, la Fabrique se trouvait dans une activité qui « depuis vingt années n'avait pas eu d'exemple »³⁸, et les chefs d'atelier qui avaient besoin de lanceurs se plaignirent au Préfet qu'ils étaient obligés de laisser chômer des métiers, faute de lanceurs qui préféreraient le vagabondage au travail. Le Préfet ordonna une enquête. « Ne se mettent lanceurs, lui répondit le Commissaire de la Croix-Rousse, que les enfants orphelins ou dont les parents sont tout à fait misérables, presque tous sont abandonnés, sans principes, sans éducation... Le besoin d'avoir des lanceurs... est une plaie pour la société, car c'est là que vient s'étioler la jeune génération ; moralement, en contractant jeune les vices et les passions des ouvriers hommes et physiquement en faisant des journées de 15 à 16 heures »³⁹. Et le Maire de la Croix-Rousse : « ces enfants sont soumis à ce qu'on peut appeler un travail forcé, qui s'accorde peu avec les prescriptions qu'impose la loi qui règle le travail dans les manufactures. Ils grandissent sans fréquenter les écoles. Beaucoup restent étrangers à tout devoir religieux et arrivent à un âge avancé sans avoir fait leur première communion. Quand le tisseur finit sa pièce, quand il supporte un chômage, enfin lorsque le lanceur est sans ouvrage, il vagabonde et n'a quelquefois pas même un domicile... [Ces] enfants, qui, après avoir passé leur jeune âge à un travail aussi pénible, sont ensuite jetés dans la société sans autres principes que ceux qu'ils ont pris sur la voie publique et dans l'atelier, au milieu d'ouvriers dont la plupart ont puisé leur immoralité en débutant dans leur carrière par l'emploi de lanceur »⁴⁰.

Ces compagnons, grandis dans la misère, toujours menacés par la misère, vrais parias de la société, étaient la partie

37. Le lanceur est l'enfant-ouvrier qui lance la navette dans les grands métiers ; le tireur de fer a une occupation analogue auprès des métiers pour velours.

38. A. M. L. F² *Fabrique de soies*, Rapport du Commissaire de police du 4^e arrond., 23 juillet 1853.

39. A. M. L. F² *Loc. cit.*, 23 juillet 1853.

40. A. M. L. F² *Loc. cit.*, Lettre du Maire du 4^e arrond. au Préfet, 16 août 1853.

de la classe ouvrière lyonnaise la plus prompte à l'émeute et à la révolte.

« Curieux des réunions qui ont lieu dans les cabarets où sont agitées les questions de politique et de socialisme, ils sont faciles à impressionner parce qu'ils sont les plus fortement frappés par toute baisse des prix de façon ; ils sont les adhérents par avance acquis aux sociétés secrètes »⁴¹. C'est eux qui furent le principal ferment de troubles dans les années 1830-1834, eux qui formèrent la célèbre bande des Voraces en 1848. Or, cet élément de la population lyonnaise, par suite de la décadence de la fabrique urbaine, se raréfie, perd de son importance. Dans quelques spécialités les compagnons disparaissent complètement. Pour les velours, par exemple, il n'y avait plus à Lyon, en 1865, que des métiers occupés par les chefs d'atelier, ceux sur lesquels travaillaient les compagnons étaient tous transportés à la campagne⁴² ; de même pour les façonnés⁴³ et pour quelques autres spécialités. Dans les autres spécialités, en tant que les métiers ne sont pas transportés à la campagne, ou ne chôment pas, les chefs d'atelier emploient de plus en plus la main-d'œuvre féminine, beaucoup plus docile et à meilleur marché⁴⁴. Le peu de compagnons qui restaient encore à Lyon trouvaient leur situation anormale et demandaient que le gouvernement fournit des fonds pour leur permettre de devenir propriétaires du métier sur lequel ils travaillaient⁴⁵.

Donc, quoique n'ayant point de données statistiques, nous pouvons affirmer que l'élément compagnon ne garde plus ce rôle prépondérant qu'il avait eu dans la Fabrique lyonnaise jusqu'en 1848. Et c'est ce qui explique que sous le Second Empire la Croix-Rousse resta tranquille malgré la grande misère dont elle souffrait, et se montra même très modérée. Sous le Second Empire, et surtout depuis 1860, c'est l'élément chef d'atelier qui prédomine dans la population des canuts. Or, cet élément est bien moins turbulent, plus conservateur que les compagnons. Le chef d'atelier n'est pas un

41. PARiset, *op. cit.*, p. 277. Voir aussi REYBAUD, *op. cit.*, p. 156 et p. 20-21.

42. A. M. L. *Corporations, grèves, coalitions, compagnonnage*, Rapport du Commissaire spécial, juin 1856.

43. *Le Progrès*, 22 octobre 1866.

44. Voir le chapitre X.

45. A. M. L. *I^{re} Loc. cit.*, mars 1862 ; A. N. BB³⁰379, 26 mars 1864.

prolétaire qui peut croire n'avoir que peu de chose à perdre et beaucoup à gagner d'une catastrophe sociale. C'est un artisan propriétaire ; il possède son métier, « quelquefois il en a plusieurs et alors ce sont ses enfants, sa femme, des apprentis » et, quand ils n'y suffisent pas, des compagnons « qui les font travailler » ⁴⁶. Le chef d'atelier est, presque par définition, un homme marié, un père de famille, ce qui l'oblige à garder des habitudes d'ordre et de modération. Il se considère encore comme ouvrier ⁴⁷, à cause de sa pauvreté et aussi par fidélité aux anciennes conceptions ; cependant, s'il est cruellement exploité par le fabricant, la nécessité l'oblige d'exploiter à son tour le compagnon, le lanceur et l'apprenti. Les rapports de police et les enquêteurs sont d'accord pour constater qu'il est « trop âpre dans ses intérêts » ⁴⁸. Pour un salaire dérisoire il fait travailler le lanceur 14 à 16 heures par jour, et l'apprenti ou l'apprentie, qui s'initient chez lui à leur métier en six mois au plus, doivent travailler encore deux années et demie à son profit, avec des journées qui souvent ne sont pas moins longues que celles des lanceurs. « On a peine à se rendre compte d'une exigence aussi disproportionnée », dit J. Simon ⁴⁹.

Louis Reybaud établit que dans le total des différends dont est saisie en une année le Conseil des prud'hommes de la Fabrique, les différends entre fabricants et chefs d'atelier n'entrent que pour un tiers, les deux autres tiers sont les différends entre chefs d'atelier et compagnons, entre chefs d'ateliers et apprentis, entre chefs d'atelier et dévideuses « et, dit-il, les moins tristes [parmi les contestations] ne sont pas celles où les pauvres ouvrières, pour recouvrer ce qui leur est dû, sont obligées de recourir à la justice » ⁵⁰.

Quoique la vie du chef d'atelier ne soit pas toujours facile, surtout depuis l'accélération de l'émigration et l'établissement des premières usines de tissage, il tient désespérément à garder sa situation. « Chez les uns, dit Reybaud, c'est la puissance des habitudes et la crainte de l'inconnu, chez les

46. Chambre de commerce de Lyon, *Registres et procès verbaux des délibérations*, séance du 1^{er} août 1850.

47. J. SIMON, *l'Ouvrière*, p. 29.

48. J. SIMON, *op. cit.*, p. 159.

49. J. SIMON, *op. cit.*, p. 32. Voir aussi p. 49.

50. L. REYBAUD, *op. cit.*, p. 160-161.

autres c'est un besoin impérieux et presque violent d'indépendance »⁵¹. C'est aussi, certainement, l'amour du métier. Cette volonté de garder l'ancienne organisation du travail, de rester ce qu'ils sont, les chefs d'atelier l'affirmeront à toute occasion. Le rapport de leurs délégués à l'Exposition universelle de Londres n'est qu'une apologie du petit atelier : « Notre organisation par petits ateliers, écrivaient-ils, quoi qu'en disent certains économistes, est infiniment supérieure aux grandes fabriques »⁵². On comprend qu'avec de telles dispositions d'esprit les chefs d'atelier aient évité autant qu'il fut en leur pouvoir, tout conflit, toute agitation. La moindre secousse avait pour effet d'activer la ruine de cette organisation qui leur était si chère, accélérait l'émigration à la campagne, augmentait le nombre des grands ateliers.

La situation matérielle d'un chef d'atelier est, d'ailleurs, beaucoup plus favorable que celle d'un compagnon. Celui-ci gagnait, quand il était régulièrement occupé, ce qui n'arrivait jamais, 450 francs par an en moyenne ; parmi les chefs d'atelier « on en cite qui sont propriétaires de leurs maisons, d'autres qui ont pu réunir un petit capital de 20.000 à 30.000 francs, ce sont les privilégiés et ils sont très rares... En dessous se range le gros des bons chefs d'atelier avec des recettes brutes qui varient pour un travail suivi de 3.000 à 4.000 francs par an. Ensuite viennent les chefs moins favorisés qui ne poussent pas leurs recettes au delà de 2.000 à 2.500 francs. Enfin, au dernier échelon, se trouve la masse des chefs qui, à raison d'un moindre nombre de métiers ou d'un outillage plus défectueux, n'atteignent pas le chiffre de 2.000 francs et descendent jusqu'à 1200 et 1100 francs de recettes »⁵³. Et Reybaud ajoute une remarque significative : « Ce sont, dit-il, les plus fondés à se plaindre et presque toujours ce sont les plus résignés »⁵⁴. Ce qui s'explique, croyons-nous, par la crainte qu'ils ont d'être les premiers éliminés au moment opportun.

Les chefs d'atelier habitent d'immenses maisons à plusieurs étages, manquant complètement d'esthétique, dans des

51. L. REYBAUD, *op. cit.*, p. 25-26.

52. *Rapports des délégués ouvriers lyonnais envoyés à l'Exposition universelle de Londres*, Lyon, 1862, p. 148.

53. L. REYBAUD, *op. cit.*, p. 169-170.

54. *Id.*, *ibid.*

rues malpropres, à l'aspect désolé. On ne se souciait nullement des règles les plus élémentaires de l'hygiène. « Dans le plus grand nombre des maisons anciennes et même dans presque toutes celles qui ont été bâties à la Croix-Rousse et autres lieux pour la classe ouvrière, les latrines ne sont pas renfermées dans les appartements, elles occupent le palier de chaque étage et, desservant le plus souvent plusieurs ménages, elles restent ouvertes et banales. On comprend alors la malpropreté révoltante qui y règne et qui répand une infection dangereuse depuis le bas jusqu'au haut de la maison »⁵⁵. Cependant cette malpropreté ne paraît pas avoir été particulière aux quartiers ouvriers. A cette époque l'hygiène publique était une science toute neuve et avait à combattre beaucoup de mauvaises habitudes et de coutumes malsaines déjà séculaires. Le docteur Rougier, vice-président du conseil d'hygiène publique du département du Rhône, sous le Second Empire, à qui nous empruntons cette description, affirme qu'en 1860, il n'était presque aucun point de la ville qui « soit à l'abri de l'insalubrité qui résulte de la décomposition des urines autour des habitations » et que même dans beaucoup d'intérieurs bourgeois on est frappé de l'odeur méphitique qui y règne, odeur à laquelle ceux qui y habitent se sont progressivement habitués »⁵⁶. Ceci nous permet de mieux apprécier la grandeur et l'utilité de l'œuvre entreprise par le gouvernement impérial pour la transformation et l'embellissement des grandes villes, comme aussi de comprendre l'attraction irrésistible qui poussait les Lyonnais de l'époque, le dimanche, à la campagne.

Si on laisse de côté la saleté, phénomène général, le chef d'atelier n'est pas mal logé, et nous sommes loin des réduits sordides de Saint-Georges et de Saint-Jean qu'il habitait à l'époque précédente. Une vaste pièce au plafond élevé de trois ou quatre mètres et garni de grosses poutres crevassées, sert d'atelier. Sur un des côtés, la soupente pour les apprentis et les compagnons. Derrière une cloison vitrée, une petite pièce, salle à manger et cuisine en même temps. Le chef d'atelier a sa chambre personnelle, et comme il a « des goûts sédentaires »⁵⁷, il se plaît à l'orner. Reybaud y trouve

55. ROUGIER et GLÉNARD, *Hygiène de Lyon*, Lyon, 1860, p. 165.

56. ROUGIER et GLÉNARD, *op. cit.*, p. 164-165.

57. REYBAUD, *op. cit.*, p. 151.

une glace, une pendule, des estampes et même un tapis « qui est le grand luxe de ces ménages »⁵⁸. En 1856, les loyers variaient de 200 à 350 francs⁵⁹, ce qui était pour l'époque un prix assez raisonnable. Les loyers durent, d'ailleurs, baisser dans les années suivantes: les appartements des maisons aux Brotteaux et surtout à la Croix-Rousse étaient aménagés spécialement pour loger les chefs d'atelier avec leurs métiers, et l'émigration des métiers à la campagne avait beaucoup diminué le nombre des chefs d'atelier, de sorte que les grosses maisons furent menacées de rester sans locataires. En 1866, il se forme une « Société pour la fabrication et le commerce des étoffes de soie », dont l'adjoint au maire de la Croix-Rousse, Empereur, fut le vice-président ; la société, composée exclusivement de propriétaires croix-roussiens, avait pour but d'arrêter l'émigration « afin que leurs immeubles ne perdent pas leur valeur »⁶⁰. La tentative n'eut, du reste, aucun succès ; la Société des propriétaire fusionna, aussitôt née, avec la Société coopérative de production des chefs d'atelier, dont nous aurons à nous occuper dans un des chapitres suivants ; celle-ci, malgré les subventions du gouvernement, toujours en déficit, végéta quelques années, puis disparut.

Le chef d'atelier se nourrit relativement bien. Reybaud a vu sur sa table de la viande, des légumes, du vin, du pain blanc. Comme il aime la vie de famille, quand il sort, le dimanche, c'est avec sa femme. Alors « les habits de ville ont remplacé la blouse et la casquette de l'atelier: hommes et femmes se confondent par le costume avec la classe bourgeoise ; les toilettes touchent presque à l'élégance. Sur ce point il y a excès, et la dépense n'est pas constamment tenue au niveau des ressources ; mais c'est le défaut dominant de l'ouvrier de Lyon, il veut s'élever, veut faire bonne figure. Aussi ne va-t-il pas au cabaret, c'est dans les cafés qu'il s'installe »⁶¹. Il remplit aussi les galeries des théâtres, où il se pose en connaisseur. Malheur au premier ténor qui lui a déplu ! Il manifeste si bruyamment ses antipathies comme ses préférences que la direction est obligée de s'y plier⁶².

58. REYBAUD, p. 152.

59. REYBAUD, p. 154.

60. A. M. L. *P² Corporations, grèves, coalitions, compagnonnage*. Rapport trimestriel du Commissaire spécial, mars 1866.

61. REYBAUD, *op. cit.*, p. 152.

62. C'est ainsi qu'en 1866, la direction persistant à garder le ténor

III

Nous avons très peu de renseignements sur les conditions de la vie matérielle des ouvriers appartenant aux corporations en dehors de la Fabrique de soieries. Quoique dans l'ensemble ils formaient la majorité de la population ouvrière lyonnaise et que leur nombre augmentait chaque jour tandis que celui des tisseurs diminuait, les enquêteurs parisiens ne s'en intéressent point. Reybaud s'en débarrasse d'un seul mot : « Quant à la lie des grandes villes, dit-il, elle va chercher asile dans le faubourg de la Guillotière »⁶³. Or, la Guillotière était le quartier le plus peuplé de Lyon et son importance grandissait continuellement. Rien qu'en cinq années, de 1851 à 1856, sa population augmentait de 28.000 âmes⁶⁴. C'était le quartier habité par les ouvriers des grands établissements métallurgiques de Lyon, de la Buire et d'Oullins, dont quelques-uns employaient un personnel de 1.500 à 2.000 ouvriers, par les maçons (10.000 ouvriers), par les cordonniers (6.000) etc...⁶⁵.

Dans ces corporations, les salaires, satisfaisants pour les ouvriers qualifiés (3,50 jusqu'à 4,50 et même 5 francs), médiocres pour les manœuvres (2 à 3 francs), restaient toujours beaucoup plus élevés que dans la Fabrique. Elles avaient encore un second avantage : le travail toujours assuré, le chômage en dehors de la Fabrique étant très rare sous le Second Empire. Les salaires des non-qualifiés augmentèrent, surtout vers la fin de l'Empire, tandis que ceux des qualifiés restèrent à peu près stationnaires ; mais en général, à ce point de vue, les ouvriers des corporations en dehors de la Fabrique paraissent avoir été satisfaits. « Tous les ouvriers, à l'exception de

Sapin, sifflé par les galeries, les représentations devinrent si tumultueuses que la police craignit « des troubles graves, si l'on n'avise pas à tout concilier » (A. M. L. *12 Événements et troubles politiques*, Rapport de police, 2 octobre 1866).

63. REYBAUD, *op. cit.*, p. 155.

64. Voir *le Progrès*, 19 janvier 1860.

65. Nous avons puisé ces données, comme les suivantes, dans les rapports trimestriels du Commissaire spécial (A. M. L. *12 Corporations, grèves, coalitions, compagnonnage*).

ceux qui sont attachés à la soierie, vivent contents et ont de bons salaires », écrivait, en 1860, le Commissaire spécial⁶⁶. Et en 1869, dans les nombreuses grèves que ces corporations soutinrent, la question de l'augmentation des salaires ne jouait qu'un rôle secondaire, les ouvriers insistèrent surtout sur la diminution des heures de travail.

66. A. M. L. *12 Ev. et troubles politiques*, février 1860.

CHAPITRE III

Le rôle de la classe ouvrière dans le mouvement politique des années 1863-1867.

I. *Les élections législatives de 1863.*

II. *Le Comité central.*

III. *Les candidatures ouvrières.*

IV. *La formation du parti radical.*

I

C'est en pleine crise industrielle provoquée par la guerre de Sécession que la classe ouvrière lyonnaise, excitée par les événements d'Italie et les menées des cléricaux, par les publications des comptes rendus des séances du Corps législatif, allait de nouveau choisir ses représentants.

L'Administration impériale malgré son grand succès lors des élections pour les conseils généraux en 1861, quand les candidats officiels Cabias et Laforest battirent les candidats de l'opposition dans les deux arrondissements les plus « mauvais » de Lyon, la Guillotière et la Croix-Rousse, était inquiète. Déjà dans le rapport sur ce triomphe, qu'il envoyait à son ministre, le Procureur général s'était empressé d'ajouter: « Je n'oserais affirmer que nos majorités seront toujours stables, qu'un courant imprévu ne jettera pas ces masses dans d'autres directions: je ne parle que de la situation présente... Les circonstances cependant pourraient faire accepter les mauvais conseils, car jamais la misère n'a imposé plus de privations. Notre grande industrie est gravement atteinte par la

crise américaine, l'important commerce des denrées coloniales est paralysé par l'état des affaires dans le Levant... Les salaires s'abaissent et de nombreux ouvriers demandent du travail... Les petits commerçants souffrent aussi »¹. Puis, comme avec la crise persistante, le mécontentement grandissait et avec lui les craintes de l'Administration, le Procureur général en vint, comme en 1857, à proposer au gouvernement, « en prévision des dangers futurs », une modification de la loi électorale: une Chambre renouvelable par tiers à des intervalles assez éloignés. Il fallait éviter à tout prix l'agitation des masses que provoquent les élections générales. « Ce qui se passe dans les scrutins pour les conseils généraux peut nous éclairer et je n'ai pas besoin de constater que les élections partielles n'excitent ni les mêmes ardeurs ni les mêmes espérances chez les opposants »².

Mais le calme superficiel finit par rassurer même ce soupçonneux fonctionnaire. La loi de la Sûreté générale était trop récente, la police vigilante et ses indicateurs nombreux, la presse muselée et aucun droit de réunion: tout obligeait les républicains lyonnais à la plus grande prudence. Ils continuaient, comme avant, à se concerter dans leurs arrière-boutiques, dans les ateliers et dans les salons de quelques chefs libéraux, entre amis sûrs, et quoique tout arrivât aux oreilles de la police elle n'y trouva aucun symptôme dangereux, rien d'inaccoutumé. Le rapport que, la veille des élections, le Procureur général envoyait à son ministre respire l'optimisme le plus profond: « Les trois départements de ce ressort jouissent d'une profonde tranquillité que ne troublent ni les manœuvres des fractions hostiles ni les événements extérieurs ni les petites agitations électorales ni même les épreuves commerciales... Les classes intelligentes, revenues de leurs terreurs, rassurées sur l'avenir du pays, semblent s'abandonner à de légères vellétés d'opposition... L'anniversaire de la révolution de 1848 n'a même pas été remarqué. Décidément ces tristes événements sont relégués dans le domaine du passé et appartiennent à l'histoire »³.

Le gouvernement, d'ailleurs, se préparait à la lutte. Le 8 mai, Persigny, ministre de l'intérieur, lançait une circulaire

1. A. N. BB³⁰³⁷⁹, 6 juillet 1861.

2. A. N. BB³⁰³⁷⁹, 2 juillet 1862.

3. A. N. BB³⁰³⁷⁹, 2 avril 1863.

où il proclamait de nouveau l'intangibilité du principe de la candidature officielle. Après avoir fait une apologie de l'Empire et de son œuvre de restauration de l'ordre moral, politique et religieux, de ses méthodes pour l'accroissement de la fortune publique, il flétrissait les menées de quelques « factions » qui « ne sont qu'une coalition d'hostilités, de rancunes et de dépits opposés aux grandes choses de l'Empire ». La circulaire finissait : « ...désignez hautement, comme dans les élections précédentes, les candidats qui inspirent le plus de confiance au gouvernement, ...les hommes dévoués sans réserve et sans arrière-pensée à la dynastie impériale et à nos institutions ». A Lyon ⁴, tout le puissant appareil administratif fut mis en mouvement. Tout ce qui dépendait du gouvernement, d'une façon ou d'une autre, reçut des instructions sévères ; tous les fonctionnaires et « les auxiliaires à tous les degrés » ⁵, jusqu'aux pompiers, se mirent à faire de la propagande électorale. Les présidents des sociétés de secours mutuels furent convoqués et prévenus que la bienveillance gouvernementale dépendait de leurs votes ; les commissaires de police des différents quartiers firent une tournée électorale et causèrent en particulier avec tout homme ayant quelque influence, si minime soit-elle, sur la population lyonnaise. Les rapports qu'ils envoyèrent au Préfet après cette prise de contact avec les masses diffèrent beaucoup du rapport précité du Procureur général : le mécontentement contre l'Empire est trop grand, les hommes dévoués au gouvernement n'ont aucune influence sur les populations des ateliers et des boutiques. Seul le commissaire du camp de Sathonay envoyait un rapport vraiment rassurant : « La population civile du camp est composée d'êtres arriérés au point que la plupart ignorent que nous sommes à la veille des élections » ⁶. Ceux-là, certainement, n'étaient pas dangereux !

Le gouvernement avait cette fois à faire à une opposition

4. Voir A. M. L. *I² Ev. et troubles politiques*, les rapports de police sur les élections.

5. Voir le rapport du Proc. général au Ministre du 16 mai 1863 (A. N. BB30429 dr.5). « Votre Excellence a daigné nous transmettre ses instructions confidentielles au sujet des élections. Je puis lui donner l'assurance qu'elles seront fidèlement suivies dans ce ressort. Les magistrats, les auxiliaires à tous les degrés, ont le sentiment de leurs devoirs et jusqu'à cette heure je n'ai pas à regretter des tiédeurs ou des défaillances ».

6. A. M. L. *I² Ev. et Tr. politiques*, 10 mars 1863.

bien plus hardie qu'en 1857, ayant profité de la liberté relative qui suivit la guerre d'Italie et le Traité de Commerce avec l'Angleterre pour s'organiser de son mieux. A Lyon, comme à Paris, les libéraux de toutes les nuances faisaient front commun, formant l'*Union libérale*, une entente tacite et encore fragile entre des républicains modérés comme J. Favre, Garnier-Pagès, J. Simon et des orléanistes comme Thiers. Cette opposition avait maintenant à Lyon son journal, *le Progrès*, et pour chef Hénon, autour duquel se groupaient de gros bourgeois, comme les avocats Varambon, Ferrouillat, l'ex-magistrat Flotard, l'ex-professeur Frédéric Morin. Désirant non tant l'avènement d'une république — dont les conséquences semblaient alors pleines de menaces socialistes — que l'élargissement des libertés parlementaires, ces « républicains roses » se mirent en besogne, dès 1860, pour reconstituer « un parti à qui ils donnent le nom de démocratique » pour attirer les masses électorales ouvrières, mais que le Commissaire spécial, bien renseigné, soupçonnait de n'être « dans l'esprit de ses chefs qu'une annexe du parti orléaniste, dans lequel lorsque l'occasion favorable se présentera on espère se fondre... *le Progrès* est définitivement l'organe de ce parti apocryphe ». Dès 1861, nous les voyons s'organiser en comité électoral en vue des élections prochaines. « Ce comité et *le Progrès*, son organe, auront pour mission de rallier les tronçons épars du parti bleu, de répudier à propos le parti blanc et de ne pas froisser les rouges »⁷.

Les ouvriers n'étaient pas trop enthousiasmés pour ces bourgeois, soi-disant républicains, qu'ils avaient trouvés dans les journées décisives des années 1848 et 1849 de l'autre côté des barricades. Nous verrons que le comité électoral de l'opposition à la Croix-Rousse, composé de chefs d'ateliers et d'ouvriers les plus connus, presque tous anciens militants de 1848, fit beaucoup de difficultés pour accepter Hénon comme candidat de l'opposition, ne s'y résignant qu'au dernier moment, pour ne pas diviser l'opposition et travailler ainsi pour le compte du gouvernement dont le candidat représentait à leurs yeux les patrons. Les libéraux avaient, d'ailleurs, eu soin de gagner les plus influents parmi eux en les

7. A. M. L. ⁷² *Ev. et Tr. politiques*. Rapport du commissaire spécial Bergeret, 29 juillet 1861.

attirant dans les loges maçonniques⁸, ou en les faisant présidents des comités électoraux.

Ils avaient commencé la campagne électorale de bonne date. Le 5 août 1862, Castellane notait que « les partis se préparaient comme si les élections devaient avoir lieu cette année »⁹. Garnier-Pagès avait déjà entrepris une tournée électorale. Il revint à Lyon au printemps de 1863 et tint un discours en faveur de l'opposition libérale devant une soixantaine de chefs d'atelier, que Hénou avait eu soin de rassembler¹⁰.

Les ouvriers, quittes à se dédommager plus tard, acceptèrent donc les candidats que les Cinq leur avaient imposés : les députés sortants Hénou et J. Favre, et l'ex-professeur Frédéric Morin. Mais les dissensions vinrent d'un autre côté. Comme à Paris, il y avait à Lyon trop de prétendants pour les quelques places que l'opposition pouvait espérer conquérir et les ambitions s'affrontèrent. Contre la candidature pour ainsi dire officielle de Hénou, de J. Favre et de Frédéric Morin, un autre groupe d'opposants parmi lesquels l'avocat Le Royer, le chirurgien-major Barrier, « phalanstérien utopiste mais honnête »¹¹, disait de lui le Procureur général, l'industriel Cognet, le docteur Bacot et le jeune avocat Andrieux posèrent la candidature de Barrier contre J. Favre et de Bacot contre Frédéric Morin¹².

Ce groupe paraît avoir été d'une nuance oppositionnelle encore plus pâle que leurs adversaires. Le docteur Crestin leur donne l'épithète d'opposition dynastique¹³, le Procureur général, dans ses rapports, n'a que de bons mots pour eux¹⁴, et

8. Voir A. M. L. *Police politique, clubs, sociétés politiques*, les rapports de police sur les loges maçonniques ; S. COMMISSAIRE, *op. cit.*, II, p. 193.

9. *Journal*, 5 août 1862.

10. T. DELORD, *Histoire du Second Empire*, III, p. 390.

11. A. N. BB³⁰⁴²⁹, dr. 5, 16 mai 1863.

12. Ils furent soutenus, dit Crestin, par Garnier-Pagès (CRESTIN, *op. cit.*, p. 20). « La discorde est dans leur camp [des démocrates], disait le Procureur général. Le Comité démocratique lyonnais voudrait faire accepter deux de ses membres, le journal *le Progrès* combat pour un de ses rédacteurs, les comités de Paris agissent en sens contraire, si bien que grande est la confusion (A. N. BB³⁰⁴²⁹, dr. 5, 16 mai 1863). V. aussi *le Salut Public*, 20 mai 1863.

13. CRESTIN, *op. cit.*, p. 20 et p. 32.

14. A. N. BB³⁰³⁷⁹, 27 juin 1863.

Cognet sera plus tard candidat officiel du gouvernement. Les autres deviendront, pourtant, les partisans les plus fougueux du parti radical lyonnais, ennemis implacables de l'Empire.

Le Progrès refusa à ce groupe toute hospitalité, et, voyant l'échec certain, Bacot, qui avait obtenu, en 1857, plus de dix mille voix, se désista. Mais Barrier, furieux, accepta même l'hospitalité que lui offrit le journal des candidats officiels, *le Salut Public*, joyeux de souligner les discordes de l'opposition. Barrier y critiqua vivement le procédé du comité électoral libéral, lequel, au lieu de consulter les électeurs leur impose arbitrairement les candidats: « Si M. Hénon croit que c'est ainsi que la démocratie doit procéder pour se préparer à l'exercice du suffrage universel, j'avoue que, malgré le respect que j'ai pour son opinion je ne la partage pas »¹⁵.

Mais les masses ouvrières voulaient avant tout infliger un échec au gouvernement. Elles avaient sacrifié pour cela des aspirations bien plus chères et ne prêteront aucune attention à ces dissidents¹⁶ qui leur tenaient encore moins au cœur que les candidats agréés par les Cinq et avaient le désavantage d'être moins célèbres. Dans les deux circonscriptions urbaines ceux-ci remportèrent un succès éclatant. Hénon obtint plus de 20.000 voix contre le candidat officiel, Cabias (9.000); Jules Favre battit Laforest par 11.129 voix contre 8.118. Dans la troisième circonscription, formée, par un découpage arbitraire, du quartier ouvrier le plus révolutionnaire de Lyon, la Guillotière, et de quelques communes rurales impérialistes, F. Morin obtint plus de 12.000 voix et ne fut battu par le candidat officiel qu'au scrutin de ballottage et grâce à ces communes rurales.

Les électeurs de l'opposition s'étaient portés aux urnes avec un tel entrain et une telle décision de triompher que l'administration en fut consternée. « L'attitude d'un grand nombre, écrivait le Procureur général, rappelait nos plus mauvais jours. Le mot citoyen était seul employé par eux, même lorsqu'ils s'adressaient aux présidents et aux membres des bureaux. Ils montraient alors ouvertement leurs défiances, parce que le peuple n'avait pas organisé lui-même les scrutins »¹⁷.

15. *Salut Public*, 20 mai 1863.

16. Au scrutin de ballottage, Barrier et Coignet se désistent (BB30429 dr 5, 9 juin 1863).

17. A. N. BB30379, 27 juin 1863.

Partout on se montrait méfiant envers les boîtes « mal scellées », des bagarres éclatèrent autour de plusieurs de ces boîtes¹⁸. A la mairie de la Guillotière, la troupe dut intervenir à la suite d'une discussion orageuse entre les partisans de Frédéric Morin, qui protestait contre les fraudes du scrutin dans les communes rurales, et les membres du bureau électoral. On criait : « mourir sur le scrutin ! » ; quelqu'un s'adressa à la foule massée devant la mairie : « on veut nous égorger, nos frères et amis, nous laisserez-vous sans défense ? ». La foule répondit par des « hourras » frénétiques¹⁹. Les troupes qui se rendaient sur le lieu du conflit furent accueillies par les ouvriers massés sur la Place du Pont aux cris de vive l'opposition²⁰.

Devant cet enthousiasme la pression gouvernementale ne servit à rien. « L'entrain a été tel qu'il s'est rencontré très peu de chefs d'atelier ou d'administration qui aient pu obtenir de leurs subalternes ou ouvriers d'être seulement écoutés ; il a suffi qu'ils aient exprimé leur opinion en faveur du candidat officiel pour que ces hommes aient mis de l'entêtement à voter pour l'opposition »^{20 bis}.

Même les employés des chemins de fer votèrent tous pour l'opposition, quoique à Perrache, par exemple, on ait pris soin de les conduire en petits groupes et munis de bulletins au nom du candidat officiel. « L'excitation était telle que les ouvriers sages et paisibles eux-mêmes subissaient l'entraînement et se trouvaient dominés »²¹. Les sociétés de secours mutuels, si bien dressées, votèrent presque toutes pour l'opposition²². Les électeurs allaient aux urnes avec une telle discipline, « obéissant à un chef inconnu »²³, que l'on soupçonna, un moment, l'action des sociétés secrètes, qui depuis longtemps s'étaient complètement désagrégées. Le Commissaire spécial, lui, parle d'une propagande électorale à l'américaine : « Il

18. A. N. *Loc. cit.*, 30 décembre 1863.

19. A. N. BB³⁰⁴²⁹ dr. 5, rapport du Procureur général, 20 août 1863. Voir aussi CRESTIN, *op. cit.*, p. 21.

20. Voir A. N. BB³⁰³⁷⁹, 27 juin 1863 ; A. M. L. I² *Événements et troubles politiques*, rapports sur les élections.

20 bis. A. M. L. I² *Événements et troubles politiques*, rapport du commissaire de police de Saint-Pierre-de-Vaise, 19 juin 1863.

21. A. N. BB³⁰³⁷⁹, 27 juin 1862.

22. *Id.*, *ibid.*

23. *Id.*, *ibid.*

m'est rapporté qu'aux Brotteaux il y avait au moins cent individus payés à la journée pour travailler à la candidature de Hénon »²⁴. Et le lendemain il ajoutait : « Beaucoup d'argent a été dépensé et beaucoup de vin a été bu »²⁵.

Mais il était évident, même pour la police, que, s'il ne se fut agi que de corrompre les électeurs, le gouvernement aurait battu tout concurrent.

Il y eut beaucoup d'abstentions (39.720 abstentions sur 121.917 votants), la plupart appartenant au parti clérical qui protestait de cette façon contre la politique italienne de l'Empereur. Pour les candidats officiels, votèrent la bourgeoisie en général, les communes rurales qui formaient avec la Guillotière la 3^e circonscription, les fonctionnaires et tous les grands ou petits clients du gouvernement. L'armée électorale de l'opposition était formée « des électeurs appartenant au petit commerce, à la bourgeoisie, des ambitieux qui veulent jouer un rôle, des mécontents, des esprits chagrins qui blâment la tutelle officielle, les règlements de la police et de la voirie, qui appellent les progrès politiques et qui accusent l'ancienne Chambre de servilisme ou de prodigalité dans les dépenses. « Je constate, dit le Procureur général, que les épreuves commerciales, la guerre américaine, la campagne du Mexique ont donné plus de force à l'opposition »²⁶.

Mais tous les rapports s'accordent pour dire que cette partie de l'opposition n'a voulu qu'avertir l'Empereur, qu'elle n'est point essentiellement défavorable à l'Empire, que ses votes pour l'opposition ne sont que votes de circonstance : une amélioration de la situation économique, quelque dégrèvement fiscal, quelques réformes libérales suffiraient « pour dissiper leur rancune et leur bouderie du moment »²⁷, et ral-

24. A. M. L. *I² Evénements et troubles politiques*, 15 juin 1863 ; voir aussi A. N. BB30379, 3 juillet 1864.

25. A. M. L. *Loc. cit.*, 16 juin 1863. « De nombreux émissaires, dit le Procureur général, parmi lesquels des graciés, des réfugiés, des faillis, etc., quelques-uns venus de Paris, si j'en crois des renseignements sûrs, ont sillonné notre ville et nos campagnes. On les trouvait partout.... Tous avaient de l'argent et le dépensaient. Leurs blouses blanches étaient devenues dans les dernières heures un signe de ralliement. (A. N. *Loc. cit.*, 27 juin 1863).

26. A. N. *Loc. cit.* Rapport du Proc. général, 27 juin 1863.

27. A. M. L. *I² Evénements et Troubles politiques*. Rapport du commissaire de police du quartier des Chartreux, 25 juin 1863.

lier au gouvernement la plupart d'entre eux. « Le danger, dit le Procureur général, ne vient pas de ces transfuges, qui seraient facilement ramenés si l'ordre était menacé ou si leur sécurité était troublée »²⁸.

Le « danger » et la vraie signification des élections c'est dans le vote des masses ouvrières qu'il faut les chercher : « C'est le mauvais esprit de la classe ouvrière qui est la principale cause de la victoire de l'opposition... Tout ce qui vit d'un travail journalier, tout ce qui appartient aux classes ouvrières a généralement voté pour l'opposition »²⁹. « Tourmentée par ses besoins, ennemie de ses maîtres ou de ses patrons, séduite par les promesses, enivrée par sa puissance dans les scrutins, elle recrute chaque jour des adeptes et retrouve son ancienne audace. Ainsi se forme la grande armée des élections, armée avec laquelle il n'y a pas d'accord possible ». Et, au désespoir, le Procureur général s'écriait : « Leurs votes signifient révolution »³⁰.

Et cette hostilité contre le gouvernement se manifeste partout où le progrès industriel avait créé des agglomérations ouvrières : « dans l'arrondissement de Lyon, toutes les communes plus voisines, celles *envahies par l'industrie principalement*, ont été plus ou moins entraînées par le mouvement hostile ! Sur les lignes de chemins de fer, sur les rives de la Saône et du Rhône on pourrait suivre avec les votes les progrès de ce mal contagieux »³¹.

Nous croyons qu'il n'est pas nécessaire de rechercher les causes de ce résultat des élections. Les traditions républicaines si tenaces à Lyon depuis 1834, la rigueur du régime dans ses premières années, les crises industrielles dont les ouvriers souffraient si cruellement l'expliquent suffisamment. Le peu de liberté dont le pays commençait à jouir permit au mécontentement de se manifester. Le régime impérial, comme tout régime dictatorial se trouvait devant un dilemme : il soulevait trop de mécontentements en persistant dans sa rigueur, et

28. A. N. BB³⁰³⁷⁹, 27 juin 1863.

29. A. M. L. P² Ev. et tr. politiques, Commissaire de police de Saint-Pierre de Vaise, 19 juin 1863. Voir, dans le même dossier, le rapport du commissaire du quartier des Chartreux.

30. BB³⁰³⁷⁹, 27 juin 1863. Il dit ailleurs : « La plaie sociale n'est point guérie » (BB³⁰⁴²⁹, dr. 5, 27 mai 1863) et parle de « l'antagonisme des classes » (*Ibid.*, 27 mai 1863).

31. A. N. BB³⁰³⁷⁹, 27 juin 1863.

s'il se décidait à octroyer quelque liberté pour apaiser les mécontents, on s'en servait tout de suite pour le combattre.

Les défaites des années 1848 et 1849 et la réaction qui s'en suivit avaient épuisé la classe ouvrière au point qu'on put croire et dire que le socialisme était mort pour toujours. Elle reparaisait maintenant sur la scène de l'histoire avec une puissance d'action accrue par le prodigieux développement industriel des premières années de l'Empire. Les élections de 1863 marquent la date de ce réveil. De ce jour, toute la vie politique de la grande cité gravitera autour d'elle.

II

Un tel triomphe électoral inquiéta les libéraux ^{31 bis}. Comme l'apprenti-sorcier du conte, ils se sentaient impuissants à conduire ces forces qu'ils avaient tant contribué à déchaîner. Le mouvement ouvrier menaçait, sitôt né, de les dépasser. Des concurrents redoutables se montraient. Les hommes des journées de mai et juin 1848, les proscrits obstinés, les vrais « rouges » des années révolutionnaires représentaient bien plus qu'eux l'idéal démocratique et républicain des masses. « La haute démocratie a peur, dit le Commissaire spécial, de tout ce qui pourrait lui arriver si ceux de Londres (les exilés) avaient les mains libres d'organiser les masses » ³². Pour prévenir ce danger, et aussi celui, qui paraissait si menaçant en ces années 1863-1867, des candidatures ouvrières, les libéraux essaieront d'organiser les masses pour leur propre compte. Ils se servirent pour cela des cadres formés pour les élections législatives. Un *Comité central*, dont Hénou était le chef et l'agent de liaison avec les libéraux parisiens, composé de « gros bonnets de la société », comme Bonnardel et Ferrouillat, se maintenait en contact avec les masses électo-

^{31 bis}. Voir, sur ce qui suit, les rapports du Commissaire spécial et d'un indicateur membre du Comité central, dans *P² Police politique, clubs, sociétés politiques* ; CRESTIN, *Souvenirs d'un Lyonnais*, p. 21 et suivantes.

³². A. M. L.¹². *Loc. cit.*, 1864. « Les hommes de 1848 reprennent leur drapeau », disait le Procureur général, 27 mai 1863. *BP*³⁰⁴²⁹, d 5.

rales par des sous-comités, appelés Petites Loges ³³, celles-ci formées de sections de 20 électeurs chacune, pour tourner l'article 291 du Code Pénal qui interdisait de former sans autorisation un groupement de plus de vingt personnes. « Le nom de petites loges vient, dit-on, de ce que tous ceux qui en font partie appartiennent en même temps aux loges maçonniques des deux obédiences » ³⁴. Pour ceux qui n'appartenaient pas à la franc-maçonnerie, « le Comité Central dispose d'une autre force plus active, plus dévouée, dans les délégués des comités électoraux qu'il s'est attaché et dont il a fait ses agents. Ces délégués représentant des groupes ou comités plus ou moins nombreux sont, assure-t-on, au nombre de près de deux cents » ³⁵.

Le Comité Central qui, pour se soustraire aux tracasseries policières avait adopté certaines habitudes des affiliés de sociétés secrètes ou plutôt de la franc-maçonnerie ³⁶, se donnait pour but, d'après le Commissaire spécial, de former des cadres qui remplaceraient ceux de l'Empire. Car en ces temps troubles qui suivirent les élections de 1863, beaucoup de gens avaient l'illusion que l'Empire était prêt à crouler. « Ainsi que j'ai eu l'honneur de vous le dire, écrivait le Commissaire spécial au Préfet, le bruit qu'il y aura à l'ouverture des Chambres des mouvements à Paris et même une insurrection, est répandu dans toute la classe ouvrière... Dans le commerce haut et bas, dans la petite bourgeoisie, ainsi que dans tout ce qui tient au parti légitimiste et orléaniste on dit tout haut que le gouvernement impérial a fait son temps et rempli sa mission, que le pays n'en veut plus et qu'il touche

33. A. M. L. *I² Loc. cit.* Rapport du Commissaire spécial, 1863. Ces quatre petites loges étaient : la petite loge des Colinettes, des Chartreux, de Saint-Nizier, des Brotteaux. La majorité y appartenait à des membres de la bourgeoisie, mais il y avait aussi des chefs d'atelier.

34. A. M. L. *I² Loc. cit.* Rapport du Commissaire spécial, fin 1863. Sur le rôle de la franc-maçonnerie dans le mouvement libéral. Voir encore J. BENOIT, *les Confessions d'un prolétaire*, p. 437 sqq. et S. COMMISSAIRE, *op. cit.*, p. 193.

35. A. M. L. *I² Loc. cit.*

36. La police était, d'ailleurs, parfaitement renseignée sur ce qui s'y passait par quelques mouchards, dont un, remplissant dans le Comité des missions de confiance, était au courant de ses secrets les plus intimes. Ses longs rapports sont écrits par un homme qui possède une bonne instruction (Voir A. M. L. *I² Loc. cit.*).

à sa fin »³⁷. Encore en 1865, on devait avoir à Paris des inquiétudes au sujet de notre ville, puisque le Préfet trouvait nécessaire de rassurer son ministre: « A part une légère surexcitation que l'on remarque dans les bas-fonds de la population, surexcitation bien naturelle, d'ailleurs, après les discours prononcés à la Chambre, on n'a rien remarqué qui puisse faire prévoir un mouvement prochain »³⁸.

En vérité, les chefs libéraux étaient bien loin de croire à la possibilité d'un mouvement quelconque; mais les ouvriers étaient impatients et pour des raisons électorales il ne fallait par les contrarier directement. Le Comité Central, tout en bridant leur ardeur³⁹, les laissait s'amuser dans les sous-comités à préparer les plans de la future insurrection⁴⁰, en leur faisant des promesses fallacieuses: « On nous dit de nous tenir prêt..., dit un indicateur, les armes et l'argent surtout ne manquera pas: le moment venu des individus en fourniront. Il ne fallait rien épargner et frapper surtout les fonctionnaires »⁴¹. On ne peut s'empêcher de sourire, quand on songe que ces parlementaires qui dirigeaient le comité ne détestaient rien autant que les vrais révolutionnaires et avaient horreur des méthodes violentes. Les initiés qui connaissaient bien les dirigeants du Comité savaient à quoi s'en tenir avec « le courage, les convictions républicaines et l'énergie » de ceux-ci, « et l'on plaint d'avance les ouvriers et les étudiants qui y croient »⁴². En fait, le républicanisme de ces bourgeois libéraux était bien plus résigné que ne le pensaient les ouvriers et les étudiants qui les suivaient, et cette interprétation, que donne de l'action du Comité Central le Commissaire spécial, nous paraît la plus exacte: « L'association, quoique exclusivement composée de républicains, accepte

37. A. M. L. *I² Loc. cit.*, 28 octobre 1863. Dans le même rapport, le commissaire spécial dit que le Comité central s'est mis en besogne d'achever complètement son organisation.

38. A. M. L. *I² Loc. cit.* Rapport du Préfet au Ministre de l'Intérieur, 22 mars 1865. L'Administration ne sera rassurée qu'en 1866 (V. le rapport du Préfet du 16 mars 1866 dans le même dossier).

39. Voir les rapports des indicateurs en 1864, surtout ceux du 9 et 14 mai (*I² Police politique, clubs, sociétés politiques*).

40. A. M. L. *I² Loc. cit.* Rapport d'un indicateur, 9 janvier 1865.

41. A. M. L. *Loc. cit.*, 19 janvier 1865.

42. A. M. L. *I² Loc. cit.* Rapport du Commissaire spécial au Préfet, 1864.

l'Empire et dans ce moment ne se montre pas hostile » ; mais « dans le cas où l'Empire tomberait, l'association doit tendre tous ses efforts pour faire prévaloir la forme républicaine » ⁴³. Et dans les moments un peu difficiles, le Comité croira de son devoir de prêter appui à l'Empire : « Le Comité Central démocratique lyonnais a reçu de M. Hénon, au nom du Comité de Paris, dont il fait partie, l'ordre de cesser toute opposition au gouvernement impérial qui a besoin de toute sa liberté d'action pour se préparer à la lutte dont les trois puissances du Nord sont sur le point de donner le signal. En conséquence, depuis deux jours, tous les agents du Comité Central prêchent l'union et disent que la démocratie doit se rallier au moment du danger à l'Empereur qui est en Europe le représentant du libéralisme et le défenseur des nationalités » ⁴⁴. On peut penser ce que l'on veut de cela, au point de vue patriotique, mais présenter l'Empire comme le champion du libéralisme devait paraître trop fort aux yeux de ces républicains ardents que l'étaient la plupart des ouvriers s'occupant de politique. On comprend alors que les chefs libéraux fussent bien forcés de cacher autant que possible leurs vrais sentiments, et de poser en révolutionnaires s'ils ne voulaient perdre la majorité aux scrutins.

Car toute cette organisation du Comité Central ne servait, dans le fond, que pour entretenir l'ardeur d'une armée électorale pour les fréquentes élections, pour le renouvellement partiel des conseils d'arrondissement et de département et pour les futures élections législatives. La preuve en est qu'après chaque période électorale on laissait l'organisation des sous-comités et sections se désarticuler, tous les liens se relâcher, quitte à s'organiser à l'approche des élections suivantes ⁴⁵.

Mais il ne suffisait plus à la classe ouvrière, réveillée de son engourdissement décennal, d'être un bétail à voter. Ses aspirations ne pouvaient s'accorder à la longue avec les visées des gros bourgeois, des avocats célèbres et de riches directeurs de journaux qui menaient le parti libéral. Le républicanisme opportuniste de ceux-ci ne pouvait trop convenir à son impatiente misère qui croyait en la république comme

43. A. M. L. *I^{re} Loc. cit.* Rapport au Préfet, 1863.

44. A. M. L. *I^{re} Loc. cit.* Rapport du Commissaire spécial, 7 mars 1864.

45. CRESTIN, *Souvenirs d'un Lyonnais*, p. 23.

au plus sûr remède de ses maux. Les ouvriers commençaient de nouveau à prendre conscience de l'incompatibilité de leur idéal avec celui des libéraux. Combien d'entre eux auraient souscrit à cette déclaration de leur député J. Favre, faite au corps législatif et reproduite par *le Progrès* : « L'opinion libérale est le parti de tous ceux qui ont combattu le drapeau rouge dans les plis duquel ils lisaient ces deux mots : dictature et servitude » ⁴⁶. Certes, et les chapitres suivants nous le démontrent bien, si les ouvriers lyonnais votèrent en 1863 pour les candidats libéraux, ce ne fut que pour protester contre l'oppression du gouvernement impérial et non point par sympathie pour un parti qui acceptait comme allié le vieil ennemi Thiers, et comptait parmi ses chefs des « républicains » comme le directeur du *Siècle* Havin, républicain à Paris et bonapartiste en Normandie, et dont le membre le plus en vue, l'élu même des ouvriers lyonnais, J. Favre, avait demandé au nom des « lois éternelles » ⁴⁷ de livrer Louis Blanc à la justice bourgeoise, malgré l'inviolabilité parlementaire.

L'oppression de l'Empire autoritaire avait uni tous ceux qui trouvaient leur bien dans plus de liberté. Mais en 1863, les caractères commençaient à se préciser et les contradictions à se manifester. Cela se traduisit dans les faits par deux événements qui eurent lieu pendant la campagne électorale ou immédiatement après les élections, et donnent à celles-ci l'importance d'une date marquant un tournant dans l'histoire politique lyonnaise et dans l'histoire de la classe ouvrière : le mouvement pour les candidatures ouvrières, et la formation du parti radical.

46. *Le Progrès*, 16 mars 1861.

47. J. FAVRE, *Discours parlementaires*, t. I, p. 51. Déjà en 1849, les Lyonnais n'élirent J. Favre qu'avec peine, au second tour de scrutin, quand le sergent Commissaire, élu dans le Rhône et le Bas-Rhin, opta pour ce dernier département (voir M. RECLUS, *J. Favre*, 1912, p. 157).

III

Quelques militants du prolétariat parisien, inspirés, peut-être, par la lecture de Proudhon, songèrent à lancer lors des élections de 1863 et des élections complémentaires de l'année suivante, des *candidatures ouvrières* posées en dehors de tous les partis politiques alors existants. Ces militants publièrent en 1864, le « Manifeste des Soixante », une lettre signée par soixante ouvriers. On répète, disaient les rédacteurs, qu'il n'y a plus de classes; « mais nous qui n'avons d'autre propriété que nos bras; nous qui subissons tous les jours les conditions légitimes ou arbitraires du capital; nous qui vivons sous des lois exceptionnelles..., il nous est bien difficile de croire à cette affirmation »⁴⁸.

L'action pour les candidatures ouvrières n'obtint à Paris aucun succès pratique, mais fit grand bruit. Tous les journaux commentèrent longuement le manifeste; Proudhon le prit pour thème de son dernier livre.

A Lyon, le mouvement pour les candidatures ouvrières n'eut pas l'éclat que lui conféra à Paris le Manifeste des Soixante. Il n'en fut pas moins sérieux, plus persistant, et naquit spontanément, complètement indépendant de celui de Paris. Il est vrai que les ouvriers lyonnais votèrent pour les libéraux aux élections de 1863, mais ce ne fut que par esprit de discipline républicaine, pour ne pas diviser et exposer à l'échec le parti de l'opposition, qu'ils croyaient encore être celui de la République. La majorité des militants ouvriers, nourris des traditions et des souvenirs de 1848, n'acceptaient ses élus libéraux que comme un pis-aller parce que avec la liberté qui existait alors seules leurs candidatures étaient tolérées par le gouvernement. Les membres mêmes du comité électoral de

48. Le manifeste des soixante est reproduit en entier en appendice dans *l'Essai sur la capacité politique des classes ouvrières*, édition M. Rivière, et dans Thomas, *op. cit.*, p. 216. On a assez étudié l'influence de Proudhon sur les ouvriers signataires du manifeste; il serait, à notre avis, intéressant d'étudier l'influence anglaise. Quelques-uns des signataires avaient été délégués à l'Exposition universelle de Londres et avaient eu l'occasion de s'initier à la vie politique des ouvriers anglais. L'action pour les candidatures ouvrières serait alors directement reliée au mouvement dont sortit l'Internationale. Nous retrouvons, d'ailleurs, ici et là, les mêmes hommes.

Hénon, chefs d'ateliers et ouvriers de la Croix-Rousse, qui de par leur fonction même devaient lui être dévoués corps et âme, déclarèrent publiquement, deux jours avant les élections, qu'ils n'avaient accepté ce candidat imposé par un comité bourgeois⁴⁹, qu'à contre-cœur, qu'ils auraient bien mieux aimé un candidat sorti de leurs rangs et « dont les tendances politiques et sociales fussent en rapport avec les besoins et les intérêts de la classe laborieuse »⁵⁰.

49. Voir G. WEILL, *Histoire du parti républicain*, p. 481.

50. Cette lettre fut insérée dans le *Salut Public* du 28 mai, le *Progrès* ayant probablement refusé de le faire pour ne pas « diviser l'opposition ». Comme elle indique exactement la position des masses ouvrières vis-à-vis de l'opposition libérale en 1863, nous nous permettons de la reproduire presque en entier :

« Le comité électoral de la première circonscription, siégeant rue Romarin, 5, vient d'accepter définitivement la candidature de M. Hénon (ils ont dû hésiter longtemps ! la lettre est écrite le 27 mai, trois jours avant les élections) ; nous avons dû prendre cette détermination afin d'assurer l'élection d'un homme qui a servi notre cause, mais dont nous aurions préféré laisser la nomination à la deuxième ou à la troisième circonscription, où elle aurait eu des chances certaines de succès, grâce aux nombreuses sympathies qu'il s'est acquises dans les rangs de la démocratie par son attitude à la Chambre.

« Cette mutation, que nous réclamions avec instance, n'était point, tant s'en faut, un refus désobligeant à l'égard de M. Hénon, mais bien un moyen pour obtenir dans notre circonscription essentiellement démocratique un candidat dont les tendances politiques et sociales fussent en rapport avec les besoins et les intérêts de la classe laborieuse.

« Certes, nous aurions pu jeter un nom dans la balance et établir la lutte ; mais... les élections, gravement compromises par de fâcheuses rivalités, eussent été complètement manquées et nous ne voulions pas être responsables devant les électeurs des fatales conséquences d'un pareil échec.

« C'est pourquoi, Monsieur, nous protestons pour l'avenir de la manière la plus énergique contre toute décision qui engagerait d'avance notre vote et qui détournerait ainsi le suffrage universel du but qu'il doit avoir, car autrement ce ne serait qu'un mot dérisoire pour la classe ouvrière.

« Et pourquoi ne pourrions-nous pas à l'avenir trouver des candidats dans notre sein ? Croit-on qu'il ne se peut rencontrer parmi nous des hommes de cœur, des intelligences d'élite et cultivées ? Que l'on se détrompe.

« Ainsi nous déclarons qu'à l'avenir nous ne voulons plus faire l'abandon d'un droit que nous avons mis si longtemps à conquérir : le peuple est majeur, trois révolutions l'ont émancipé, et pour choisir ceux qui doivent le défendre et le représenter, il veut se soustraire à toute tutelle et ne s'inspirer que de ses propres sympathies.

« Néanmoins, au nom de l'unité, dont plus que jamais nous avons besoin, nous prions les électeurs de se rallier sincèrement au candidat définitivement posé..... — L.-M. Michalon, président ; Ed. Favier, secrétaire ; Delbeud, trésorier ; J.-L. Chalomin, Croisier, Sermet et Mille (*Salut Public*, 28 mai 1863).

En même temps ils accueillirent joyeusement la nouvelle de la candidature de Blanc et de Tolain et leur envoyèrent une lettre couverte de 500 signatures que *le Temps* publia ⁵¹.

En août de la même année, lors des élections pour le conseil d'arrondissement, l'ancien comité électoral de Hénou se décida à poser à la Croix-Rousse une candidature ouvrière ⁵². A côté de ces modérés, d'autres ouvriers plus bruyants, tous très mal vus par la police, à cause de leurs antécédents politiques, formèrent des comités électoraux pour les candidatures ouvrières ⁵³. Nous y rencontrons pour la première fois les noms des futurs fondateurs de l'Internationale à Lyon, du mécanicien Schettel, du navetier Comte, du teneur de livres Chapitet, de Servet et autres. En 1864 ils enverront une lettre de sympathie aux auteurs du Manifeste des Soixante ⁵⁴ : « La loi qui a fait tous les citoyens égaux a-t-elle été traduite en fait ? nous ne pensons pas qu'il soit donné à nul de le prouver... On nous accuse de vouloir reconstituer les privilèges et les castes, comme si les privilèges et les castes n'avaient pas toujours pesé lourdement sur le travail » ⁵⁵.

Il paraissait en 1864 que les candidatures ouvrières allaient gagner les masses, les journaux en dissertaient longuement et la police notait : « Les candidatures ouvrières gagnent du terrain, on s'en occupe davantage, on discute assez chaudement l'objet et les ouvriers ne veulent pas en démordre que tout n'ira bien que lorsqu'ils seraient représentés par les leurs. On a beau leur démontrer que lorsqu'ils auront envoyé à l'Assemblée les leurs, ils cesseront d'être ouvriers en devenant députés et ne se souviendront plus des misères de l'atelier. Ils répondaient que si les premiers qu'on enverra se conduisent mal et n'accomplissent pas leurs devoirs, dans cinq ans on en enverra d'autres, que d'ici là on fera en sorte de mieux choisir » ⁵⁶.

Mais une autre idée commençait à enthousiasmer les masses et finira par entraîner même la plupart des champions de

51. Voir *le Temps*, 30 mai 1863 ; TCHERNOFF, *les Candidatures ouvrières sous le Second Empire*, dans la *Revue Socialiste*, février 1906.

52. *Le Progrès*, 14 août 1863.

53. *Le Progrès*, 14 août 1863.

54. *Le Progrès*, 9 mars 1864.

55. *Le Progrès*, 9 mars 1864.

56. *Police politique. Feuilles périodiques*. Rapport de police. 27 février 1864.

la candidature ouvrière. Cet essai, ébauche naïve du futur parti socialiste, et qui voulait compenser le manque d'un programme précis par l'origine même des élus, était trop neuve pour gagner si vite les masses ouvrières. Une tradition presque séculaire et renouvelée les poussait à chercher le salut d'un autre côté: C'est dans la République qu'elles espéraient trouver le remède à leur misère, c'est à ceux qui la promettaient promptement qu'ils vont donner leurs suffrages.

IV

Si les candidatures ouvrières au conseil d'arrondissement à Lyon n'eurent pas plus de succès que celles au Corps législatif à Paris, ce n'est pas parce que les ouvriers lyonnais restaient attachés au parti des Cinq. Ceux qu'ils préférèrent aux candidats ouvriers ne furent pas les bourgeois opportunistes du comité Ferrouillat, comme on appelait communément à Lyon le Comité Central, mais les hommes des émeutes de 1848, les hommes des barricades, condamnés politiques revenus après l'amnistie, surveillés étroitement par la police, et qui tenus à l'écart de la vie politique jusqu'alors, sans aucune attache avec le régime impérial, en étaient les ennemis d'autant plus ardents. Parmi les nouveaux élus au conseil d'arrondissement en 1863, nous trouvons l'ancien Vorace Timon, le sergent-député de 1849 Commissaire, le cordonnier Baudy, revenu récemment de prison. C'était l'idéal révolutionnaire et le personnel de 1848 qui reparaissaient sur la scène politique. Ils trouvaient indigne de républicains la coquetterie et la déférence envers le pouvoir que montraient les libéraux bourgeois et ils désiraient à la place de ceux-ci des hommes plus décidés, « des bougres qui engueulent l'Empire et l'Empereur et qui soient déterminés à se faire empoigner » comme disait Guinard ⁵⁷.

Ce mécontentement ne se fit sentir lors des élections législatives de 1863 que comme une opposition de gauche dans le sein même du parti libéral mais qui laissait entrevoir aux

57. DARIMON, *l'Opposition libérale sous l'Empire*, p. 297.

regards attentifs la prochaine scission: « Il paraît, écrivait le Procureur général, dans son long rapport sur les élections de 1863, qu'au milieu des alternatives de la dernière lutte le Comité lui-même a été débordé. Le président, M. Ferrouillat, avocat, a dû momentanément s'éloigner de Lyon. Je ne crois pas être téméraire en affirmant qu'aux élections prochaines les favorisés ne seront ni M. Hénon, J. Favre et Morin, mais des hommes choisis dans les bas-fonds de la démagogie. Nous verrons reparaître alors le personnel de 1848 »⁵⁸. A ces mécontents, les libéraux furent obligés de laisser toutes les places au conseil d'arrondissement lors des élections d'août 1863, mais sans parvenir à les apaiser et nous voyons dans un rapport du Procureur général qu'au printemps de 1864, leur hostilité était encore plus accentuée : « Lyon dans tous ses votes, jusqu'à ce jour, a montré que sa démocratie était puissamment organisée, que les ouvriers se séparaient systématiquement des maîtres ou patrons, qu'ils avaient cette discipline que donne l'ignorance ou la passion... Des comités subissant la tyrannie de Paris dirigent les masses et la soumission de celles-ci est aveugle. Cependant, depuis quelques mois une scission paraît s'être produite. Les uns amoureux de changements mais honnêtes dans leurs rêves entendent ne pas s'écarter des voies légales et s'arrêtent devant la menace des nouvelles révolutions. Les autres, travaillés par des appétits grossiers ou des besoins matériels ou des espérances coupables, ne reculeraient devant aucuns désordres. Les premiers et de beaucoup plus nombreux suivent la direction de M. le député Hénon, homme bon, adonné à la science, mais amoureux de la popularité et enchaîné par son parti. Les autres appartiennent, sans réserve, aux comités de Londres, de Bruxelles et de Genève. C'est dire assez quels funestes projets ils caressent et quelle démoralisation règne dans ces bas-fonds »⁵⁹.

Le conflit entre les deux fractions de l'opposition éclata au grand jour lors des élections pour le conseil général, en juin 1864. Les mécontents du comité électoral de la Croix-Rousse « trouvant que le conseiller général sortant... était un

58. A. N. BB³⁰³⁷⁹, 27 juin 1863.

59. A. N. BB³⁰³⁷⁹, 26 mars 1864.

républicain trop pâle » ⁶⁰, trop « entaché de bourgeoisie », dira le Procureur général ⁶¹, voulurent le remplacer par l'ancien sergent-député Commissaire. Hénon essaya d'amener celui-ci à renoncer à la candidature, mais il refusa. « Une lutte électorale ardente, raconte Commissaire, comme on n'en a pas vu à Lyon, s'engagea entre mes amis et mes adversaires. Les membres de mon comité, vieux républicains de 1848, la plupart, étaient tous des ouvriers, tandis que mon adversaire était appuyé par toute la bourgeoisie républicaine ou libérale de Lyon et par des boutiquiers ou chefs d'atelier appartenant à la franc-maçonnerie » ⁶².

Les mécontents mirent aussi en cause les candidatures des deux autres libéraux. « Ils appartenaient à la bourgeoisie, de là les défiances, les oppositions et les colères » ⁶³. Pourtant on ne leur opposa point de candidats, probablement par défaut de personnalités marquantes capables de rallier les masses.

Un fait significatif, et qui montre que la conversion d'Olivier n'est pas simplement le résultat d'une ambition individuelle, c'est le rapprochement entre les deux fractions de la bourgeoisie, la bourgeoisie libérale et la bourgeoisie impérialiste. Nous avons vu dans un des précédents chapitres tous les égards qu'avait le Comité Central envers le pouvoir dans les moments difficiles; la bienveillance de l'Administration envers les bourgeois libéraux n'est pas moindre. Devant le danger commun, les deux fractions ennemies se rapprochaient. Pour faciliter la victoire de l'adversaire de Commissaire, l'ancien magistrat Giraud, l'Administration s'abstint de lui opposer la candidature officielle ⁶⁴. Les rapports de police qui, quelques années auparavant, nous présentaient les libéraux comme des « rouges » les plus dangereux n'ont maintenant que des mots de déférence pour eux, depuis que le troisième parti s'est montré à l'horizon.

L'autorité de Hénon et le désir de ne point diviser les

60. S. COMMISSAIRE, *op. cit.*, p. 191 ; voir aussi sur ce conflit A. M. L., *I² Police politique, clubs, sociétés politiques*.

61. A. N. *Loc. cit.*, 3 juillet 1864.

62. COMMISSAIRE, *op. cit.*, p. 193.

63. A. N. BB30379, Rapport du Procureur général, 3 juillet 1864.

64. COMMISSAIRE, *op. cit.*, p. 193-194. Il dit que la préfecture patronna la candidature Giraud par *le Salut Public* et que *le Progrès* « qui n'aurait pas osé refuser les communications du comité qui appuyait ma candidature se fit suspendre volontairement ».

forces de l'opposition l'emportèrent quand même aux élections de 1864. Commissaire fut battu, mais les candidats libéraux « ont été obligés de prendre des engagements, d'accentuer leur opposition, de modifier leur programme pour trouver grâce »⁶⁵. La direction leur échappait. Cet épisode qui montra les libéraux sous leur vrai jour, leur fit un tort considérable; la popularité personnelle de Hénou en souffrit beaucoup. La comparaison du nombre des votants dans les deux élections locales de 1863 et de 1864 est éloquent: en 1863, pour les élections au conseil d'arrondissement, quand la plupart des candidats de l'opposition furent pris parmi les militants ouvriers à tendance radicale (Commissaire, Baudy, Timon, etc...), l'opposition obtint 18.565 voix; en 1864, lors des élections au conseil général, quand les candidats furent pris dans la bourgeoisie libérale, l'opposition n'obtint que 10.593 voix⁶⁶, quoique ces élections avaient une importance beaucoup plus grande que les premières et devaient par conséquent plus intéresser les masses.

Nous voudrions particulièrement souligner le caractère ouvrier de cette nouvelle opposition dont naîtra le parti radical lyonnais. Dans une lettre au *Progrès*, où il répond aux protagonistes des candidatures ouvrières, Commissaire s'empresse de présenter sa candidature comme étant aussi bien ouvrière que celle de ses contradicteurs⁶⁷. D'ailleurs, tous les élus au conseil d'arrondissement étaient ouvriers ou anciens ouvriers⁶⁸, et leurs comités électoraux composés exclusivement d'ouvriers. S'ils n'intitulèrent pas leurs candidatures du nom de *candidature ouvrière*, c'est que cette expression avait alors une signification particulière de revendications de réformes spécialement sociales, tandis qu'eux voulaient, en bons jacobins, rester dans le domaine de l'activité purement politique. Pour le Procureur général, le caractère ouvrier du nouveau parti ne fait point de doute, nous l'avons déjà vu. Il remarque que ce caractère ouvrier, de plus en plus accentué de l'opposition, fait perdre à celle-ci les suffrages de la petite bourgeoisie de « la classe formée par les boutiquiers » revenue à des

65. A. N. BB³⁰³⁷⁹, 3 juillet 1864.

66. Indications prises dans le rapport du Procureur général du 3 juillet 1864 (BB³⁰³⁷⁹).

67. *Le Progrès*, 14 août 1863.

68. BB³⁰³⁷⁹, 3 juillet.

appréciations plus saines et [qui] en général a bien voté en 1864 »⁶⁹.

L'ouvrier « aime trop la politique, dit M. G. Weill, pour se désintéresser des luttes quotidiennes, des conflits entre l'idée républicaine et l'idée monarchique. Ce n'est que sous un gouvernement républicain bien assis et accepté qu'il consent à former un parti de classe »⁷⁰. Sauf de rares adeptes des vieilles écoles socialistes et de quelques proudhoniens, les militants ouvriers ne voulaient point mêler les questions sociales à la politique quotidienne. Républicains convaincus, anciens militants de 1848, ou nourris de traditions révolutionnaires, ils ne croyaient point qu'on puisse obtenir d'améliorations vraiment capitales du gouvernement impérial, et ne voulaient pas laisser dévier le mouvement politique dirigé contre l'Empire par une activité pour des réformes sociales de petite importance. D'ailleurs le socialisme comme mouvement de masses et non comme religion de petits cercles de fidèles de quelque maître ne faisait que naître à cette époque, tandis que l'idéal républicain avait une longue tradition derrière soi. La maturité politique de la classe ouvrière était beaucoup plus grande que sa maturité sociale. Tous les essais de candidature ouvrière échoueront et même les adhérents de l'Internationale, quoique le but de celle-ci, d'après les statuts, ne devait être qu'un but purement social, ne seront qu'une sorte d'extrême-gauche du parti radical. La plupart délaisseront la nouvelle association au bout de peu de temps pour s'adonner corps et âme aux luttes politiques.

Il est vrai que le nouveau parti verra vite accourir à lui tous les intellectuels mécontents du parti libéral, les dissidents de 1863, Bacot et Barrier, leurs amis, les avocats Le Royer et Andrieux, et d'autres encore. Ils parviendront bientôt à se mettre à la tête du mouvement et à dénaturer quelque peu sa signification en faisant du nouveau parti un parti d'anticléricaux tapageurs et démagogues. En 1863, leur opposition aux candidats libéraux du Comité central était une opposition de droite⁷¹, assez bien vue par l'Administration⁷², maintenant

69. BB³⁰³⁷⁹, 3 juillet 1864.

70. G. WEILL, *Histoire du mouvement social*, 1924, p. 68.

71. Voir CRESTIN, *op. cit.*, p. 22.

72. Voir *le Salut Public*, 20 mai 1863. Le rapport du Procureur général sur les élections législatives, 27 juin 1863 (BB³⁰³⁷⁹).

ils passeront à l'extrême-gauche républicaine, quittes à racheter ces péchés d'ambition en se ralliant au moment opportun à la réaction. « Peu de choses les séparait (des libéraux) dit Commissaire, c'était plutôt des questions de personnes que des questions de principes »⁷³. C'est certain. Mais pour que le nouveau parti pût se former et que ces ambitieux mécontents pussent jouer un rôle, il fallait une base plus solide et cette base c'était les aspirations de la classe ouvrière, qui, souffrant de la misère, et croyant fermement en le remède républicain, était prête à suivre quiconque le lui promettait au plus tôt. C'est en jouant sur ces aspirations qu'ils parvinrent à triompher progressivement des libéraux. A la popularité personnelle de Hénou, ils opposèrent la popularité de Bancel, exilé obstiné que Commissaire, après son échec aux élections départementales de 1864, proposera à son comité électoral, composé de chefs d'atelier et d'ouvriers de la Croix-Rousse⁷⁴. On fit une propagande active en sa faveur, « on le rappelait au souvenir des anciens et on le faisait connaître aux jeunes »⁷⁵. Bientôt on songera à opposer à J. Favre un autre exilé célèbre, le fougueux Raspail⁷⁶. Pour avoir la sympathie des masses il fallait se montrer républicain et républicain révolutionnaire. Le Procureur général l'avait bien vu en 1863 : le personnel révolutionnaire de 1848 ressuscitait.

Cependant, au commencement, ce travail de destruction du parti libéral se faisait en cachette, sourdement. Quand en 1864, Commissaire fit accepter la candidature de Bancel pour les prochaines élections, il recommanda « le secret le plus obsolu, le succès était à ce prix »⁷⁷. On craignait une réaction violente de la part des libéraux, car le mouvement contre eux parmi les militants ouvriers n'était pas général. Beaucoup de ceux-

73. COMMISSAIRE, *op. cit.*, II, p. 214. V. aussi J. BENOIST, *Confessions d'un prolétaire* (manuscrit à la Bibliothèque municipale de Lyon, p. 433-sqq.). Les politiciens du parti radical ne verront d'ailleurs, dans tout le mouvement politique des dernières années de l'Empire, pourtant si plein de fièvre révolutionnaire, qu'une histoire de rivalité entre deux coterie d'ambitieux. Pour Commissaire, les élections de 1869 n'ont, au fond, que la signification d'une revanche de quelques politiciens rebutés par les chefs libéraux en 1863 et 1864. Rien de plus (COMMISSAIRE, *op. cit.*, II, p. 221).

74. COMMISSAIRE, *op. cit.*, II, p. 200.

75. *Id. ibid.*, p. 201.

76. CRESTIN, *op. cit.*, p. 32.

77. COMMISSAIRE, *op. cit.*, II, p. 200.

ci, nous l'avons dit, étaient liés aux libéraux par les petites faveurs qu'elle prodiguait, par des menus honneurs; d'autres « tout en détestant la bourgeoisie prétendent qu'elle a encore seule la force de renverser le gouvernement et que la fusion avec elle est encore le seul moyen pour opérer la révolution »⁷⁸. Le succès d'une opposition sans la bourgeoisie libérale et contre celle-ci leur paraissait plus que problématique. D'autre part, les masses ouvrières, la partie la plus nombreuse et la plus misérable, partant la plus révolutionnaire, ne prenait point une part active à la vie politique. Pour organiser et galvaniser cette masse, pour lui permettre d'exprimer ses préférences, il n'y avait encore aucune possibilité: pas de droit de réunion, pas de droit d'association, pas de presse libre. Les masses étaient muettes et ne formaient encore que « le bétail à voter » de tout candidat de l'opposition qui réussissait à s'imposer aux comités électoraux où toute la vie politique était concentrée. Dans ces comités, seuls les chefs d'atelier et des ouvriers d'élite avaient accès, seuls ils décidaient. Or, en général, ils étaient beaucoup plus disposés à la conciliation et aux transactions que ne l'auraient été les masses miséreuses. La partie agissante de la classe ouvrière paraissait même à cette époque moins révolutionnaire que jamais; nous verrons que la bourgeoisie et le gouvernement auront un moment l'illusion de pouvoir extirper l'esprit révolutionnaire et le sentiment d'hostilité envers les classes possédantes du moins dans cette partie de la classe ouvrière qui seule comptait alors dans la vie politique. Au prix de concessions souvent lourdes, il est vrai⁷⁹, les libéraux parviendront à conserver quelque temps encore la direction des forces de l'opposition.

Mais si des ouvriers privilégiés se donnaient le luxe d'être modérés, et quelques-uns même impérialistes, la fermentation n'en continuait pas moins depuis les élections de 1863 parmi les masses. Les rapports de cette époque du Procureur général, ce porte-parole fidèle de la grosse bourgeoisie, sont bien significatifs, surtout si on les compare à ceux, si optimistes, des années 1860-1863. Les questions de politique extérieure, si commodes pour détourner l'attention, n'intéressent plus depuis 1863. « Toutes les craintes, toutes les passions

78. A. M. L. *12 Événements et troubles politiques*. Rapport d'un indicateur du Préfet, 13 juin 1867.

79. Voir BB³⁰379, 3 juillet 1864.

se portent vers la politique intérieure » ⁸⁰. Les déboires des luttes pour l'amélioration de leur vie matérielle aigrissent toujours de plus en plus les masses. « Lyon a montré... que les ouvriers se séparaient systématiquement des maîtres ou patrons, qu'ils avaient cette discipline qui donne l'ignorance ou la passion » ⁸¹. Leur hostilité à l'Empire, si elle ne s'exprime pas encore ouvertement, faute de moyens, n'en est pas moins faite: « La personne même du souverain est mise en cause, notre constitution est ébranlée, le prestige de l'autorité se perd... Les hommes d'ordre, les bons citoyens s'inquiètent, les partis hostiles espèrent et prennent de l'audace » ⁸².

« Il règne une sorte de surexcitation latente dont les fauteurs d'agitations ne négligent aucune occasion de tirer parti » ⁸³. Tous les essais du gouvernement et de la bourgeoisie pour gagner la faveur de ces masses restent infructueuses: Lyon « est sapé par les mauvaises doctrines... on a pour devise: « plus d'autorité, plus de Religion! ». Les hommes du désordre deviennent à chaque épreuve plus maîtres du suffrage universel. Ils annoncent au peuple son prochain avènement au pouvoir et à la richesse. Ici comme à Paris, tout bienfait, tout progrès est méconnu par cette foule aveugle et jalouse. Elle devient plus hostile et plus exigeante à chaque concession nouvelle ⁸⁴.

Mais ce n'est qu'en 1869, à la faveur des lois libérales sur la presse et sur les réunions, qui permirent aux masses ouvrières de manifester directement leurs sentiments et leurs préférences, que cet esprit révolutionnaire fera explosion et que la victoire des radicaux sera complète.

80. *BB*³⁰³⁷⁹, 27 mars 1866.

81. *Ibid.*, 26 mars 1864. Voir aussi le rapport du 3 juillet 1864.

82. *Ibid.*, 27 mars 1866.

83. *Ibid.*, 6 octobre 1866. « C'est ainsi que depuis quelque temps les moindres déconvenues de la curiosité publique en matière de fête ou de spectacle donnent lieu à des scènes de violences regrettables dirigées contre les agents de la force publique et contre les représentants inférieurs de l'autorité ».

84. *Ibid.*, 7 octobre 1867.

CHAPITRE IV

Les conflits du travail (1863-1867)

I. *Les grèves.*

II. *Les troubles à la Croix-Rousse (octobre 1866).*

III. *Le caractère des conflits du travail.*

Les élections de 1863 ne marquent pas seulement la date du réveil politique de la classe ouvrière. Elles donnèrent aussi dans le domaine social le signal à des manifestations nombreuses et intéressantes. La classe ouvrière précisait ses revendications, essayait des réalisations, se créait des organes qui allaient lui permettre de lutter et de s'exprimer. C'est une des époques les plus riches de l'histoire de la classe ouvrière qui commence.

I

De 1863 à 1867, les grèves sont relativement rares.

La première dont nous ayons retrouvé trace est celle des ouvriers tisseurs de châles. Ils travaillaient de 6 heures du matin à 9 heures du soir pour un salaire de 1 fr. 80 et demandaient une augmentation de 10 centimes pour mille coups de navette, ce qui faisait en moyenne 0 fr. 50 d'augmentation pour la journée¹. Le commissaire de police de la Croix-Rousse, après avoir montré qu'il était difficile à l'ouvrier de vivre avec un salaire de 1 fr. 80, ajoutait: « Il y a peu d'articles sur lequel les fabricants gagnent plus et ils pourraient bien accorder cette augmentation »². Mais les patrons refusèrent et la grève éclata

1. A. N. BB30379, Rapport du Procureur général, 10 octobre 1863 ; les rapports de police sur cette grève dans A. M. L., *12 Corporations, soierie*; le *Progrès*, 16 octobre 1863.

2. A. M. L. *12 Corporations, soieries*. Rapport du 3 septembre 1863.

au commencement d'octobre 1863. Elle fut mal préparée, les fonds manquaient complètement, les chefs d'atelier quoique espérant profiter eux aussi du succès éventuel, puisque les prix de façon étaient partagés à parts égales, s'abstinrent d'y prendre part. Après 10 jours de grève les ouvriers furent à bout de souffle. Ils durent renoncer à la grève générale et essayèrent de forcer les patrons par la grève partielle. La justice laissait faire: Ce chômage en temps de crise ne déplaisait point aux patrons... « Les fabricants de châles, écrivait le Procureur général, n'ayant en ce moment que peu de commissions à exécuter et cette grève ne leur causant aucun préjudice sérieux, il m'a paru que le maintien constant d'une surveillance active était pour le moment la seule mesure à prendre et qu'une poursuite serait tout à fait inopportune »³. Mais comme cela se prolongeait trop, le Procureur se décida à sévir: le 24 octobre, on arrête deux ouvriers pour délit de coalition, ils furent condamnés à 6 mois de prison et la grève tomba d'elle-même trois jours après.

Après cette grève maladroite d'un prolétariat cruellement exploité, ni la police ni les journaux ne nous signalent rien jusqu'en février 1864, quand commença une grève préparée de longue date, celle des ouvriers en peau (tanneurs, corroyeurs et mégissiers) dont les délégués à l'Exposition universelle de Londres avaient, seuls entre tous, attiré l'attention des ouvriers lyonnais sur la grande force que représentaient les trade-unions anglaises et demandé pour les ouvriers français la liberté de s'organiser de même⁴. En 1863, en vue de la grève prochaine, ils fondèrent une caisse de secours, en février 1864 la grève commença⁵ par la mise en interdit de la maison Achard. Les ouvriers demandaient : 1° une Chambre syndicale composée de patrons et d'ouvriers, « dont le devoir sera, disait le délégué des mégissiers à l'Exposition universelle de Londres, de concilier les intérêts sans léser les droits des commettants respectifs »⁶ ; 2° réduction de 1 heure de la journée de travail (de 12 h. à 11 h.) ; 3° 40 centimes à l'heure (au lieu de 30 et 35). La grève, bien organisée par le

3. A. N. BB³⁰379, 10 octobre 1863.

4. *Rapports des délégués lyonnais envoyés à l'Exposition universelle de Londres, 1862*, Lyon, p. 65-66.

5. Voir sur cette grève les rapports de police dans A. M. L., *12 Corporations, grèves, coalitions*.

6. *Rapports des délégués*, p. 60.

président Dumollard et « un nommé Lausard... tellement adonné à la préparation de la grève que depuis le mois de décembre dernier il n'a travaillé nulle part »⁷, devint bien vite générale. Les grévistes s'adressèrent aux autres corporations. Pailleurs, orfèvres, teinturiers, chapeliers leur vinrent en aide par des secours pécuniaires. Les ouvriers travaillant aux pièces, spécialistes hautement qualifiés, gagnant 6 fr. et plus par jour, se mirent aussi en grève par solidarité. La commission distribuait aux grévistes 2 fr. par jour (plus que le salaire d'un ouvrier tisseur dans les époques de la plus grande activité de la fabrique).

La grève échoua quand même devant l'obstination des patrons, froissés dans leur amour-propre par « l'attitude fière des ouvriers ». Ils préparèrent des manœuvres pour remplacer les ouvriers grévistes, achetèrent des machines qui leur permirent encore de remplacer les ouvriers par des manœuvres et des apprentis. Beaucoup d'ouvriers émigrèrent, les autres se rendirent après deux mois de résistance.

La nouvelle loi sur les coalitions, en 1864, n'influa que peu sur le mouvement gréviste lyonnais. En fait, les ouvriers ne l'attendaient pas, ils ne l'avaient pas réclamée. Cette loi, comme le disait Proudhon, n'était pas « d'initiative populaire »⁸, du moins en ce qui concerne la population lyonnaise. Ainsi, c'est à peine si les grèves devinrent un peu plus fréquentes, mais leur caractère ne changea point. La tolérance relative avant la promulgation et les restrictions opposées à la complète liberté par la nouvelle loi, firent de sorte que les ouvriers ne sentirent aucune différence. Les hauts fonctionnaires impériaux l'entendaient de même : « Nous restons suffisamment armés, disait le Procureur général en parlant de la nouvelle loi, pour maintenir l'ordre. Une expérience de longues années apprend qu'il est impossible de trouver une coalition imposante par le nombre sans constater des menaces, des manœuvres et même certaines violences. La répression n'aurait donc rien perdu de son énergie... »⁹.

En septembre-octobre de la même année, il y eut la grève

7. A. M. L. *1^{re} Corp., grèves, coalitions*. Rapport du commissaire spécial, mars 1864.

8. Proudhon : *De la capacité politique des classes ouvrières*, éd. Rivière, p. 87.

9. A. N. BB30379, 3 juillet 1864.

des tailleurs d'habits qui dura un mois. Il n'y eut qu' « un petit résultat obtenu »¹⁰. En septembre 1864, commença la série des grèves des ouvriers tullistes¹¹, qui ne cessèrent que vers la fin de 1866. Prenant pour prétexte la concurrence que leur imposait le traité de commerce de 1860, les fabricants, possesseurs de gros ateliers, où ils employaient jusqu'à cent et plus d'ouvriers, essayèrent d'abaisser progressivement les salaires dans leurs ateliers, ce qui rendait impossible l'existence des petits chefs d'atelier, possesseurs de 2 à 4 métiers et qui, justement, se préparaient à remédier à cet inconvénient de décentralisation par l'organisation d'une société coopérative de production, que les fabricants voyaient d'un mauvais œil : « Les ouvriers possesseurs d'un métier et même les chefs d'atelier rappellent toujours que M. Baboin (c'était le nom du plus gros fabricant) a dit qu'il mangerait tous leurs métiers et qu'il leur achèterait leur matériel »¹². Pour soutenir la grève, les ouvriers avaient essayé de s'y préparer « en s'organisant par séries de vingt et en formant une caisse destinée à pourvoir à leurs besoins »¹³. La grève, provoquée par une nouvelle réduction de salaires, éclata en octobre 1864, mais finit bientôt par un échec. Puis elle reprit plus violente, le 19 avril 1865. Les chefs d'atelier, qui, quoique indirectement, étaient les plus menacés, se contentèrent d'appuyer et de secourir les grévistes, mais sans prendre part eux-mêmes à la grève. Les gros fabricants offrirent de payer le salaire réclamé (4 francs pour la journée de 12 heures), mais rendirent impossible le même salaire pour les ouvriers travaillant chez les petits chefs d'atelier, qui représentaient alors les deux tiers du corps d'état. Les passions étaient surexcitées, on prononçait de gros mots, il fut question de « grands événements » et d'un « grand coup d'Etat », on de-

10. *Le Progrès*, 18 octobre 1864. Lettre d'un gréviste.

11. Voir sur ces grèves les rapports de police dans A. M. L. *12 Corporations, grèves, coalitions, compagnonnage*, et *12 Corporations, soieries* ; les rapports du Procureur général dans A. N. BB³⁰³⁷⁹ (26 avril, 10 mai et 15 juin 1865) et BB¹⁸¹⁶⁸⁵⁻⁹¹ (29 septembre 1864), les rapports du Préfet dans F^{1cIII} Rhône 10 ; la brochure *Ouvriers tullistes. M. le Président de la Chambre de Commerce de Lyon...* juin 1865.

12. A. M. L. *Corporations, grèves, coalitions, compagnonnage*. Rapp. du comm. spécial, 1865.

13. A. N. BB¹⁸¹⁶⁸⁵⁻⁹¹, 29 septembre 1864.

mandait à « vivre en travaillant »¹⁴. Il y eut des rassemblements devant la maison du fabricant Baboin, type de vieux fabricant lyonnais, croyant au-dessous de sa dignité de maître de céder devant les ouvriers et avec qui ceux-ci eurent souvent maille à partir. La police avait des inquiétudes, le Préfet informait le Ministre par télégrammes et lettres souvent plusieurs fois par jour¹⁵. On craignait que les ouvriers des ateliers de charité ne se joignissent aux manifestants. Mais, quoique menée avec un ensemble parfait¹⁶, la grève aboutit encore à un échec, les ouvriers cédèrent épuisés par une lutte de deux mois. On recommença encore en juin et septembre 1866, à propos de nouvelles diminutions de salaires, mais ces deux grèves, d'ailleurs partielles, n'eurent pas meilleur sort que les précédentes. Les fabricants, pour se mettre à l'abri des grèves, démontèrent un grand nombre de métiers et les transportèrent à la campagne, ce qui abaissa encore les salaires: de 3 fr. 50 au commencement de l'année 1865, ils descendirent à 3 francs en novembre de la même année et subirent encore une diminution nouvelle de 30 centimes en septembre 1866. Les petits chefs d'atelier étaient près de la ruine; « les ouvriers qui travaillent chez les fabricants pourront seuls espérer un travail bien suivi »¹⁷, car les gros fabricants absorbaient « de plus en plus les affaires au préjudice des chefs d'atelier, auxquels... ils imposent des réductions continuelles sur les prix de façon »¹⁸. Les fabricants de tulle délaissaient l'ancienne organisation par petits ateliers pour l'usine moderne, beaucoup plus rationnelle, ou bien envoyaient le travail à la campagne, où la main-d'œuvre était à meilleur marché.

La grève des teinturiers¹⁹, qui éclata tout de suite après la grande grève des tullistes en 1865, fut pour les patrons teinturiers, comme les précédentes pour les fabricants en peau et

14. A. M. L. *I² Corporations, Soierie*, Rapport du commissaire spécial, 20 mai 1865.

15. Voir télégrammes et lettres du préfet du 9, 13, 20 et 30 mai 1865 dans A. N. *F¹cIII Rhône* 10.

16. Il n'y eut, d'après la police, que 17 ouvriers briseurs de grève sur près de 1.000 grévistes (A. N. *F¹cIII Rhône* 10, rapport du Préfet au Ministre de l'Intérieur, 13 mars 1865).

17. A. M. L. *I² Corporations, grèves, coalitions, compagnonnage*, Rapport trimestriel du Commissaire spécial, septembre 1865.

18. A. M. L. *I² Loc. cit.*, juin 1867.

19. Voir sur cette grève les rapports de police dans A. M. L. *I² Corporations, soierie et I² Corporations, grèves, coalitions*.

les fabricants de tulles, une occasion d'activer la rationalisation de la production par la suppression du trop nombreux personnel qualifié.

Les ouvriers s'étaient mis en grève, les patrons ne voulant pas acquiescer à leurs revendications qui étaient : 1° diminution d'une heure de travail (10 heures au lieu de 11 heures), sans diminution du prix de la journée (4 fr.); 2° les heures supplémentaires payées 0 fr. 60 ou 0 fr. 75, selon la nature du travail; 3° un seul apprenti sur dix ouvriers. Pour ne pas avoir à subir la concurrence des manœuvres ils réclamèrent que « les hommes de peine *travaillant actuellement* dans les ateliers seront considérés comme des ouvriers »²⁰. Ce qui ne devait en aucun cas s'appliquer aux manœuvres venues ultérieurement à la grève. Celle-ci commença avec un ensemble remarquable. Le même jour, le 14 juin, tous quittèrent le travail, « ouvriers, hommes de peine, apprentis. Il ne reste plus un seul homme dans les ateliers »²¹. Deux mille ouvriers environ prirent part à cette grève qui fut menée avec une violence rare pour l'époque. Une douzaine de grévistes furent arrêtés pour délits de menaces ou d'intimidation ; les briseurs de grève furent brutalisés très souvent, mais n'osèrent point dénoncer les coupables, par crainte de représailles. A la tête de la commission de grève se trouvaient deux membres de la section lyonnaise de l'Internationale, Muguet et Vindry.

Mais « l'esprit mauvais » que déplorait le commissaire spécial, régnait des deux côtés : à la grève des ouvriers, les patrons répondirent par un lock-out, ils « ont pensé qu'en opposant grève à grève, le plus faible succomberait »²². Le conseil des prud'hommes leur vint en aide en condamnant les apprentis à rentrer immédiatement dans les ateliers ou à payer à leurs patrons la somme de 300 fr., somme fabuleuse pour un apprenti. Ils rentrèrent et cela fournit aux patrons les cadres nécessaires qu'ils remplirent par des manœuvres nouvellement embauchés²³, après quoi ils firent savoir « que les ouvriers partis ne seraient réadmis dans les ateliers qu'à titre de

20. *Le Progrès*, 15 juin 1865 ; voir aussi *I² Corp.*, grèves, coal., compagnonnage, rapport de police, 13 juin 1865.

21. *Le Progrès*, 15 juin 1865. Lettre de la commission de grève.

22. A. M. L. *I² Corporations*, grèves, coalitions, compagnonnage, Rapport de police, 21 juin 1865.

23. Pour quelques travaux délicats, ils envoyaient en Suisse.

manœuvre et même par voie de choix »²⁴. « La réaction des patrons est très grande; trop grande même, dit le Commissaire spécial, car elle atteint bien des pauvres diables qui n'en peuvent mais, qui n'ont quitté les travaux que sous l'impression de la crainte ou, ce qui est plus général, pour faire comme les autres, pour ne pas être accusés de *trahir les intérêts généraux* »²⁵ (souligné dans le texte).

Force fut donc aux ouvriers de persévérer et la grève traîna jusqu'au 8 juillet. Plusieurs maisons ne reprirent aucun gréviste et gardèrent à leurs places les manœuvres et les apprentis, d'autres se contentèrent d'éliminer les plus ardents. « La grève touche à sa fin, écrit le 8 juillet le commissaire spécial, mais la situation pour un grand nombre d'ouvriers ne sera nullement améliorée... Un nombre considérable d'ouvriers ne pourront plus être occupés parce que l'on conserve beaucoup de manœuvres embauchés pendant la grève »²⁶. Quelques maisons, très rares, consentirent la diminution de 1 heure, mais elles gardaient les mains libres quant aux salaires.

Les autres grèves qui nous sont signalées à cette époque sont les suivantes: grève des ouvriers cartonniers en juin 1865; des maçons en juillet-août 1865; des châliers en octobre 1865; et celle des scieurs de long qui souffraient d'une dépression de salaire causée par la concurrence des scieries à vapeur²⁷. Sauf la dernière, toutes ces grèves se terminèrent par un échec.

II

C'est par un échec aussi que se termina l'agitation des tisseurs, au mois d'octobre 1866, qui, exaspérés par la misère, essayèrent de faire pression sur l'autorité pour obtenir un tarif.

Nous avons déjà décrit dans un précédent chapitre la situation particulièrement défavorable qui maintint les tisseurs dans une misère constante pendant toute la seconde moitié de

24. *I² Loc. cit.*, Rapport de police, 21 juin 1865.

25. *I² Loc. cit.*, Rapport du 21 juin 1865.

26. *I² Loc. cit.*, 8 juillet 1865.

27. A. N. *F¹CHH Rhône 10*, 9 mai 1866.

l'Empire. Cette situation s'était particulièrement aggravée en l'année 1866. « Sur 70.000 métiers ²⁸, établis pour le tissage des étoffes de soie dans notre agglomération urbaine, écrivait le procureur général, près de 50.000 sont entièrement inoccupés; les 20.000 autres sont très incomplètement alimentés par un travail que la mauvaise qualité de la matière première rend de plus en plus pénible, la rareté des commandes de plus en plus irrégulières et l'avitilissement continu de la main-d'œuvre de moins en moins rémunérateur... C'est la misère » ²⁹. Ce qui exaspérait le plus les ouvriers, c'était d'être obligés de subir cette misère passivement, dans l'impossibilité de répondre par quelque acte aux fabricants, qui envoyaient le travail aux métiers de campagne. Car la crise ne touchait que la ville, les métiers à la campagne battaient en plein ³⁰. Se mettre en grève était une absurdité, puisqu'ils chômaient déjà, s'insurger comme en 1831 et 1834, impossible, l'Empire était trop fort et la garnison trop nombreuse.

Malgré tout il parut en octobre 1866 que les choses allaient se gâter. La misère poussait les tisseurs aux solutions extrêmes. Des rassemblements, durant jusque tard dans la nuit, eurent lieu sur la place de la Croix-Rousse — pour la première fois sous l'Empire ! — où les ouvriers sans travail signaient une pétition au Préfet. Ils demandaient l'abolition des octrois, l'ouverture des chantiers de travail, le retrait des métiers des campagnes ³¹. On se décida enfin à une manifestation en masse. De nombreux placards manuscrits, produits de plumes inhabiles, furent apposés. Ils donnaient rendez-vous aux tisseurs pour le 15 octobre, à midi, devant l'Hôtel de Ville, afin de présenter une pétition au Préfet ³².

28. Sur le nombre des métiers à tisser dans la ville de Lyon sous le Second Empire, il règne parmi les contemporains une grande confusion. En tout cas le chiffre donné par le Procureur général est certainement exagéré.

29. A. N. BB³⁰³⁷⁹, Rapport du Procureur général, 6 octobre 1866.

30. Voir Chambre de commerce de Lyon. *Registre des procès-verbaux et délibérations*. Compte rendu de la séance du 18 octobre 1866.

31. Voir *I² Corporations, soierie*, Rapp. de police du 7, 8, 9 et 10 septembre.

32. Voir dans *I² Corporations, soierie*, plusieurs de ces placards conservés. Nous en reproduisons un avec son orthographe :

« Manifestation générale des lisseurs.

« Le 15 octobre, à midi, à la préfecture.

« Réunissons nous tous avec confiance et bon ordre.

Quoique les auteurs des placards affichassent un profond respect de l'autorité, celle-ci n'était pas sans inquiétude. D'après les rapports de police, l'agitation n'avait point un caractère politique, mais, comme toujours, les mécontents cherchèrent à pêcher en eau trouble. « Il existe une vive agitation dans la classe ouvrière, écrivait un indicateur de police bien renseigné. De sourdes colères grondent dans son sein contre les fabricants, qui peuvent amener des désordres graves dont les partis hostiles au gouvernement chercheraient à profiter »³³. Parmi les agitateurs les plus bruyants on rencontrait des « démagogues » dangereux, le passementier Timon, les tisseurs Bâton et Demonfouy, qui allaient jouer un rôle au lendemain de la révolution, en septembre 1870, avec cette célèbre « bande à Timon » qui terrorisa Lyon pendant quelques jours.

Les « socialistes purs » profitaient aussi de l'occasion pour démontrer aux ouvriers affamés que leur misère était « le résultat inévitable des conditions dans lesquelles se trouvent le capital et le travail »³⁴, et prêchaient le besoin urgent de réformer cette société. Quelques placards avaient un ton menaçant : « Dans un pays civilisé on ne doit pas mourir de faim. Les peuples sauvages ont tout ce qui leur faut et nous, nous sommes à nous demander que ferons-nous, que mangerons-nous demain ? ». « Je cite le plus grand scélérat qui a fait monter les métiers à la campagne, Monsieur Bonnet, sans oublier Monsieur Bertaud et Salomon. Je ne cite que ces deux coquins aujourd'hui, il y en a une trentaine sur la place de Lyon »³⁵.

Le Préfet, Henri Chevreau, se demandait s'il ne faudrait pas employer la force. Il reconnaissait et, il le dit au Ministre de

« Pour faire rentrée nos travaux des campagnes que Mrs les négociants nous exploitent à leurs unique profit. On dit qu'ils ont la liberté du commerce, la liberté et très bien mais elle doit avoir ses limites pour empêcher l'exportation du gagne pain du peuple qui souffres de misère. Réunissons nous avec persévérance et bon ordre nous ne sommes pas des laches creves fin ni des mendiants nous voulons mettre fin à nos misers pare le travaille pour pouvoir vivre en Bon Peuple Français.

« Respectons nous et ceux qui sont chargée de maintenir l'ordre et pas un seul mot politique ».

33. A. M. L. *12 Ev. et Tr. politiques*. Rapport au Préfet, 12 octobre 1866.

34. *Id.*, *ibid.*, 4 octobre 1866.

35. A. M. L. *12 Corporations, Soierie*, octobre 1866.

l'Intérieur, que la concurrence des métiers ruraux s'ajoutait à la rareté de la matière première pour aggraver la crise, mais en bon fonctionnaire, il ne pouvait ni ne voulait tolérer aucune démonstration, qui « aurait tous les caractères d'une pression devant laquelle l'Administration ne pourrait pas céder et qui neutraliserait forcément les bonnes intentions qu'elle peut avoir pour la classe ouvrière, et d'un autre côté aussi, elle serait une menace pour les fabricants, qui voyant l'ordre public troublé, restreindraient certainement leurs commandes »³⁶. Le Ministre lui conseilla de prévenir les troubles en adressant aux ouvriers une proclamation pour les dissuader de faire la manifestation³⁷, mais le Préfet hésitait. A 2 heures du matin, le 15 octobre, le jour même où devait avoir lieu la manifestation, il envoyait une dépêche au ministre, dans laquelle il disait qu'il y avait inconvénient à placarder la proclamation (qu'il avait, d'ailleurs, déjà fait imprimer) « parce qu'elle sera certainement reproduite par tous les journaux de France et de l'étranger, et que je crains de donner trop de retentissement [à un événement] qui n'aura peut-être pas l'importance que je redoute »³⁸. Il espérait que la manifestation échouerait parce que « les principaux chefs d'atelier n'y prendront pas part »³⁹, et parce que toutes les mesures nécessaires pour intimider les tisseurs étaient prises. Malgré cela la proclamation fut affichée le matin même et il est certain que son ton énergique et modéré⁴⁰, à la fois, contribua pour beaucoup à détourner les tisseurs de venir se masser sur les Terreaux. Au lieu de la manifestation ils se contentèrent de désigner une délégation qui devait présenter la pétition au Préfet. Quand, le 18 octobre, les délégués se rendirent à l'Hôtel de Ville, la surexcitation était déjà calmée. Le Préfet n'eut qu'à se louer de leur « attitude parfaite ». « Ils m'ont quittés satisfaits de mes explications, écrivit-il le jour même à son ministre. J'ai tenu à ne leur faire aucune promesse afin de ne pas paraître céder à leur tentative de manifestation contre les fabricants »⁴¹.

36. A. M. L. *P² Corporations, Soierie*. Lettre du Préfet au Ministre de l'Intérieur, 11 octobre 1866.

37. A. N. *F^{1c}III Rhône* 10. Dépêche du Min. de l'Intérieur au Préfet du Rhône, 14 octobre 1866.

38. A. N. *F^{1c}III Rhône* 10. Le Préfet du Rhône au Min. de l'Int., dépêche du 15 octobre, 2 h. du matin.

39. *Id.*, *ibid.*

40. Voir *P² Corporations, Soierie*, 15 octobre 1866.

41. A. N. *F^{1c}III Rhône* 10. Le Préfet au Ministre, 18 octobre 1866.

Mais ce succès ne pouvait tranquilliser le Préfet. La misère était toujours aussi grande parmi les tisseurs ; il se rendait compte que s'il voulait éviter les désordres futurs, il fallait en supprimer la cause. Et M. Henri Chevreau se mit courageusement au travail. Le jour même de la réception de la délégation des tisseurs, il fit convoquer les membres de la Chambre de Commerce de Lyon en une séance qu'il présida personnellement, pour aviser des mesures nécessaires à prendre afin de soulager la misère des tisseurs.

Les maîtres de la Fabrique lyonnaise, après avoir rendu hommage au « bon sens des ouvriers » qui fit échouer la manifestation, déclarèrent simplement que le mal était sans remède et se contentèrent de mettre à la disposition du Préfet une somme de 30.000 francs pour les ouvriers sans travail ⁴².

Il eut plus de chance auprès du gouvernement. Le ministre de l'Intérieur mit à sa disposition 100.000 francs qu'il employa à créer des ateliers de charité et à subventionner l'œuvre du Travail de Marie, qui procurait du travail de lingerie aux femmes des chômeurs. Une nouvelle somme de 100.000 francs ne suffisant pas à couvrir tous ces frais, la bienfaisance privée fut largement mise à contribution. Bals et fêtes de toutes sortes ne discontinuèrent pas durant cet hiver de 1866-67. Leurs profits alimentaient les caisses des divers bureaux de bienfaisance. Ne perdant point la politique de vue, le Préfet faisait annoncer que tous les secours étaient distribués au nom et par ordre de l'Empereur ⁴³.

A côté de ces expédients de l'ancien régime qui avaient l'inconvénient de n'être acceptés par les ouvriers qu'à contre-cœur — cette aumône non déguisée les humiliait —, le gouvernement essayait d'utiliser la vogue dont jouissaient alors parmi les ouvriers les coopératives de production pour conjurer les dangers de troubles futurs. Une association de ce genre existait depuis 1863 chez les tisseurs, mais ne fonctionnait pas encore, faute de capitaux. Déjà le 18 octobre le Ministre faisait savoir au Préfet que l'Empereur avait résolu de subventionner l'association : « La situation n'en reste pas moins douloureuse et pleine de périls. C'est cette considération qui a

42. Chambre de commerce de Lyon, *Registre des procès-verbaux et délibérations*. Séance du 18 octobre 1866.

43. A. M. L. Q² *Ouvriers sans travail et ateliers de charité*. Rapports de police, 1866-1867.

déterminé la résolution de LL. MM., résolution qui aura l'avantage de détendre la situation actuelle et de remettre en mouvement le travail nécessaire à l'existence de plusieurs millions d'individus dans la ville de Lyon. La création d'une société coopérative me paraît précieuse à ce point de vue. Elle nous permettrait de passer l'hiver. Elle occuperait les esprits et lors même qu'elle ne réussirait pas, nous aurions gagné du temps que nous emploierons à ménager un état de choses normal. [Cela] n'aurait pas non plus l'air d'une concession faite à la menace, car l'Empereur n'a pris sa résolution que quand il a su que l'ordre n'avait pas été troublé » ⁴⁴. Le préfet reçut cette dépêche le matin même de la réception des délégués tisseurs. Il répondit au ministre qu'il croyait de bonne politique d'attendre quelques jours encore avant de rendre publique la décision de l'Empereur, car il ne fallait pas que les ouvriers « attribuent le don de Sa Majesté à la pensée d'empêcher des désordres, ...ce sentiment [diminuerait] leur reconnaissance » ⁴⁵.

Enfin, le 28 octobre, il crut le moment opportun et fit publier dans *le Progrès* la lettre du ministre de l'Intérieur : « Sa Majesté a étudié avec la plus vive sollicitude les moyens à l'aide desquels pourraient être soulagées les souffrances des ouvriers tisseurs, sans briser en rien le grand principe de la liberté du travail. Il serait, en effet, souverainement injuste d'empêcher les fabricants d'employer la main-d'œuvre là où elle se trouve à meilleur marché ⁴⁶... ...D'après les renseignements que vous m'avez transmis, les ouvriers paraissent convaincus qu'en se constituant en société coopérative ils pourraient s'assurer de meilleures conditions de rémunération de leur travail, et faciliter la transition que l'abandon des étoffes façonnées au profit des tissus unis impose à la production ». Dans ce but le Ministre propose un prêt de 300.000 francs à la société coopérative des tisseurs de la part de la Société du Prince Impérial ; d'autre part, l'Empereur mettait à la disposition du Préfet, sur la liste civile, une somme de 300.000 francs « pour favoriser la constitution et les premiè-

44. A. N. *F¹cIII Rhône* 10. Le Ministre de l'Int. au Préfet du Rhône. Dépêche du 18 octobre 1866.

45. *F¹cIII Rhône* 10. Le Préfet au Min. de l'Intérieur, 18 octobre 1866.

46. Ceci pour calmer les susceptibilités des fabricants que mécontentait cette décision de l'empereur. Ils voyaient alors d'un mauvais œil la fondation de cette association dont ils craignaient la concurrence. (V. *F¹cIII Rhône* 10 Rapp. du Préfet au Min. de l'Int., 18 octobre 1866.)

res opérations » d'autres sociétés coopératives qui pourraient se former⁴⁷.

Nous reparlerons dans un des chapitres suivants de ce prêt impérial. Constatons ici, seulement, qu'il ne pouvait profiter qu'aux chefs d'atelier et aux ouvriers possédant leur métier, qui seuls faisaient partie de la société coooprative. La grande masse des compagnons, qui avait joué dans les troubles d'octobre le principal rôle, n'en retirait aucun profit.

III

La cause de l'insuccès de la manifestation des tisseurs et de la plupart des grèves de l'époque 1863 à 1867, dont quelques-unes furent très bien préparées, nous croyons qu'il faut la chercher dans le caractère spécial des corporations qui les soutinrent. Or, toutes ces corporations étaient composées par des ouvriers qualifiés, qui avaient passé par un apprentissage plus ou moins long et souffraient d'un mal incurable, amené par le progrès même de l'industrie : de la concurrence de la main-d'œuvre non qualifiée. Le développement formidable de la production et des moyens de communication dans les premières années de la seconde moitié du siècle, par ses conséquences d'une concurrence plus aiguë et générale, obligeait les industriels à une rationalisation de la production — comme on dirait aujourd'hui — qui se traduisit alors par l'emploi des machines dans les industries qui s'en étaient passées plus ou moins complètement jusqu'à cette époque, par la concentration du travail en grands ateliers, par l'emploi de la main-d'œuvre rurale et de la main-d'œuvre non qualifiée ou strictement spécialisée. Le monopole dont jouissaient en quelque sorte les vieux corps d'état fut supprimé et les salaires amoindris.

Dans un des prochains chapitres nous essaierons de montrer que tout le mouvement ouvrier dans les années 1862-1867, ne fut qu'une tentative de défense contre ce danger devenu pressant. En tous les cas, les grèves de cette époque n'eurent d'autre motif.

47. *Le Progrès*, 28 octobre 1866.

« Les apprentis deviennent rarement des ouvriers, on les occupe constamment à la spécialité pour laquelle ils montrent le plus d'aptitude. Plus tard, ayant conscience de leur incapacité, ils sont forcés de se contenter d'une rétribution insuffisante pour un travail imparfait. Des maisons d'une grande importance désertent la ville et vont s'établir à la campagne, afin de pouvoir produire à meilleurs prix ». Ainsi s'exprimait le délégué des tanniers, à l'Exposition universelle de Londres, et il ajoutait : « Que ferons-nous si les auteurs de ce mode nouveau trouvaient de nombreux imitateurs »⁴⁸. Le délégué des ouvriers pour la dorure sur bois se plaint lui aussi de cette invasion des « apprentis » « plus nombreux que les ouvriers » et qui restent toujours apprentis⁴⁹, les délégués des typographes aussi. Auguste Vermorel, le futur membre de la Commune, alors rédacteur du *Progrès*, traduisait la pensée de tous les ouvriers lyonnais des vieilles corporations en écrivant que tout le malheur vient de ce que les « artistes sont partout remplacés par les ouvriers »⁵⁰.

Il est compréhensible alors que toutes les grèves de ces vieux « corps d'Etat », comme s'appellent souvent ces corporations, n'eurent d'autre but que d'empêcher cette nouvelle invasion et que, en même temps, elles durent échouer.

Tous ces meneurs de grèves étaient mus par un esprit de protectionisme corporatif. « Chose digne de remarque, écrivait le Procureur général, à propos des grèves des tullistes et des teinturiers en 1865, tous obéissent à la même tendance. Ils veulent se prémunir contre le danger de la concurrence, ils repoussent tous auxiliaires (lisez manœuvres), ils limitent le nombre des apprentis, ils entendent ne plus changer les modes de production, ils se plaignent des machines... C'est dire assez qu'au nom de la liberté conquise sous le gouvernement impérial (allusion à la nouvelle loi sur les coalitions) ils tentent de revenir aux monopoles et aux privilèges des anciennes corporations »⁵¹. Le perfectionnement de l'outillage industriel démocratisait de plus en plus le travail, et les vieilles corporations perdaient la seule garantie qui leur restât en-

48. *Rapports des délégués*, p. 65.

49. *Loc. cit.*, p. 77.

50. *Le Progrès*, 17 juillet 1863.

51. A. N. BB³⁰379, Rapport du Procureur général, juillet 1865.

core : leur connaissance du métier acquise par un long apprentissage.

Leur défense par la grève était devenue chose impossible depuis que ces grosses réserves d'ouvriers non qualifiés, que les campagnes déversaient journellement dans les villes, étaient devenues utilisables. Ces masses ne représentaient alors aucune puissance organisée et ne commenceront à jouer un rôle dans l'histoire de la classe ouvrière que vers la fin de l'Empire. A l'époque que nous étudions dans le présent chapitre, ils étaient, pour ainsi dire, en dehors de la société. Ignorants, analphabètes pour la plupart, mal vus par les ouvriers qualifiés, misérablement rétribués (1 fr. à 2 fr. 50 la journée), ils ne représentaient que le bétail à voter du parti républicain, auquel leur misère les attachait. « Ils ont grossi bestialement le chiffre de l'opposition », disait d'eux en 1863 un commissaire de police furieux à cause des élections perdues ⁵².

Pour le moment, et tant qu'elle restait en dehors de l'organisation de la classe ouvrière, cette réserve inépuisable vouait d'avance tout essai des ouvriers des vieilles corporations d'améliorer leur situation par la grève à un échec certain. Ils le sentaient bien et c'est ce qui explique mieux que toute adhésion aux doctrines proudhoniennes ou autres, leur hostilité de principe à la grève. Ils n'y recouraient qu'à la dernière extrémité. Le nombre des grèves dans les années 1863-1867 fut insignifiant à Lyon : 2 en 1863, 5 en 1864, 10 en 1865, 4 en 1866 et 2 en 1867 ⁵³.

Les rapports des délégués ouvriers lyonnais à l'Exposition universelle de Londres en 1862, sont très significatifs en ce qui concerne les grèves. Ils font bien voir la manière dont ces vieilles corporations se représentaient leur situation et les moyens qu'ils croyaient les plus efficaces pour l'améliorer : Les délégués des ouvriers en peau repoussent énergiquement toute action violente : « Loin de nous ces grèves d'un autre âge, perturbation du commerce, épouvante de tous » ⁵⁴; les délégués tisseurs pensent de même ⁵⁵.

52. A. M. L. *12 Evénements et troubles politiques*. Rapport sur les élections législatives de 1863 du commissaire de police du quartier des Chartreux.

53. S'il y en eut quelques-unes dont nous n'avons pu retrouver trace, elles durent être de la dernière insignifiance pour ne pas attirer l'attention de la police impériale.

54. *Rapports des délégués*, p. 60.

55. *Ibid.*, p. 153.

L'organisation anglaise les avait frappés. « La cause du mal est dans la division, le remède doit donc se trouver dans l'union... le problème de l'avenir est là tout entier ⁵⁶, disaient les délégués des tisseurs. Celui des mégissiers est encore plus explicite: il admire l'union qui règne parmi les ouvriers anglais, leur « tarif unitaire ». « Chaque individu, dit-il, appartient à une seule et même famille, est régi par les mêmes règlements... la société de secours mutuels (c'est ainsi qu'il nomme la trade-union), étend son action bienfaisante sur tous. Eh bien ! pourquoi ne pas chercher à nous organiser ainsi ?... C'est l'unique moyen de guérir cette plaie avilissante qui nous ronge : le défaut de solidarité entre ouvriers ». Cette organisation serait, dans l'esprit du délégué, avant tout une société de secours mutuels, mais elle permettrait aussi « de chercher un tarif de prix de main-d'œuvre ainsi qu'en possèdent plusieurs professions en France et surtout nos camarades de Londres » ⁵⁷. Le délégué des tanniers s'exprime de même : « Les Anglais ont une société corporative qui fait tout l'avantage de leur position » ⁵⁸.

Mais les délégués des ouvriers en peau sont les seuls à demander l'organisation corporative et même à leurs yeux elle ne devait aucunement servir de moyen de pression. Les délégués tisseurs le repoussent complètement: « Nous unirons-nous en société corporative, pour nous prêter un mutuel appui, opposer une digue à la décroissance des salaires et détruire les suites funestes de la concurrence ? Ce moyen permet d'obtenir des résultats immédiats mais peu durables » dit leur président Monet ⁵⁹. Tous sentent que dans leur situation, les moyens violents sont inefficaces et même funestes.

C'est d'un autre côté, par des moyens pacifiques, qu'il chercheront une issue. Quelques-uns demanderont l'organisation des « Chambres syndicales » composées de patrons et d'ouvriers, dont l'arbitrage obligatoire serait un obstacle à la concurrence des patrons et leur ferait respecter les tarifs établis. Si les délégués des ouvriers en peau proposent à leurs camarades de s'organiser en « société de secours mutuels » ce n'est que pour rendre possible l'organisation de ces chambres syn-

56. *Ibid.*, p. 153.

57. *Ibid.*, p. 60.

58. *Ibid.*, p. 65.

59. *Ibid.*, p. 453

dicales. « L'établissement de ce tarif, dit le délégué des mégissiers, ne pourra venir qu'après la création rigoureuse d'une chambre syndicale composée de patrons et d'ouvriers, dont le devoir sera de concilier les intérêts sans léser les droits des commettants respectifs. On évitera ainsi certaines secousses si nuisibles aux deux partis » ⁶⁰. Les tisseurs s'efforceront aussi d'obtenir une chambre syndicale formée de patrons et d'ouvriers et enverront au mois de mars 1863, à cette fin, une pétition au Sénat, portant plus de 5.000 signatures demandant la formation d'une « Chambre syndicale composée d'un nombre égal de négociants et d'ouvriers » ⁶¹.

Mais pour les ouvriers les plus instruits, pour les plus habiles dans leur métier, pour tous ceux qui étaient proches par leur situation sociale de la petite bourgeoisie et souffraient du danger de la machine menaçant de les dégrader au rang de pauvres prolétaires, la seule panacée infaillible, c'est la coopération, et surtout la coopération de production.

Le coopératisme, que l'on appela d'après Proudhon, le mutualisme, fut le principe universellement admis par la partie la plus intelligente de la classe ouvrière dans la période qui va de 1862 à 1867. Si ces ouvriers différaient dans leurs opinions politiques, si les uns étaient libéraux, si une minorité s'accommodait de l'Empire tandis que les plus impatients ne rêvaient que république et ne voulaient entendre parler que de révolution, tous estimaient que la coopération était le seul remède social, le seul moyen de prévenir les ravages de la machine, d'empêcher une égalisation à rebours, qu'ils n'avaient jamais désirée.

C'est la corporation la plus arriérée au point de vue de l'organisation du travail, la plus proche de la petite bourgeoisie qui se fera à Lyon le champion le plus ardent du mouvement coopératif, la corporation des chefs d'atelier de la Fabrique. Ils seront les représentants typiques du mouvement ouvrier des années 1862-1867, et le rapport de leurs délégués en explique déjà toutes les tendances et toute la signification:

« Notre organisation par petits ateliers, quoiqu'en pensent certains économistes, est infiniment supérieure aux grandes fabriques pour la parfaite exécution et la célérité du travail... »

60. *Ibid.*, p. 60.

61. *Le Progrès*, 16 octobre 1863 et 13 février 1864 ; voir aussi A. N., BB⁸⁰407.

Nous conseillons à nos confrères de faire tous leurs efforts pour s'opposer à la création des grandes fabriques dont ils ne seraient pas les propriétaires associés. Que le capital s'empare de nos ateliers et des machines pouvant réduire le travail, nous deviendrons les serfs industriels à la merci de nos seigneurs manufacturiers, ainsi que le paysan irlandais l'est de ses lords, propriétaires du sol. Que le perfectionnement des machines devienne tel qu'il suffise de quelques milliers de travailleurs pour combler le débouché étranger, c'est-à-dire celui qui donne de l'or, pourquoi appellera-t-on à la consommation des bras qu'on ne sait de quelle manière utiliser ?... ». Et le rapport finissait :

« Paysans, gardez vos lopins de terre, ouvriers, gardez vos instruments de travail, et si le perfectionnement des machines parvient à adoucir le travail, soyez assez intelligents pour associer vos efforts afin d'exploiter, à votre profit, ce qui n'a pas été fait pour quelques-uns » ⁶².

L'association de production est le seul moyen « que je crois praticable — dit leur président Monet, le futur président de la Société industrielle des tisseurs —, qui ne me laisse aucun doute sur les conséquences, et que je propose comme le plus efficace, non seulement pour les ouvriers, mais pour le salut de l'industrie toute entière... Du jour où l'association sera pratiquée sur une grande échelle, nous n'aurons plus à redouter l'application des moyens mécaniques au tissage... [puisqu'] elle nous fera participer aux bénéfices » ⁶³.

Les incrédules furent convaincus par l'issue malheureuse des grèves qu'ils soutinrent. Ainsi, les tailleurs, qui souffraient de la concurrence des maisons de confection, écrivirent, après l'échec de leur grève d'octobre 1864: « Le résultat le plus important [de la grève] est que tous comprennent que le vrai moyen de combattre le monopole [c'est le nom qu'on donnait aux grandes entreprises] c'est l'association industrielle. Aussi, nous espérons que sous peu de jours, une société composée d'ouvriers unissant leur capacité et leur intelligence sera fon-

62. *Rapports des délégués*, p. 141-149.

63. *Rapports des délégués*, p. 153-154. Il est douteux que ce qu'il dit au sujet des machines mécaniques soit sincère. A toute occasion les chefs d'atelier élèveront leur voix contre le tissage mécanique, Monet le premier (V. sa déposition à l'*Enquête de la Chambre de Commerce sur les sociétés coopératives*, FLOTARD, *op. cit.*, p. 416).

dée à Lyon en attendant l'époque où elle pourra fonctionner » ⁶⁴.

Les scieurs de long arrivent à la même conclusion, après une grève inutile en mai 1866 ⁶⁵, d'autres corporations aussi. Les quelques associations professionnelles à caractère syndical qui essayèrent de s'organiser à cette époque furent vite dissoutes pour faire place aux coopératives ⁶⁶.

Seules quelques corporations, où le travail devenait de jour en jour plus abondant et plus nourri, par une évolution industrielle favorable, ne furent pas prises par la contagion. Telle la corporation des métallurgistes, des menuisiers, des charpentiers. L'idée coopérative s'y heurtait « à de vieux préjugés... qui ne connaissent encore que la résistance par la grève » ⁶⁷, dit le Commissaire spécial, qui préférerait voir les ouvriers s'occuper des coopératives que de l'organisation de coalitions.

64. *Le Progrès*, 18 octobre 1864.

65. A. M. L., *12 Corporations, grèves, coalitions*. Rapport de police, mai 1866.

66. Par exemple la société de résistance des lithographes, formée en 1865 et transformée par ses derniers adhérents en association coopérative de production en 1868 (V. A. M. L., *12 Corporations, grèves, coalition*. Rapport de police, 16 juin 1868 ; Office du Travail, *les Associations professionnelles ouvrières*, t. I, p. 675).

67. A. M. L., *12 Associations de production et de consommation*. Rapport au Préfet, janvier 1867.

CHAPITRE V

Le mouvement coopératif.

- I. *Du Coup d'Etat à 1863. La propagande des libéraux.*
- II. *Les associations de consommation.*
- III. *Les associations de production.*
- IV. *Le mouvement coopératif et les socialistes. Le mouvement coopératif et le gouvernement. La faillite du mouvement coopératif.*

I

La coopération tenait trop à la nature du canut lyonnais pour que l'arrêté du maréchal de Castellane¹ ait pu en supprimer toute trace dans la grande cité. Si les associations de production, de constitution moins solide, et moins faciles à soustraire à la vigilance de l'Administration, disparurent complètement, plusieurs associations de consommation continuèrent à subsister clandestinement². L'arrêté supprima la boutique mais celle-ci fut remplacée par le vieux système d'achats en commun³. Quelques anciens membres des associations disparues réussirent même dès 1852 à reconstituer deux magasins « en les mettant sous un seul nom social et en donnant

1. V. *supra*.

2. V. la déposition de FLOTARD, à l'Enquête de la Chambre de Commerce sur les sociétés coopératives, en 1865. Le procès-verbal de cette enquête se trouve dans les *Registres des procès-verbaux et délibérations* de la Chambre de Commerce de Lyon, séances des 25-26 et 30 novembre 1865, et dans A. M. L. 12, *Associations de production et de consommation, coopération*. FLOTARD l'a reproduite, en extraits, dans son livre *le Mouvement coopératif à Lyon et dans le Midi de la France*, 1867.

3. FLOTARD, *op. cit.*, p. 174.

à l'association la forme d'une société ordinaire en commandite. Chacun apportait là ses économies, le gérant administrait seul l'entreprise sous la surveillance de ses bailleurs de fonds et les bénéfices se partageaient par tête... Il n'y avait pas d'acte social, tout se passait en famille et avec une parfaite bonne foi »⁴. Puis à partir de 1859, le régime ayant évolué dans un sens libéral ces associations purent vivre au grand jour sans être inquiétées par la police⁵. Il s'en forma même d'autres au nombre de trois ou quatre, toutes sur la Croix-Rousse ; elles sont fondées et gérées par des chefs d'atelier et de petits commerçants en retraite⁶.

Avec le réveil de la classe ouvrière vers 1863, commence une nouvelle époque dans l'histoire du mouvement coopératif. Sous un régime de suffrage universel cette classe représentait une puissance de premier ordre et c'était pour tout parti politique une question vitale de la gagner à sa cause. Ces partis se rendaient bien compte que c'était la misère plus que toute autre chose qui poussait les ouvriers à voter contre le régime. « Les résultats électoraux de nos villes industrielles sont produits non par ce qu'on appelle un mouvement politique mais par un sentiment socialiste »⁷, disait à propos des élections de 1857 le Procureur général. Il s'agissait donc pour quiconque voulait gagner les ouvriers à sa cause, de produire devant eux un programme de réformes sociales, comme on dirait aujourd'hui. Mais quel programme ? Les représentants des partis alors existants appartenaient tous aux classes privilégiées, et se seraient bien gardés de réveiller les instincts révolutionnaires toujours persistants. Mais dans l'engouement que montraient en ce moment les ouvriers pour les sociétés coopératives, ils flairèrent un excellent moyen de gagner les masses sans agiter les mauvaises passions, d'améliorer, peut-être, le sort des ouvriers sans danger pour l'ordre établi. « Tout le monde voulait participer ou favoriser les nouvelles tendances, une rivalité de zèle et de sympathie s'établit entre les hommes du pouvoir et les hommes de l'oppo-

4. FLOTARD, *op. cit.*, p. 176.

5. Voir GAUMONT, *le Mouvement ouvrier d'association et de coopération à Lyon*, p. 39.

6. Voir A. M. L., *Associations de production et de consommation, coopération*, Rapport du Commissaire spécial, janvier 1866.

7. A. N. BB³⁰³⁷⁹, juillet 1857.

sition. On sentait qu'on assistait à un réveil des classes populaires engourdies depuis plus de dix années et c'était à qui gagnerait les faveurs des électeurs par l'étalage d'un amour fervent pour « le peuple ». Gouvernement, bourgeois, républicains d'opposition modérée, radicaux, s'y employèrent à l'envi »⁸. Jules Simon et même le Comte de Paris allaient étudier l'organisation des Pionniers de Rochdale, et Casimir Périer, un des rois de la finance parisienne, le fils du ministre de Louis-Philippe, se donnait la peine d'écrire une brochure sur la coopération.

A Lyon, les libéraux surtout montraient de l'intérêt pour le mouvement coopératif. *Le Progrès* entreprit la propagande pour le développement des associations coopératives une année avant les élections⁹, et plus celles-ci approchaient plus la propagande devenait active. Le 6 octobre 1862, le journal des libéraux lyonnais commença à publier la traduction du livre de Holyoake, *Histoire des Equitables pionniers de Rochdale*, de cette célèbre association de consommation anglaise, proposée pour modèle à toutes les sociétés coopératives. Un des candidats libéraux aux élections prochaines, Frédéric Morin, décidait son comité électoral à fonder une boulangerie coopérative¹⁰ et chargeait le jeune Auguste Vermorel de la rubrique coopérative dans *le Progrès*¹¹. Quand Vermorel quitta Lyon, un des membres les plus influents de l'opposition libérale lyonnaise, Eugène Flotard, ancien magistrat, docteur en droit, président de la *Société des amis de l'art*, savant orientaliste, se fit un devoir de le remplacer. Pendant plusieurs années il ne cessa, dans sa chronique coopérative hebdomadaire¹², de suivre pas à pas le mouvement, prodiguant encouragements et conseils, s'inspirant des idées et des travaux du célèbre coopérateur allemand Schultze-Delitzsch. En 1865,

8. Ch. GAUMONT, *Histoire générale de la coopération en France*, 1924, t. I, p. 467.

9. Le premier article sur la coopération parut dans *le Progrès* du 7 mars 1862.

10. V. Ch. GAUMONT, *le Mouvement ouvrier d'association et de coopération à Lyon*, p. 41.

11. Sur la collaboration d'Auguste Vermorel au *Progrès*, voir Jean VERMOREL, *Un enfant du Beaujolais, Auguste Vermorel*, p. 24-25 ; les articles d'Auguste VERMOREL au *Progrès* en 1862-1863, jusqu'au 26 octobre.

12. Le premier article de FLOTARD sur la coopération est du 12 septembre 1864.

il fondait la *Société lyonnaise de Crédit au Travail*, conçue sur le modèle des banques de *Schultze-Delitzsch*. Son but était « de venir en aide au mouvement coopératif lyonnais »¹³. Dans le comité d'initiative figuraient à côté du futur ministre Ferrouillat, le riche agent de change et entrepreneur de transports par eau, Emile Bonnardel et les deux plus gros banquiers lyonnais, Cambefort et Henri Germain¹⁴. « L'idée de cette fondation, disait Flotard, est accueillie avec la plus grande faveur tant parmi les ouvriers que dans les classes bourgeoises »¹⁵, et le capital de la nouvelle banque fut formé par une fraternelle souscription « des ouvriers unis aux capitalistes »¹⁶. Comme secrétaires du *Crédit au Travail*, Flotard avait pris deux anciens militants ouvriers, Charles Beauvoir et Maynard.

Cette propagande des libéraux trouvait, comme nous l'avons vu, un terrain bien préparé. Une grande partie de la population ouvrière était invinciblement attirée vers la coopération. L'Empire était trop fort encore pour qu'on put songer à une action révolutionnaire, et, sans parler des entraves de la législation, la plupart des corporations ne pouvaient pas, à cause de leur mode de travail arriéré, améliorer leur situation matérielle par la grève. Déjà, en 1862, les délégués à l'Exposition universelle de Londres avaient exprimé leur préférence pour l'organisation coopérative.

Dans ces conditions favorables, le mouvement coopératif prit vite à Lyon une grande extension. Associations de productions et associations de consommation foisonnèrent.

II

La coopération de consommation affecta presque exclusivement la population des chefs d'atelier de la Fabrique. Tandis que les compagnons-tisseurs et la grande masse des ouvriers des autres corporations étaient célibataires et vagabonds, délaissant une ville, quand le travail y manquait, pour en cher-

13. FLOTARD, *op. cit.*, p. 251.

14. Voir GAUMONT, *op. cit.*, p. 41.

15. *Le Progrès*, 7 novembre 1864.

16. *Le Progrès*, 19 février 1865.

cher ailleurs, le chef d'atelier, lui, était un père de famille et le plus souvent un père de famille besogneux. Retenu par ses métiers et par sa famille il était obligé de rester sur place, que le travail fût abondant ou qu'il manquât complètement. C'était donc, pour son maigre budget une question de première importance que de pouvoir se procurer à bon marché les objets de première nécessité, de placer avantageusement les petites épargnes éventuelles des années grasses et de s'assurer une réserve pour les années maigres. Une société coopérative de consommation, telle qu'elle fut pratiquée à Lyon, formée entre amis sûrs, se prêtait très bien à ce but, et dut être en faveur chez les chefs d'atelier de fort bonne heure. Cette pratique avait inspiré les premiers théoriciens de la coopération, Fourier et son prédécesseur présumé, L'Ange. La première organisation des chefs d'atelier après la grande Révolution, *le Devoir mutuel* fut primitivement une espèce de coopérative de consommation, une sorte de groupe d'achats en commun. En 1835 fut fondée une épicerie coopérative en due forme, tenant boutique sur rue, la première coopérative de consommation connue : le *Commerce Véridique et Social*, Société Derrion et C^{ie}, 6, montée de la Grande-Côte¹⁷. En 1848-1851, l'ampleur et l'importance du mouvement coopératif lyonnais dépassa de beaucoup celui de toute autre ville de France.

Ce n'est donc pas comme effet de la propagande des théories socialistes, fouriéristes et autres que prit essor à Lyon la coopération de consommation. Répondant à des besoins très réels et persistants d'une partie fort importante de sa population, elle naquit spontanément. « Lyon seul générateur de la coopération »¹⁸, disait M. Godart. Si l'on comprend par là qu'elle est issue des conditions sociales des travailleurs de la Fabrique de Soierie, rien de plus vrai. Et la preuve c'est qu'à Saint-Etienne, où l'industrie de la passementerie était organisée sur le modèle de la Fabrique lyonnaise, où la même division du travail créait une classe de chefs d'atelier semblable

17. V. J. GODART, *les Origines de la Coopération lyonnaise* (*Revue d'Histoire de Lyon*, t. III, année 1904, p. 334 et 409).

18. J. GODART, *op. cit.* (*Revue d'Histoire de Lyon*, 1904, p. 334). « A Lyon les sociétés coopératives de consommation sont dues à l'initiative individuelle, sans direction supérieure, sans chef d'école ou de système ; elles sont nées de l'instinct des masses, elles sont sorties de la moelle même du peuple lyonnais » (FLOTARD, *op. cit.*, p. 374).

à celle de Lyon, la coopération de consommation eut, sous la Seconde République et le Second Empire, par le nombre des sociétés et des adhérents, une importance beaucoup plus grande qu'à Paris ; Saint-Etienne venait au second rang, après Lyon.

En 1863, le mouvement prit à Lyon une grande allure. Au commencement de cette année fonctionnaient cinq à six sociétés avec 150 à 200 membres au plus ; leur nombre montait, à la fin de 1864, à 16 épiceries (dont trois à l'état de projet) et une boulangerie, avec 900 membres environ¹⁹, et à la fin de 1866 à 24 sociétés, toutes en pleine activité²⁰. Le succès était grand : « Le chiffre de leurs affaires, dit le Commissaire spécial, si les renseignements qui me sont fournis ne sont pas exagérés, s'élève à deux millions, le nombre des adhérents serait de près de quatre mille. Si l'on tient compte que plusieurs de ces associations possèdent plusieurs magasins, on arrivera au nombre de 30 stores fonctionnant dans les divers quartiers »²¹.

Toutes ces associations, sauf une, fondée par les contre-maîtres et ouvriers des ateliers d'Oullins, étaient l'œuvre des chefs d'atelier de la Fabrique. Les quelques ouvriers des autres corporations, les quelques bourgeois, petits rentiers ou petits propriétaires que nous y rencontrons, se perdaient dans la masse compacte des chefs d'atelier. La coopérative de consommation lyonnaise aura toutes les vertus et tous les défauts de ceux-ci.

Ces sociétés durent leur succès au zèle de leurs actionnaires, qui restèrent toujours de fidèles chalands de leurs sociétés, et surtout à leur honnêteté, ce qui est peut-être leur titre de mérite le plus important. « Je sais bien, écrivait un économiste parisien, J. Duval, en parlant des épiceries coopératives lyonnaises, qu'il y a un article du Code pénal... qui punit la tromperie sur la nature de la marchandise, mais, en réalité, pas un délit sur mille n'est atteint... Qui n'est pas, tous les jours, à moins d'être très exercé et très habile, plus ou moins trompé

19. A. M. L., *12 Associations de production et de consommation, coopération*, Rapport du Commissaire spécial, fin 1864 ; dans un article au *Progrès* du 9 février 1865, FLOTARD dit qu'il y avait quatorze sociétés en activité avec dix-huit cents sociétaires environ.

20. A. M. L., *loc. cit.*, Rapport du Commissaire spécial, janvier 1867.

21. *Id.*, *ibid.*

sur les denrées, sur les vivres, sur les objets de toutes sortes qui se trouvent dans le commerce ? C'est un fait... qui est si général qu'il est devenu un véritable fléau pour les ménages...

« Eh bien ! dans les magasins coopératifs, on a supprimé cette tromperie, et c'est là une des causes de leur succès »²².

Ce qui caractérise encore les associations coopératives de ces chefs d'atelier lyonnais, toujours curieux des choses de l'esprit, c'est l'effort qu'elles firent pour instruire leurs membres dans les questions du métier, de l'économie sociale, de l'histoire et de la littérature. En étudiant de près la vie de cette population croix-roussienne, si châtouilleuse dans sa dignité, on a l'impression que ces hommes avaient souffert, peut-être autant que de leur misère matérielle, du sentiment de leur infériorité intellectuelle. Aujourd'hui encore un vrai canut aime discuter et imposer par son savoir.

Beaucoup de sociétés coopératives fondèrent des cercles d'études, avec livres et revues, et tous paraissent avoir été bien fréquentés²³.

Mais malgré toutes ces qualités des associations de consommation lyonnaises, celui qui voudrait y chercher un mouvement socialiste, c'est-à-dire un mouvement tendant à l'émancipation de la classe ouvrière, serait vite déçu.

Parlant des associations coopératives de consommation formées à Lyon entre 1859 et 1863, M. Gaumont, qui a étudié très en détail le mouvement coopératif lyonnais, disait : « Il est douteux que ces sociétés fussent de véritables coopératives. Elles ont pris peu à peu l'habitude de vendre au public dès qu'elles ont eu des boutiques sur la rue, et elles ont partagé les profits entre les quelques douzaines d'associés privilégiés. Ce qui le prouve c'est que les actions de l'Association des Travailleurs, gérée en 1863 par Chaix, émises à 50 francs, ne tardèrent pas à s'élever à une valeur décuple. C'est aussi la preuve que le véritable esprit de coopération n'existe plus et que les consommateurs, ouvriers ou artisans, qui ont fondé les sociétés y voient en même temps qu'une forme de groupement avantageuse pour leurs intérêts, un instrument facile

22. Cité par FLOTARD, *op. cit.*, p. 198-199.

23. V. GAUMONT, *le Mouvement ouvrier d'association et de coopération à Lyon*, p. 88-89.

de prévoyance et une heureuse spéculation qui « rapporte »²⁴. Malgré l'influence d'idées plus généreuses venues du dehors; malgré les efforts incessants et sincères de Flotard, cette caractéristique restera vraie, presque mot à mot pour toutes les sociétés coopératives qui se fondèrent sous le second Empire. L'enthousiasme des années de la Seconde République était éteint et cet esprit réaliste qui est le trait dominant de l'époque que nous étudions, en littérature comme en industrie, dirige aussi le mouvement coopératif lyonnais. L'association de consommation, se plaignait Flotard, « a abandonné toutes ses grandes visées, toutes les idées larges et ambitieuses pour se renfermer uniquement dans son objet spécial »²⁵, et cet objet spécial c'est la course après ces « trop perçus copieux qui reviennent aux coopérateurs après l'approbation du bilan »²⁶.

Cette prospérité fut cause que chaque petit groupe d'amis d'un même quartier, d'une même rue, voulut avoir sa société. De cette façon le nombre de celles-ci était grand, mais leurs effectifs très restreints. Rarement une société rassemblait plus de cent à cent cinquante actionnaires. Cet éparpillement avait naturellement de gros inconvénients : une coopérative de consommation lyonnaise ressemblait, par beaucoup de points, plus à une modeste épicerie quelconque qu'à une véritable coopérative. Ce défaut se faisait sentir surtout dans l'impossibilité de ces petites entreprises de vendre à meilleur marché que les épiceries ordinaires. Quelques tentatives venant des milieux bourgeois furent faites pour y remédier. Comme il s'était avéré impossible de faire fusionner ces petites sociétés amoureuses de leur indépendance, on essaya du moins d'organiser en commun les achats en gros. En 1865, Charles Gaumont, que la Chambre de Commerce avait appelé à Lyon pour organiser les Cours d'enseignement professionnel, fonda une société à responsabilité limitée au capital de 200.000 francs en vue de constituer sous le nom de *la Vie à bon marché* un magasin général pour l'approvisionnement des coopé-

24. Jean GAUMONT, *le Mouvement ouvrier d'association et de coopération à Lyon*, p. 40.

25. *Le Progrès*, 22 octobre 1866, article de FLOTARD ; V. son article au *Progrès*, 27 janvier 1868.

26. J. GAUMONT, *Histoire générale de la coopération en France*, Paris 1924, T. I, p. 584.

ratives de consommation. La société devait, en outre, aider à la formation d'associations particulières²⁷. Cette société, quoique n'étant point coopérative, aurait pu rendre de grands services au mouvement coopératif lyonnais ; elle échoua grâce à l'hostilité des républicains qui la soupçonnèrent d'avoir un but politique : L'initiative en était venue et la plupart des actions étaient souscrites par les fondateurs de l'Enseignement professionnel²⁸, qui était l'œuvre de la Chambre de Commerce ; les chefs d'atelier et ouvriers qui signèrent l'appel aux souscripteurs étaient tous, à l'exception de deux ou trois, de tendances impérialistes. Il se peut bien que *la Vie à bon marché* ait été une tentative habilement dissimulée de l'Administration et de la Chambre de Commerce qui, dans les questions ouvrières, agissaient toujours de concert pour mettre la main sur le mouvement coopératif lyonnais.

Mais cette raison politique ne devait pas être la raison majeure de l'échec de Gaumont, car le républicain Flotard n'eut pas plus de chance que lui. Pendant plusieurs années il poursuivit sans succès l'organisation de la centralisation des achats en gros, mais se heurta toujours à la mauvaise volonté invincible des petites sociétés ; à peine réussissait-il à en fédérer quelques-unes dans ce but, que cette fédération se décomposait²⁹.

Le plus souvent, au lieu de voir les petites sociétés s'unir en plus grande, nous assistons à un mouvement inverse ; le partage des bénéfices, qui se montaient en moyenne à 25 %³⁰ et pour quelques sociétés même à 40 % du capital versé³¹, suscitait des querelles, et des scissions s'en suivaient. En 1864, scission entre les membres de l'Association de la rue Tête-d'Or, une de plus vieilles associations de consommation fondée sous le Second Empire. Les fondateurs, anciens militants de 1848, « survivants de l'époque héroïque précédente et qui étaient demeurés socialistes et « communistes » sous la simple

27. V. la brochure : *Appel aux souscripteurs*, dans A. M. L. *Associations de consommation et de productions, coopération ; le Progrès*, 23 février 1865.

28. V. le *Progrès*, 21 février 1865.

29. V. le *Progrès*, 29 mai 1865, 15 avril 1867, 23 avril 1867.

30. Voir A. M. L. *12 Associations de production et de consommation, coopération*, rapport du commissaire spécial, 1867.

31. V. *Enquête de la Chambre de commerce*.

étiquette de « républicains »³², voulaient garder le principe égalitaire de répartition de bénéfices entre les actionnaires par parts égales ; les mécontents firent scission et fondèrent une autre société, *l'Union ouvrière*, 6, cours Vitton, à quelques mètres seulement de la société-mère. Les bénéfices y étaient distribués au prorata des achats, mais sans admettre à ce partage les consommateurs étrangers à l'association³³. Pourtant les affaires ne devaient pas marcher mal dans la première société, puisqu'en 1866 le Commissaire spécial, qui paraît lui aussi être partisan de la distribution des bénéfices au prorata des achats, nous dit que « malgré le vice de son organisation, la puissance de l'association est si forte que les sociétaires, au nombre environ de vingt-cinq, ont vu porter leur première mise de fond de 25 fr. à 200 fr. »³⁴. C'était un beau placement ! Il est vrai que sa rivale, *l'Union ouvrière*, prospéra encore mieux. Elle atteignait déjà en cette même année le chiffre de quatre à cinq cents mille francs d'affaires et devenait la plus grande coopérative de consommation de Lyon et de la France. Ce qui n'empêcha pas un autre groupe de tisseurs de fonder en 1865 une nouvelle société, l'Espérance des Travailleurs, rue Cuvier, à quelques pas de l'Union ouvrière³⁵. Et ce n'est qu'un exemple entre autres.

Au sein de chaque société ce sont des rivalités sans fin. Dans ces entreprises lucratives, les gérants et les gros actionnaires tâchent de se faire la plus belle part. De petites coteries se forment pour s'emparer de la direction de la société. Dans *l'Union ouvrière* ci-dessus mentionnée le gérant Baudoit, « non content d'un traitement de 1.800 fr., s'est fait allouer un logement dans le bâtiment où la société a son siège et traite les affaires d'une manière autoritaire »³⁶, dit un indicateur du Préfet. Et en décembre 1867, le même indicateur nous informe que cette société est encore en crise « par suite de dissensions intestines produites par des rivalités d'in-

32. GAUMONT, *le Mouvement ouvrier d'association et de coopération à Lyon*, p. 87.

33. V. FLOTARD, *op. cit.*, p. 179.

34. A. M. L. *12 Associations de production et de consommation, coopération*. Rapport de police sur la situation des sociétés coopératives, fin 1866.

35. A. M. L. *Id.*, *ibid.*

36. A. M. L. *12 Evénements et troubles politiques*. L'indicateur du préfet, 15 mai 1867.

fluence »³⁷. Dans les rapports du commissaire spécial nous entendons les mêmes plaintes continuelles de la part de quelques coopérateurs conscients.

Les avertissements et les conseils que Flotard multiplie dans *le Progrès* et dans ses conférences portent dans le vide. C'est à peine s'il parvient à maintenir la cohésion pour quelque temps dans des sociétés qui sont son œuvre personnelle, comme dans cette Union des Répartiteurs équitables qui, fondée en octobre 1866, était déjà menacée d'une scission en avril 1867. Tout le monde y « fait la course au clocher des emplois. C'est là, remarque cet indicateur, un des grands vices des associations ouvrières »³⁸.

Que ce mouvement coopératif ouvrier se voit accusé « de froideur et d'un esprit par trop exclusivement positif et pratique... et quelquefois même purement industriel »³⁹ par un Eugène Flotard, qui n'était pourtant qu'un bourgeois, un « doctrinaire de l'économie politique basée sur l'appropriation individuelle »⁴⁰, c'est, croyons-nous, la plus grave condamnation qui ait été prononcée contre lui.

Pour ce manque d'idéal qui accompagne presque toujours tout mouvement ouvrier, pour ce caractère mercantile de la coopération de consommation lyonnaise sous le Second Empire, M. Gaumont, que son amour et son dévouement à la cause rendent un peu indulgent pour les défauts de ces précurseurs, rejette la faute, d'une part sur « l'absence de liberté qui voue ainsi les coopérateurs à des formules tâtonnantes et trébuchantes. C'est la crainte de la répression qui... empêche [les associations] de se livrer aux larges combinaisons de l'activité libre et sans contrainte »⁴¹; d'autre part, la faute en doit être au manque d'idéalisme des « hommes qui conduisent et inspirent le mouvement, Flotard tout le premier... et [qui n'ont pas su] considérer la coopération comme un système supérieur de vie économique au point de vue moral et social »⁴².

37. *Idem*, 26 décembre 1867.

38. *Idem*, 22 avril 1867 ; v. aussi son rapport du 24 avril 1867.

39. E. FLOTARD, *op. cit.*, introduction.

40. Ch. GAUMONT, *Histoire générale de la coopération en France*. T. I, p. 598.

41. *Op. cit.*, I, p. 597.

42. *Op. cit.*, I, p., 595.

Ce point de vue est difficile à soutenir, quand on a sous les yeux les documents de l'époque. On ne peut pas dire que les coopérateurs lyonnais manquèrent de liberté. « Nous ne pouvons que nous féliciter de la bonne volonté qu'on nous a toujours manifestée quand nous avons demandé à nous réunir, déclare à la commission de l'Enquête de la Chambre de Commerce, Monet, un des membres les plus éminents du mouvement coopératif lyonnais, pour ma part, je l'ai demandé à plusieurs reprises et jamais je n'ai éprouvé ni difficulté ni embarras »⁴³. Nous verrons, d'ailleurs, que le gouvernement, qui considérait le mouvement coopératif comme un excellent dérivatif aux tendances révolutionnaires des ouvriers, avait pour lui tous les égards.

Quant à la seconde cause, au manque de compréhension de la vraie coopération chez les hommes qui conduisaient le mouvement, chez « Flotard tout le premier », remarquons seulement que personne plus que Flotard n'a insisté sur la portée morale du mouvement, que personne n'a autant déploré que les coopérateurs aient « mis à l'oubli les aspirations élevées, les sentiments larges et généreux dont s'inspirait la coopération à ses débuts »⁴⁴. Et les bourgeois libéraux qui fondèrent le *Progrès* n'avaient-ils pas montré aux ouvriers lyonnais la bonne source où puiser le vrai idéal coopératif, n'avaient-ils pas mis à leur portée le livre de Holyoake ? Notons aussi qu'avant Flotard ils avaient appelé à Lyon Auguste Vermorel, un socialiste, pour propager parmi les ouvriers l'amour de la coopération.

Pour nous, la vraie cause de cette allure terre à terre de la coopération de consommation lyonnaise sous le Second Empire doit être cherchée dans le caractère même du milieu social où elle naquit. Nous avons indiqué plus haut la prédominance de l'élément maître-tisseur dans ces associations. Ce sont les maîtres-tisseurs avec quelques ouvriers aisés et quelques petits bourgeois ou rentiers qui les fondèrent et les gèrent. C'est la mentalité des maîtres-tisseurs qui y donne le ton. Or, si les maîtres-tisseurs, pères de famille pauvres, furent de tout temps poussés vers la coopération de consommation comme vers un moyen d'alléger leur misère, jamais ils ne pensèrent à en faire un instrument de l'émancipation du pro-

43. *Enquête de la Chambre de Commerce.*

44. *Le Progrès*, 27 janvier 1868, article de FLOTARD.

létariat. Appartenaient-ils vraiment au prolétariat ? Ne sont-ce pas plutôt de « petits bourgeois » avec toutes les qualités et tous les défauts de ceux-ci ? Ces pères de famille et « petits bourgeois » voulaient comme tous les pères de familles et « petits bourgeois », surtout s'ils sont Français, se « débrouiller » à leur manière. De là aussi cet esprit d'indépendance, cet esprit de quartier. Considéré sous cet angle, le mouvement lyonnais pour la coopération de consommation apparaît comme quelque chose de très utile et sympathique. Si l'on veut y chercher un mouvement ouvrier, c'est-à-dire un mouvement pour l'émancipation de masses, un mouvement socialiste, on ne recueille que déception.

Et la meilleure preuve de la véracité de notre explication c'est que les associations de consommation ont gardé dans cette partie de la population lyonnaise, le même caractère que sous le Second Empire, malgré toute la liberté et malgré toutes les « bonnes » inspirations.

III

La coopération de consommation avait des allures pacifiques, elle ne semblait pas viser à une transformation radicale de l'ordre social. La bourgeoisie voyait en elle un excellent moyen d'améliorer la condition matérielle des ouvriers sans être obligée d'élever les salaires et lui était très favorable. Proudhon dira même que les associations pour la consommation « sont dues surtout à l'initiative bourgeoise »⁴⁵, ce qui, pour Lyon du moins, n'est pas absolument exact, mais n'est pas tout à fait faux non plus.

Il n'en était pas de même pour la coopération de production. Ses visées étaient plus ambitieuses, son but plus radical. La plupart des écoles socialistes de la première moitié du siècle l'avaient considérée comme le meilleur moyen d'affranchir la classe ouvrière du salariat, d'éliminer insensiblement le patron, qui prélevait une trop grosse part du produit du travail de ses ouvriers. Proudhon lui-même, longtemps hostile, s'était enfin converti, et, en 1857, dans les *Considéra-*

45. PROUDHON, *Manuel du spéculateur à la bourse*, 1857, p. 471.

tions finales de son *Manuel du Spéculateur*, il déclarait que de la réponse affirmative ou négative à la question du problème des associations ouvrières dépendait tout l'avenir des travailleurs. « Si cette réponse est affirmative, un monde nouveau s'ouvre à l'humanité ; si elle est négative, le prolétaire peut se le tenir pour dit. Qu'il se recommande à Dieu et à l'Eglise ; il n'y a pour lui dans ce bas monde aucune espérance : *Lasciate ogni speranza* » ⁴⁶ !

Déjà en 1848, toutes les espérances ouvrières étaient tournées vers l'association de production ⁴⁷. En 1863, ces espérances sont encore plus profondément ancrées dans l'esprit de la classe ouvrière, qui paraissait ne plus attendre, comme Proudhon, son salut que de la prospérité des coopératives de production ⁴⁸. Elles semblaient avoir une portée beaucoup plus générale que les coopératives de consommation. Celles-ci n'étaient praticables et désirées que par cette partie de la population ouvrière chez laquelle la vie de famille et la concentration dans des quartiers et des rues spéciales assuraient la prospérité de telles entreprises, tandis qu'une coopération de production pouvait, croyait-on, être organisée par tout groupe d'ouvriers de n'importe quelle profession, pourvu du capital nécessaire pour monter une entreprise correspondante ; et les associés auraient ainsi tous les bénéfices qui reviennent d'ordinaire au patron. Le problème de la formation du capital devait être résolu par l'apport de tous les associés d'une certaine somme d'argent (on devenait associé en achetant des actions) dont le total suffisait à mettre en activité une petite entreprise, où, au commencement, une minime fraction des associés pourrait être occupée, tandis que les autres, tout en jouissant de l'intérêt de l'argent engagé, continueraient à travailler chez des particuliers jusqu'au jour où l'entreprise, devenue plus grande et plus prospère, serait capable d'occuper tous les ouvriers.

La formule était tentante, surtout pour les ouvriers des vieilles corporations, qui, comme nous l'avons vu dans le précédent chapitre, se trouvaient dans l'impossibilité d'améliorer leur sort par d'autres moyens. Aussi en 1863, en même temps que prenait essor la coopération de consommation, se

46. PROUDHON, *op. cit.*, p. 462.

47. V. *supra*.

48. V. *supra*.

fondaient les premières sociétés de production : En avril 1863, *l'Association industrielle, commerciale et de prévoyance des Tisseurs de Lyon*, au capital de 200.000 francs, composé de 2.000 actions à 100 francs. La gérance fut confiée à Monet, Cochard, Burlat, trois anciens délégués à l'Exposition de Londres et à J.-M. Gauthier que nous retrouverons prochainement comme membre de l'Internationale. En octobre de la même année ce fut le tour des teinturiers, puis jusqu'à la fin de 1865 les châliers, les typographes, les tailleurs d'habits, les tullistes, les tailleurs de pierre, les coffretiers et malletiers, les ébénistes, les ouvriers en bronze, les canniers, etc., formèrent leurs sociétés de production. Au commencement de 1867, le Commissaire spécial en compte seize ⁴⁹.

Il est intéressant de constater que dans aucune de ces sociétés on ne retrouve de traces de l'influence directe d'un système socialiste quelconque. Le mouvement est tout à fait empirique, chaque société se constitue selon les besoins et les hasards de la situation particulière de la corporation à laquelle appartiennent les fondateurs. Les teinturiers, les tullistes et quelques autres n'acceptaient primitivement dans leur association que les ouvriers et les chefs d'ateliers, tout simplement parce que les gros fabricants qui dirigeaient cette industrie n'auraient jamais accepté d'y entrer, tandis que les ébénistes, les canniers, qui ont à faire à de petits patrons forment leurs associations avec ceux-ci. Presque toutes ces associations emploient dès leur début des salariés ; personne n'y élève la voix pour défendre le principe de l'égalité ⁵⁰, il y a dans toutes ces sociétés de gros et de petits actionnaires, il y aura même des actionnaires qui ne sont pas ouvriers, qui sont même tout à fait en dehors de l'industrie à laquelle appartient l'association. Les ouvriers respectent les principes de l'économie politique libérale et ont « la ferme volonté de les suivre sans y mêler rien des fantaisies et hallucinations de l'époque » ⁵¹. La coopération, disait Flotard, « est moins une doctrine qu'une tendance, moins une organisation spéciale qu'un mode général d'activité » ⁵². On aurait pu prendre pour des réminiscen-

49. Voir A. M. L. *l'Association de production et de consommation, coopération*, Rapport au Préfet, janvier 1867.

50. Sauf, comme nous le verrons, dans l'Association des tisseurs ; mais ils ne seront écoutés par personne.

51. PROUDHON, *op. cit.*, p. 464.

52. FLOTARD, *op. cit.*, p. 2.

ces des théories de Louis Blanc la prétention de quelques sociétés de réunir toute la corporation. Ainsi le président de l'association des tullistes déclarait, malgré la remarque du président de l'Enquête, que cette « visée au monopole peut amener bien des mécomptes » ; « Nous persistons à considérer qu'il est de principe que l'association embrasse toute la corporation, quelles que soient les difficultés qui puissent résulter du trop grand nombre des associés » ⁵³. Mais il paraît que « cette visée au monopole » avait des motifs plutôt pratiques que doctrinaux, car, comme remarquait justement Maynard, un coopérateur connu et teneur de livres de plusieurs de ces associations, pour constituer même un petit capital « elles sont obligées de faire appel à beaucoup d'ouvriers et elles ne peuvent employer que très peu de monde » ⁵⁴. La seule chose qui ressort clairement des dépositions à la commission d'Enquête de la Chambre de Commerce, c'est que les membres de ces sociétés veulent garder pour eux les bénéfices des entreprises. « Le *bourgeois* c'est l'ouvrier devenu capitaliste, grand ou petit, et la coopération a précisément pour but de faire de tous les travailleurs des *bourgeois* », disait Flotard ⁵⁵, sans être démenti par personne.

Remarquons, d'abord, qu'il y a fort peu d'ouvriers dans ce mouvement « ouvrier ». La grande Société des tisseurs est composée exclusivement de chefs d'atelier ; elle ne se proposait comme but que l'achat des matières premières et la vente des produits fabriqués (exactement ce que faisaient les fabricants), le travail devait être réparti entre les chefs d'atelier associés, devenus ainsi complètement indépendants. Un ouvrier, non possesseur de métier, même s'il entraît dans la société, ne sortirait pas de sa condition de salarié ⁵⁶. Dans les autres sociétés de production des différentes spécialités du tissage, dans la société des châliers, des tullistes, etc., c'était la même chose. La société des ébénistes est composée de petits patrons travaillant en chambre « presque aussi pauvres que

53. *Enquête de la Chambre de commerce*. « Les tisseurs et les teinturiers nourrissent des espérances analogues et qui nous semblent bien illusoires », dit FLOTARD (*op. cit.*, p. 239).

54. *Enquête de la Chambre de commerce*. V. aussi la déposition du gérant de la Société des teinturiers.

55. *Le Progrès*, 17 septembre 1866.

56. V. *Enquête de la Chambre de commerce*, déposition du président de la Société des tisseurs, MONET.

les ouvriers », ruinés par la concurrence des grandes maisons parisiennes et d'ouvriers auxquels il manque fort peu pour devenir de tels patrons ; leur société n'était pas encore fondée qu'ils se proposaient déjà d'employer des auxiliaires salariés »⁵⁷. Même chose pour les canniers, les coffretiers et malletiers, etc...

La coopérative de production sous le Second Empire est un mouvement d'artisans. Même quand on parlait de fonder une association dans une industrie employant des machines, il ne s'agit point de simples ouvriers mais, comme, par exemple, dans l'association des chaudronniers des grands ateliers de construction d'Oullins, de contre-maîtres⁵⁸.

Et ce qui pousse ces artisans à s'associer c'est la détresse où les a acculés la grande entreprise, le « monopole », cette bête noire de Proudhon. Ils en sont hantés, ils en parlent à tout propos. Nous cherchions tout à l'heure de quels systèmes socialistes s'étaient inspirés les coopérateurs lyonnais ; cela est difficile à déterminer. Mais ce qui est bien visible, c'est l'influence de la grande entreprise. Tous ils parlent de « centraliser » la production, de « réduire les frais généraux », etc., de faire tout ce que fait la grande entreprise⁵⁹.

Il nous reste encore quelques mots à dire des sociétés de crédit mutuel, cette troisième forme de la coopération. On en parlait beaucoup dans les milieux ouvriers lyonnais ; l'idée en était chère surtout aux Proudhoniens. Cependant le mouvement ne put se développer : tous les capitaux dont pouvaient disposer les ouvriers étaient absorbés par les sociétés de production et de consommation. La seule société de crédit importante était la *Société lyonnaise de crédit au travail*, fondée par Flotard, au capital social de 200.000 francs, dont, à la fin de 1866, 66.000 francs étaient souscrits et 26.000 francs seulement réalisés⁶⁰. Elle rendit d'importants services au mouvement coopératif lyonnais, mais elle n'était pas, à proprement parler une société coopérative et encore moins une société ouvrière.

57. *Loc. cit.*, déposition du président de la Société des ébénistes, BATIFOIS.

58. Voir A. M. L. *2^e Evénements et troubles politiques*, Rapport d'un indicateur du Préfet, 27 janvier 1867.

59. V. *Enquête de la Chambre de commerce*.

60. A. M. L. *2^e Association de production et de consommation, coopération*, Rapport du Commissaire spécial, janvier 1867.

Les hommes de l'Internationale, qui, nous dit le commissaire spécial, « voudraient voir se créer une vaste société de crédit au travail fondée par les travailleurs, qui supprimeraient autant que possible le taux de l'intérêt »⁶¹, firent plusieurs tentatives pour réaliser leur désir, mais sans succès⁶².

Il existait en outre, à Lyon, une cinquantaine de groupes, appelés « caisses d'épargne à deux sous », composés de vingt à trente personnes, chefs d'ateliers de la Fabrique, qui réunissaient de petites cotisations hebdomadaires de 10 centimes. Il y en avait, à la fin de 1866, qui « ont en caisse 400 francs et qui prêtent à leurs adhérents jusqu'à 40 francs »⁶³.

IV

« Limitation de l'intérêt, fixité de la valeur du capital versé, proscription du dividende, voilà les trois différences, fort importantes, qui distinguent une action coopérative d'une action financière ordinaire »⁶⁴, dit M. Maxime Leroy. Les actions des coopératives lyonnaises sous le Second Empire ne remplissaient aucune de ces trois conditions, et ces sociétés avaient d'autres défauts encore ; cependant tous les militants ouvriers, tous ceux auxquels tenait à cœur l'émancipation de la classe ouvrière avaient les yeux dirigés vers elles. « Les sociétés coopératives sont le rêve de la démocratie ouvrière » écrivait au Préfet le Commissaire spécial⁶⁵. L'indépendance du mouvement, sa confiance en l'efficacité du seul effort des ouvriers associés, plaisaient à ceux qui avaient si fièrement proclamé à la réunion du Saint-Martin's Hall, où fut fondée l'Internationale, que « l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». On passait avec indulgence sur

61. *Id. ibid.*, janvier 1867.

62. V. *id. ibid.*, janvier 1867 ; voir aussi notre chapitre sur *les Débuts de l'Internationale*. FLOTARD parle d'une « société de crédit mutuel née de l'initiative populaire... [qui] est encore à l'état d'embryon », en 1865. (FLOTARD, *op. cit.*, p. 377).

63. A. M. L. *Loc. cit.*, Rapport du Commissaire spécial, janvier 1867.

64. Maxime LEROY, *la Coutume ouvrière*, 1913, p. 699.

65. A. M. L. *12 Police politique, clubs, sociétés politiques*. Rapport du 16 mars 1866.

les vices du mouvement croyant que tout se perfectionne avec le temps et dans ses débuts l'Internationale n'eut d'autre programme économique que l'extension du mouvement coopératif tel qu'il existait déjà. D'un autre côté, les vieux militants de 1848 restaient fidèles à leur rêve de jeunesse ; ils furent sous le Second Empire les partisans les plus dévoués du mouvement coopératif. Dans les sociétés lyonnaises ils seront les seuls à vouloir insuffler au mouvement un idéal supérieur. Ils furent les initiateurs du mouvement et lui restèrent attachés jusqu'au bout. Eux aussi comme les fondateurs de l'Internationale pensaient que le mouvement coopératif serait capable d'émanciper le prolétariat.

Il fallut des raisons majeures pour faire perdre ces illusions. Ces raisons, ce sont, croyons-nous, la coquetterie des sociétés de production avec le gouvernement impérial, et surtout la faillite complète du mouvement, qui fut visible dès l'année 1867.

Le mouvement coopératif se montrait complètement indifférent à la politique. Beaucoup de membres des sociétés lyonnaises étaient des républicains ardents, mais c'étaient leurs convictions personnelles qui n'influaient nullement sur le but que ces sociétés se proposaient. En effet, pourquoi se serait-on intéressé à la forme du gouvernement, pourquoi se serait-on exposé aux rigueurs d'une administration vigilante puisqu'on croyait à la possibilité d'une « révolution économique par les moyens pacifiques du mouvement coopératif » ⁶⁶. Les sociétés coopératives étaient, d'après le Commissaire spécial, « composées des meilleurs éléments de la population ouvrière, à quelques exceptions près, dont l'influence sur l'ensemble est à peu près nulle. La plupart des ouvriers marquants qui font partie des administrations de ces sociétés appartiennent à l'opinion libérale, mais les républicains proprement dits, ceux qui n'admettent pas de transactions avec un autre principe gouvernemental que celui qu'ils professent, se tiennent à l'écart » ⁶⁷. Ces assertions, que le Commissaire spécial répète souvent dans ses rapports, sont confirmées par un indicateur particulier du Préfet, l'homme le mieux renseigné

66. A. M. L. *12 Evénements et troubles politiques*. Rapport de l'Indicateur du Préfet, 17 janvier 1867.

67. A. M. L. *12 Associations de production et de consommation, coopération*, Rapport du Commissaire spécial, 1^{er} janvier 1867.

sur les choses ouvrières à Lyon et que nous rencontrerons encore dans le prochain chapitre : Les ouvriers, dit-il, « qui appartiennent aux opinions progressistes s'occupent uniquement des associations et dans les nombreuses réunions qui ont journellement lieu, on n'entend pas un seul mot hostile aux actes du gouvernement. Les ouvriers mettent au contraire toute leur confiance en lui⁶⁸... La classe ouvrière... laisse bavarder les politiciens, et ne s'occupe que des associations ouvrières »⁶⁹.

De telles dispositions sont bien accueillies et favorisées par tout gouvernement, surtout par un gouvernement qui avait rêvé d'établir sa puissance sur les ruines de tous les partis. « J'ai déjà eu l'occasion, écrivait, en février 1864, le Procureur général, de signaler les dispositions nouvelles que montrent les classes ouvrières. Autrefois elles voulaient tout attendre du pouvoir, travail, aisance, bien-être. Elles écoutaient docilement les appels de nos téméraires réformateurs. Elles acceptaient avec une dangereuse crédulité toutes les promesses des fausses théories et des vains systèmes. Aujourd'hui le mouvement contraire est nettement dessiné. Nos ouvriers veulent améliorer leur sort par leur initiative, par leurs efforts et surtout par l'association. Une Administration intelligente doit seconder ces tendances »⁷⁰. Et, en effet, le gouvernement fit son possible pour gagner les sympathies des coopérateurs. Si sévère quand il s'agissait d'accorder l'autorisation pour quelque réunion, il ne fit à ces derniers aucune difficulté. Par exemple, les tisseurs de la grande Société se réunissaient dans leurs « séries » au moins deux fois par semaine, sans jamais

68. A. M. L. *12 Événements et troubles politiques*, 17 janvier 1867.

69. *Idem*, 22 février 1867.

70. A. N. BB³⁰379, 3 février 1864. Ce rapport du Procureur général, comme cet autre de plus vieille date encore : « Je suis heureux toutefois de signaler l'Association industrielle commerciale et de prévoyance des tisseurs. Elle compte 700 actionnaires laborieux qui comprennent les bienfaits de l'ordre. Par son règlement, les conversations politiques sont interdites et tous les affiliés des sociétés secrètes sont exclus ». (*Loc. cit.*, 30 décembre 1863). Ces deux rapports prouvent bien que ce n'est pas seulement en 1866, quand les fonctionnaires ont pris le vent [et qu'] ils savent que l'Empereur et son entourage sont favorables à l'action ouvrière dans le sens corporatif « qu'ils deviennent doux, miel et sucre » pour ces républicains qu'étaient, d'après M. GAUMONT, les coopérateurs lyonnais, mais que dès le commencement l'administration sut reconnaître le véritable caractère du mouvement (Voir GAUMONT, *Histoire générale de la coopération*, I, p. 593).

être gênés par l'Administration ⁷¹. « Les facilités que la population ouvrière trouve dans ces sociétés pour s'occuper des questions politiques n'ont présenté jusqu'à présent aucun résultat regrettable au point de vue de l'ordre public » ⁷², écrivait le commissaire spécial.

En 1865, le gouvernement, qui préparait une loi spéciale pour les sociétés coopératives ouvrières, en vue de faciliter leur constitution et leur fonctionnement, chargea la Chambre de Commerce de Lyon d'une enquête qui est un document très précieux pour l'étude du mouvement coopératif sous le Second Empire, et qui devait porter sur les trois questions principales : 1° Renseignements sur l'organisation des sociétés existantes dans le département du Rhône ; 2° Constatation des besoins auxquels ces sociétés doivent satisfaire ; 3° Indication des points de la législation actuelle qui ont pu entraver le développement des sociétés coopératives et des modifications à y apporter ⁷³. Tous les principaux meneurs du mouvement coopératif lyonnais furent appelés à déposer et le gouvernement pouvait espérer les toucher par sa sollicitude.

L'année suivante le gouvernement fit un nouveau pas dans cette voie. La situation de la plupart des sociétés de production était fort précaire. Seules les moins importantes, celles qui n'avaient aucun besoin de capitaux pour se constituer, la société des canniers, des tailleurs de pierre, avaient réussi à entrer en fonction. Les autres, les plus importantes, la société des tisseurs, celle des teinturiers, des tullistes, etc., quoique fondées depuis quelques années, restaient toujours en voie de formation » ⁷⁴. Il fallait de gros capitaux pour pouvoir braver la concurrence et l'hostilité des riches fabricants lyonnais. La terrible crise de l'année 1866 vint encore compliquer la question. Le gouvernement, profitant de la situation, offrit alors à la grande Société des tisseurs un prêt de 300.000 francs (octobre 1866) ⁷⁵. Mais la faveur impériale n'était pas gratuite. La Société s'était constituée primitivement sous forme de société

71. A. M. L. *12 Evénements et troubles politiques*. L'Indicateur du Préfet, 27 janvier 1867.

72. A. M. L. *12 Associations de production et de consommation, coopération*, Rapport du Commissaire spécial, 6 février 1867.

73. V. *Enquête de la Chambre de commerce*.

74. A. M. L. *12 Associations de production et de consommation, coopération*, Rapport du Commissaire spécial, janvier 1867.

75. V. *supra*.

en nom collectif et à responsabilité limitée ; l'emprunt ne devait être accordé que sous condition de la transformation en société anonyme, cette dernière forme permettant plus facilement « une immixtion active et presque constante de l'autorité » ⁷⁶. La proposition du gouvernement fut acceptée en une assemblée générale de la Société, à la « presque unanimité des suffrages » ⁷⁷, quoique de l'aveu même de l'assemblée, cette proposition abolissait même les maigres vestiges du véritable esprit coopératif qui subsistaient encore dans les statuts primitifs : « Il n'est donc plus question, était-il dit dans l'exposé de la situation présenté à l'assemblée, comme des personnes sont disposées à le croire, d'une association pour fabriquer en commun et vendre des tissus, mais simplement d'une association dont le but est de créer une maison faisant fabriquer et vendant ses produits, ainsi que cela se voit tous les jours » ⁷⁸. Il n'y eut que quelques vieux révolutionnaires, « quelques hommes ayant appartenu au mouvement de 1848 » qui protestèrent ⁷⁹.

Convaincus « que les travailleurs ne peuvent triompher du monopole qu'en restant libres vis-à-vis du gouvernement et vis-à-vis des détenteurs du capital » ⁸⁰, ils se séparèrent de la grande Société et décidèrent d'en fonder une autre selon leurs principes : 1° pour être sociétaire il faut être tisseur ; 2° chaque sociétaire ne devra avoir qu'une seule action ⁸¹. « Mais ils [avaient] compté sans les masses qui leur [firent] complètement défaut » ⁸². A leur réunion, au mois de janvier 1867, il n'y eut que vingt à vingt-cinq personnes. L'échec fut complet ⁸³.

76. *Le Progrès*, 5 novembre 1866. Article de FLOTARD.

77. *Le Progrès*, 15 novembre 1866.

78. *Le Progrès*, 15 novembre 1866.

79. A. M. L. *12 Associations de production et de consommation, coopération*, Rapport du Commissaire spécial, janvier 1867.

80. *Id.*, *ibid.*

81. V. *le Progrès*, 27 janvier 1867.

82. A. M. L. *12 Evénements et troubles politiques*, l'Indicateur du Préfet, 27 janvier 1867.

83. V. *id.*, *ibid.* ; *le Progrès*, 17 janvier 1867. Les républicains du *Progrès* accueillirent de fort mauvaise grâce ce succès du gouvernement. « Puisque les délégués des ouvriers tisseurs, au nom de leurs mandants, écrivait le rédacteur NOËLLAT, se déclarent satisfaits des mesures annoncées dans la lettre de M. le Ministre de l'Intérieur, nous aurions certainement mauvaise grâce à nous montrer plus difficiles que les intéressés ». (*Le Progrès*, 29 octobre 1866).

Après la Société des tisseurs ce fut le tour de la Société des tullistes, de celle des châliers, des teinturiers, de réclamer la subvention du gouvernement et de l'obtenir, toujours dans les mêmes conditions. Leurs associations devinrent aussi de simples maisons « faisant fabriquer et vendant ses produits ainsi que cela se voit tous les jours ». Il ne subsiste plus rien de leur indépendance ni de leur caractère coopératif.

On peut se demander si cette politique du gouvernement était sage. N'aurait-il pas mieux valu laisser plus de liberté à un mouvement qui s'annonçait complètement inoffensif, et ne pas le compromettre ainsi ? Mais il ne paraît pas que le gouvernement impérial ait eu dans les questions sociales un programme à longues vues. La bonne volonté qu'avaient peut-être, en haut, l'Empereur et une partie de son entourage se brisait en bas à l'incompréhension et à la malveillance des hauts fonctionnaires, à en juger par ce rapport du Procureur général : « Les ouvriers, dit-il, s'organisent et se préparent aux luttes pacifiques de la concurrence. Leurs espérances seront peut-être renversées par la réalité : n'importe ; il est bon que les essais soient suivis et que le gouvernement leur vienne en aide dans une certaine mesure »⁸⁴. Ce haut fonctionnaire, qui partageait les sentiments d'hostilité et de crainte de la grosse bourgeoisie lyonnaise à l'égard des sociétés ouvrières de production, se demandait-il ce qui arrivera le lendemain ?

Cette abdication idéologique du mouvement coopératif lyonnais, de la coopération de production surtout, détourna de lui tous les républicains, et ils étaient toujours l'énorme majorité dans la population ouvrière lyonnaise, tous les socialistes, tous les coopérateurs sincères. Un partisan convaincu de la coopération, le lithographe Aimé Grinand, s'exprimait ainsi au sujet des sociétés de production, au Congrès de l'Internationale à Bruxelles : « Tirer sur le marché tous les bénéfices que les transactions donnent aux capitalistes, il n'y a là rien qui distingue l'association de petits capitaux ouvriers de celle des entrepreneurs, directeurs et escamoteurs d'entreprises actuelles »⁸⁵.

La faillite matérielle qui vint s'ajouter à la faillite morale finit par discréditer complètement tout le mouvement. A part

84. A. N. BB³⁰379, 28 mars 1867.

85. Cité par Louis BERTRAND, *Histoire de la coopération en Belgique*, Bruxelles, 1902, p. 377.

quelques sociétés de moindre importance, comme celles des ébénistes ou des typographes, lesquelles, ne gênant pas trop ne furent point gênées, et purent évoluer librement, c'est-à-dire se transformer au bout d'un laps de temps plus ou moins court, en simples entreprises bourgeoises, les autres, les grandes sociétés des tisseurs, des tullistes, des châliers ne purent point se développer. Les gros fabricants, qui accueillirent favorablement la coopération de consommation ne cachaient pas leur hostilité à la coopération de production⁸⁶. Ils virent de fort mauvais œil les avances que faisait le gouvernement aux sociétés lyonnaises⁸⁷ et firent leur possible pour les étouffer en germe. Déjà en novembre 1866, alors que ces sociétés n'étaient pas encore constituées, le Commissaire spécial parle des obstacles qu'elles rencontraient de la part des fabricants⁸⁸. Malgré la subvention du gouvernement elles dépérissaient. Celle des teinturiers ne paraît jamais avoir fonctionné, celle des châliers aussi. Les sociétés des tullistes et des tisseurs traînèrent quelques années une vie misérable, puis furent dissoutes. En juin 1867, le commissaire spécial écrit : « Les tulles se maintiennent dans une bonne situation, mais les gros fabricants absorbent de plus en plus les affaires au préjudice des chefs d'ateliers, auxquels grâce à une sorte de monopole, ou par suite d'une résolution concentrée, ils imposent des réductions continuelles sur le prix des façons. On pense que les fabricants ont en vue de placer ainsi les chefs d'atelier dans l'impossibilité de concourir à la formation de la société coopérative des tullistes »⁸⁹. En décembre 1868, cette même société n'avait que 5 à 6 métiers battants⁹⁰, en 1869, pendant que la Fabrique est en pleine activité, la Société, dans l'impossibilité de trouver d'écoulement à ses marchandises, est à la veille de sa liquidation⁹¹.

A l'hostilité des fabricants s'étaient venues joindre, pour accélérer la décadence, les dissensions intestines. Dans la

86. V. *Enquête de la Chambre de commerce*.

87. Voir A. N. *F¹cIII Rhône 10*, Rapport du Préfet au Ministre de l'Intérieur, 18 octobre 1866.

88. Voir A. M. L. *I² Corporation, grèves, coalitions, compagnonnage*, décembre 1866.

89. A. M. L. *I² Corporation, grèves, coalitions, compagnonnage*, juin 1867.

90. *Id.*, *ibid.*, décembre 1868.

91. *Id.*, *ibid.*, décembre 1869 et mars 1870.

grande Société des tisseurs, par exemple, les associés étaient divisés en partisans et adversaires du président Monet, et tant que la société exista la grande question ce furent les élections des administrateurs⁹². Dans les associations de production, comme dans celles de consommation, les gérants ne voient souvent « qu'une question d'intérêt personnel »⁹³. C'est la cause de la dissolution de la société des tailleurs d'habits. Partout les administrateurs sont « partisans de gros traitements »⁹⁴ ; Fontaine, directeur de la Société des tullistes, reçoit en 1867, en pleine crise, 3.500 francs par an⁹⁵.

Quand, à la réunion de l'Internationale, le 13 mars 1870, à Lyon, on lut l'Adresse des Belges, qui concluait à l'inefficacité du mouvement coopératif⁹⁶, personne, parmi les nombreux représentants du mouvement, qui assistaient à la réunion, ne se leva pour protester. L'indicateur du Préfet notait déjà en octobre 1867 : « Une partie des Apôtres de la révolution économique par le moyen pacifique du mouvement coopératif s'accordent à dire qu'il n'y a plus rien à espérer dans ce dernier sens et qu'il n'y a plus qu'une révolution violente qui puisse faire sortir la France de la situation où elle se trouve »⁹⁷.

92. A. M. L. *12 Evénements et troubles politiques*, l'Indicateur du Préfet, 22 avril 1867.

93. A. M. L. *12 Corporations, grèves, coalitions, compagnonnage*, Rapport du Commissaire spécial, fin 1867.

94. A. M. L. *12 Evénements et troubles politiques*, l'Indicateur du Préfet, 18 juin 1867.

95. *Id.*, *ibid.*, 4 juin 1867.

96. V. dans *l'Internationale*, 27 mars 1870, *l'Adresse des travailleurs belges aux délégués des travailleurs français réunis à Lyon, le 13 mars 1870*.

97. A. M. L. *Loc. cit.*, l'Indicateur du Préfet, 2 octobre 1867.

CHAPITRE VI

Les débuts de l'Internationale à Lyon

- I. *La naissance de l'Internationale (28 septembre 1864).*
- II. *Formation de la section lyonnaise. Les différents groupes de la section. Albert Richard,*
- III. *Le Congrès de Genève et la section lyonnaise. La décomposition de la section.*
- IV. *Le « manifeste » des internationalistes lyonnais. L'organisation de la section.*
- V. *La section et le mouvement coopératif. La section et les partis politiques.*
- VI. *Les dissensions intestines.*

I

L'idée d'une association ouvrière internationale est vieille comme le socialisme lui-même. Le caractère essentiel de celui-ci n'est-il pas « de vouloir émanciper l'humanité entière » ¹, et ses systèmes prétendent être applicables pour tous les pays. Cependant les essais faits avant 1862 pour réaliser une semblable association restèrent infructueux ².

Avec le développement prodigieux des moyens de communication dans la première décade de la seconde moitié du XIX^e siècle, les rapports entre les nations se multiplièrent, les

1. G. WEILL, *Histoire du mouvement social en France*, 3^e éd., p. 97.

2. Sur les précurseurs de l'Internationale, voir PUECH, *le Proudhonisme dans l'Association internationale des travailleurs*, p. 43, sqq., et, surtout, A. ROTHSTEIN, *Une époque du mouvement ouvrier anglais*, p.131, sqq.

manifestations internationales devinrent fréquentes : réunions et congrès de philanthropes, de savants, d'étudiants, d'hommes politiques et autres. En 1860, le premier traité de commerce fut signé, consacrant le principe du libre échange; « les industriels français, mécontents de ce changement, soutinrent que la concurrence extérieure les obligerait à réduire les salaires; d'où l'idée chez quelques ouvriers de s'entendre avec leurs camarades étrangers pour prévenir cette baisse »³. L'interdépendance économique des peuples civilisés devenait chaque jour plus étroite, et la crise économique, provoquée par une guerre dans la lointaine Amérique la rendit sensible aux plus indifférents des travailleurs. Les tisseurs lyonnais en souffraient peut-être plus que tous les autres.

Aussi, n'est-il pas étonnant que la première proposition pratique d'organiser une association internationale des travailleurs vint des ouvriers lyonnais. Les ouvriers anglais avaient offert aux délégués ouvriers français à l'Exposition universelle de Londres, le 5 août 1862, « une magnifique fête » à la Free Mason's Tavern. « Au meeting qui suivit la fête, raconte dans *le Progrès* l'interprète de la délégation lyonnaise, Melleville Glower⁴, assistaient environ trente-cinq délégués lyonnais, ainsi que M. Tolain, président de la commission ouvrière de Paris, et un certain nombre de délégués de cette ville ». Le président de la délégation lyonnaise, M. Richard⁵, prononça un discours que Melleville Glower traduisit⁶ : Après avoir rendu hommage au suffrage universel et fait entrevoir l'ère nouvelle qui allait s'ouvrir toute de justice et de paix sociale, il exprima, au nom des ouvriers français, « leur ardent désir de rester unis avec leurs frères d'Angleterre et des autres nations ». « Courage, camarades, ne nous laissons pas arrêter dans notre route, car l'avenir nous appartient... notre destinée dépend de nous; secouons l'apathie qui, jusqu'à ce moment, a entravé notre volonté!... Quand nous sommes venus ici, nous n'étions pas sans être

3. G. WEILL, *op. cit.*, p. 98 ; *Ouvriers tullistes à M. le Président de la Chambre de Commerce de Lyon*, juin 1865.

4. *Le Progrès*, 5 octobre 1864.

5. Il ne faut pas le confondre avec le futur membre de la Section lyonnaise de l'Internationale, Albert Richard, ni avec son père.

6. Ce discours fut publié dans *le Temps*, 8 août 1862, et reproduit par PUECH, *op. cit.*, p. 39-41. Nous le citons d'après ce dernier.

imbus de quelques préjugés... et, malgré tout ce que nous savions de la largesse de vos vues, nous devons avouer que nous craignons d'être victimes de l'influence de la nationalité et de rencontrer une froide réception. Grâce à Dieu! vos craintes étaient vaines... vous comprenez aussi bien que nous que tous les ouvriers sont frères et que trop d'intérêts les invitent à être unis pour qu'ils ne le soient pas. Si nos langages sont différents, n'expriment-ils pas les mêmes idées? Arrière donc toutes ces haines entre les nations. Les ouvriers de toutes les nations doivent marcher la main dans la main, cœur contre cœur, pour conquérir leur liberté par une sainte union d'efforts... Nous pouvons maintenant espérer un monde inspiré par une nouvelle foi, un monde dont le mobile sera ces trois mots, ces trois manifestations d'un seul et même principe: justice, solidarité et amour... ». A la fin du discours, Melleville Glower proposa de passer de suite aux moyens de réalisation, et de créer des comités ouvriers de correspondance internationale « pour l'échange de correspondance sur les questions d'industrie internationale ».

« Toute l'Internationale est virtuellement contenue dans cette proposition qui eut le plus grand succès » dit M. Puech ⁷.

Pour le moment il ne fut donné aucune suite aux propositions des Lyonnais. Cependant l'idée faisait son chemin. Quelques délégués français, restés à Londres, entretenaient par leur correspondance les relations entre les ouvriers des deux nations; de nouvelles démarches furent faites en 1863 et 1864, de nouvelles rencontres eurent lieu. Enfin le meeting de Saint Martin's Hall, le 28 septembre 1864, auquel assistèrent les ouvriers parisiens Tolain, Perrachon, Limousin, jeta les bases de l'Association internationale des travailleurs. Les considérants du « pacte inaugural », inspiré par Marx, sont célèbres encore aujourd'hui:

« Considérant que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes...

« Que l'assujétissement économique du travailleur aux détenteurs des moyens du travail, c'est-à-dire des sources de la vie, est la cause première de sa servitude politique, morale et matérielle;

« Que l'émancipation économique des travailleurs est par

⁷. *Op. cit.*, p. 41.

conséquent le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen;

« Que tous les efforts faits jusqu'ici ont échoué faute de solidarité entre les ouvriers des diverses professions dans chaque pays, et d'une union fraternelle entre les travailleurs des diverses contrées;

« Que l'émancipation du travail, n'étant un problème ni local, ni national, mais social, embrasse tous les pays dans lesquels la vie moderne existe, et nécessite pour leur solution leur concours théorique et pratique...

« Par ces raisons:

« Les soussignés, membres du conseil élu par l'Assemblée tenue le 28 septembre 1864 à Saint-Martin's Hal, à Londres, ont pris les mesures nécessaires pour fonder l'*Association internationale des travailleurs*. Ils déclarent que cette Association internationale, ainsi que toutes les sociétés ou individus y adhérant, reconnaîtront comme devant être la base de leur conduite envers tous les hommes, la Vérité, la Morale, la Justice, sans distinction de couleur, de croyance ou de nationalité » ⁸.

II

Quand on apprit à Lyon la décision prise à la réunion de Saint-Martin's Hall ⁹, les anciens délégués ouvriers à l'Exposition universelle de Londres se sentirent un peu froissés dans leur amour-propre qu'une résolution de telle importance fut prise sans leur concours. Ils s'empressèrent de revendiquer pour eux l'initiative du projet. Melleville Glower écrivit au *Progrès* que déjà en 1862, à la Free Mason's Tavern, il avait proposé, « en qualité d'interprète des délégations lyonnaises..., la formation d'une commission analogue à celle qui vient de se constituer, et malgré les applaudissements chaleureux qui accueillirent ma proposition et les efforts que je fis pour lui donner un résultat immédiat, des raisons spéciales et même spécieuses fi-

8. V.-I. GUILLAUME, *l'Internationale*, I, p. 11 sqq.

9. Le *Progrès* publia, dès le 2 octobre, un article sur cette réunion et reproduisit, le 3 octobre, la lettre de Tolain à l'*Opinion Nationale*.

rent échouer le projet. Je revendique donc pour les Lyonnais la première initiative du plan qui vient enfin d'être mis en exécution » ¹⁰...

Cependant les ouvriers lyonnais ne voulaient pas « rester les derniers à former leur comité de correspondance » ¹¹. Quelques anciens délégués, parmi lesquels Monet, le président de la grande Société des tisseurs; Bergeron, un chef d'atelier qui avait séjourné aux Etats-Unis et parlait couramment l'anglais, et le coutelier Chupin ¹², « convoquèrent les coopérateurs influents pour constituer un comité de correspondance... D'un autre côté, un certain nombre d'hommes beaucoup plus politiques que socialistes en firent autant » ¹³.

Entre ces deux groupes, l'un composé de représentants éminents du mouvement coopératif lyonnais, d'anciens délégués à l'Exposition de Londres, aux tendances impérialistes ¹⁴, l'autre d'anciens révolutionnaires de 1848, d'anciens condamnés politiques aux traditions jacobines et blanquistes, le conflit était inévitable. Aux réunions pour le choix d'un correspondant et des chefs de groupes « il s'établit des rivalités qui empêchèrent toute entente ». Comme les fondateurs de l'Internationale à Paris, la fraction des anciens délégués lyonnais « fut accusée d'avoir des accointances avec le Palais Royal, la Chambre de Commerce et même avec l'autorité supérieure » et de n'offrir « aucun caractère d'indépendance » ¹⁵. Sans insister, ceux-ci se retirèrent et, parmi les fondateurs de l'Internationale à Lyon, ne figure aucun des anciens délégués à l'Exposition de Londres. Seul « le parti révolutionnaire » forma une section. Il choisit pour correspondant un mécanicien habitant la Guillotière, Schettel, « non pas à cause de ses capacités qui sont nulles, mais parce qu'il avait figuré dans les troubles politiques, avait été réfugié à Genève et figuré parmi les derniers candidats de la démocratie au conseil d'arrondissement. A la suite de cette nomination, on écrivit à Londres

10. *Le Progrès*, 5 octobre 1864.

11. *Ibid.*, 5 octobre 1864.

12. A. M. L., *12 Police politique, clubs soc. politiques*. Rapports sur les membres de la Section lyonnaise, 1870.

13. A. M. L. *Loc. cit.* Rapport du Commissaire spécial sur l'Internationale, probablement du commencement de l'année 1870.

14. *V. supra*.

15. A. M. L., *Loc. cit.* Rapport du Commissaire spécial, 1870.

pour annoncer au comité que les formalités étaient remplies et qu'il ne devait avoir confiance qu'à celui qu'ils appelaient l'élu de la démocratie lyonnaise et qui n'était au fond que l'élu d'une vingtaine d'individus. Le comité de Londres leur envoya environ 500 cartes d'adhérents, qu'ils se partagèrent, distribuèrent au hasard et dont quelques-uns n'ont jamais rendu compte » ¹⁶

Ces révolutionnaires ¹⁷ qui, après le retrait des anciens délégués, formèrent la section lyonnaise, appartenaient pour la plupart au groupe d'anciens candidats ouvriers aux tendances révolutionnaires pour les élections au conseil d'arrondissement en 1863. Le correspondant Schettel et le navetier Comte furent candidats; d'autres, comme le tisseur Maire et l'ancien cordonnier, alors teneur de livres, Chapitet, furent membres des comités électoraux de ces candidats. Mais ils n'avaient avec les candidats ouvriers parisiens que la candidature de commun : autant celle des Parisiens était « apolitique », conçue dans un but purement social, indifférente à la forme du gouvernement, autant nos Lyonnais ne concevaient la candidature ouvrière et même l'Association Internationale que comme un moyen de hâter la révolution politique. Ils avaient « au plus haut degré les instincts et les habitudes historiques du jacobinisme » ¹⁸, et les blanquistes qui attaquèrent si violemment les anciens candidats ouvriers parisiens devenus promoteurs de l'Internationale auraient certainement applaudi aux propos des Lyonnais. Presque tous avaient pris une part très active aux combats de 1848 — l'un d'eux, Blanc père, était même un vieux combattant des insurrections de 1831 et 34 —, tous figuraient dans les dossiers de la police comme « démagogues très dangereux », comme anciens condamnés politiques, et se feront une joie d'accueillir dans la Section des anciens affiliés aux sociétés secrètes comme le menuisier Sieux et le mécani-

16. *Id.*, *ibid.*

17. Sur les membres de la Section lyonnaise de l'Internationale voir un long rapport très documenté du Commissaire spécial, écrit au commencement de 1870 ; le rapport du Préfet du Rhône au Ministre de l'Intérieur, 1870. Les deux rapports se trouvent dans A. M. L., *12 Police politique, clubs, sociétés politiques*. Quelques détails très intéressants dans les rapports de l'Indicateur du Préfet de 1867 ; dans A. RICHARD, *les Débuts du parti socialiste en France*, dans la *Revue politique et parlementaire*, janvier 1897.

18. A. RICHARD, *les Débuts.....*, *loc. cit.*, p. 70.

cien Sipel « ancien carbonaro, chef de vente »¹⁹, ou un ex-transporté en Afrique, le tisseur Clément.

Ils fondèrent la section lyonnaise pour les mêmes motifs qui leur firent poser les candidatures ouvrières, moins comme une manifestation du socialisme naissant que comme une réaction contre le républicanisme trop relâché des libéraux. La plupart seront plus tard des membres très actifs des comités radicaux, délaisseront l'Internationale pour ce parti et seront condamnés par le Comité de Londres.

Il se faufila dans ce groupe bruyant quelques personnages d'une moralité bien douteuse, comme ce moulinier Faure, qui dut se réfugier à Zurich « à la suite de diverses escroqueries »²⁰, ou le rentier Monier qui « passait pour un usurier »²¹ et prêtait à la petite semaine. Même le correspondant Schettel nous est présenté par tous les rapports de la police comme « un des hommes les plus véreux de la démocratie lyonnaise, ses opinions lui servent de manteau pour se livrer à une foule d'escroqueries »²², « un homme très immoral contre lequel planent de nombreuses accusations d'indélicatesse »²³.

A côté de ce groupe tapageur et équivoque quelques hommes, peu nombreux, tenteront de convertir la section lyonnaise aux idées proudhoniennes, chères à la section parisienne. A leur tête, le tisseur J. M. Gauthier, très estimé dans la démocratie lyonnaise, secrétaire de la Société des tisseurs, président de la délégation ouvrière lyonnaise à l'Exposition universelle de Paris en 1867. A. Richard nous le présente comme « un homme d'une grande intelligence qui parlait et écrivait bien. Il était alors, dit-il, le seul à Lyon qui fut socialiste en pleine connaissance de cause ». Très instruit et bon parleur « au point que dans un milieu de politiciens bourgeois, médecins, avocats, journalistes, il soutenait ses idées avec tant de calme et

19. A. M. L., *I² Police politique, clubs, sociétés politiques*. Rapports sur les membres de l'Internationale, 1870 ; v. aussi *I² Ev. et Tr. politiques*, Indicateur du Préfet, 27 mai 1867.

20. A. M. L., *loc. cit.* Rapp. du comm. de police sur l'Internationale, 1870.

21. *Id., ib.*, v. aussi J. VERMOREL, article sur l'Internationale dans la *Revue du Lyonnais*, 1922.

22. A. M. L., *I² Ev. et Tr. politiques*. Rapport de l'Indicateur du Préfet, 7 janvier 1867.

23. *I² P. politique, clubs, soc. politiques*. Rapp. sur les membres de l'Internationale.

de raison qu'il en imposait à tout le monde..., il possédait son Proudhon sur le bout du doigt »²⁴. A côté de lui deux figures honnêtes et vieillottes: le navetier Durand, « un humanitaire poussé vers le socialisme par son caractère et sa manière de sentir »²⁵, connaissant peu les théories socialistes contemporaines, mais « ayant beaucoup lu et médité les ouvrages de philosophie et d'histoire »²⁶; le père Richard, contre-maître chez le teinturier Gillet, « un démocrate socialiste appartenant à l'école de Pierre Leroux, capacité médiocre, affectant un langage philosophique puisé dans les doctrines humanitaires et jouissant d'une grande réputation de probité parmi les démocrates »²⁷. Tous les trois assez prétentieux, amateurs de l'emphatique éloquence à la mode dans la première moitié du siècle.

Ce petit groupe de théoriciens graves n'avait qu'une tare: son chef et son inspirateur, le tisseur Gauthier, n'était qu'un simple mouchard de la Préfecture, payé 100 francs par mois²⁸.

Au printemps de 1866, la section reçut deux nouveaux membres, Albert Richard, fils du précédent, et le tailleur Palix. Palix était « un homme d'âge, au visage ascétique qu'encadrait une barbe noire, à la parole grave et lente »²⁹, esprit enthousiaste et romanesque, épris de grandes choses. Il disait: « Pour moi, l'inertie, c'est la mort, et toutes les fois que vous me parlerez de quelque chose de radical et de terrible, vous trouverez toujours chez moi quelque chose en ébullition »³⁰. Type de vieux révolutionnaire, mystique, sincère et grandiloquent³¹, il

24. A. RICHARD, *les Débuts*..., *loc. cit.*, p. 68.

25. *Id.*, *ibid.*, p. 70.

26. *Id.*, *ibid.*, p. 70.

27. A. M. L., *12 Evénements et troubles politiques*, rapport de l'indicateur du Préfet, 7 mars 1867.

28. A. M. L., *12 loc. cit.* « Etat de sommes remises aux agents pendant le mois d'avril 1867. » Le nom de Gauthier, qui se retira d'ailleurs de l'Internationale à la fin de l'année 1867, ne figure pas sur la liste des mouchards de la police publiée après le 4 septembre 1870, parce que Gauthier ne relevait pas de la police officielle, mais de cet indicateur particulier du Préfet, dont nous avons déjà parlé dans le chapitre précédent.

29. J. GUILLAUME, *op. cit.*, I, p. 244.

30. A. M. L. *12 Dossier Richard*. Lettre de Palix à Richard.

31. A. M. L. *12 Loc. cit.* Lettre de Palix à Richard, juillet 1869, pour lui dire que les ovalistes en grève se plaignent de ne pas être secourues par la section lyonnaise: « Comme autrefois les Hébreux au milieu du désert murmuraient contre leur libérateur Moïse, les femmes auxquel-

aurait fait partie du groupe Gauthier si son tempérament ne l'avait pas attaché au jeune Albert Richard.

Celui-ci est la figure centrale dans l'histoire de la Section lyonnaise, un des chefs de l'Internationale française sous le Second Empire. Né à Tours (Indre-et-Loire), en 1845, il vint très jeune à Lyon avec sa famille. Son instruction est celle d'un fils de chef d'atelier aisé ; après l'école des Frères des Ecoles chrétiennes il passa par la vieille école professionnelle lyonnaise, la Martinière. Par l'entourage de son père, vieux socialiste, admirateur de Pierre Leroux, il fut de bonne heure initié aux systèmes socialistes à la vogue chez les ouvriers lyonnais à cette époque. Comme tous les jeunes des années 1860-1870, il est imbu de principes proudhoniens. C'est un autodidacte assez cultivé, beau parleur, ayant des prétentions à devenir homme de lettres. En 1864, à 19 ans, il avait déjà publié un petit volume de mauvais vers, intitulé *Essais poétiques en différents genres avec une ode à la Pologne*, avec lequel il voulait se présenter « au temple gigantesque de la Gloire ». En 1867, il fit paraître un autre opuscule, *le Socialisme*.

Cette culture, assez prétentieuse, élevait Richard très haut au-dessus de ses co-militants lyonnais. Elle lui valut beaucoup d'ennemis. Un Schettel, par exemple, ne pardonnera jamais à ce jeune homme si instruit d'usurper la place de chef qu'il croyait lui être due par ses titres de vieux militant. Il le poursuivra jusqu'au bout de sa haine implacable. L'homme se prêtait d'ailleurs à l'attaque. Il avait, avec les prétentions, la vanité et la susceptibilité d'hommes de lettres. Il se croyait un grand homme appelé à révolutionner le monde. Devenu ami du célèbre anarchiste russe, Bakounine, il disait : « La Révolution se fera par l'union de sa force avec la mienne ; son vaste cerveau mongol est capable de soulever l'Europe orientale en même temps qu'à ma voix l'Europe occidentale se lèvera pour marcher au combat »³². Il souffrait beaucoup de sa position subalterne dans la société et le disait ouvertement : « moi, par exemple, qui n'ai jamais accepté la situation inférieure que me fait la société actuelle, je sens que je ne l'accepterai jamais. Je me ferai plutôt écarteler parce que l'écartèlement me ferait moins souffrir qu'une pareille dégra-

les nous nous intéressons, commencent à languir de voir la terre promise, c'est-à-dire les secours que nous leur avons fait espérer ».

32. J. GUILLAUME, *l'Internationale*, II, p. 68.

dation »³³. Imbu de cette conviction de sa haute valeur, il ne voulut jamais accepter un travail manuel, malgré sa pauvreté extrême qui l'obligeait à emprunter chez des ouvriers des sommes très modiques qu'il avait, après, toutes les peines du monde à rendre³⁴, qui l'humiliait à accepter de ses amis l'argent pour la correspondance³⁵. Quand, misérable, poursuivi par toute la meute de ses ennemis, à bout de courage, son ami Malon l'appellera, en 1869, à Paris, lui promettant un rôle brillant³⁶, il refusera malgré tout l'attrait que sur cette âme ambitieuse devait exercer la capitale et l'on ne peut s'empêcher de penser que ce fût par aversion pour le travail manuel qu'il aurait été obligé d'y accepter.

C'est, croyons-nous, pour obtenir une situation digne de son mérite, que cet anarchiste, ami de Bakinnine, offrit, plus tard, à Napoléon III exilé, dans une brochure composée avec son ami Gaspard Blanc et dont l'ex-empereur paya, semble-t-il, les frais d'impression, de devenir le souverain démocrate des paysans et ouvriers³⁷. Pour la même raison, il entrera en relations épistolaires avec les personnages les plus notoires du parti boulangiste, avec Edouard Drumont, etc.³⁸. Mais, c'était, malgré toutes ses qualités incontestables, un personnage fort brouillon : il ne réussit nulle part et mourut pauvre et socialiste.

Richard joua un rôle de premier plan dans l'Internationale sous le Second Empire. Actif, remuant, partout présent, insinuant, c'était le seul homme de valeur dans la Section lyonnaise. Malgré le peu de sympathie qu'il inspirait, on ne put s'en passer. C'est lui qui organisa tout, les autres n'étaient à côté de lui que des marionnettes. Parmi les chefs de l'Internatio-

33. A. M. L., *I² Dossier Richard*. Défense écrite par Richard lors de son arrestation en avril 1870. Il avait encore écrit : « Je suis disposé à... travailler, à une condition : c'est que je n'y occupe pas une position subalterne ». Lors de la guerre franco-allemande il ne voudra servir sa patrie que — comme consul dans le Levant ou comme officier. (Voir J. VERMOREL, *les Travailleurs lyonnais et l'Internationale dans les Questions pratiques, droit ouvrier*, août-septembre 1926).

34. V. A. M. L., *I² Dossier Richard*. Lettres des membres de la Section de Neuville à Richard.

35. *Ibid.* Lettre de Bastelica à Richard, 27 octobre 1869.

36. *Ibid.* Lettre de Malon à Richard, 1869.

37. V. A. RICHARD et G. BLANC, *l'Empire et la France nouvelle*.

38. V. A. M. L., *I² Dossier Richard*. La correspondance de Richard après 1871.

nale française il faisait grande figure. Sa facilité d'écrire ³⁹, son audace, qui lui permettaient de traiter en arbitre toutes les grandes questions, son penchant à la dissertation sur des thèmes abstraits imposaient à ses camarades de Paris et de province, tous forts respectueux devant la « science ». Son œuvre personnelle à Lyon, en 1869-1870, leur semblait grande. Tous voyaient en lui le futur grand homme de la république sociale. « Il y a dans les Révolutions de fortes et séduisantes figures comme les Vergniaud, les Saint-Just ou les Chaumette, il y a de sombres lutteurs aussi peu brillants que résolus, tu seras des premiers, je serai des derniers » ⁴⁰, lui écrivait Benoît Malon, l'un des chefs de la Section parisienne.

III

Jusqu'au printemps de 1866, la nouvelle section ne donna pas signe de vie ⁴¹, et ce n'est que l'approche du congrès de Genève qui la réveilla. Les meneurs ayant tous « l'espoir d'être envoyés en délégation » se mirent en quête d'adhérents qui devaient les élire. Comme ceux-ci « ne s'empressaient pas beaucoup d'y entrer » Schettel s'avisa d'employer pour les attirer un moyen de réclame assez ingénieux, sinon très honnête: Il délivrait aux nouveaux sociétaires des cartes portant comme numéros d'ordre des chiffres allant de 15 à 1.600, laissant « entendre que ces chiffres indiquaient le nombre des adhérents lyonnais. Quand il a fallu rendre compte des sommes par lui perçues, tout a changé et il s'est trouvé que Lyon comptait à peine 150 à 200 adhérents » ⁴². La confusion était telle qu'on ne sut jamais au juste le nombre d'adhérents.

Puis, le 6 avril, Schettel écrivit au Préfet pour lui demander l'autorisation de convoquer une assemblée générale qui devait

39. Il écrivait de nombreux articles dans presque tous les journaux socialistes de langue française, dans les journaux de l'extrême gauche démocratique et anticléricale.

40. A. M. L., *I² Dossier Richard*. Lettre de Malon à Richard, fin 1869.

41. Ou, du moins, nous n'avons rien trouvé ni dans les rapports de police, ni dans les journaux locaux.

42. A. M. L., *I² Police politique, clubs, sociétés politiques*. Rapport du Commissaire spécial, 16 mars 1866.

désigner les délégués au congrès de Genève. Dans la lettre, il expose le but de la société, qui est de rechercher les causes et les remèdes à apporter au malaise des travailleurs. « A l'exemple de toutes les sociétés savantes, des sociétés d'agriculture, des sociétés des beaux-arts, etc., ayant chacune un but spécial, la société internationale, avec ses membres répandus dans toutes les villes de France, vont (sic) étudier les problèmes économiques qui peuvent assurer l'avenir du peuple ». Mais « elle s'engage à laisser la politique de côté »⁴³. Le préfet accorda l'autorisation mais écrivit au ministre de l'intérieur en lui communiquant la lettre de Schettel: « Le sieur Schettel professe des opinions très avancées. La société dont il est le correspondant m'a souvent été signalée comme ne s'occupant pas exclusivement des questions sociales »⁴⁴.

Cette élection des délégués fut le commencement d'une série de rivalités et de discordes intestines qui ravageront sous le Second Empire la Section lyonnaise. L'ambitieux Richard, déçu de ne pas être élu, écrira plus tard que la « réunion écarta avec un soin jaloux tous les hommes capables et choisit quatre délégués peu instruits, peu intelligents, complètement inaptes à remplir leur mandat ».

Le dépit lui faisait oublier tout respect filial: l'un des quatre délégués était son père⁴⁵.

Le premier congrès de l'Internationale tenu à Genève, en septembre 1866, devait doter la nouvelle association d'un programme. Les délégués parisiens avaient apporté un *Mémoire* très remarquable, d'une logique serrée, présentant un système socialiste complet, inspiré de Proudhon.

D'après les auteurs du *Mémoire*, l'Association internationale des travailleurs est conçue comme un instrument d'éducation de la classe ouvrière, pour la rendre « digne » de l'émancipation et non comme une arme de combat contre la bourgeoisie ou le gouvernement. « C'est une société d'études et non une

43. A. M. L., *I² Police politique, clubs, soc. politiques*. Lettre de Schettel, 6 avril 1866.

44. A. M. L., *I² Loc. cit.* Lettre du Préfet au Ministre de l'Intérieur, 16 avril 1866.

45. Les trois autres étaient: le correspondant Schettel, le chef d'atelier Secrétaire, « démagogue des plus enragés » (*I² P. politique, clubs, sociétés politiques*, rapport sur les membres de l'Internationale) et un certain Louis Baudrand (V. *le Progrès* du 28 février 1867). O Testut (*L'Internationale*, 1871, p. 125), nomme à sa place le cordonnier Baudy, trompé peut-être par la ressemblance vague des deux noms.

nouvelle Charbonnerie » disait un membre de la Section parisienne. L'instruction gratuite et obligatoire n'est pas recommandable, il faut que le père garde ses droits; la femme, qui ne doit pas travailler à l'atelier, donnera l'instruction à ses enfants. La grève est sévèrement condamnée ainsi que toute organisation syndicale. La seule bonne association pour les ouvriers c'est l'association coopérative; l'Internationale doit tendre tous ses efforts à propager le mouvement coopératif; elle ne doit aucunement s'occuper de politique.

Les délégués lyonnais avaient, eux aussi, apporté des propositions, mais, après avoir entendu le Mémoire des Parisiens, ils déclarèrent s'y rallier et retirèrent leur manuscrit ⁴⁶. Toutefois, ce que nous savons de leurs convictions et de leur activité ultérieure fait douter de leur sincérité. Seul le père Richard pouvait affirmer de cœur l'esprit du Mémoire et il est probable que les autres furent dans leur for intérieur du côté de la jeunesse blanquiste qui dénonça bruyamment, dans le congrès même, le républicanisme tiède de ses auteurs, les accusant d'être des agents bonapartistes ⁴⁷, et qu'ils n'adhérèrent au Mémoire que contraints par la logique serrée de celui-ci, n'étant point en état de lui contredire.

Ce mémoire fut l'objet de vives critiques de la part des démocrates lyonnais. Révolutionnaire par sa tendance à séparer la classe ouvrière de la bourgeoisie et à l'organiser à part, posant ainsi les premiers fondements de ce qui sera plus tard le mouvement syndicaliste, il était trop « apolitique » pour plaire aux révolutionnaires, nourris de traditions de l'année 1848. Ces hommes, qui ne voyaient dans l'Internationale « qu'un moyen de lancer à l'assaut de l'Empire détesté une nouvelle force » ⁴⁸, furent déçus par le manifeste du congrès. Convaincus « qu'il faut avant tout une révolution politique, (ils) reprochent à ce manifeste de s'être étendu trop longuement sur les questions économiques, et trouvent tout à fait mauvais le blâme que les signataires se permettent d'infliger aux hommes qui s'occupent de politique » ⁴⁹. Quelques membres de la Section lyonnaise essayèrent, mais en vain, de défendre l'œuvre

46. PUECH, *op. cit.*, p. 133.

47. PUECH, *op. cit.*, p. 86 sqq. — A. THOMAS, *op. cit.*, p. 284 sqq.

48. A. RICHARD, *les Débuts....*, (*Loc. cit.*, p. 67-68).

49. A. M. L. *I' Ev. et Troubles politiques*. Rapport de l'Indicateur du Préfet, 22 février 1867.

du congrès ; les économistes et les politiciens libéraux avaient trop beau jeu auprès des mécontents ⁵⁰. Les économistes libéraux dont la science était alors acceptée par tout le monde — Proudhon lui-même admettait comme indiscutables les principaux dogmes de l'économie libérale — taxèrent, tout simplement, d'ineptie en matière économique le congrès de Genève ⁵¹ et l'Internationale incapable de remplir la mission qu'elle se propose : généraliser le mouvement coopératif. Les politiciens, qui flairaient en l'Internationale un rival futur, voulurent profiter des soupçons qui pesaient sur les principaux membres pour la détruire en germe.

A. Richard raconte que, de retour du congrès, les délégués parisiens s'étaient arrêtés à Lyon où un petit banquet leur fut offert. « Durand et Gauthier faisaient les plus grands efforts pour maintenir la conversation sur le terrain des principes... Mais en même temps quelques individus, qui étaient peut-être de bonne foi, racontaient avec persistance ce qu'ils avaient entendu dire contre Tolain et Fribourg dans un comité républicain très influent qui s'assemblait place Bellecour, chez Ferrouillat, l'avocat, depuis député et ministre. Impossible de faire entendre raison à ces forcenés... A la fin, Tolain éclata et enserra ses adversaires dans un réseau de questions qu'ils ne

50. PALIX essaya, par un article au *Progrès*, de justifier l'attitude du Congrès à l'égard de questions politiques. Répondant aux reproches de Taxile Delord, l'historien libéral du Second Empire, il disait : « Lui-même (T. Delord) est trop familiarisé avec certaines restrictions pour ignorer les dangers de la loi rigoureuse qui a trait aux crimes et délits commis à l'étranger. Nous remercions donc nos confrères délégués de n'avoir pas soulevé des discussions d'une nature compromettante. (*Progrès* du 19 septembre 1866).

51. L'économiste DAMETH, qui tenait un cours d'économie politique pour les ouvriers lyonnais, déclarait, voyant en cela beaucoup plus juste que les fondateurs de l'Internationale, que celle-ci ne pouvait servir que comme instrument « de l'universalisation des moyens de résistance », et que c'était un non sens de la part du Congrès d'avoir condamné la grève. C'est Dameth qui appela le Congrès la « queue de Proudhon » et déclarait l'Association Internationale inapte à remplir la mission qu'elle s'était proposée : Généraliser le mouvement coopératif.

Le père RICHARD lui répondit dans le *Progrès* : « M. Dameth nous dit que c'est seulement par le groupement local et restreint que la société coopérative peut arriver à réunir entre les mains des travailleurs les deux facteurs de la production. Je respecte son opinion, elle a même quelque chose de décentralisateur qui me plaît. Mais de même que dans la société coopérative chaque société est coopérateur, dans l'Association [Internationale] chaque société coopérative ne peut-elle être un puissant coopérateur ? Evidemment, oui... » (*Le Progrès*, 19 octobre 1866.)

purent élaguer. On finit par lui dire que ces accusations avaient été apportées à Lyon par Frédéric Morin... Il demanda à être placé en face de Frédéric Morin et promit de le gifler si son adversaire maintenait devant lui des assertions aussi absurdes que mensongères. Peine perdue. On n'aboutit à rien... Depuis, les calomnies continuèrent de plus belle » ⁵².

Y eut-il une parcelle de vérité dans ces calomnies? M. A. Thomas affirme catégoriquement avec assez de raisons que non ⁵³. En tous les cas, il est certain que les calomnieurs n'eurent jamais aucune preuve matérielle et si Gauthier qui défendit avec tant d'ardeur les opinions des chefs parisiens ne fut qu'un simple mouchard, personne ne s'en douta ⁵⁴.

Malgré tout, l'hostilité des républicains libéraux faillit porter un coup mortel à la nouvelle association. Quelques adhérents, plus républicains que socialistes, craignant d'indisposer la bourgeoisie dont le concours était indispensable « pour renverser l'Empire » décidèrent dans une réunion tenue en décembre 1866, chez le tisseur Maire, à la Croix-Rousse, « de supprimer tout simplement la nouvelle association » ⁵⁵. Peu de temps après ce fut le tour des ouvriers démocrates de la Guilloitière de rompre avec l'Internationale, et le 14 janvier 1867, l'indicateur du Préfet écrivait, qu'il était « question de liquider la Section lyonnaise » ⁵⁶, et il ajoutait : « L'Internationale n'a jamais eu une grande importance dans la démocratie lyonnaise, qui s'est toujours méfiée de son origine anglaise et des hommes sans garanties morales qui se trouvaient à sa tête » ⁵⁷. Il semblait bien que c'en était fini avec la Section lyonnaise au commencement de ce printemps de 1867.

52. A. RICHARD, *les Débuts...* (*Loc. cit.*, p. 72-73).

53. A. THOMAS, *op. cit.*, p. 200 sqq.

54. Gauthier mourut honoré par toute la population ouvrière lyonnaise. (V. *le Progrès*, 26 août 1869).

55. A. RICHARD, *les Débuts...* (*Loc. cit.*, p. 73).

56. A. M. L., *I² Ev. et Tr. politiques*, 14 janvier 1867.

57. V. aussi le rapport du Préfet au Ministre de l'Intérieur, 14 juillet 1869 (*I² Police politique, Clubs, Soc. politiques*).

IV

Mais quelques exaltés, quelques ambitieux lui restèrent fidèles. Groupés autour de Schettel ou de Gauthier, ils s'efforcèrent de « conjurer les désastreux effets de la décision que venaient de prendre les politiciens dégoûtés du socialisme »⁵⁸. Ils sauveront la section de la dissolution complète, lui permettant de vivoter en attendant des temps meilleurs. A leur manière, ils essaieront de mettre en pratique les principes du congrès de Genève. Pour commencer ils publièrent dans *le Progrès* un *Manifeste des travailleurs lyonnais adhérents à l'Association Internationale* dont nous reproduisons ici quelques passages: Ils commencent par accuser la bourgeoisie d'opposer toutes sortes d'entraves au libre développement de la classe ouvrière. « Dans ce dernier tiers du xix^e siècle, n'est-ce pas un aveuglement bien profond ou une injure faite pour exaspérer les masses intelligentes que cette opposition acharnée des classes prépotentes à toute nouvelle manifestation du progrès ». Ces classes ont dénoncé l'Association Internationale au gouvernement qui les poursuit de sa malveillance. Suit alors une protestation de dévouement au gouvernement, puis un exposé du plan d'action et des buts de l'Association: affranchissement du salariat par la coopération: « Quel serait l'homme assez dépourvu de bon sens pour désirer un changement par la force brutale, une effusion du sang, quand il verrait se développer devant sa libre initiative les vastes horizons de l'avenir, et que le joug qui le fatiguait précédemment perdrait constamment de sa pesanteur ».

« Les bons esprits en France n'ont jamais considéré l'Association Internationale autrement que comme la base la plus large offerte à la coopération et à la confraternité humaine. S'il en est qui aient voulu y voir une tendance plus révolutionnaire, et qui aient agi en ce sens, qu'ils reçoivent ici un blâme sévère, car ils ont compromis le succès de l'Association et la sécurité d'honnêtes citoyens ».

Aux accusations d'inaction, ils répondent en accusant « l'in-

58. A. RICHARD, *les Débuts...* (*Loc. cit.*, p. 74).

tolérance de la loi et l'étroitesse des limites dans lesquelles sont enfermées les sociétés coopératives ».

Ils se défendent de faire de la politique. « Il y a malveillance quand on nous montre tout prêts à provoquer un bouleversement dont nous profiterions pour nous emparer de toutes les propriétés absolument comme des tard-venus du moyen-âge... Que nous importent le capital et la propriété des autres, quand, avec le seul produit de notre travail, nous pourrions, au bout d'un certain temps, acquérir des richesses semblables ».

« ... Nous admettons parfaitement que l'intelligence et l'économie de certains hommes soient les véritables causes qui aient concentré les richesses dans leurs mains. Nous admettons donc que cette concentration a eu sa raison d'être et l'a encore jusqu'à un certain point... Ce que nous n'admettons pas, c'est que ces hommes enrichis par le droit d'hérédité, profitent de cette concentration qui leur est déjà si avantageuse pour humilier les travailleurs moins heureux, les rétribuer tout juste pour qu'ils puissent continuer à grossir la fortune de leurs maîtres et les tenir dans une perpétuelle dépendance...

« ... Nous croyons, nous, qu'un capitaliste ne peut perdre, en supposant arrivée la réalisation des espérances actuelles des travailleurs, que son orgueil, sa suprématie, qui n'est qu'un embarras, ses remords et ses inquiétudes. Et tout cela comment le perdra-t-il ? Ce ne sera pas par la violence, mais par le moyen de la coopération qui, peu à peu, formera aux travailleurs de nouveaux capitaux. Il est à croire que les besoins de la société allant toujours en augmentant, et la production se développant proportionnellement, on aura besoin des capitaux des anciens capitalistes, qui de cette manière ne se trouveront nullement lésés dans leurs intérêts... ».

« ... Il faut que les travailleurs comme les anciens chevaliers, gagnent leurs éperons, qu'ils s'instruisent, qu'ils se moralisent, et quand ils seront tous les égaux des capitalistes, sous le rapport intellectuel, ils ne seront pas loin de l'être sous le rapport matériel.

« On parle d'ordre, c'est seulement alors que l'ordre serait assis sur des bases solides et que la paix et la prospérité de la société serait assurée... ».

« ... Nous sommes persuadés qu'on arriverait ainsi à jeter les bases d'une entente sincère et cordiale entre des hommes jusqu'ici irréconciliables... ».

« Pour les sections de Lyon, les représentants provisoires: *Albert Richard, L. Palix, Louis Baudrand*, délégué au congrès de Genève, *Chanot, Doublé, Ch. Monier. H. Richard*, délégué, *Vindry, Blanc, Chardonny, Deraudy, Chasset, Chanat, A. Schettel*, délégué au congrès de Genève, *Seux, Bevillard, Perra, Charravat* »⁵⁹.

Ce *Manifeste* est-il une profession de foi bien sincère des internationalistes lyonnais? Il y a lieu d'en douter. Le *Manifeste* a été écrit dans un moment critique pour la Section, quand, délaissée par les républicains et les coopérateurs, menacée de poursuites par la police, elle était en danger d'une dissolution complète. Elle était forcée de se montrer modérée pour être laissée en paix, de là ce tour mielleux, et ces affirmations répétées des tendances pacifiques et de bienveillance envers la bourgeoisie, dont le but évident est de rassurer celle-ci. Et puis, ce *Manifeste* d'un socialisme si édulcoré, est signé par les adhérents les plus extrémistes, les plus révolutionnaires de la Section, par Schettel, par le républicain Blanc, par l'ancien carbonaro Seux, par l'ancien condamné politique Perra, par le membre le plus actif de la commission de grève des teinturiers, Vindry, républicain radical ardent, etc... Par contre, la signature des adhérents vraiment modérés, de Gauthier, de Durand, y fait défaut. A. Richard, qui probablement rédigea le *Manifeste*, écrivit de lui, trente ans plus tard, « qu'il ne DÉVOILAIT (c'est nous qui soulignons) aucune tendance théorique particulière et ne montrait point d'hostilité contre la bourgeoisie »⁶⁰. Apaiser l'hostilité de celle-ci, c'était le seul but que se proposaient les auteurs du *Manifeste*.

Mais, malgré cela, il ne faudrait point n'y voir qu'un acte politique! Sauf des réserves quant aux déclarations concernant son pacifisme, ce *Manifeste* plein de réminiscences des idées de l'année 1848, reflète bien l'opinion de la plupart des ouvriers militants de l'époque, quant aux méthodes de l'émancipation sociale du prolétariat. Si beaucoup parmi eux, et les signataires du manifeste les premiers, étaient prêts, quand l'occasion se présenterait à prendre les armes pour faire triompher une République favorable aux ouvriers, ils pensaient sincèrement que le seul moyen de s'émanciper sociale-

59. *Le Progrès*, 28 février 1867.

60. A. RICHARD, *les Débuts du parti socialiste français*. (« Revue politique et parlementaire », janvier 1897, p. 74).

ment, était la coopération, arme pacifique par excellence. Les meneurs radicaux que la plupart des signataires du manifeste suivront, une année plus tard, ne leur promettent rien de plus.

La section était organisée à cette époque en groupes (« séries ») « qui n'étaient point corporatifs mais formés de travailleurs de diverses industries »⁶¹, habitant un même quartier ou une même rue, organisation qui s'explique par le but de l'Association Internationale française, qui n'était point l'action syndicale mais coopérative. A la tête de la section, une commission d'initiative formée par les chefs des différents groupes⁶², et un correspondant. Ils exagéraient toujours le nombre d'adhérents prétendant qu'il s'élevait à plus de 500, mais les agents de la police disaient qu'il était à peine de 150. Les groupes qu'ils formeront à Neuville, Villefranche et Mâcon⁶³, ne leur apporteront pas un renfort considérable. A Neuville, par exemple, la section était composée de cinq membres⁶⁴.

Comme l'administration impériale les voyait de mauvais œil, ils tenaient leurs réunions dans les arrière-salles de quelques cabarets peu fréquentés⁶⁵, ce qui d'ailleurs n'empêchait pas la police d'être parfaitement renseignée sur tout ce qui s'y passait.

61. A. RICHARD, *op. cit.*, p. 69.

O. TESTUT cite les groupes de la Buire, de la rue de Chartres, de la Villette, des Chartreux, du Nord, de Serin, de la cité du Rhône, de Saint-Clair, etc. (O. TESTUT, *op. cit.*, p. 167).

62. A. RICHARD (*op. cit.*, p. 69) dit que le correspondant était le seul centre de ralliement, mais dans les rapports de la police il est souvent question de cette « commission d'initiative ». Il est peu probable que la police, très bien renseignée, ait inventé le nom et la chose. O. TESTUT appelle cette commission « exécutive ». (*Op. cit.*, p. 167).

63. Rapport de l'Indicateur du Préfet, 22 avril 1867. (A. M. L., *I² Ev. et Tr. politiques*).

64. A. M. L., *I² Dossier Richard*, Lettre d'un membre de la section de Neuville à A. Richard.

65. Voir O. TESTUT, *op. cit.*; A. RICHARD, *op. cit.*, Les rapports de l'Indicateur du Préfet et du Comm. de police.

V

Jusqu'au congrès de Genève, on s'était contenté de gagner des adhérents, après le congrès il fallait agir. La route était indiquée déjà : l'action coopérative ; le congrès en avait fait le principal article de son programme. La section lyonnaise débuta dans cette voie par un plan bien ambitieux. Dans son manifeste du 28 février elle annonça qu' « après de mûres délibérations, la section de Lyon vient de s'arrêter sur un projet de fondation d'une vaste société coopérative, embrassant à la fois l'industrie, le commerce et la prévoyance. Ce serait, croyons-nous, la plus large, la plus favorable aux intérêts ouvriers et la plus démocratique qui soit encore fondée »⁶⁶. On élaborait même un projet de statuts. « Mais cette idée n'eut pas de suites »⁶⁷. Et pour cause ! Outre qu'ils manquaient de capitaux même pour une entreprise de bien moindre envergure, on se demande quelle coopérative « d'industrie », c'est-à-dire de production, ils pouvaient bien fonder, la section étant composée de « travailleurs de diverses industries ». Mais nous savons déjà que le manifeste n'était pas pris au sérieux par ses auteurs.

Laissant vite tomber ce projet grandiose, ils s'arrêtèrent à un autre, plus modeste. On se décida « tout en tendant la main au mouvement coopératif sous toutes ses formes », à borner l'action de la Section « à propager le crédit mutuel gratuit parmi les travailleurs — une idée proudhonienne — et ensuite les relier entre eux par une espèce de solidarité fédérative qui, tout en laissant à chaque groupe son indépendance, permettrait à un moment donné d'avancer à chacun de ses membres, sous la responsabilité de ses collègues, un crédit plus considérable »⁶⁸. A cette fin, on essaya d'organiser, sous le titre sonore d' « Association fédérale de crédit gratuit local et

66. *Le Progrès*, 28 février 1867. V. le rapport de l'Indicateur du Préfet, 11 mars 1867; TESTUT, *op. cit.*, p. 167.

67. TESTUT, *op. cit.*, p. 167.

68. *12 Evénements et Troubles politiques*. Rapport de l'Indicateur du Préfet, 18 mars 1867.

international »⁶⁹, les groupes de crédits mutuels et de prêt gratuit déjà existants, on s'aboucha avec les chefs de ces petits groupes, des pourparlers furent menés pendant toute l'année 1867, mais sans aboutir à aucun résultat. On ne s'entendait pas le moins du monde : « Les révolutionnaires tels que Sipel, Schettel etc..., » accusaient les coopérateurs de ces petites sociétés « d'être incapables de faire le coup de fusil si le moment se présentait. Ces derniers les accusent d'être des hommes sans valeur morale »⁷⁰. A la fin, si nous en croyons la police, les Internationalistes en furent réduits à mener cette campagne pour l' « Association fédérale... au moyen du pugilat », mais sans plus de succès⁷¹.

En vérité, la plupart des membres de la section lyonnaise ne prenaient pas ces projets au sérieux. Obsédés par l'idée d'une révolution politique qui renverserait l'Empire, ils ne s'occupaient du mouvement coopératif que pour dissimuler leurs vraies préoccupations. Non point parce qu'ils ne croyaient pas en la panacée coopérative — personne n'en doutait à cette époque — mais ils estimaient qu'elle ne pouvait être efficace qu'une fois la révolution politique accomplie. Seuls dans la section, le mouchard Gauthier et le navetier Durand, avec quelques rares amis, formaient la coterie « des partisans exclusifs du mouvement coopératif, qui ne veulent être soumis à aucune influence politique »⁷². Leurs opinions nous sont exposées par A. Richard dans le portrait qu'il fait de Gauthier : « Gauthier comme les autres affiliés de cette première Internationale lyonnaise, prévoyait et souhaitait le renversement de l'Empire, mais comme ses collègues de Paris et de Rouen, il déplorait la hâte et l'acharnement qu'on déployait en vue d'un simple changement de régime politique qui laisserait nécessairement intacte la situation des ouvriers et dévoyait les énergies révolutionnaires... Ils sentaient qu'un bouleversement radical n'était pas possible. Ils provoquaient la discussion, voulaient agir sur les esprits et semblaient tendre à une réforme de la conscience du peuple plutôt qu'à un antagonisme irrémédiable entre les classes. Les procédés vio-

69. *I² Loc. cit.*, 27 mai 1867 ; *le Progrès*, 14 juillet 1867. Le promoteur paraît être Gauthier.

70. *I², loc. cit.* Rapport de l'Indicateur du Préfet, 21 décembre 1867

71. *Idem*, 26 décembre 1867.

72. *Idem*, 25 mars 1867. V. RICHARD, *op. cit.*, p. 67-70.

lents n'étaient pas en faveur »⁷³. Mais le groupe de Gauthier ne formait qu'une minorité dans la section lyonnaise, dont la majorité révolutionnaire se débarrassera bien vite ». Déjà au mois d'avril 1867, l'Indicateur du Préfet nous rapporte que « la coterie politique a pris la direction de l'Internationale »⁷⁴, Gauthier s'en retirera bientôt et, après lui, le navetier Durand⁷⁵.

Les révolutionnaires continueront bien, nous l'avons vu, à s'occuper du mouvement coopératif et poursuivront toute l'année leur plan d'organiser les petites sociétés de crédit; Schettel, Richard et Palix essayeront même d'ouvrir un magasin coopératif de rouennerie et draperie⁷⁶, mais, au fond, tout cela ne servait qu'à donner le change à la police: « La coterie politique dans laquelle se font remarquer Schettel, Seux, Palix, Monier, Doublé, Richard et autres, [ne s'est ralliée] au mouvement coopératif que pour abriter derrière lui [ses] menées démagogiques »⁷⁷.

Ce que voulait cette « coterie politique » de l'Internationale, c'était la révolution, ce qui l'animait était la haine des opportunistes bourgeois. Contre ceux-ci on opposera inlassablement des « candidatures ouvrières » et on confondra dans le même sentiment d'animadversion un avocat Ferrouillat et des camarades comme l'ancien sergent-député Commissaire ou l'ancien vorace Timon⁷⁸, qui pactisaient pour des raisons d'opportunisme avec le premier. Nous l'avons déjà dit, leurs candidatures ne ressemblaient en rien aux candidatures ouvrières parisiennes des années 1863-64, manifestations d'un socialisme naissant et modéré; elles n'étaient aux yeux de leurs auteurs que le prélude d'une révolution d'où devait sortir tout le bien pour la classe ouvrière. Ils n'avaient pour le moment aucun autre programme, aucune revendication exclusivement ouvrière et ne feront point difficultés à se rallier à la bourgeoisie radicale quand celle-ci posera comme siennes

73. A. RICHARD, *op. cit.*, p. 69.

74. *I² Ev. et Tr. politiques*, 25 avril 1867.

75. V. A. RICHARD, *op. cit.*, p. 83.

76. *I² Ev. et Troubles politiques*. Rapport de l'Indicateur du Préfet, 1^{er} avril 1867.

77. *Idem*, 25 mars 1867.

78. Celui-là qui, ensemble avec la plupart des membres de l'Internationale de 1867, avec Schettel même, formera la « bande à Timon » qui terrorisa Lyon aux moments troubles des années 1870-1871.

les candidatures des vieux révolutionnaires, Raspail et Bancel, quoique sur le programme de ceux-ci ne figurât aucun article concernant spécialement la classe ouvrière. Mais en 1867, la scission entre les deux fractions de la bourgeoisie n'était pas encore consommée, les deux camps essayaient encore de marcher d'accord, les ouvriers et les étudiants, impatients, les couvraient du même anathème et notre « coterie politique » voyait plus que jamais des raisons de poser ses « candidatures ouvrières ».

En août 1866, lors des élections partielles, ils présentèrent la candidature d'un des leurs, de Denis Soubrat, et furent battus à plate couture par l'ancien vorace Timon ⁷⁹ agréé par le Comité Central qui laissait, pour ne pas trop les froisser, le conseil d'arrondissement aux petites gens, se réservant le conseil général et la Chambre.

Ce nouvel échec ne les découragea pas, et l'année suivante, lors des élections partielles pour le conseil général, ils se remirent en campagne ⁸⁰. Cette fois ils avaient à faire à un vieux bourgeois, membre éminent du Comité Central, Varambon, et leur zèle ne fit qu'accroître. Les extrémistes de la Section formèrent un comité électoral ouvrier ⁸¹, et en leur nom, Richard écrivit une lettre au *Progrès*, proposant la candidature ouvrière ou l'abstention ⁸². D'autres, plus modérés, comme les navetiers Durand et Comte, le teneur de livres Chapitet, rédigèrent « un écrit » « ayant pour but d'imposer aux députés une espèce de mandat impératif ». Le succès fut le même qu'en 1866. C'est que la majorité des militants ouvriers lyonnais ne croyait pas qu'il fût possible de faire quoi que ce soit contre l'Empire sans le concours de la bourgeoisie. Et ils votèrent pour Varambon « non pas parce que ce candidat est plus sympathique aux démagogues ⁸³, mais

79. *I² Evénements et Troubles politiques*. Rapport du Commissaire spécial, 3 septembre 1866.

80. *I² Ev. et Tr. politiques*. Rapport de l'Indicateur du Préfet, 15 mai 1867.

81. *Idem*, 4 juin 1867. SCHETTEL, PALIX, SIPEL, A. RICHARD et autres.

82. *Idem*, 10 juillet 1867. *Le Progrès* ne publia pas cette lettre. Il refusait toujours d'insérer quoique ce soit qui put troubler « la concorde républicaine ».

83. Ils l'accusaient même d'avoir fait une quête pour le denier de Saint-Pierre. (*I² Ev. et Tr. politiques*, rapport de l'Indicateur du Préfet, 6 août 1867). A l'autre candidat également accepté par les ouvriers, Fr.

parce qu'il est plus capable de réunir la majorité nécessaire pour triompher »⁸⁴.

Ce fut, d'ailleurs, le dernier succès des « républicains roses ».

VI

Le mouvement international ouvrier, rebuté par les coopérateurs⁸⁵, soupçonné par les républicains, souffrait encore de l'intolérance de la police. Tandis que les coopérateurs jouissaient de la pleine liberté de se réunir quand bon leur semblait, on la refusa systématiquement aux adhérents de la Section lyonnaise. La permission accordée par le Préfet pour la réunion en mars 1866, fut la première et la dernière jusqu'à la promulgation de la loi sur les réunions de 1868. Le congrès de Genève avait inquiété le gouvernement qui manifesta son hostilité en s'emparant des papiers des délégués anglais qui traversaient la France et ne les rendit que sur une intervention diplomatique. Il interdit aussi le passage de la frontière au Mémoire de la délégation parisienne⁸⁶, si anodin pourtant, et saisit les carnets d'adhérents envoyés à la section lyonnaise par le *Conseil central de Londres*⁸⁷.

Le 28 décembre 1866, Schettel demanda l'autorisation de convoquer les adhérents lyonnais à une assemblée générale ; à l'ordre du jour était le rapport de la délégation au congrès de Genève. Le Ministre de l'Intérieur, instruit par le Préfet, interdit la réunion par ordre télégraphique⁸⁸. Une autre demande de réunion fut refusée en jan-

Morin, on reprocha ses brochures sur saint François d'Assises et sur saint Thomas, ainsi que sa collaboration avec l'abbé Higue (*Id.*, *ibid.*, 28 juillet 1867).

84. *Id.*, *ibid.*, 25 juillet 1867.

85. Si des membres adhérents de la Section furent souvent membres d'une société coopérative, par contre aucune personnalité éminente du mouvement coopératif, aucun gérant, aucun président ne fut adhérent de la Section de l'Internationale jusqu'en 1869.

86. V. PUECH, *op. cit.*, p. 199.

87. *Le Progrès*, 28 février 1867.

88. 12 *Police politique, Clubs, Sociétés politiques*. Voir J. VERMOREL, *les Travailleurs lyonnais et l'Internationale* » (*Loc. cit.*).

vier 1867⁸⁹. Le Préfet saisit même le Ministre d'une demande éventuelle d'action judiciaire en sollicitant des instructions, mais après Sadowa et le Mexique, on ne se sentait pas disposé aux mesures énergiques et aucune suite ne fut donnée à la demande du préfet. Celui-ci se contenta de demi-mesures : il n'autorisa aucune assemblée générale, mais laissa les adhérents lyonnais se réunir par groupes dans de petits cabarets. Le commissaire spécial trouvait même qu'il ne fallait pas entraver ces réunions parce qu'elles facilitaient la surveillance. Le danger passé, les adhérents lyonnais s'enhardirent jusqu'à protester contre ces persécutions dans leur manifeste du 28 février : Le gouvernement « au lieu de nous laisser nous instruire, d'observer nos actes avec réflexion et impartialité, de nous observer, de nous conseiller même s'il eût jugé nécessaire, arrête les carnets qui nous étaient envoyés par notre Conseil central et ne nous accorde pas à Lyon l'autorisation de nous réunir au moment même où il se prépare à parler de la nécessité du droit de réunion »⁹⁰.

Mais cette boutade ne changea en rien les dispositions du Préfet, et les réunions presque clandestines des principaux adhérents à nourrir « des jalousies et des rivalités intraitables dont la démocratie est coutumière et dont la férocité se donne libre carrière dans un milieu ignorant et grossier »⁹¹.

L'histoire des premières années de la section lyonnaise ne fut qu'une série de querelles entre les meneurs dont chacun voulait être le chef. Sans doute ces rivalités avaient un fondement : Schettel combattait un Gauthier coopérateur et opportuniste et Richard s'élèvera contre le jacobinisme conspirateur de Schettel, au nom du socialisme nouveau ; mais elles prenaient dans l'atmosphère étouffante des petites salles de cabarets, un caractère de haines personnelles, d'envies mesquines et de basses intrigues et ces discussions de principe étaient menées par les plus vilains moyens, « de sorte, dit l'un d'eux, qu'ils ressemblaient plus à une bande de hérissés s'opposant leurs piquerons, qu'à des apôtres de la justice sociale »⁹². Il manquait à ce groupe d'ambitieux le grand

89. *I² Ev. et Troubles politiques*. Indicateur du Préfet, 10 janvier 1867; *I² Police politique, Clubs, Sociétés politiques*, Rapport du Comm. spécial, janvier 1867.

90. *Le Progrès*, 28 février.

91. A. RICHARD, *op. cit.*, p. 70.

92. *Idem, ibid.*, p. 70.

air de l'activité publique qui élimine les inutiles et les gêneurs et met à sa place le plus capable.

Cela commença déjà en 1866, lors des élections des délégués pour le congrès de Genève et alla s'envenimant de jour en jour. Au commencement de l'année 1867, c'est la bataille pour la direction de la section entre « les partisans du mouvement coopératif » groupés autour de Gauthier et les « partisans du mouvement politique » groupés autour de Schettel. Il y eut « des discussions irritantes »⁹³. A. Richard et Palix étaient alors dans la coterie de Gauthier. Ils essayèrent de former une nouvelle commission, dont Schettel et ses amis seraient exclus, avec Gauthier comme président, Palix trésorier et A. Richard secrétaire⁹⁴. C'était à la fin de l'hiver, la police venait de s'opposer à des demandes de réunion plusieurs fois réitérées, on craignait les persécutions, quelques groupes s'étaient déjà dissous⁹⁵ ; tous manifestaient « le désir que la société s'organise sur des bases légales »⁹⁶, on ne voyait d'autre issue que de transformer l'Association Internationale en société coopérative qui serait toujours bien vue du gouvernement, et la victoire des coopérateurs paraissait certaine. Mais comme la police persistait à les laisser en paix, les « politiciens » s'enhardirent et prirent vite le dessus. A. Richard, suivi toujours de Palix, lâcha Gauthier⁹⁷ — pour lequel il affiche pourtant un si grand respect dans ses écrits⁹⁸ — et la commission Gauthier-Palix-Richard fit place à la commission Schettel-Palix-Richard⁹⁹. Gauthier se retira de l'Internationale. Son ami Durand écrivit une lettre au Comité central de Londres « pour lui signaler l'incurie et la mauvaise foi de la commission Schettel et C^{ie} »¹⁰⁰. Il combattra encore quelque temps la coterie Schettel, mais voyant toute lutte inutile, il se retira aussi.

93. ¹² *Événements et Troubles politiques*. Rapport de l'Indicateur du Préfet, 11 mars 1867.

94. *Idem, ibid.*, 18 mars.

95. *Idem, ibid.*, 11 mars.

96. *Idem, ibid.*, 11 mars.

97. *Idem, ibid.*, 25 mars.

98. Voir A. RICHARD, *op. cit.*, p. 68.

99. A. M, L., ¹² *Événements et Troubles politiques*. Rapports de l'Indicateur du Préfet, 11 mars et 1^{er} avril 1867.

100. *Id., ibid.*, 29 avril 1867.

Restaient encore Schettel et Richard. Le premier « d'une valeur intellectuelle très ordinaire, mais plein d'orgueil »¹⁰¹, s'était rendu insupportable à beaucoup par son infatuation et sa manière de se poser en chef. Il vit dans son nouvel allié Richard « un adversaire important à raison de la facilité qu'il avait d'écrire et de parler »¹⁰². Entre les deux ambitieux le conflit était inévitable, et déjà, en août 1867, il est très aigu. La commission d'initiative s'est divisée et on s'injurie réciproquement. Les partisans de Richard accusaient Schettel de malhonnêteté (il s'agissait d'une somme de 16 à 20 francs); ceux de Schettel accusaient Richard de faux (il avait signé sans leur autorisation. « Les membres de la commission » dans des circulaires attaquant la moralité de Schettel¹⁰³. La scission fut définitive, les groupes s'éparpillaient, s'organisaient en dehors de la commission d'initiative¹⁰⁴. La dissolution complète n'était qu'une question de circonstances. La Section était si faible qu'elle parvint avec peine à envoyer deux délégués au congrès de Lausanne, en septembre 1867, contre quatre envoyés un an plus tôt au congrès de Genève. L'un d'eux était l'ami de Richard, Palix, l'autre, Schettel. On devine quelle harmonie devait régner entre eux¹⁰⁵. Au retour des délégués la Section était « encore plus divisée et diminuée »¹⁰⁶, les tentatives que faisaient les divers groupes pour la réorganiser à leur profit ne faisaient qu'aggraver la situation¹⁰⁷. Le Conseil central s'émut et chargea le correspondant pour la France, Eugène Dupont, d'intervenir. « Il écrit au correspondant lyonnais une lettre communiquée à tous les membres dans laquelle il déplorait une scission aussi regrettable de nature à compromettre l'avenir de l'Internationale en

101. A. M. L., I² *Loc. cit.* Rapport du Préfet au Ministre, 7 mars 1867.

102. J. VERMOREL, *op. cit.*

103. A. M. L., I² *Ev. et Troubles politiques*. Rapport de l'Indicateur du Préfet, 27 août 1867.

104. *Id.*, *ibid.*, 18 août 1867.

105. Schettel y partit portant une accusation contre Richard signée par les amis de Schettel, Cornier et Carnal. Ils y présentaient Richard comme un homme vendu, un traître. Le Congrès nomma un jury d'honneur, lequel déclara à l'unanimité que Richard n'était point coupable. (V. TESTUT, *l'Internationale et le Jacobinisme*, I, p. 409; GUILLAUME, *op. cit.*, I, p. 245).

106. A. M. L., I² *Ev. et Troubles politiques*. L'Indicateur du Préfet, 2 octobre 1867.

107. *Idem*, *ibid.*, 2 décembre 1867.

France » ¹⁰⁸. A. Richard, plus socialiste et moins empêtré dans les traditions politiques, était dans les bonnes grâces du Conseil central où Marx régnait en maître. Il obtint que le Conseil central nommât un jury d'honneur pour trancher le conflit entre lui et Schettel. Le jury se prononça en sa faveur, déclarant calomnieuses les accusations portées contre lui par Schettel et ses amis ¹⁰⁹. Cela ne fit, d'ailleurs, que hâter la fin. D'après O. Testut, la dernière réunion de la commission exécutive fut tenue le 11 novembre 1867 et « lorsque le jugement du tribunal de Paris de 6 mars et 22 mai 1868 eut condamné la commission parisienne, la Section de Lyon cessa de fonctionner et les divers éléments qui la composaient ne tardèrent pas à se séparer. Tout se borna désormais à des rapports verbaux entre les chefs de groupes, mais bientôt ceux-ci se désagrégèrent à leur tour, et quelques citoyens à peine restèrent fidèles à l'Internationale. Aucun lien n'existait plus entre eux; ils agissaient isolément, individuellement, se communiquant mutuellement tout ce qui pouvait intéresser l'Association. Albert Richard, qui aspirait à jouer un rôle important dans l'Internationale, attendait l'occasion de se mettre à la tête du mouvement; il correspondait avec le Conseil général de Londres, avec les sections suisses, affirmait ses doctrines socialistes et venait prendre part aux travaux du congrès de Bruxelles » ¹¹⁰.

Mais au printemps de 1868 « il semblait que tout était fini » ¹¹¹.

108. . TESTUT, *l'Internationale*, p. 186.

109. GUILLAUME, *op. cit.*, I, p. 245.

110. O. TESTUT, *op. cit.*, p. 168 ; voir A. RICHARD, *op. cit.*, p. 74 sqq.; le rapport du Préfet au Ministre de l'Intérieur, 11 mars 1870 (*1^{re} Police politique, Clubs, Sociétés politiques*) ; le rapport du Commissaire spécial au Préfet, 1870 (même dossier).

111. A. RICHARD, *op. cit.*, p. 76.

CHAPITRE VII

Le caractère du mouvement ouvrier des années 1863-1868.

I. *Le caractère du mouvement.*

II. *La politique sociale du gouvernement.*

I

L'on ne peut bien comprendre le mouvement ouvrier des années 1863-1867, que si l'on a en vue la situation spéciale de cette partie de la classe ouvrière dont les aspirations et les tendances dominaient et inspiraient l'idéologie socialiste de l'époque. Or, nous l'avons déjà montré, cette partie était formée d'ouvriers appartenant aux vieilles industries ayant conservé dans leur organisation du travail beaucoup de survivances de l'ancien régime : petits ateliers utilisant peu ou point les forces motrices et les machines; les ouvriers y faisaient un long apprentissage et pouvaient espérer dans beaucoup d'industries devenir patrons à leur tour. C'est cette fraction de la classe ouvrière qui mena les quelques grèves vraiment organisées de cette époque, qui seule prit part au mouvement coopératif et joua un rôle actif dans la vie politique. Les chefs d'atelier de la Fabrique, qui quelques années plus tard, quand le mouvement ouvrier deviendra réellement un mouvement prolétarien, cesseront presque complètement de se considérer comme appartenant à la classe ouvrière, sont à cette époque à la tête du mouvement. C'est dans leurs rangs que sont pris le président et le secrétaire de la délégation ouvrière à l'Exposition de Londres, eux qui dirigent le mouvement coopératif, eux qui forment les comités électo-

raux ouvriers, et dès qu'ils eurent boycotté la Section lyonnaise de l'Internationale, elle fut condamnée à mourir.

La grande industrie n'avait pas encore accompli en France la réorganisation des forces du travail. La plupart des industries urbaines avaient échappé à l'emprise de la concentration et du machinisme, qui ne prirent au commencement une grande extension que dans des industries neuves, et en dehors des villes. Même quand il s'agissait d'implanter la machine dans quelque vieille industrie, comme dans le tissage de la soie, les fabricants préférèrent monter des usines dans la campagne et former un personnel neuf de toutes pièces. Les ouvriers habitués au relâchement des petits ateliers se pliaient rarement à la discipline rigoureuse des usines¹. Mais dès le commencement de la seconde moitié du siècle, le progrès toujours accéléré du machinisme, favorisé par la prospérité économique des années 1850-60 et par la concurrence toujours plus sensible des industries étrangères, surtout depuis le Traité de commerce de 1860, obligeait les industriels à « rationaliser », à remplacer l'atelier par l'usine moderne, ou à rechercher une main-d'œuvre à bon marché². Le grand danger qui, depuis le commencement du siècle, planait sur les vieilles corporations urbaines devint imminent: Plus la machine se perfectionnait et se généralisait, plus la division du travail devenait compliquée et moins il était besoin de préparations préliminaires de l'ouvrier pour accomplir ce travail. A cela s'ajoutait ce que l'on pourrait appeler la démocratisation de l'industrie: on commence à fabriquer de moins en moins des articles de luxe et de plus en plus les articles à bon marché, en série, exigeant de la part de l'ouvrier beaucoup moins d'habileté. C'est ainsi que la Fabrique lyonnaise souffrit pendant tout le Second Empire de ce que les tissus de luxe, les tissus façonnés étaient délaissés pour les unis.

Les ouvriers des vieilles corporations voyaient ainsi s'évanouir le monopole qu'ils avaient en vertu de leur adresse dans le métier. La concurrence de la main-d'œuvre non qualifiée ou semi-qualifiée qui suffisait aux besoins de la nouvelle

1. Voir Louis REYBAUD, *op. cit.*, p. 17.

2. En 1852, le nombre des machines à vapeur employées dans l'industrie, en France, est de 6.080; en 1866, il monte à 22.348, et en 1869 à 26.221. (E. LEVASSEUR, *Histoire des Classes ouvrières et de l'Industrie en France*, éd. 1904, t. II, p. 546).

industrie leur devenait de jour en jour plus funeste; de l'atelier urbain, le travail émigrail à l'usine ou à la campagne. Nous avons essayé de démontrer au cours des chapitres précédents³, que la réaction des vieilles corporations devant ce péril menaçant fait l'essence du mouvement ouvrier des années 1863-1868. Ce que nous voudrions ici, c'est préciser ce caractère artisan du mouvement au point de vue idéologique; car ce caractère artisan, rien ne l'illustre mieux que l'idéologie du mouvement, non point l'idéologie de quelque théoricien, mais celle exprimée par les militants ouvriers eux-mêmes. C'est en redevenant artisans qu'on veut s'émanciper du salariat, proclament-ils unanimement. Nous avons déjà cité les rapports des délégués à l'Exposition de Londres et leurs diatribes contre les machines, mais il nous paraît que rien ne dévoile mieux la pensée intime, l'idée centrale des militants ouvriers de l'époque qu'une manifestation de l'année 1865, à laquelle participèrent la plupart des militants ouvriers notoires depuis le révolutionnaire Schettel jusqu'à l'ancien délégué à l'Exposition, aux opinions un peu impérialistes, le coutelier Chupin.

Baucoup de délégués ouvriers à l'Exposition de Londres s'étaient plaints que celle-ci ne servait qu'à glorifier les patrons, quoique le mérite de l'excellence des produits exposés revint au moins pour autant à l'ouvrier qui avait exécuté le travail. Pour réparer cette injustice criante « il fut convenu entre les ouvriers Anglais et Français » d'organiser à Londres, à propos du cinquantenaire de la paix entre la France et l'Angleterre, une « *exposition ouvrière* », où ne seraient admis que les produits fabriqués par les ouvriers⁴. Aussitôt que la nouvelle fut connue à Lyon, les principaux militants ouvriers, internationalistes, coopérateurs, anciens délégués à l'Exposition, formèrent une commission qui fit une propagande très active et réussit à envoyer à cette Exposition ouvrière, inaugurée le 7 août 1865, quelques produits fabriqués par des ouvriers lyonnais⁵. La commission lyonnaise

3. Voir les chapitres IV et V.

4. *Le Progrès*, 15 juin 1865. Dans la commission qui fut formée à Paris pour préparer cette exposition, se trouvaient le fondateur de la Banque du Peuple, Béluze, l'économiste Walras, l'ancien candidat ouvrier J.-J. Blanc. Flotard recommanda chaudement aux ouvriers lyonnais d'y participer (Voir *le Progrès*, 19 juin 1865).

5. *Le Progrès*, 13 août 1865.

semblait en attendre de grands résultats : « Les expositions ouvrières, surtout lorsqu'elles auront un caractère international, seront fécondes en excellents résultats... *Il s'agit de notre complet affranchissement du privilège* »⁶, écrivait-elle quelques mois plus tard.

Il est évident que nous avons là affaire à une mentalité d'artisans. Un ouvrier élevé à l'école de la grande industrie ne pensera jamais ainsi, il n'aurait d'ailleurs rien à exposer.

Le mouvement coopératif fut l'expression la plus adéquate de cette volonté de s'affranchir du salariat en retournant à l'artisanat. Seules, nous l'avons vu, les corporations qui pouvaient se bercer de tels espoirs y prirent part. On est d'ailleurs souvent perplexe si l'on doit nommer ouvrier un mouvement où les vrais prolétaires ne formaient qu'une minorité insignifiante⁷. Il est significatif que le principal protagoniste du coopératisme à Lyon, Eugène Flotard, s'inspirait de l'Allemand Schulze-Delitzsch, dont l'action visait surtout à permettre aux petits artisans de soutenir l'assaut que leur livrait alors la grande industrie. Les théoriciens français du coopératisme étaient parfaitement conscients de l'efficacité restreinte de leur système, et le socialiste Proudhon se trouvait là d'accord avec le bourgeois Flotard⁸. Buchez, qui, le premier, prêcha la coopération de production, déclarait que son remède ne pouvait servir qu'aux ouvriers de petits ateliers et que la grande armée du prolétariat des usines ne pouvait

6. *Ibid.*, 30 mars 1866.

7. V. le chapitre sur le mouvement coopératif.

8. « On comprend, disait PROUDHON, que le problème (des associations coopératives ouvrières) ne saurait recevoir sa solution d'une multitude fougueuse, obéissant à ses seuls instincts, en qui une longue répression a tué l'intelligence. Il faut ici, pour initiateurs immédiats des masses travailleuses, des hommes qui, sortis de leur sein, aient reçu de la civilisation dont ils supportent le fardeau une somme de connaissances, et qui aient appris à l'école des exploités à se passer d'eux. De tels initiateurs, ayant un pied dans la civilisation et l'autre dans la barbarie, ne se trouvent qu'en petit nombre, même chez les nations les plus avancées en industrie, telles que la France et l'Angleterre » (*Manuel du Spéculateur*, p. 463).

Et FLOTARD, moins gêné par l'humanitarisme socialiste du génial typographe, est plus brutal : « Après avoir réuni l'élite de... (la) population (ouvrière), le mouvement (coopératif) a dû, en Angleterre, non pas s'arrêter, mais se ralentir. En France, le même phénomène doit se reproduire, et probablement d'une manière plus frappante encore, pour des causes que je n'ai pas besoin d'énoncer. » (Déposition de FLOTARD à la Commission d'enquête de la Chambre de Commerce de Lyon; Voir aussi FLOTARD, *op. cit.*, p. 363 sqq.).

en profiter⁹. L'idée du crédit mutuel, qui jouissait d'une si grande faveur parmi les militants de l'époque, n'a de sens que si elle est conçue comme moyen de permettre à l'ouvrier de s'établir petit patron.

Ceci nous explique pourquoi le proudhonisme fut la doctrine acceptée par les plus intelligents des militants de l'époque¹⁰. Rien ne répondait mieux à leurs aspirations. Si le grand socialiste français eut plus tard la singulière destinée d'inspirer des écoles socialistes les plus révolutionnaires, d'être le maître de l'anarchiste Bakounine et du syndicaliste Sorel, il nous paraît certain que Marx eut raison en qualifiant de petit bourgeois ce destructeur enragé de l'ordre social existant¹¹. « Proudhon pense pour le paysan et l'artisan, en somme, plus que pour l'ouvrier de la grande industrie »¹². Tout « ouvrier » qu'il est, « il reste persuadé qu'il suffirait, pour assurer aux hommes la liberté et l'égalité désirables, de hausser le sort de la classe ouvrière au niveau de la classe moyenne »¹³. Comme les chefs d'atelier de la Fabrique lyonnaise, Proudhon ne voudrait abolir que la grande entreprise industrielle et en général tout ce que l'on appelait alors communément « la féodalité financière et industrielle » ou le « monopole » et cela justement pour sauvegarder l'indépendance et « l'individualité économique » de la petite entreprise, du petit atelier. Son salut, la classe ouvrière devait le chercher dans l'alliance avec « la petite bourgeoisie industrielle et commerçante »¹⁴. « Organisons le droit et laissons faire la boutique »¹⁵, voilà ce qu'il propose dans son testament aux ouvriers. Quoi d'étonnant alors si les auteurs du *Mémoire des délégués parisiens au congrès de Genève* aient accepté Proudhon pour maître. Ces militants parisiens ap-

9. V. O. FESTY, *op. cit.*, p. 229.

10. V. A. RICHARD, *les Débuts du parti socialiste français*. Depuis longtemps déjà, Proudhon était populaire chez les militants lyonnais. En 1857, il fut même question de poser sa candidature et le procureur général disait dans un de ses rapports qu'un livre de Proudhon faisait plus de mal que tous les journaux ensemble.

11. V. K. MARX, *Misère de la philosophie*, éd. fr., p. 181.

12. Proudhon et notre temps, 3^e éd., p. 240. Voir aussi les chapitres sur la Marianne des Champs et sur Proudhon et le mouvement ouvrier.

13. C. BOUGLÉ, *la Sociologie de Proudhon*, 1911, p. 43.

14. Voir PROUDHON, *De la capacité politique des classes ouvrières*, 1924, (éd. Rivière, p. 190-193.

15. *Ibid.*, p. 192.

partenaient à la même couche sociale que les militants lyonnais, c'étaient toujours les mêmes « petits artisans en peine de crédit »¹⁶. Tous les principes énoncés dans ce mémoire et dans les décisions du congrès de Genève, qui paraissent inspirés par des considérations purement théoriques, prises dans les livres de Proudhon, répondaient parfaitement aux aspirations concrètes des militants ouvriers¹⁷. Avec Proudhon (et même avant de le connaître) ils condamnent la grève, et nous avons vu quelles puissantes raisons les poussaient à l'éviter ; ils sont — toujours d'après Proudhon — hostiles à l'organisation corporative syndicale, ce qui est compréhensible pour des gens qui ne pensent pas rester éternellement des salariés¹⁸. Au syndicat ils préférèrent la coopérative qui leur permettait de faire des économies pour « s'établir » plus tard. Et leur conservatisme au sujet de la famille était tel que « les plus vieilles formules des *Contradictions économiques* leur reviennent toutes. Ils oublient que la présence de la femme à l'atelier est nécessitée par le développement économique moderne, qu'elle n'est ni plus immorale ni plus funeste que le dur fardeau du travail domiciliaire »¹⁹. Mais ceci nous démontre, mieux que tout le reste, que nous avons là affaire à une mentalité non de prolétaires mais d'artisans qui ont de tout temps été le rempart le plus sûr de la famille²⁰. Et nous pourrions ainsi, point par point, retrouver les bases réelles des principes émis par le premier congrès de l'Internationale.

16. Ch. ANDLER, préface à J.-L. PUECH, *op. cit.*, p. xix.

17 Nous ne pouvons partager l'opinion de M. A. Thomas, quand il dit, à propos du *Mémoire* : « C'est la théorie proudhonienne dans son abstraction logique.... Les rédacteurs tendent à oublier la lutte ouvrière quotidienne » (A. THOMAS, *op. cit.*, p. 299). Rien ne nous paraît plus inspiré par « la lutte ouvrière quotidienne » que ce *Mémoire*, mais c'était la lutte ouvrière quotidienne d'une partie spéciale de la classe ouvrière.

18. Par contre, les délégués anglais, représentants des ouvriers de la grande industrie, furent les défenseurs les plus fervents de l'organisation syndicale (Voir G. WEILL, *Hist. du mouvement social*, p. 95).

19. Ch. ANDLER, préface à J.-L. PUECH, *op. cit.*, p. xiv.

20. « La famille et la propriété marchent de front, appuyées l'une sur l'autre, n'ayant l'une et l'autre de signification ni de valeur que dans le rapport qui les unit. » (*Contradictions économiques*, chap. IX, § 2. Cité par G. SOREL, *les Matériaux d'une théorie du prolétariat*).

II

Il nous reste, avant d'achever l'étude de cette période si intéressante de l'histoire ouvrière lyonnaise, à dire encore quelques mots sur la politique sociale du gouvernement et de la fraction impérialiste de la bourgeoisie lyonnaise. Ce que nous avons dit dans la première partie de ce chapitre sur le caractère du mouvement pourra nous aider à apprécier cette politique à sa juste valeur.

Depuis la guerre d'Italie, surtout depuis les élections de 1863, le gouvernement et la bourgeoisie, se sentaient inquiets. On avait pu croire et dire, après 1852, que le socialisme était mort pour toujours et les « démagogues » réduits à l'impuissance, or voici tout d'un coup que l'agitation reprenait autrement plus menaçante qu'à la veille de la Révolution de 1848. La classe ouvrière demandait, elle aussi, à jouir des bienfaits de la civilisation moderne.

Par tous les moyens qu'il jugea compatibles avec le régime, le gouvernement chercha à se concilier cette nouvelle puissance, issue du suffrage universel : subvention des délégations ouvrières à l'Exposition universelle de 1862, loi sur les coalitions de 1864, aide au mouvement coopératif, etc... Nous avons déjà eu l'occasion d'en parler au cours de cet ouvrage. Il nous reste encore à dire quelques mots d'un autre aspect de cette activité du gouvernement et de la bourgeoisie impériale dont le but était de gagner à la cause de l'ordre les classes ouvrières, de leur politique scolaire.

« Nous sommes habitués aujourd'hui, dit M. le professeur Weill, quand on parle de réformes sociales, à désigner sous ce nom les réformes économiques ; mais jusqu'en 1882, l'établissement de l'enseignement primaire gratuit et laïque pour tous, complété par l'enseignement professionnel, a été la première et la plus constamment renouvelée des revendications ouvrières »²¹. D'autre part, c'était une opinion assez répandue dans le monde des économistes, convaincus de la vérité irréfutable de leurs théories, que « c'est à l'instruction qu'il faut demander l'apaisement des passions dont l'igno-

21. *Histoire du mouvement social*, p. 47.

rance a toujours été et demeure la première source »²². « Tout ce qui est enlevé à l'erreur et aux vieilles passions doit se changer en patriotisme » disait, à propos de l'instruction du peuple, le Procureur général de Lyon²³. Il parut, un moment, que le gouvernement voulait en pratique s'assurer de la vérité de cette maxime. Le Ministre de l'Instruction publique depuis 1864, Victor Duruy, un ancien professeur du lycée Saint-Louis, publia dans *le Moniteur* même un rapport (non approuvé par l'Empereur) posant en principe que l'instruction primaire doit être gratuite et obligatoire. « Le jour, disait-il, où l'on a mis le suffrage universel dans la Constitution et la souveraineté dans le peuple, la libre concurrence dans l'industrie, les machines dans l'atelier et les problèmes sociaux dans les discussions journalières des ouvriers, on s'est imposé le devoir, pour sauver le travail national, l'ordre et la liberté, d'étendre par tous les moyens l'instruction et l'intelligence des classes laborieuses »²⁴. Et Duruy réalisa, en effet, de grands progrès. Dans notre département du Rhône, le nombre des écoles et des élèves augmentait. Le Procureur général, lui-même, se faisait un devoir de le signaler à son ministre²⁵.

Mais, quoique nous n'ayons point de statistiques précises, il nous semble que les efforts de Duruy furent fructueux principalement dans les campagnes. Dans les villes, son bon vouloir se heurta à la résistance obstinée de la grosse bourgeoisie. Le vieux Guisot, commentant dans les *Débats* les projets de Duruy, protestait contre cette contrainte apportée à l'autorité paternelle », « cette exigence tyrannique » de l'Etat qui « contraindrait les parents ou bien à envoyer leurs enfants dans des écoles publiques qui n'auraient pas leur confiance, ou bien à voir les inspecteurs d'Etat entrer dans les familles pour s'assurer que l'instruction primaire y est en effet donnée »²⁶. Guisot était un vieux doctrinaire et écrivait dans un grand journal. Les raisons qu'il oppose au principe de l'ins-

22. Rapport de l'Académie des Sciences morales et politiques servant d'introduction au livre de P. LEROY-BEAULIEU : *De l'Etat moral et intellectuel des populations ouvrières*, Paris, 1866.

23. A. M., BB30379, 28 décembre 1864.

24. Cité par E. LAVISSE, *Victor Duruy*, p. 77-78.

25. A. B., BB30379, les Rapports des années 1865-1867.

26. Cité par René ARNAUD, *la deuxième République et le second Empire*, p. 199.

truction obligatoire et gratuite ne sont peut-être pas ses vraies raisons; en tout cas, ce ne furent pas celles de la bourgeoisie lyonnaise. Elles sont moins avouables que celles de Guisot dans les *Débats*, aussi, ne sont-elles exprimées que dans un rapport confidentiel du Procureur général à son Ministre : « Dans notre société — disait le haut magistrat lyonnais, dépeignant l'impression produite par le rapport de Duruy dans la bourgeoisie lyonnaise —, les dangers et les infractions sont dus aux passions : or l'instruction n'apprend pas toujours à les dominer. Il arrive au contraire qu'elles grandissent avec un horizon plus étendu, avec des pensées plus élevées. S'il y a de bons livres, il y en a de mauvais et trop souvent la préférence est donnée à ceux-ci. L'instruction ne réalise donc ses merveilles qu'en marchant étroitement avec l'éducation morale et religieuse. Usera-t-on de contrainte alors pour imposer aussi ces études et resserrer le lien moral ?... L'ouvrier des villes est plus intelligent que celui des campagnes : néanmoins le premier n'offre ni à la société ni à l'ordre les mêmes garanties de moralité et de sagesse »²⁷.

Cependant, quoique peu favorable à l'enseignement populaire, la bourgeoisie ne pouvait souffrir de voir le socialisme et le « mauvais esprit » faire des progrès constants, sans les combattre. Si elle trouvait bon de laisser la partie illettrée de la classe ouvrière à son ignorance, il était pour elle d'autant plus urgent d'essayer de soustraire à l'influence des mauvais livres la minorité qui savait lire. Et puis elle avait besoin d'ouvriers qualifiés. Aussi, n'est-il pas étonnant de voir cette bourgeoisie, si défiante quand il s'agissait de généraliser l'instruction primaire, accepter avec empressement la proposition d'un membre de la Chambre de Commerce, l'ancien saint-simonien Arlès-Dufour, d'organiser à Lyon un cours d'enseignement professionnel²⁸. Celui-ci fit venir de Paris Ch. Gaumont, un ami de Jean Macé, le fondateur de la Ligue de l'enseignement. Pour être assuré auprès des ouvriers du succès de la future fondation, A.-Dufour aboucha Gaumont avec quelques chefs d'atelier et quelques bourgeois libéralisants, connus des ouvriers: Eugène Flotard, Henri Germain, et autres. Dans la bourgeoisie, l'idée fut accueillie avec sym-

27. A. N., BB30379, 29 mars 1865.

28. V. Chambre de Commerce, *Registres des délibérations*, 20 octobre 1864.

pathie. « Plusieurs citoyens firent des sacrifices considérables. M. Henri Germain et M. Arlès-Dufour donnèrent chacun dix mille francs »²⁹.

Pour attirer les ouvriers, la Chambre de Commerce décida de donner à ces *Cours d'Enseignement professionnel* une constitution démocratique. Les élèves admis moyennant une cotisation mensuelle de 50 centimes eurent la gestion du cours qu'ils suivaient et le droit de désigner leurs commissaires qui participaient à la nomination du Conseil d'administration. « La Chambre a vu [dans cette nouveauté] un moyen efficace et conforme aux tendances du temps d'intéresser les ouvriers à l'institution créée péniblement pour eux »³⁰. Les *Cours* eurent, en effet, un très grand succès. Fondés à la fin de l'année 1864, ils comptaient quelques mois plus tard 24 cours et 940 élèves³¹.

La Société des Cours d'enseignement professionnel organisait, de plus, sous ses auspices, des conférences sur la littérature et l'économie politique où l'on traitait dans un sens orthodoxe les questions sociales. Mais ces conférences intermittentes ne pouvaient suffire pour combattre efficacement les « mauvaises doctrines ». Déjà en 1860, la *Gazette de Lyon* et, après elle, le *Progrès*, avaient proposé de créer à cet effet « des conférences commerciales... [ayant] pour but de faire comprendre à nos ouvriers les lois les plus simples du mécanisme industriel et commercial en vue de les préserver des théories absurdes qui ont malheureusement cours parmi eux »³². Le préfet écrivait, en 1864, que « depuis plusieurs années la question de la création d'une chaire... [d'économie politique] avait été l'objet de préoccupations constantes de l'administration municipale. Elle n'a cessé de reconnaître l'utilité, au point de vue de la moralité et du niveau intellectuel des classes ouvrières, de faire pénétrer dans ces classes un enseignement propre à faire dissiper leurs vieux préjugés »³³.

Après les élections de 1863, qui montrèrent combien les

29. Commissaire *op. cit.*, II, p. 191.

30. Chambre de Commerce, *Registres des délibérations*, 16 mars 1865.

31. *Ibid*, 16 mars 1865.

32. *Le Progrès*, 26 juin 1860.

33. A. N., *F1cIII Rhône* 10, Rapp. du Préfet au Ministre de l'Intérieur, 1^{er} octobre 1864.

« mauvaises théories » étaient profondément enracinées, la question devint bien pressante. La Chambre de Commerce s'en était saisie, réitérant plusieurs fois la demande au gouvernement de fonder à Lyon une chaire d'économie politique pour les ouvriers. C'était une ébauche, une des premières en France, d'Université populaire. La Chambre offrait de payer la moitié du traitement au professeur et de couvrir tous les autres frais. Elle attendait de son projet de grands résultats : « Si maintenant, dit son rapporteur à la séance du 23 juin 1864, nous portons notre attention sur l'état moral des classes ouvrières, nous verrons que c'est dans leurs rangs qu'il est désirable que l'économie politique fasse descendre ses enseignements. Que d'idées erronnées à rectifier sur la formation du capital, sur ce que les écoles socialistes appellent sa tyrannie, sur les lois qui président à la fixation des salaires, sur les variations du prix des choses, sur le crédit, etc., etc.... Que de préjugés à dissiper ! On connaît ce mot d'un ministre anglais devant qui on s'étonnait que son pays fût si peu accessible aux passions socialistes et qui répondit : « C'est que l'économie politique est plus connue en Angleterre qu'en France »³⁴.

On comprend qu'avec des espérances pareilles les membres de la Chambre de Commerce fussent impatients des longueurs du gouvernement en cette affaire et brusquant les choses, ils décidèrent enfin de supporter tous les frais, se contentant d'une simple autorisation ministérielle. Le professeur genevois, Dameth, fut chargé par eux d'organiser le *Cours libre d'économie politique*, en septembre 1864³⁵.

Ces différents cours eurent un grand succès auprès des ouvriers. Ils venaient au bon moment, rappelons que c'est l'époque de la fondation des premières Bibliothèques populaires. L'Administration impériale faisait d'ailleurs tout son possible pour assurer leur réussite : propagande dans les quartiers par les commissaires de police, dans les sociétés de secours

34. Chambre de Commerce, *Registre des délibérations*, 23 juin 1864.

35. *Ibid.*, 29 septembre 1864. Le *Cours* dura jusqu'à la fin de l'Empire, avec DAMETH comme conférencier. Il s'efforçait de réfuter les « principales théories du socialisme », émises par le Congrès de l'Internationale. Ces cours furent imprimés par la *Société d'Economie politique de Lyon*, avec subvention par la Chambre de Commerce, pour faciliter leur diffusion dans les masses ouvrières (V. *ibid.*, 4 mars et 4 novembre 1869, et *le Progrès*, 25 avril 1865).

mutuels. Tous les personnages notoires de la ville de Lyon : préfet, procureur général, président de la Chambre de Commerce, assistaient à l'ouverture annuelle et à la distribution des prix. Un grand dignitaire de Paris venait présider³⁶.

Qu'attendaient le gouvernement et la bourgeoisie de toutes ces mesures en faveur des ouvriers ? Le Procureur général, en qui nous pouvons avoir pleine confiance quand il s'agit de connaître la pensée de la haute bourgeoisie lyonnaise, nous dit que ce n'était rien moins que de créer dans la classe ouvrière une fraction impérialiste. « Les classes ouvrières, dit-il dans son long rapport du 28 décembre 1864, ne sont plus aussi facilement entraînées par leurs anciens chefs (les libéraux) et leurs idées suivent un autre courant. Elles comprennent qu'une auguste sollicitude les protège. Elles rêvent toujours des progrès, des réformes, du bien-être, mais elles sentent qu'un gouvernement fort et bienveillant peut leur donner plus qu'une secousse politique quelconque. Les causes de ce changement sont faciles à saisir... Les sociétés de secours mutuels ont prospéré grâce à l'appui constant de l'autorité. Les intérêts de 9.000 ou 10.000 familles lyonnaises se rattachent maintenant à leur destinée et cette solidarité est heureuse... Il est certain aussi que le succès des sociétés de prévoyance a rendu très populaires les associations industrielles, commerciales et alimentaires... Là encore, les encouragements de l'administration locale ont détruit les préventions... Les ouvriers de bonne foi ont pu constater que nos sympathies réelles les servaient dans leurs entreprises sérieuses. Beaucoup se sont montrés reconnaissants... Cependant, si quelques associations prospéraient, d'autres ne donnaient que des résultats désastreux. Les membres se sont aperçus alors... que l'instruction, comme les connaissances spéciales, leur manquaient... Ainsi s'expliquent... les succès extraordinaires des cours organisés depuis deux mois à Lyon... Tous sont suivis avec une ardeur fébrile. Rien de plus frappant que le spectacle de cette foule chaque jour rassemblée autour d'une chaire. Pas un mot, pas une manifestation hostile, pas une manœuvre qui trahisse la main des partis. Tous, nous nous sommes faits un devoir d'assister à l'inauguration des *Cours d'enseignement professionnels* dans l'immense salle du Palais du Commerce et nous avons pu entendre le discours d'un ouvrier typographe qui

36. A. N., BE³⁰³⁷⁹, 23 décembre 1864 ; le Progrès, 22 mai 1866.

avait été délégué à l'Exposition de Londres. Rien de plus net que sa profession de foi, rien de plus sage que ses conseils. Aux applaudissements qui l'ont salué, nous avons pu reconnaître *qu'à côté de l'ancienne démocratie s'en formait une nouvelle, impérialiste et modérée, amoureuse du progrès et mieux inspirée que son aînée...* »³⁷.

Ce plan de gagner les ouvriers au régime, de former une élite impérialiste dans la classe ouvrière, l'Administration et la bourgeoisie impérialiste le poursuivront jusqu'en 1868. La grande enquête sur les sociétés coopératives, les subventions aux coopératives de production, l'organisation de délégations ouvrières pour l'Exposition universelle de Paris en 1867 n'auront pas d'autre but.

Eurent-elles quelques succès ? Le Procureur général l'affirme catégoriquement³⁸. Le vieux révolutionnaire J. Benoist constate lui aussi qu'il y eut rapprochement entre les ouvriers et l'Empire : « C'est triste à dire, mais c'est la vérité »³⁹. Les libéraux sentirent le danger; leurs rapports avec les sociétés ouvrières devinrent très tendus depuis que celles-ci avaient accepté l'aide impériale, et, quoiqu'ils aient personnellement beaucoup contribué à la fondation des différents cours populaires, ils firent bientôt volte-face et tentèrent de les boycotter. A peine les *Cours d'enseignement professionnel* avaient-ils commencé que l'avocat Ferrouillat « se démettait avec éclat de sa qualité de membre du Comité d'enseignement professionnel. Il ne voulait pas s'associer à une direction qui échappait à son parti hostile »⁴⁰.

Mais nous avons vu comment, sous la menace des radicaux et des socialistes, les deux fractions de la bourgeoisie se rapprochèrent peu à peu. En 1866, quoique l'esprit impérialiste de cette institution n'ait point changé, J. Simon venait présider à la distribution solennelle des prix, avec, « à sa gauche, M. le Sénateur-Préfet, Henri Chevreau »⁴¹. Seuls les radi-

37. A. N., BB30379, 28 décembre 1864.

38. A. N., BB30379, les Rapports du 25 mars 1865 ; 8 janvier et 22 décembre 1866 ; 28 mars 1867.

39. J. BENOIT, *op. cit.*, p. 433.

40. BB30379, 28 décembre 1864.

41. *Le Progrès*, 22 mai 1866.

caux révolutionnaires « continuèrent à mener campagne contre la propagande impérialiste » ⁴².

A propos de cette propagande, M. A. Thomas parle du « danger » que courut alors l'idée républicaine chez les ouvriers parisiens⁴³. Nous ne pouvons rien dire sur la situation à Paris, mais, quant à Lyon, nous croyons que ce « danger » n'exista jamais, et pour deux causes : D'abord parce que toute cette campagne impérialiste ne touchait qu'une infime partie de la classe ouvrière⁴⁴. Les associations de production, seules susceptibles d'être gagnées à la cause du régime, ne rassemblaient qu'une minorité insignifiante, 2.500 adhérents au plus; les différents cours touchaient encore moins les masses, comptant à peine 1.000 à 1.500 auditeurs, dont beaucoup, certainement, ne venaient, comme le père Richard, que pour le plaisir de contredire. Il est d'ailleurs évident que le gouvernement et sa bourgeoisie n'avaient point d'autre ambition que de gagner l'élite, la partie la plus riche, la plus intelligente de la classe ouvrière, les artisans des vieilles corporations. Ceux-ci, disait le commissaire de police de la Croix-Rousse, « pourraient devenir les plus solides appuis de l'édifice impérial. Les ramener, les convertir, ne serait pas chose impossible... ». Quant aux autres, aux compagnons, aux ouvriers non qualifiés, c'est-à-dire à l'énorme majorité de la classe ouvrière, « à cette vile tourbe qui, rejetée par les campagnes, vient cacher ses vices et ses désordres au sein des grandes villes, leur démoralisation est trop profonde pour qu'il soit permis d'en attendre un concours civique et honnête. Ce sont là des impuretés, des immondices de l'ordre moral, une plaie sociale d'une irrévocable incurabilité » ⁴⁵. Par malheur pour le vertueux commissaire de police et pour ses maîtres, « cette vile tourbe » formait dans la classe ouvrière une majorité toujours grossissante et qui comptait pour quelque chose, surtout sous un régime de suffrage universel.

Mais, même s'il ne se fût agi que d'une élite, le gouvernement et la bourgeoisie ne firent aucun effort sincère pour la

42. *J² Police politique, Clubs, Sociétés politiques*, Rapp. du Comm. spécial, 16 mars 1866.

43. *Op. cit.*, p. 193, sqq.

44. Nous savons déjà, d'après les rapports mêmes du Procureur général, à quoi nous en tenir sur l'attachement au régime de beaucoup de sociétés de secours mutuels. (*V. supra*).

45. *J² Evénements et troubles politiques*, 25 juin 1863.

gagner. Au fond, toute cette campagne impérialiste n'était qu'un bluff, un expédient temporaire, bien caractéristique de la politique impériale. On ne peut pas dire qu'on songeait vraiment à une amélioration quelconque de la condition des ouvriers. Par ses cours, la bourgeoisie ne vise qu'à détourner les ouvriers du socialisme, le gouvernement à les détourner de la politique. « Ils occuperont tout au moins les ouvriers », dit le Procureur général⁴⁶. Quant aux sociétés coopératives, nous savons déjà ce qu'en pensait le gouvernement, et la bourgeoisie lyonnaise fit de son mieux pour les ruiner.

« Les esprits s'étaient, jusqu'à un certain point, éloignés de la politique, et nul doute que, si le gouvernement impérial avait pu satisfaire dans une mesure raisonnable les besoins matériels des ouvriers, l'idée de liberté aurait disparu pour un certain temps », disait le vieux Benoist⁴⁷. Mais, justement, cela, le gouvernement ne le pouvait ni ne le voulait. Une partie de la classe ouvrière, attirée vers le coopératisme, pour des causes que nous avons montrées, était devenue, non impérialiste, mais quelque peu indifférente à la politique. Elle y revint encore plus ardente après les premières déceptions des entreprises coopératives.

46. BB30379.

47. J. BENOIST, *op. cit.*, p. 433.

CHAPITRE VIII

L'agitation populaire des dernières années de l'Empire.

I. *Les lois libérales de 1868 et les républicains.*

II. *La réorganisation de l'Internationale.*

III. *Les élections de 1869.*

IV. *L'état d'esprit après les élections.*

V. *Le mouvement anticlérical et les radicaux.*

I

Mécontentement grandissant des masses tenues à l'écart des manifestations de la vie politique et sociale, déception de l'élite ouvrière après l'échec des entreprises coopératives, crise constante de la Fabrique, tout créait une atmosphère favorable à l'agitation et à la propagande des partis extrêmes. Il est probable que la crainte d'un gouvernement fort, jouissant d'un prestige universel et sachant habilement et avec autorité consentir des concessions opportunes, aurait pu étouffer en germe le mouvement révolutionnaire qui se préparait ou, du moins, en amortir la violence; mais en 1868 le gouvernement impérial était loin de pouvoir offrir à l'ordre de tels gages de sécurité. Ses mésaventures extérieures avaient profondément ébranlé et suscité contre lui le mécontentement de tout le pays.

Si l'Empire fit des guerres pour des raisons de politique intérieure, il fut, aussi, souvent obligé de modifier celle-ci sous la pression de la situation extérieure. L'entrée dans la voie libérale en 1860 eut pour cause la politique italienne de l'Empe-

reur; les échecs de sa politique extérieure depuis 1863 le forcèrent d'avancer dans cette voie.

En effet, dès cette époque, la situation internationale de la France n'était rien moins que favorable. L'Angleterre, alarmée par l'action diplomatique de la France, la tenait systématiquement en échec sur toutes les questions; les Etats-Unis s'étaient assez remis de leur crise intérieure pour lui imposer l'abandon immédiat et sans conditions du Mexique; le tzar se détournait de Napoléon III, ami des Polonais, et se rapprochait de la Prusse; l'Autriche n'était pas encore résignée à la perte de la Vénétie; les catholiques étaient fort mécontents de l'Empereur, protecteur du nouveau Royaume d'Italie, ce qui, d'ailleurs, ne lui conciliait pas les Italiens, auxquels il défendait toujours de prendre Rome¹. Cette idée de nationalité, avec laquelle Napoléon III avait si étourdiment joué, lui devint fatale. La victoire prussienne de Sadowa, victoire de l'idée de nationalité, et à laquelle l'Empereur contribua quelque peu, puisqu'il favorisa l'alliance italo-prussienne, porta à l'Empire un coup dont il ne se relèvera plus. Le grand prestige de la France s'évanouit comme par enchantement et sans qu'elle y fût pour rien, tout simplement parce qu'elle avait assisté passive à un des événements les plus importants de l'histoire de l'Europe, parce que cet Empire, qui s'arrogeait le droit de décider les destinées des pays les plus éloignés et ambitionnait de devenir l'arbitre de la politique mondiale, avait accepté sans broncher que l'ennemie héréditaire de la France se reformât et devint une redoutable puissance. Cela le nationalisme français, « entretenu par l'Empereur lui-même depuis le début de son règne, ne pouvait lui pardonner »². Les essais de celui-ci de rattraper par une mesquine politique de « pourboires » le prestige perdu ne firent que l'humilier davantage et aggraver la situation.

Une atmosphère lourde pesait sur la France. Le pays se sentait sous la menace d'une guerre imminente et à l'issue douteuse. L'économie nationale souffrait de cette incertitude du lendemain. « Sous l'empire de ces craintes trop générales [de la guerre], écrivait le Procureur général, les affaires sont à peu près arrêtées en ce moment... On ne contracte plus qu'à

1. V. E. BOURGEOIS, *op. cit.*, tome III, p. 611, sqq.

2. A. THOMAS, *op. cit.*, p. 280.

courte échéance...³. A aucune époque la situation financière n'a été plus mauvaise et n'a frappé plus généralement la fortune privée. Aussi la stagnation s'étend à toutes les branches du commerce et de l'industrie. On vit au jour le jour » ⁴. C'était la fameuse « grève du milliard » ⁵. Jamais le mécontentement contre l'Empire ne fut si général. Même la grosse bourgeoisie, à qui la prospérité industrielle des années précédentes avait fermé la bouche, commençait à trouver que tout n'allait pas pour le mieux dans l'Empire autoritaire. Elle se sentait, dit son porte-parole, le Procureur général, « fatiguée de la dangereuse politique de prestige menée par l'Empereur », et se décidait enfin à réclamer « plus de pouvoir à la Chambre des députés pour pouvoir mettre un frein aux ambitions des souverains » ⁶. Les classes moyennes, dont la fortune en France est si intimement liée à celle de l'Etat, souffraient aussi. Les impôts les écrasaient (ou du moins elles s'en plaignaient beaucoup), les obligations mexicaines ne valaient plus rien, la plupart des autres valeurs étaient fortement dépréciées, le *Crédit Mobilier* en déconfiture, et le projet de la nouvelle loi sur le recrutement, qu'imposait le danger prussien, faisait prévoir de nouvelles charges matérielles et personnelles ⁷. Et puis, sans parler des ouvriers, ces mécontents de vieille date, il y avait les nationalistes, la jeunesse, les ardents de toutes les classes, blessés du succès de la Prusse ⁸. « L'opposition grandit et la confiance dans la force et le prestige de l'autorité n'est plus la même » ⁹. Dès les premiers revers, « même les gens honnêtes, qui seraient désespérés de voir l'Empire sérieusement menacé, [avaient réclamé] un certain développement de nos libertés » ¹⁰. Après Sadowa ce cri devint universel. Un péril qui menaçait si rudement et l'honneur et les bourses avait réveillé toute l'opinion.

3. A. N. BB³⁰³⁷⁹, 20 avril 1867.

4. *Ibid.*, 7 octobre 1867.

5. LEVASSEUR, *op. cit.*, II, p. 485. Dans un discours au Sénat, le 27 janvier 1868, Rouland, gouverneur de la Banque de France, disait : « La raison du malaise qui a pesé depuis une année sur les affaires, c'est l'inquiétude sur les choses de la politique extérieure. » (*Id.*, *ibid.*).

6. BB³⁰³⁷⁹, 28 juin 1866 ; v. aussi le rapport du 20 mai 1867.

7. *Ibid.*, 7 octobre 1867.

8. *Ibid.*, 1^{er} juillet 1867.

9. *Ibid.*, 28 décembre 1867.

10. *Ibid.*, 28 décembre 1867.

Comme la manière forte ne seyait plus à l'Empire déconsidéré, une seule ressource lui restait pour essayer de calmer le mécontentement: céder, accorder des libertés intérieures. Déjà en janvier 1867 un décret de l'Empereur annonçait des lois libérales sur la presse, le droit de réunion et d'association, mais ce n'est qu'en 1868 que ces lois qui allaient donner au mouvement politique et social de la fin de l'Empire un aspect tout nouveau, furent promulguées. La première en date et la plus importante au point de vue ouvrier, ne fut pas à proprement parler une loi, mais un simple rapport ministériel, approuvé par l'Empereur et inséré dans *le Moniteur* du 30 mars 1868, déclarant que les Chambres syndicales d'ouvriers jouiront désormais d'une tolérance égale à celle dont jouissaient depuis de longues années les Chambres patronales. Puis vinrent la loi sur la presse (11 mai) et la loi sur les réunions publiques (6 juin). La loi sur la presse abolissait le régime de l'autorisation ; désormais une simple déclaration suffisait pour fonder un journal. Les avertissements, les suspensions et les suppressions par voie administrative étaient abolis. Les journaux ne pouvaient plus être frappés que par une sentence judiciaire. La loi sur les réunions permettait les réunions publiques, sans autorisation préalable, sauf pour celle où l'on devait discuter des questions politiques ou religieuses. Il suffisait pour tenir une réunion d'une déclaration signée par sept personnes de la localité. Un délégué de l'autorité pouvait toujours y assister et la dissoudre même, s'il le juge nécessaire.

Par toutes ces lois, le gouvernement avait espéré apaiser les mécontentements, mais c'est tout le contraire qui eut lieu. Les bourgeois conservateurs n'avaient désiré des libertés que pour leurs représentants dans la Chambre et non pour la rue. Devant ce qu'elle considérait comme une défaillance du régime, la grosse bourgeoisie lyonnaise se découragea complètement, « songeant déjà aux clubs »¹¹. Quand les lois furent promulguées le Procureur général envoya un rapport à son ministre où il décrivait ainsi l'état d'esprit de cette partie de la population lyonnaise: « La situation morale n'est plus la même. Les esprits sont inquiets et presque troublés. Ils s'étaient faits une douce habitude du repos. Ils voyaient la Dynastie Napoléo-

11. *Ibid.*, BB30379, 1^{er} juillet 1867 ; v. aussi A. M. L., *Les Associations de production et de consommation*, Rapp. mensuel du Commissaire spécial, 6 février 1867.

nienne placée sur de solides assises. Ils jouissaient de tous les bienfaits de l'ordre consolidé par l'autorité. [Maintenant] l'audace des partis violents grandit en même temps que la foi est ébranlée parmi les conservateurs »¹². La bourgeoisie lyonnaise, encore imprégnée de ses traditions orléanistes, ne parvint que difficilement à s'adapter au suffrage universel et à ses conséquences; jusqu'à la grande secousse de 1871, elle ne sut que persister « dans son déplorable système d'indifférence, de découragement et d'abstention »¹³.

Quant aux républicains, et surtout aux républicains radicaux, loin de savoir quelque gré à l'Empire, ils n'usèrent des nouvelles libertés que pour l'attaquer avec plus d'ardeur. Leur premier soin fût d'empêcher que par ces nouvelles lois le régime ne se conciliât les ouvriers. Ils s'efforcèrent de les discrediter avant leur promulgation même en démontrant qu'elles cachaient « une arrière-pensée », que, en vérité, elles empêchaient l'opposition « d'exposer les griefs du pays », que « la loi sur les réunions... est une loi contre leurs réunions [des ouvriers] », que la nouvelle loi sur la presse est encore plus scélérate que l'ancienne, avec « ses pénalités pécuniaires trop lourdes, qui étoufferont vite toute presse oppositionnelle ». Et le Procureur général comme le Commissaire spécial constatent avec tristesse que les républicains réussissaient aisément à convaincre les ouvriers¹⁴.

Toutefois, ces critiques des nouvelles lois n'empêchèrent point les républicains d'en profiter de leur mieux pour activer leur propagande. Un partisan de l'Empire disait à propos du décret de janvier 1867: « L'Empereur donne lui-même des verges pour se faire fouetter ». En effet, constate la police, les lois libérales ne servirent qu'aux radicaux¹⁵. La loi sur la presse n'était pas encore promulguée que les républicains des deux camps opposés, les libéraux avec Hénou et Ferrouillat et les radicaux avec Commissaire, Le Royer et Andrieux essayaient de s'entendre pour fonder ensemble une nouvelle

12. BB³⁰379, 20 juillet 1868.

13. *Ibid.*, 8 juillet 1868.

14. A. M. L., P² *Associations de production et de consommation, coopération*. Rapp. du commissaire spécial, 6 février 1867 ; A. N., BB³⁰379. 1^{er} juillet 1867.

15. A. N., BB³⁰379, 8 juillet 1868 ; A. M. L., P² *Police politique, feuilles périodiques*, Rapp. de police, juin 1868.

feuille d'opposition. Mais quoique les élections législatives approchassent, nécessitant une propagande intensifiée, les libéraux, imbus de leur dignité bourgeoise dont le sentiment, entretenu par la tradition orléaniste, était très fort à Lyon, refusèrent de s'engager dans la voie de ce qu'ils considéraient une démagogie hypocrite et outrée où les voulaient entraîner Le Royer et Andrieux; ils refusèrent d'acquiescer à un programme rédigé par Le Royer. Les libéraux disaient « qu'ils n'avaient point besoin de programme, que leurs noms suffisaient pour révéler à la démocratie le véritable caractère du journal »¹⁶. Les deux groupes se séparèrent et la scission, cette fois, fut définitive. Chaque groupe eut désormais ses organes spéciaux qui, s'ils gardaient une certaine courtoisie réciproque, ne se combattaient pas moins. Les libéraux avaient deux hebdomadaires, *la Discussion* et la satirique *Mascarade*; les radicaux eurent *le Progrès*, que son propriétaire laissait toujours suivre le groupe de l'opposition qui lui procurait le plus grand nombre de lecteurs, et les journaux satiriques anticléricaux qui se succédèrent de 1867 à 1870, *le Réveil*, *le Refusé*, *l'Ex-communié*¹⁷.

Dans leur propagande chez les ouvriers, les libéraux se montraient singulièrement timides et indécis, évitant d'exciter trop les passions populaires par crainte des conséquences socialistes. Leur attitude envers le régime avait beaucoup évolué depuis 1852, époque où les élus libéraux refusaient le serment. Ils étaient devenus vers la fin de l'Empire, selon le mot de M. le professeur Weill, « un parti républicain gouvernemental »¹⁸, et, s'ils gardaient encore quelque crédit chez les ouvriers parisiens, ils l'avaient complètement perdu chez les Lyonnais. Leur influence est presque nulle dans le mouvement ouvrier lyonnais de la fin de l'Empire. Elle avait passé toute aux radicaux, qui, forts du mécontentement chaque jour grandissant des masses, devenaient toujours plus bruyants et plus intransigeants. « Le parti révolutionnaire retrouve aujourd'hui toutes ses audaces. écrivait, à la fin de l'année 1868, le Pro-

16. A. M. L., *I² Police politique, feuilles périodiques*, Rapp. de police, juin 1868; S. COMMISSAIRE, *op. cit.*, II, p. 216.

17. Voir A. M. L., *I² Police politique, feuilles périodiques*; les rapports de police de 1868; A. N. BB30379, 8 juillet 1868 et 16 avril 1869; VINGTRINIER, *les Journaux de Lyon en 1868*, dans la *Revue du Lyonnais*, 1868, 3^e s. V, 486.

18. *Histoire du parti républicain en France de 1814 à 1870*, p. 503.

curseur général. Dans ses témérités il en est presque venu à montrer son drapeau. Il a ses chefs et il recrute chaque jour de nouveaux partisans... Il ne s'agit plus pour lui de progrès à réaliser, mais de bouleversements à tenter. Toute manifestation lui sera bonne et désormais il saisira un incident quelconque pour agiter les masses... Radicale dans ses idées, radicale dans ses moyens, cette opposition n'est plus que la violence »¹⁹. A cette opposition, les nouvelles lois avaient donné la possibilité de gagner et de galvaniser la foule. Elle en usera largement. A côté des journaux, les réunions étaient un moyen excellent. Elles commencèrent dès la fin de l'été 1868. Sous le couvert de conférences littéraires — pour éviter l'obligation de demander l'autorisation —, les orateurs radicaux, le futur candidat aux élections de 1869, Bancel, les avocats Andrieux et Le Royer, le clerc de notaire Denis Brack, etc., critiquaient, sous une forme voilée mais transparente, le régime impérial et préparaient les ouvriers à bien voter aux prochaines élections²⁰.

II

Si, en 1868, le groupe des radicaux lyonnais n'avait plus à craindre un retour offensif des vieux libéraux, il eut à combattre un autre rival beaucoup plus décidé et qui paraissait plus dangereux. La Section lyonnaise de l'Internationale s'était constituée et réorganisée avec un nouveau programme et sur des bases nouvelles, et elle mènera, pendant quelque temps, une rude guerre aux politiciens radicaux.

L'Internationale mutuelliste telle qu'elle se présentait après le congrès de Genève, n'avait rencontré que méfiances. Les coopérateurs, auxquels elle s'adressait particulièrement, ne surent que faire de ses théories; les républicains la suspectaient, ou feignaient de la suspecter, de n'être qu'un nid de mouchards; sa condamnation de la grève détournait d'elle les mas-

19. A. N., BB³⁰³⁷⁹, 23 décembre 1868.

20. V. sur ces réunions : *I² Police politique, clubs, sociétés politiques*, les rapports de police de 1868 et du commencement de 1869 ; COMMISSAIRE, *op. cit.*, II, p. 218.

ses ouvrières, pour lesquelles le problème immédiat demeurait celui que la loi de 1864 n'avait fait que résoudre partiellement, celui des rapports présents entre le capital et le travail, le problème de l'augmentation des salaires ²¹.

Ce qui procura à la Section parisienne un peu de popularité ce furent les quelques grèves auxquelles, par la force des circonstances et à son corps défendant, elle fut mêlée ²², et aussi sa participation à la manifestation républicaine sur la tombe de Manin le 2 novembre 1867 ²³. Elle valut à la commission d'initiative de la Section parisienne la bonne fortune d'un procès retentissant. Tout cela était, à la vérité, contraire aux principes posés par les congrès de Genève et de Lausanne ; mais il était évident que c'était pour l'Internationale la seule voie à suivre si elle ne voulait pas rester éternellement un « état-major sans armée » ²⁴. Pour cela il fallait qu'elle cessât de n'être qu'une société ouvrière d'études sociales et économiques pour devenir une organisation militante s'occupant davantage de problèmes immédiats qui passionnaient les masses ouvrières, c'est-à-dire de la question politique et de la question d'organisation professionnelle de la classe ouvrière ayant pour but l'augmentation de salaires et la diminution de la journée du travail.

La question politique occupera plus particulièrement la Section parisienne entraînée bien vite dans le tourbillon révolutionnaire et républicain de la capitale. Plus à l'abri des influences des idées et des personnalités éminentes de la grande ville, ayant aussi mieux conservé les traditions proudhonniennes, quelques militants des villes industrielles de province, de Marseille, de Rouen, de Lyon, où le calme relatif de la vie politique mettait plus en évidence le problème social, se consacreront surtout à la question d'organisations ouvrières.

Pour empêcher leur œuvre de sombrer, les membres inculqués de la Section parisienne avaient provoqué l'élection d'une nouvelle commission qui fut composée d'hommes beaucoup plus jeunes, d'esprit plus révolutionnaire que sa devancière. Malon et Varlin en étaient les membres les plus en vue. Condamnés à leur tour, quelques mois après (mai 1868), les nou-

21. Voir A. THOMAS, *op. cit.*, p. 307.

22. Voir PUECH, *op. cit.*, p. 203 ; TCHERNOFF, *op. cit.*, p. 464.

23. Voir TCHERNOFF, *op. cit.*, p. 470.

24. G. WEILL, *Histoire du mouvement social*, p. 116.

veaux chefs de la Section parisienne eurent l'occasion de se rencontrer avec quelques disciples de Blanqui, qui les convertirent à la doctrine révolutionnaire de leur maître²⁵. La maladroite intolérance du gouvernement les prédisposait d'ailleurs à la comprendre vite. Puis, quand, ayant purgé leur peine, les membres de la commission parisienne revinrent à la vie publique, ils retrouvèrent un Paris bien changé, beaucoup plus agité et plus bruyant qu'ils ne l'avaient quitté. Les premiers effets des lois de 1868 s'étaient déjà fait sentir. Les journaux pullulaient, les réunions étaient nombreuses; les masses, socialistes un peu, républicaines beaucoup plus, étaient avant tout animées de la haine contre l'Empire. Cet état d'esprit de la capitale gagna tout de suite les nouveaux chefs de la Section parisienne et les entraîna à la suite des révolutionnaires politiques. L'Internationale en France était menacée de devenir une simple fraction socialiste de l'extrême-gauche républicaine; la question sociale passait au second plan, devenait une annexe de la question politique.

A ce courant populaire irrésistible qui entraînait les parisiens, quelques militants des Sections provinciales, de la Section lyonnaise surtout, tentèrent de s'opposer. Jeunes et révolutionnaires eux aussi, mais convaincus par Proudhon que « la réforme sociale ne sortira jamais de la réforme politique »²⁶, et que le premier devoir d'une classe ouvrière consciente de ses intérêts est de se séparer de tous les partis bourgeois, ils luttèrent longtemps pour détourner les ouvriers du parti radical et pour les organiser à part. Ils essayèrent de se servir dans ce but des organisations professionnelles ouvrières, spontanément formées, auxquelles ils s'efforcèrent de donner une attitude conforme à leur idéal socialiste et révolutionnaire. Dans ce groupe, l'influence d'un autre proudhonien révolutionnaire, de Bakounine, sera prépondérante.

A ce point de vue, la Section lyonnaise suivait une voie tout opposée à celle de la Section parisienne. Tant que celle-ci avait professé des principes d'un socialisme excluant toute action politique, les adhérents lyonnais n'avaient vu dans la leur qu'un instrument de lutte contre l'Empire; maintenant que la Section parisienne voulait s'engager dans cette lutte et mettre

25. V. Benoît MALON, *Histoire du socialisme*, p. 348 ; TCHERNOFF, p. 475.

26. PROUDHON, *Solution du problème social*.

la question politique au premier plan, la Section lyonnaise ou, du moins, son groupe le plus important, refusait tout contact avec la politique et les politiciens bourgeois. C'est Albert Richard qui inspirait à Lyon cette nouvelle tactique. Il avait réussi à se faire envoyer par quelques ouvriers, restés encore fidèles à la Section, au troisième congrès de l'Internationale, qui eut lieu, en septembre 1868, à Bruxelles. Ce congrès marque un changement complet dans l'évolution de la célèbre Association. Les mutuellistes proudhoniens y furent vaincus par les collectivistes, dont le Belge, César de Paepe, un disciple de Collins se fit le champion. La propagande pour la formation des sociétés coopératives passe au second plan, et le congrès recommande surtout la formation des syndicats professionnels; les moyens d'organiser les grèves préoccupent les congressistes. Nous sommes loin du congrès de Genève : « Au point de vue de l'organisation de la grève, décidait le congrès, il y a lieu, dans les professions qui n'ont pas encore de sociétés de résistance... de créer de ces institutions, puis de solidariser entre elles les sociétés de résistance de toutes les professions et de tous les pays »²⁷. Pour l'avenir de l'Internationale en France, cette décision est importante, venant après le rapport ministériel sur la tolérance des syndicats ouvriers.

Le congrès affirma, en outre, la haute opinion qu'il avait de la mission de l'Internationale et de la prépondérance de la question sociale sur toutes les autres, en se prononçant contre la *Ligue de la Paix*, association internationale de républicains pacifistes, qui tenait en ce moment à Berne son second congrès annuel et avait invité les internationalistes à seconder ses efforts²⁸. Le congrès de Bruxelles, répondirent les internationalistes, estime que la Ligue de la Paix « n'a plus de raison d'être en présence de l'œuvre de l'Internationale et invite cette société à se joindre à elle »²⁹.

C'est à ce congrès de Berne de la Ligue de la Paix que Bakounine, le célèbre révolutionnaire russe, déjà membre de l'Internationale depuis quelques mois, rompit définitivement avec

27. GUILLAUME, I, p. 69.

28. Sur la Ligue de la Paix, voir TCHERNOFF, *op. cit.*, p. 167, sqq.

29. GUILLAUME, I, p. 67. Les internationalistes parisiens enfermés à Sainte-Pélagie, conséquents à leurs nouvelles idées de collaboration de tous les républicains, bourgeois et ouvriers, protestèrent contre la décision du congrès de Bruxelles et envoyèrent une adresse de sympathie au congrès de Berne (*Id.*, *ibid.*, p. 67).

la Ligue pour se consacrer entièrement à l'action révolutionnaire socialiste. Dans le groupe qui le suivit se trouvait, entre quelques autres Français, le Lyonnais Albert Richard, venu en son nom privé au congrès de Berne après la clôture du congrès de Bruxelles³⁰. Cette minorité dissidente créa aussitôt une nouvelle organisation sous le nom d'*Alliance internationale de la démocratie socialiste*, qui se constitua en une branche de l'*Internationale des Travailleurs* dont elle acceptait les statuts³¹. Les principes professés par l'*Alliance* auront une grande influence sur l'*Internationale* et particulièrement sur la Section lyonnaise et méritent à ce titre d'être résumés dans ce travail : l'inspiration première de l'*Alliance* était proudhonienne ; ses membres, à commencer par Bakounine, étaient presque tous de vieux proudhoniens ; il n'est donc pas étonnant si son programme fut, aussi, proudhonien. Programme politique : « Suppression des Etats politiques remplacés par la libre fédération des communes en province, de provinces en nation, de nations en Etats-Unis d'Europe »³². Programme d'organisation économique : Union universelle des libres associations tant agricoles qu'industrielles »³³. Sa tactique est, aussi, proudhonienne : elle refuse l'alliance avec n'importe quel parti bourgeois, « fût-il rouge comme le sang »³⁴, écrivait Bakounine aux travailleurs lyonnais.

Cependant ce proudhonisme de l'*Alliance* diffère de beaucoup de celui des premiers fondateurs de l'*Internationale*, de Tolain et de ses amis. Ceux-ci étaient conciliants (ils ne considéraient le mouvement ouvrier, au point de vue politique, que comme un auxiliaire du parti libéral)³⁵, tolérants en questions religieuses et partisans décidés de la propriété privée, tandis que l'*Alliance* se déclarait athée, collectiviste, et repoussait « toute activité politique qui n'aurait pas pour but immédiat et direct le triomphe de la cause des travailleurs contre le capital »³⁶. Ce qu'il faut préparer c'est une révolution anar-

30. Voir A. RICHARD, *Bakounine et l'Internationale* (loc. cit., p. 119) ; GUILLAUME, I, p. 76.

31. GUILLAUME, I, p. 76.

32. *Id. ibid.*, p. 78.

33. *Programme de l'Alliance démocratique*, dans GUILLAUME, op. cit., I, p. 132.

34. GUILLAUME, op. cit., I, p. 284.

35. Voir le *Manifeste des Soixante*.

36. *Programme de l'Alliance*.

chiste où sombrerait toute l'organisation sociale et politique existante, sur les ruines de laquelle on fondera une société collectiviste, où l'Etat sera remplacé par la libre association.

Mais, au point de vue pratique de l'action ouvrière immédiate, et de l'influence du groupe de l'Alliance sur cette action, c'est sa théorie syndicaliste qui a le plus d'importance. Au lieu de prêcher, comme les proudhoniens de la première heure, comme Proudhon lui-même, l'action coopératiste qui isolait l'élite ouvrière des masses, les hommes de l'*Alliance*, comme le congrès de Bruxelles, mais plus résolument, proposèrent aux militants ouvriers l'action syndicale, l'organisation des masses et leur résistance directe au patronat. « Quelle est la politique que l'Internationale doit suivre pendant cette période plus ou moins longue de temps qui nous sépare de cette terrible révolution sociale que tout le monde pressent aujourd'hui ? » se demande *L'Egalité*, journal des amis suisses de Bakounine, et elle répond : « Faisant abstraction, comme lui commandent ses statuts, de toute politique nationale et locale, elle donnera à l'agitation ouvrière dans tous les pays, un caractère essentiellement économique, en posant comme but : la diminution des heures de travail et l'augmentation des salaires ; comme moyens : l'association des masses ouvrières et la formation des caisses de résistance »³⁷.

Le congrès de Bâle (septembre 1869), où les amis français et suisses de Bakounine avaient la majorité, va sanctionner les principes exposés ci-dessus. Au point de vue théorique il décide : « Le groupement des différentes corporations par ville forme la commune de l'avenir... Le gouvernement est remplacé par les conseils des corps de métier réunis... les rapports du travail... remplaceront la politique »³⁸. Au point de vue pratique, le congrès recommande d'organiser les ouvriers en sociétés de résistance puis de les relier en Fédérations de corps de métiers d'une même ville et en associations internationales de corps de métier. C'est tout le programme syndicaliste-anarchiste moderne.

A. Richard, devenu ami intime de Bakounine, est complètement imprégné de ces principes. C'est lui qui fut chargé d'organiser des sections de l'Alliance à Lyon, sans succès d'ailleurs,

37. *L'Egalité*, 29 août 1869.

38. GUILLAUME, I, p. 205. Rapport de la commission pour la question des soc. de résistance.

et d'amener les sections françaises de l'Internationale dans les voies nouvelles, indiquées par le congrès de Bruxelles et le groupe Bakounine. A Bruxelles il s'était déjà lié avec le délégué de Rouen, Aubry, peu après il fit connaissance avec le chef de la Section marseillaise, Bastelica. Aubry, un proudhonien modéré, de la vieille école, partageait avec Richard sa haine des bourgeois et de leur politique, et ses vues sur la nécessité d'une nouvelle organisation ouvrière, non plus coopératiste mais syndicale. Cependant il n'accepta jamais les conclusions anarchistes et révolutionnaires du groupe Bakounine et ne fut point membre de l'Alliance³⁹. Bastelica, un jeune Méridional de tempérament bouillant, dont l'ambition était aussi impatiente que celle de Richard, entra vite dans l'intimité des anarchistes. Lui et Richard devinrent bientôt les meilleurs amis, n'ayant point de secrets l'un pour l'autre⁴⁰. Il ne restait donc plus à convertir que la Section parisienne dont la commission avait si énergiquement protesté contre les décisions du congrès de Bruxelles. Vers la fin de 1868, par l'intermédiaire d'Elisée Reclus, Bakounine et ses amis firent venir Malon en Suisse. Quand il en revint, il était reconcilié avec les anarchistes et même, pour un certain temps, complètement converti. Au retour de Suisse, Malon s'arrêta quelques jours à Lyon pour se concerter avec Richard et, dit celui-ci, « comme on peut le croire, il n'y perdit point son temps. Il fut convenu qu'on s'occuperait sérieusement de reconstituer l'Internationale à Paris et qu'on formerait un grand parti socialiste, dont les sections de Paris, de Lyon, de Marseille et de Rouen seraient les centres d'action et les points de repère. Le levier était trouvé, il n'y avait plus qu'à le faire marcher »⁴¹.

39. V. A. RICHARD, *les Propagateurs de l'Internationale en France* (*Revue socialiste*, juin 1896, p. 649). En proudhonien de vieille souche, il ne supputait pas cette association de révolutionnaires professionnels. « Qu'est-ce que l'Alliance ?... », disait-il. Une société composée de journalistes, d'avocats, de publicistes, de professeurs, et même de boyards proscrits ». Et il proposait aux membres de l'Alliance, pour régulariser leur situation, de former des groupes de professeurs, de journalistes, etc. (*Id.*, *Bakounine et l'Internationale* dans la *Revue de Paris*, 1^{er} septembre 1896, p. 141).

40. Sur les rapports de Aubry et de Bastelica avec Richard voir les deux articles de Richard déjà cités et surtout leur correspondance avec celui-ci dans A. M. L., I² Dossier Richard.

41. A. RICHARD, *les Propagateurs de l'Internationale* (*Revue socialiste*, juin 1896, p. 646).

En effet, un peu par la propagande de Richard, beaucoup par suite de causes plus générales, l'Internationale renaissait à Lyon; un noyau de militants se reformait. En mars 1869, ils envoyaient une adresse de protestation contre les massacres des grévistes à Seraing et à Borinage en Belgique ⁴². Puis les grèves de l'été 1869 formèrent un état d'esprit propice à la propagande de l'Internationale, et la Section allait prendre dans la vie de la classe ouvrière lyonnaise une importance inattendue.

III

Un grand mécontentement et deux fractions de forces inégales d'ailleurs, les républicains radicaux et les internationalistes anarchistes, qui ne demandent qu'à l'exploiter, telle est, au commencement de 1869, la situation politique dans la cité lyonnaise. Les masses sont en proie à une fièvre révolutionnaire que vont alimenter les élections et les grèves et qui facilitera singulièrement l'action des agitateurs.

Comme pour la période précédente, c'est par les élections législatives (23-24 mai 1869) que le mouvement est déclenché. La campagne électorale, grâce aux nouvelles lois libérales, fut fort bruyante. Jamais sous le Second Empire on ne lut tant les journaux ni on ne prononça tant de discours. L'effervescence était telle que l'Administration n'essaya même pas de présenter de candidatures officielles, et les quelques candidats d'opposition dynastique qui osèrent se présenter étaient d'avance voués à une piteuse défaite. Les libéraux présentèrent de nouveau les candidatures de Hénon et de J. Favre dans leurs anciennes circonscriptions. Mais ils ne surent ou ne voulurent se servir de nouveaux moyens de propagande que les lois libérales mettaient à portée de leur main. Habités qu'ils étaient à donner des ordres à quelques présidents de petits comités, à tenir des conciliabules avec quelques hommes influents ⁴³, et aussi parce qu'ils préoyaient l'échec certain, ils refusèrent de descendre dans l'arène. Aux discours enflammés des radicaux, Jules Favre n'opposera que quelques phrases

42. Voir TESTUT, *op. cit.*, p. 239.

43. Voir TCHERNOFF, *op. cit.*, p. 535.

diffuses d'avocat éloquent, tandis que Hénon se contentait de rappeler son passé qui était « un meilleur garant que des paroles ». Ils avaient pourtant à combattre de redoutables adversaires: Raspail, le vieux chimiste révolutionnaire, qui remporta à Lyon, lors des élections supplémentaires de septembre 1848, plus de 36.000 suffrages contre 1.475 donnés à Hénon ⁴⁴, et fut le candidat rouge à la présidence de la République ⁴⁵, et Bancel, orateur à la parole chaude et entraînante; tous deux, entourés d'une auréole de martyr pour la foi républicaine, représentaient pour les ouvriers lyonnais les traditions les plus pures de la dernière Révolution.

Au fond, la campagne électorale ne fut menée que par les radicaux. Seuls, ils ne dédaignèrent point de se présenter aux masses, et ce qui caractérise particulièrement les deux mois avant les élections ce furent ces grandes réunions populaires où les candidats radicaux et leurs partisans vinrent exposer aux ouvriers leur foi démocratique. Elles furent tenues jusqu'à l'ouverture officielle de la campagne électorale sous forme de conférences littéraires ⁴⁶. Devant un auditoire de 4 à 5.000 personnes, la plupart ouvriers, dont beaucoup de femmes avec des enfants sur le bras, Bancel venait parler du génie de Corneille et de Molière, de l'Ecole, etc., et ses allusions transparentes étaient facilement saisies par une foule sympathique. A côté de Bancel, Le Royer, Commissaire, Andrieux surtout, ne perdaient point leur temps. Les thèmes les plus inattendus leur fournissaient d'excellents moyens pour battre en brèche l'Empire et l'Eglise, son alliée. Tous étaient écoutés religieusement, en silence.

Avec l'ouverture officielle de la campagne électorale, le ton change, les réunions deviennent bruyantes et agitées. C'est le tour des déclarations de profession de foi, les adversaires s'affrontent. Une des plus caractéristiques de ces réunions est celle du 14 mai, tenue à la Guillotière, au manège du 3^e arrondissement. Elle avait été organisée par les amis d'un candidat de l'opposition dynastique dans la première circonscription

44. Voir DUTACQ, *l'Election d'un représentant du Rhône à l'Assemblée nationale au mois de septembre 1848* (Revue d'Hist. de Lyon, 1908).

45. *Idem*, *l'Election de L.-Napoléon Bonaparte à Lyon* (Rev. d'Hist. de Lyon, 1910).

46. Sur ces réunions voir dans A. M. L., *P² Police politique, clubs, sociétés politiques*, les rapports de police mars-mai 1869; voir aussi le *Progrès* de l'époque.

électorale (celle où se présentaient Raspail et J. Favre), M. de Prandières. Il y avait là 3.000 personnes, beaucoup de jeunes gens et même de jeunes filles qui huèrent de Prandières et acclamèrent Raspail. Un ouvrier, Batifois, lut la profession de foi de Raspail, écoutée avec recueillement, mais quand un typographe, Mosset, voulut prendre la parole en faveur de J. Favre, ce fut un beau charivari et le commissaire de police dut faire dissoudre la séance pour éviter la bataille⁴⁷. Le Préfet en fit un rapport à son ministre et conclut que tout cela était de bien mauvaise augure. Il n'y avait en effet aucun doute sur l'issue des élections. La popularité des deux candidats radicaux était immense, surtout celle de Raspail. Le vieux révolutionnaire est l'idole des ouvriers. Lorsqu'il sort de son hôtel, la foule massée hurle d'enthousiasme ; « des femmes, au risque de se faire écraser, ont escaladé la voiture », écrit *le Salut Public*⁴⁸.

Mais si la masse ouvrière acclamait les candidats radicaux, quelle attitude vont prendre les socialistes, les hommes de l'Internationale groupés autour de Richard ? Raspail et Bancel étaient ultra-démocrates, mais ils ne se montraient nullement socialistes. Avec les souvenirs de leur rôle sous la Seconde République, qui les présentaient comme des ennemis irréconciliables de l'Empire, c'est surtout sur leurs principes anticléricaux que les deux candidats insistent. Liberté, liberté municipale, liberté politique, liberté de la parole, de la presse ; etc. ; séparation de l'Eglise et de l'Etat, suppression des armées permanentes, des gros budgets, de la centralisation administrative, c'est le programme de Bancel⁴⁹. Celui de Raspail est plus pittoresque dans ses expressions, mais identique quant au fond : « Sécularisons les moines, marions les prêtres, plus d'armées permanentes »⁵⁰, etc... Ni l'un ni l'autre, candidats dans des circonscriptions dont la grande majorité était composée d'ouvriers, ne touchèrent à la question sociale que d'une manière vague, évasive. « Je pense que la question sociale doit être étudiée et menée de front avec les questions politiques »⁵¹, c'est

47. *I² Police politique, clubs, sociétés politiques*. Rapport de police, 14 mai 1869 ; rapport du Préfet au Ministre de l'Intérieur, 15 mai 1869.

48. *Le Salut Public*, 19 mai 1869.

49. *Le Progrès*, 11 mai 1869 ; *I² Evénements et Troubles politiques*, rapport de police sur la réunion du 9 mai 1869.

50. *Le Progrès*, 14 mai 1869.

51. *Ibid.*, 15 mai 1869.

tout ce que Bancel a à dire sur ce sujet si important. Et Raspail: « Rapprochement de toutes les classes de la société par l'instruction commune, gratuite et obligatoire, par la formation progressive des associations » ⁵². Au fond, il est certain que, malgré toute leur philanthropie, les deux candidats pensaient sur la question sociale ce qu'un républicain éminent écrivait à cette époque à Albert Richard : « Vous concluez en nous demandant d'étudier avec bonne foi la question sociale. Voilà une chose que nous ne pouvons vous promettre. Il n'en serait pas de même si vous nous demandiez une solution, car je crois que nous en sommes encore assez loin... Nous n'avons pas la prétention de détruire la misère complètement, la misère étant le résultat des causes multiples inhérentes à l'humanité » ⁵³.

Les masses ouvrières qui, dans leur mécontentement n'y regardaient pas de si près, « pourvu, comme disait Bastelica, que l'orateur soit parleur et le parleur orateur » ⁵⁴, ne remarquèrent même pas cette complète carence de socialisme dans les programmes des deux tribuns radicaux; pour les internationalistes « politiciens », comme Schettel, cela n'avait aucune importance ; l'essentiel pour eux c'était qu'on cogne dur sur l'Empire détesté.

Mais d'autres ouvriers, plus socialistes que politiciens, n'entendaient plus « se laisser traîner à la remorque » par les bourgeois, quelques-uns parmi eux pensèrent déjà en août 1868 à une candidature ouvrière ⁵⁵. En janvier 1869, un autre groupe, beaucoup plus nombreux, publia un Manifeste en faveur de la candidature ouvrière: « Il est impossible, disaient-ils, que ceux qui ont pactisé avec les vices économiques puissent être des réformateurs sérieux. Pour toutes les élections ultérieures nous sommes décidés à ne choisir que des prolétaires salariés pour nous représenter ». Depuis 1789, toute la vie politique n'a été qu'une comédie ; on n'a fait que se jouer des ouvriers et les calomnier au nom de la Loi et de la Propriété. « Nous aussi nous voulons le respect de la propriété,

52. *Ibid.*, 15 mai 1869.

53. A. M. L., 12 *Dossier Richard*. Lettre de Goudchaux à Richard, 1869.

54. *Ibid.* Lettre de Bastelica à Richard, 29 février 1869.

55. *Le Progrès*, 23 août 1869. Dans ce groupe, on remarque les internationalistes Sippel et Perrin. Ils proposèrent comme candidat l'ancien employé aux ateliers du Creusot et député en 1849, Victor Heitzmann

et pour cette raison, nous ne voulons plus que notre travail soit exploité au profit de personne... Voilà ce que sont les *partageux* et les communistes : partager la peine mais avoir part au bien-être. Jusqu'à ce jour le travail n'a pas été représenté, nous voulons qu'il le soit » ⁵⁶. Ce manifeste est signé par un groupe d'internationalistes, dont l'ancien délégué au congrès de Lausanne, Grinand, le mécanicien Eynard et le teinturier Vindry. Dans la notice accompagnant le manifeste, le rédacteur du *Progrès* Noëllat disait que les signataires... n'ont pas seulement exposé des idées qui leur étaient personnelles, mais se sont rendus encore les interprètes de sentiments manifestés par un nombre considérable de travailleurs lyonnais ».

Mais, quoiqu'il en soit, la campagne électorale des radicaux balaya toutes ces velléités socialistes et dans l'enthousiasme révolutionnaire que suscitèrent les deux vieux exilés on n'entendit plus parler de candidatures ouvrières. Seuls Richard et ses amis persistèrent, et, fidèles aux théories de l'*Alliance*, ils essayèrent de faire une propagande abstentionniste. Leur mot d'ordre était: vote par bulletin blanc. Les principaux chefs de l'Internationale française les approuvaient ⁵⁷. En 1868, Benoît Malon, fraîchement sorti de prison, recommandait à Richard de soutenir la candidature de Raspail. Il ne fallait pas, pensait-il, parce que les révolutionnaires s'abstiennent que « messieurs les orléanistes et messieurs les républicains croquent les marrons que nous avons retirés du feu » ⁵⁸. Mais après son passage à Genève et à Lyon il finit lui aussi par approuver l'abstention ⁵⁹.

Cependant, malgré tous les efforts, la propagande abstentionniste n'eut aucun succès. Les masses voulaient voter à tout prix, la poussée était irrésistible. S'ils ne voulaient pas être complètement délaissés, et même regardés comme des agents de la police, les internationalistes devaient suivre le courant. Ils s'efforcèrent de sauver au moins les apparences. Acceptant enfin sans réserves Raspail, dont le vague humanitarisme pouvait être considéré comme une espèce de socialisme (« l'arrivée de Raspail à la Chambre, dira maintenant Richard, représente

56. *Le Progrès*, 5 janvier 1869.

57. Voir Lettre d'Aubry à Richard, commencement 1869 ; de Bastelica, 24 février 1869 (*I^e Dossier Richard*).

58. *Ibid.* Lettre de Malon, fin 1868.

59. Voir G. WEILL, *Histoire du Mouvement social*, p. 131.

l'avènement du vieux socialisme de 1830 et 1848 préparant l'avènement du nouveau socialisme qui se développe et s'organise sous le drapeau de l'Internationale »)⁶⁰, les internationalistes essayèrent, dans la réunion du 10 mai 1869, d'imposer à Bancel, plus bourgeois que son collègue, un « programme socialiste minimum »; impôt progressif et proportionnel, suppression des monopoles de l'Etat, des sociétés financières, des compagnies de chemins de fer; institution des tribunaux spéciaux pour régler, « dans un sens démocratique et égalitaire », les différends entre les capitalistes et les travailleurs, et, enfin, le vieux droit au travail « même au dépens des capitalistes si cela était nécessaire »⁶¹. Quelqu'un demanda même à Bancel ce qu'il pensait du mandat impératif. Celui-ci refusa nettement d'accepter l'impôt progressif et le mandat impératif et répondit d'une manière vague et évasive aux autres propositions⁶². Pour les internationalistes c'était un échec complet.

Les élections furent un triomphe des radicaux. Leurs candidats l'emportèrent au premier tour. Il y avait 82.356 inscrits, 60.438 votants. Raspail et Bancel réunirent respectivement 16.585 et 16.953 bulletins, J. Favre 5.991, Hénon 6.936⁶³. Les vingt mille abstentions provenaient de la classe bourgeoise. Les ouvriers avaient tous voté pour les radicaux.

IV

Les élections déclanchèrent dans la masse ouvrière et républicaine un mouvement de violente hostilité contre l'Empire, qui tint le gouvernement en haleine jusqu'au plébiscite de l'année 1870. Dès le lendemain des élections, des troubles éclatèrent à Paris, des barricades furent ébauchées, il y eut même quelques échauffourées, notamment les 11 et 13 juin. La répercussion à Lyon dut en être profonde. Le Préfet craignant une émeute donne l'ordre, le 13 juin, « de répandre tout de suite, et sans affectation, dans les quartiers, la nou-

60. A. RICHARD, *le Socialisme à propos des élections de 1869*, Lyon, 1869.

61. *Id.*, *ibid.*; v. aussi *12 Ev. et Troubles politiques*. Rapport du commissaire de police assistant à la réunion, 10 mai 1869.

62. A. RICHARD, *op. cit.*

63. *Le Progrès*, 26 mai 1869.

velle qu'une dépêche est arrivée le matin à la Préfecture, annonçant que la nuit a été très calme à Paris et que tout est terminé » ⁶⁴. Cet incident parisien était à peine clos, que la conclusion sanglante de la grève des mineurs de la Loire, qui se termina par le massacre de la Ricamarie, vint surexciter l'opinion. Le maire de Givors écrivait à ce propos que les ouvriers sont prêts à la révolution, on n'attend qu'à le signal de Paris ⁶⁵. A Lyon, des grèves éclatèrent dans presque toutes les corporations dès le commencement de juin et cela n'était certainement pas fait pour calmer les esprits. Les révolutionnaires et les gouvernements en savent quelque chose.

Quand, le 26 octobre, faillit éclater à Paris un conflit entre les députés de l'opposition et le gouvernement, les ouvriers lyonnais crurent le moment venu de prendre les armes ⁶⁶. « Le 26 octobre, écrivait le Commissaire spécial, aurait certainement trouvé un nombre considérable de partisans de l'émeute... C'est surtout depuis le 26 que l'on peut remarquer combien était vif et général parmi les ouvriers le désir d'une insurrection... Dans les gargottes et dans les cabarets on n'entend que ceci : « Le gouvernement viole la Constitution, Raspail et Bancel l'ont dit. Et puis l'on ne fait rien pour le peuple ; les impôts sont toujours de plus en plus élevés. Les gros traitements et l'armée ne permettent pas de les diminuer. Il fallait donc profiter de cette occasion pour renverser le gouvernement puisqu'un jour ou l'autre il faudra en venir là ». Tel est le langage de la fraction ignorante et brutale de la classe ouvrière, on y voit l'intention bien arrêtée de descendre dans la rue... mais bien entendu on ne fera rien que d'un commun accord avec Paris » ⁶⁷.

Dans les rues on commençait à entendre chanter *la Marseillaise*, des conscrits allant au régiment criaient : « Vive la République » devant la police impuissante ⁶⁸.

64. A. M. L., *12 Evénements et troubles politiques*, 13 juin 1869.

65. *Ibid.* Lettre du Maire de Givors, 26 juin 1869 ; le Procureur général raconte que toute une nuit les chefs révolutionnaires attendirent la nouvelle de l'insurrection parisienne pour soulever les ouvriers lyonnais (BB³⁰389, 9 juillet 1869).

66. Voir A. M. L., *12 Ev. et Troubles politiques*, les rapp. du comm. spécial du 22, 23, 25 et 26 octobre 1869.

67. *Ibid.* Rapport mensuel du commissaire spécial pour le mois de novembre 1869.

68. *Ibid.* Rapport du comm. spécial de la police des chemins de fer à Lyon, 21 octobre 1869.

L'assassinat du journaliste Victor Noir par le prince Pierre Bonaparte, qui fut acquitté au procès de Tours, donna un nouvel aliment à la fièvre révolutionnaire, que l'avènement de l'Empire libéral (2 janvier 1870) aurait peut-être calmée. Les cris de vive la République ! *la Marseillaise* et le *Chant du départ*, chantés par des groupes parcourant le soir les rues, étaient devenus faits quotidiens. La police, de guerre lasse, avait reçu l'ordre de n'y plus faire attention⁶⁹. En vérité, nous sommes loin de l'Empire autoritaire ! Le parti républicain, écrivait le commissaire spécial, « ne conserve plus aucune mesure depuis le procès de Tours : partout, dans l'intérieur des maisons, dans les promenades publiques, on entend les mots assassins, crimes, etc., à côté du mot Bonaparte ; on a même pu les lire sur les murs et jusque dans l'intérieur du théâtre des Célestins »⁷⁰.

Cependant, toutes ces manifestations républicaines étaient condamnées à rester platoniques. L'Empire était matériellement toujours fort, les campagnes lui demeuraient fidèles et avec elles l'armée. Un soulèvement dans les quelques grandes villes industrielles n'aurait eu aucune chance de succès. Les chassepots avaient à cette époque une grande renommée et le souvenir de Cayenne était toujours très vivace parmi les républicains lyonnais⁷¹. Le peuple était, d'ailleurs, complètement désarmé. C'est pourquoi l'on se contentait en attendant des circonstances plus favorables, de manifestations verbales, bien inoffensives à notre avis pour un régime soutenu par une écrasante majorité rurale et par une armée bien disciplinée.

Pour le moment, l'effervescence révolutionnaire n'eut d'autres effets que de favoriser la propagande des éléments extrémistes, des socialistes de l'Internationale (dont nous aurons à nous occuper prochainement) et des radicaux. Ceux-ci avaient continué avec leur système de conférences littéraires, toujours plus fréquentes et plus violentes d'allures et de ton. Le régime était critiqué ouvertement, sans ambages⁷². « Le nombre de réunions augmente chaque jour, écrivait en décembre 1869 le Procureur impérial. Nous sommes évidemment débordés. Con-

69. *Ibid.* Rapport de gendarmerie, 18 février 1870.

70. *Ibid.* Rapport mensuel d'avril 1870.

71. Voir *ibid.* Rapport mensuel du commissaire spécial, mai 1870.

72. Voir *I² Police politique, clubs, sociétés politiques*. Les nombreux rapports de police.

vient-il au gouvernement d'appliquer plus largement encore la loi de juin 1868 ou doit-on saisir cette occasion de mettre un frein à la liberté de langage et d'allure qui commencent à préoccuper beaucoup les amis de l'ordre ? » ⁷³. Sébastien Commissaire, Andrieux, Denis Brack étaient toujours les orateurs les plus écoutés. A eux s'était venu joindre un aventurier polonais, Bronislas Wolowski, qui recueillait dans les réunions des souscriptions pour un journal qu'il prétendait vouloir fonder sous le titre de *Fédération*. Nous croyons que les ouvriers qui lui donnèrent leur argent ne le revirent plus jamais, ni lui ni la *Fédération*.

C'était un groupe d'agitateurs très habiles, sachant exploiter toutes les faiblesses de la masse. Des adresses pompeuses qu'ils rédigeaient de temps en temps à Raspail et à Rochefort ⁷⁴, leurs diatribes violentes contre le régime, leur hardiesse, leur avaient gagné la sympathie des masses. Leur succès fut énorme, beaucoup plus grand que celui des socialistes de l'Internationale. L'avènement du socialisme était chose vague et lointaine. C'était de l'inconnu. Les radicaux avaient pour eux la grande tradition et le mot magique de République. Et ce qu'ils promettaient paraissait bien plus concret, immédiat et sûr. Le grand mal vient de l'Empire, de l'armée, des prêtres, des gros impôts surtout, qui écrasent le pauvre. Les radicaux promettaient l'abolition de tout cela dès leur arrivée au pouvoir. « Les républicains, écrit le Commissaire spécial, s'expriment toujours à ce sujet d'une manière radicale. L'avenir ne leur paraît assuré que par la disparition de l'Empire et la situation économique ne peut, disent-ils, s'améliorer sérieusement que par la suppression de l'armée, du budget, des cultes, etc... Ces idées sont répandues dans les masses ouvrières depuis longtemps déjà, se reproduisent souvent dans les réunions publiques et privées et continuellement dans de nombreux groupes qui se forment journellement au cabaret, à la gargotte et dans les ateliers. Elles forment, pour ainsi dire aujourd'hui, le catéchisme de l'ouvrier » ⁷⁵. Les radicaux avaient, d'ailleurs, à leur service une force morale de premier

⁷³. *Ibid.* Lettre du Procureur impérial, décembre 1869.

⁷⁴. *P² Evénements et troubles politiques*. Rapp. du commissaire spécial, 16 décembre 1869.

⁷⁵. *Id.*, *ibid.*, 7 mars 1870.

ordre et qu'ils surent fort habilement exploiter : les sentiments anticléricaux des masses ouvrières lyonnaises.

Mais pour bien comprendre le caractère et la portée de l'anticléricanisme lyonnais, qui fut une des principales causes du succès des radicaux, une courte entrée en matière est nécessaire.

La pensée moderne entretint, sous la Monarchie de Juillet, des relations assez courtoises avec l'Eglise et la plupart des politiciens n'allaient pas au delà du gallicanisme. Même les républicains conservaient le respect du catholicisme et presque toutes les écoles socialistes ne rêvaient que de rajeunir le christianisme. Les quelques précurseurs hardis, un Michelet, un Proudhon, qui scandalisèrent si fort leurs contemporains, sont de rares exceptions⁷⁶. « La République de 1848, à ses débuts, sembla destinée à réaliser l'alliance du catholicisme et de la démocratie »⁷⁷. Mais l'idylle s'évanouit aussitôt, et l'alliance avec les « amis de l'ordre », avec le Prince-Président, et puis avec l'Empereur, valut à l'Eglise l'hostilité violente et déclarée des républicains. La question romaine ne fit qu'aggraver le conflit et rendit central le problème des rapports de l'Eglise et de l'homme moderne. Tous les grands penseurs de l'Empire s'en occupèrent ; presque tous le résolurent négativement pour l'Eglise. Renan, Taine, Renouvrier, Vacherot, Sainte-Beuve furent des « libres-penseurs ».

Toutefois, ce débat entre la religion et la pensée moderne, quoiqu'intéressant et remuant profondément le public intellectuel, n'eut que peu d'écho dans le monde politique parisien jusqu'en 1870. L'idée religieuse n'y était pas beaucoup discutée⁷⁸. Les libéraux déistes ou libres-penseurs montraient tous beaucoup d'égards pour l'Eglise catholique. Jules Simon se déclarait même pour le maintien du Concordat. Les quelques journaux éphémères, qui se succédèrent de 1865 à 1870, *le Candide*, *la Libre Pensée*, etc., violemment anticléricaux, où collaborait la jeunesse du Quartier Latin, des blanquistes comme Ranc et Tridon, le futur leader socialiste P. Lafargue, et les futures célébrités du parti radical, comme Clemenceau

76. V. G. WEILL, *Histoire de l'idée laïque en France au XIX^e siècle*, ch. II, III et IV.

77. *Id.*, *ibid.*, p. 105.

78. Voir G. WEILL, *op. cit.*, p. 203.

et Scheurer-Kestner, n'eurent pas un grand succès auprès du public parisien.

Il n'en fut pas de même à Lyon. Suivant l'exemple de Paris, le groupe des radicaux autour d'Andrieux et de Sébastien Commissaire, avait fondé au commencement de 1867 un hebdomadaire qui se donnait pour littéraire, *le Réveil*, mais qui ne fit que mener une violente campagne anticléricale. On y trouve les habituelles plaisanteries sur la Vierge et Saint Joseph et autres personnages saints, les déclamations contre l'Inquisition. *Le Réveil*, vite supprimé par la police, fut remplacé aussitôt par *le Refusé*, dont l'apparition coïncide avec les débuts dans le journalisme de Denis Gros, qui adopte le pseudonyme de Denis Brack. Ce clerk de notaire affichait un athéisme échevelé et pourfendait de sa plume acérée le cardinal de Bonald, le pape, et les Jésuites. *Le Refusé* supprimé, *l'Avant-Garde* et *l'Excommunié* lui succèdent, toujours plus acharnés contre le catholicisme, comme ivres de carnage. Papes, jésuites, religieuses et les saints du calendrier, rien ne fut ménagé. Dans son premier numéro, *l'Excommunié* annonçait un banquet où l'on devait parodier l'élection de Sixte-Quint ⁷⁹.

Cette campagne, assez grossière, de quelques politiciens à l'ambition impatiente, qui n'affichaient des sentiments anti-religieux et anti-cléricaux que pour satisfaire leurs appétits ⁸⁰, et dont la plupart retourneront au giron de l'église dès que leurs intérêts personnels exigeront ce nouveau reniement, cette campagne obtint à Lyon un succès immense. C'est qu'elle y trouva un terrain tout préparé pour l'accueillir favorablement. Bien avant le mouvement anticléricale des intellectuels, l'expérience de leur vie quotidienne avait éveillé chez les ouvriers lyonnais un esprit d'hostilité contre l'Eglise catholique.

Dans une ville qui comptait déjà deux révolutions prolétariennes et dont la bourgeoisie était une des plus dévotes de France, il était inévitable que les ouvriers devinssent méfiants envers une Eglise conservatrice par excellence. Il était nécessaire de peu de chose pour que cette méfiance se transformât en hostilité déclarée, et ce peu de chose l'Eglise se chargea

79. *L'Excommunié*, 24 avril 1869.

80. G. WEILL, *op. cit.*, p. 213.

bien vite de le fournir : Depuis la Restauration, des congrégations avaient fondé à Lyon et aux environs de grands établissements de tissage et des industries annexes, qui, travaillant avec des orphelins, rendaient impossible toute concurrence des ateliers laïques et mettaient même « en péril la vie de la cité lyonnaise »⁸¹. L'exaspération des ouvriers menacés de chômage était grande et les protestations furent violentes. Dès 1840, *l'Echo de la Fabrique* entamait un vigoureux réquisitoire contre ces communautés-ateliers, repris plus tard par *le Censeur*⁸². Ainsi n'est-il point étonnant de voir se former dans la population ouvrière de Lyon, bien avant que dans aucune autre ville de France⁸³, un fort courant d'hostilité contre l'Eglise et contre la religion. En 1844, Proudhon écrivait de Lyon à son ami M. Maurice : « Pendant que la tête de la société va dans un sens, le peuple va dans un autre. Le pouvoir tourne à la religion, le peuple abandonne le catholicisme. A Lyon, par exemple, il existe déjà une multitude de ménages qui ont rompu toute relation avec l'Eglise ; on ne baptise plus les enfants, on ne marie plus ecclésiastiquement (sic), plus de premières communions, plus d'enterrements ; des hommes de lettres, des médecins, de bons bourgeois suivent ce courant »⁸⁴. Des racontars scandaleux couraient par la Croix-Rousse sur le compte des ecclésiastiques ; en septembre 1847, on y criait, à propos d'un tel scandale de sacristie : « A bas les prêtres ! A bas les couvents ! »⁸⁵.

Lors de la révolution de février 1848, le premier mouvement des canuts est d'aller dévaster et brûler les établissements congréganistes. Les sentiments anticléricaux se propagent de plus en plus dans les années 1848-1849. On expulse des capucins et des jésuites. Les clubs sont violemment anticléricaux⁸⁶, les assemblées municipales de la Croix-Rousse et de la Guillotière réclament l'enseignement laïque. Mariages et enterrements civils se multiplient. Castellane raconte

81. Fr. DUTACQ, *Histoire pratique de Lyon pendant la Révolution de 1848*, p. 70.

82. Voir Fr. DUTACQ, *op. cit.*, p. 65 sqq.

83. V. G. WEILL, *op. cit.*, p. 104.

84. PROUDHON, *Correspondance*, II, p. 134 ; v. aussi J. BENOIST, *op. cit.*, p. 88.

85. Fr. DUTACQ, *op. cit.*, p. 73-75.

86. *Id.*, *ibid.*, p. 283.

dans son journal un fait fort significatif pour l'époque : « Le citoyen Boniface de Vaise, actuellement détenu — écrit-il le 28 janvier 1852 —, avait créé dans cette commune une religion anticatholique. Cet hérétique baptisait les enfants de tous les socialistes, leur imposant l'obligation de ne jamais entrer dans l'église : « Enfant, je te baptise au nom de la République démocratique et sociale, de la liberté, de l'égalité, de la fraternité !... ». Ces enfants étaient reçus, au berceau, membres de la société des Carbonari » ⁸⁷.

A l'époque de la réaction, les cérémonies civiles étaient devenues pour les républicains un moyen de se compter, une façon détournée de manifester leur mécontentement. Ces pratiques avaient pris une telle ampleur qu'à la fin Castellane se crut obligé de sévir. A propos de l'enterrement civil d'un conseiller municipal, *carbonaro*, auquel assistèrent 3 à 4.000 personnes, le maire et le conseil municipal en tête, il ordonna par l'arrêté du 18 mars 1851 que le nombre des assistants à un enterrement ne pourra pas excéder trois cents personnes ⁸⁸. Le Cercle de commerce crut devoir l'en féliciter.

Après le Coup d'Etat toute manifestation publique devint impossible, mais dans l'ombre l'idée faisait son chemin. Le catholicisme n'était-il pas la religion officielle du gouvernement et des patrons ; l'hostilité contre la religion des maîtres ne devait-elle pas consolider l'esprit de résistance à l'exploitation et à la réaction, si impitoyables dans les premières années de l'Empire, et inversement ? Quand, en 1856, l'économiste Louis Reybaud vint enquêter parmi la population ouvrière lyonnaise il la trouva complètement détachée du catholicisme. Il demande à un chef d'atelier « si dans la fabrique, les principes religieux étaient le fait dominant ». « Nous, Monsieur, me dit-il, nous sommes positivistes... » et comme j'insistais : « Nous sommes positivistes, répéta-t-il, nous croyons au positivisme ». Puis il s'efforça de me prouver que ce culte était le seul dont les hommes raisonnables puissent s'accommoder » ⁸⁹. Ajoutons que le positivisme que

87. *Journal*, t. IV, p. 354. Voici une définition du socialisme lyonnais, donnée par le Procureur général, en 1850 : « C'est une sorte de fœ janatique construite sur les ruines du sentiment religieux. » (A. N., BB³⁰379, 10 janvier 1850).

88. CASTELLANE, *Journal*, t. IV, p. 301.

89. L. REYBAUD, *op. cit.*, p. 165 ; v. aussi AUDIGANNE, *les Populations ouvrières et les industries de la France*, II, p. 16.

le canut philosophe pouvait connaître n'était pas le positivisme catholique et autoritaire de Comte, mais le positivisme de gauche, le positivisme scientifique de Littré⁹⁰. Aux élections de prudhommes, en 1859, tous les prudhommes ouvriers sortants, suspects « d'avoir des sentiments religieux » furent écartés⁹¹. En avril 1860, le Procureur général écrivait à son ministre, qu'on redoutait à Lyon, de la part des ouvriers, un mouvement antireligieux⁹².

Peu à peu l'expression « parti clérical » devenait synonyme d'ennemi du peuple. A tout propos on s'en prenait au prêtre et quand, par exemple, montent les prix du pain, c'est le « parti clérical » que les masses accusent⁹³ ; c'est lui qui « sème l'agitation » et « paralyse le travail »⁹⁴. On lui sait mauvaise grâce même des secours qu'il apporte aux chômeurs, parce que, dit le commissaire spécial, « ce n'est pas des aumônes que [les ouvriers] demandent mais du travail. Du reste, ajoutent-ils, ces secours sont distribués par des bigots qui n'en donnent qu'à ceux qui fréquentent les églises »⁹⁵. Le grand ennemi de la papauté, Garibaldi, était devenu le héros populaire des ouvriers lyonnais.

Quand vers les années 1860-1870, et surtout après les élections de 1863, le régime impérial relâcha un peu de sa sévérité, les manifestations anticléricales recommencèrent, et la police notait de nouveau minutieusement le nombre des assistants aux enterrements civils⁹⁶.

Cependant, jusqu'en 1869, ces sentiments anticléricaux sont loin d'être communs à la majorité de la classe ouvrière lyonnaise. Très forts parmi les chefs d'atelier de la Croix-Rousse et les « socialistes » de la Guillotière, ils n'étaient que peu répandus dans les masses des ouvriers tout fraîchement arrivés de la campagne et dont le nombre devait être assez considérable dans une ville qui, comme Lyon, doubla presque sa

90. V. G. WEILL, *op. cit.*, p. 177.

91. A. N., BB30379, 27 décembre 1859.

92. A. N. *Loc. cit.*, 5 avril 1860.

93. Voir A. M. L., *Assoc. de production et de consommation, coopération*, rapport du commissaire spécial, 6 février 1867.

94. A. N., BB03379, 5 avril 1859.

95. A. M. L. *Loc. cit.* Rapp. du comm. spécial, décembre 1866.

96. A. M. L., *P² Corporations, Soierie* : « Un enterrement a eu lieu hier..., sans prêtre, au cimetière de la Croix-Rousse. 494 personnes y assistaient. » (Rapport du commissaire spécial, 20 mai 1865).

population pendant les 18 années de l'Empire. En 1848, malgré la propagande des clubs et des journaux socialistes, « la plupart des ouvriers conservaient les habitudes traditionnelles, respectaient les prêtres et assistaient au moins plusieurs fois de l'année aux offices catholiques »⁹⁷. Il est hors de doute que l'anticléricalisme fit depuis cette époque de rapides progrès, mais ce n'est qu'en 1869 qu'il acquit cette généralité et cette force qui en firent la passion dominante de la presque totalité de la classe ouvrière et la principale cause du succès d'un parti politique. Il a fallu pour cela l'habileté de quelques démagogues de premier ordre qui surent lier à cette question toutes les autres questions politiques et sociales qui passionnaient les masses. Il opérèrent de telle façon que pour un ouvrier lyonnais de 1869, le problème de la réduction des armées permanentes ou des impôts, paraissait indissolublement lié à celui de la libre pensée. L'âme de ce mouvement était l'avocat Andrieux, un ambitieux à « la fibre tribunitienne »⁹⁸, de belle prestance, esprit mordant et audacieux et qui plaisait aux foules⁹⁹. A ses côtés le clerc de notaire et rédacteur de *l'Excommunié*, Denis Brack et l'ancien sous-officier, représentant du peuple en 1848, Sébastien Commissaire. « Il passe pour démocrate énergique mais ceux qui le connaissent bien le croient plutôt ambitieux », dit de lui un rapport de police¹⁰⁰. En tout cas, ce fut un présomptueux qui ne sut voir dans le grand mouvement populaire qui assura la victoire des radicaux aux élections de 1869, qu'une simple vengeance à l'injure faite à lui, Sébastien Commissaire, par les bourgeois libéraux qui évincèrent, en 1864, sa candidature au conseil général¹⁰¹.

C'étaient, comme nous le voyons, les mêmes personnages que ceux qui se trouvaient à la tête du parti radical lyonnais. En fait le mouvement anticlérical ou, comme il s'intitule, libre-penseur, s'identifie à Lyon avec le mouvement radical. Le député radical Raspail était président honoraire de la

97. Fr. DUTACQ, *op. cit.*, p. 282.

98. P. VALIN, *Mémoires d'un citoyen concernant les événements de Lyon en 1870-1871*, p. 6.

99. « Reçu maçon, il a fait profession d'athéisme et les nouvelles doctrines qu'il a exposées lui ont valu l'accolade du vénérable Le Royer. » (*P² Police politique, feuilles périodiques*).

100. A. M. L., *P² Loc. cit.*

101. Voir S. COMMISSAIRE, *op. cit.*, II, p. 221.

Société des libres-penseurs ¹⁰², et dans les réunions de ces derniers on traite surtout des questions politiques. Si nous avons confondu les termes libre-penseur et anti-clérical, c'est parce que, comme le dit un radical de l'époque, le rédacteur du *Progrès* en 1870-1871, Pierre Valin : « au fond les démonstrations des libres-penseurs étaient dirigées surtout contre cette théocratie militante, ce clergé politicien qui se faisait l'agent et le souteneur de Napoléon III » ¹⁰³. Et pour les agitateurs, comme Andrieux, c'était avant tout un excellent moyen de gagner la faveur des militants ouvriers, pour lesquels l'anticléricalisme était devenu depuis longtemps une tradition. La plupart des chefs radicaux avaient commencé modestement comme « gauche dynastique », par la nécessité de la surenchère ils devinrent des « irréconciliables ». Ils déployaient, d'ailleurs, une activité énorme, organisaient journallement conférences et réunions, rédigeaient l'*Excommunié*, préparaient des banquets de libres-penseurs, assistaient aux enterremnts et aux mariages civils.

Le succès couronna ces efforts. L'*Excommunié* devint le journal préféré des ouvriers lyonnais ; il tirait à 5, 6.000 exemplaires ¹⁰⁴, chiffre record pour un hebdomadaire de province à cette époque. Aux réunions des libres-penseurs les salles sont bondées ; à la réunion du 8 décembre 1869, il y eut 10.000 personnes environ ¹⁰⁵ — encore un chiffre record — même nombre à celle du 24 février 1870. Andrieux y fit une conférence sur *la Marseillaise* et *la Romance du Beau Dunois* de la reine Hortense. « Combien il est fâcheux, disait-il, faisant irrévérencieusement allusion à Napoléon III, que cette reine ait fait autre chose que le Beau Dunois ». Le

102. *Le Progrès*, 12 décembre 1869. « Je suis très fier d'avoir mérité ce titre..., écrivait-il dans sa lettre d'acceptation. Naître sans prêtre, se marier sans prêtre, mourir sans prêtre... Honneur et conscience, c'est la la seule religion gravée dans nos cœurs ». Il souscrivait 5.000 francs à la *Société coopérative pour l'enseignement libre et laïque* de Lyon (*Ibid.*, 23 avril 1870).

103. P. VALIN, *op. cit.*, p. 21.

104. A. M. L., *I² Police politique, feuilles périodiques*. Rapport de police sur les journaux lyonnais, 1869. Quand la police en interdit la vente publique, les marchands continuèrent à le vendre clandestinement (A. M. L., *I² Loc. cit.*, rapport de police, 12 octobre 1869).

105. A. M. L., *I² Ev. et tr. politiques*. Rapport du commissaire spécial, 9 décembre 1869.

chant du *Vengeur* fut chanté par un artiste et toute la salle cria à l'unisson : Vive la République ¹⁰⁶.

Comme, jusqu'au plébiscite de 1870, le gouvernement laissa faire, les libres-penseurs, pour faciliter l'organisation de leurs nombreuses cérémonies et pour se compter firent établir des listes par quartiers dans lesquelles s'inscrivirent tous les adhérents ¹⁰⁷. Ils organisèrent aussi des collectes pour la fondation des écoles libres et laïques et fondèrent même une *Société coopérative pour l'enseignement libre et laïque*, « libre de tout précepte religieux mais obligatoire pour les membres de la libre pensée » ¹⁰⁸.

« On parle des progrès des libres-penseurs comme d'un véritable fléau et l'on ne sait que penser de toutes les réunions de ces agitateurs » écrivait en décembre 1869 le commissaire spécial ¹⁰⁹.

106. Voir sur cette réunion A. M. L., *I² Police politique, clubs, sociétés politiques* ; VALIN, *op. cit.*, p. 18-19.

107. A. M. L., *I² Ev. et Troubles politiques*. Rapport de police, 16 décembre 1869.

108. *Le Progrès*, 23 avril 1870.

109. A. M. L., *I² Ev. et Troubles politiques*, 16 décembre 1869.

CHAPITRE IX

Les grèves, le mouvement syndical et l'Internationale en 1869-1870

- I. *Les grèves et la section lyonnaise de l'Internationale.*
- II. *Le mouvement syndical.*
- III. *Le rôle de l'Internationale. La formation de la Fédération.
La réunion du 13 mars 1870.*
- IV. *Albert Richard et les anarchistes.*

I

La situation industrielle défavorable, la crise constante de la Fabrique, avaient rendu jusqu'en 1868 impossible tout mouvement ouvrier pour l'amélioration de leur condition matérielle. On ne réclame pas d'augmentation de salaire quand on est réduit au chômage. Mais, en 1868, les affaires de la Fabrique commencent à redevenir prospères, et comme à Lyon tout dépend de cette industrie principale, l'activité s'accrut aussi dans les autres branches industrielles. « L'ensemble des travaux industriels s'est beaucoup amélioré depuis le dernier trimestre, écrit en juin 1868, le Commissaire spécial. On commence à oublier les misères de l'hiver dernier »¹. Jusqu'à la guerre de 1870 cette prospérité ira toujours en croissant². « Les diverses industries de ce département sont en pleine

1. A. M. L. *I² Corporations, grèves, coalitions, compagnonnage*, Rapp. trimestriel, 15 juin 1868. V. aussi BB³⁰379, 8 juillet 1868.

2. V. les rapports trimestriels du Comm. spécial sur la situation industrielle (*I² Corporations, grèves, coalitions, compagnonnage*). V. aussi les rapports du Procureur général A. N. BB³⁰379, 389 et 390).

activité... et occupent tous les bras disponibles », écrit le 21 janvier 1870, le Procureur général³. A la veille de la guerre il n'y avait à Lyon, de métiers inoccupés, que ceux pour lesquels on ne pouvait trouver d'ouvriers⁴.

Il est tout à fait naturel que les ouvriers veuillent profiter de cette situation favorable. Dès le mois de juin 1869, le lendemain des élections législatives, un mouvement gréviste de grande envergure fut déclenché. Il paraît que les ouvriers n'avaient attendu que le résultat favorable de celles-ci pour commencer la campagne. Le 1^{er} juin, les peintres-plâtriers se mirent en grève, au nombre de 1.500, demandant la journée de 10 heures et une augmentation de salaire. « L'Association Internationale de Genève a offert des secours... mais on a pu s'en passer ainsi que de ceux offerts par les peintres en voiture... et autres corporations »⁵. Les patrons ne résistèrent pas longtemps ; déjà le 5 juin, la grève prit fin avec un succès complet pour les ouvriers. Les autres corporations suivirent aussitôt les peintres-plâtriers. Particulièrement nombreuses en juin et juillet de 1869, les grèves cessèrent complètement au mois de septembre, puis reprirent plus espacées, mais mieux organisées en octobre de la même année et se prolongèrent jusqu'à la déclaration de la guerre, au mois de juillet de l'année suivante. A peu près toutes les corporations, prirent part au mouvement. Jamais Lyon ne vit tant de grèves. Et tandis qu'à Paris le même mouvement aboutit à un échec presque complet, les grèves lyonnaises eurent presque toutes une issue heureuse pour les ouvriers. Les patrons, un peu surpris, un peu épeurés, cédaient. Parfois comme pour les bitumiers, les mouleurs, les ouvrières en bougies, pour quelques petites spécialités du tissage, il n'y eut qu'une esquisse de coalition, réunion de la corporation, rédaction d'un cahier de revendications et, les patrons s'inclinant, leurs ouvriers

3. A. N. BB³⁰390, juin 1870.

4. A. N. F¹cIII Rhône 10. Lettre du Préfet au Min. de l'Intérieur, 29 juin 1870.

5. A. M. L. P² Corporations, grèves, coalitions, compagnonnage. Rapport du Commissaire spécial. Sur les grèves de 1869-1870, il existe aux archives municipales de Lyon une documentation très abondante (Dossiers P² Corporations, grèves, coalitions ; P² Corporations, grèves, coalitions, compagnonnage ; P² Corporation soierie). Intéressant peu les politiciens républicains, ils ont été épargnés après les événements du 4 septembre. Il n'en a, malheureusement, pas été de même pour les dossiers de la police politique.

n'interrompaient pas le travail. La réclamation la plus fréquente c'est la diminution de la journée de travail ; ce n'est que pour les corporations les plus pauvres que l'augmentation de salaire est de première importance. En général, c'est la grande bataille pour la journée de 10 heures ⁶.

Le mouvement n'avait au commencement aucune tendance politique, il ne fut provoqué ni par les internationalistes ni par les radicaux, et quoique des incidents fort désagréables pour une administration soucieuse de l'ordre furent nombreux, les grévistes ne montraient point d'hostilité à l'Empire, le mouvement paraissait garder un caractère strictement professionnel. « En aucun cas, écrivait le 20 juin, le commissaire spécial, les actes d'intimidation ou de violence et les démonstrations n'ont pris un caractère général sérieux ou menaçant pour l'ordre public. Tout au contraire, les commissions d'ouvriers... viennent presque toujours faire connaître leur situation à l'Administration » ⁷. Dans leur confiance en la bonté de celle-ci, quelques commissions de grève allèrent même fort loin. C'est ainsi que les ouvriers en toile cirée adressèrent au Préfet une demande le priant de vouloir bien faire acquiescer les patrons à leurs demandes. Nous ne savons pas quelle réponse ils obtinrent, mais nous sommes, par contre, mieux renseignés sur le sort de deux demandes analogues, celles des ouvrières dévideuses et des ouvrières ovalistes. C'étaient deux des corporations les plus misérables de Lyon. Pour une journée de travail, qui commençait à 5 heures du matin pour finir « tantôt à 10 heures, tantôt à 11 heures

6. La revendication de la journée de dix heures date encore de la seconde République. En 1862, presque tous les délégués ouvriers à l'Exposition de Londres la réclament. Dans les autres villes, dit le délégué des ouvriers pour la dorure sur bois, on ne travaille plus que dix heures, « Lyon ne peut rester éternellement en arrière » (*Rapports des délégués...* p. 77). Depuis 1862, les réclamations des ouvriers sont toujours plus fréquentes. En 1864, un rédacteur du *Progrès* écrivit un article pour exposer tous les avantages d'une courte journée de travail : « Cette vérité générale, dit-il, accueille encore avec tant de doute quoique d'éclatantes expériences l'aient tant de fois confirmée, que l'ouvrier fait plus et mieux dans une journée de 9 à 10 heures de travail que dans une journée de 12 à 14 heures » ; et ne s'apercevant peut-être pas de la contradiction, il propose l'abolition du chômage par « la diminution féconde des heures quotidiennes du travail » (*le Progrès*, 6 novembre 1864).

7. A. M. L. *12 Corporations, grèves, coalitions, compagnonnage*, 20 juin 1869.

du soir »⁸, elles gagnaient un salaire qui variait entre 1 fr. et 1 fr. 50 ; et les chômages étaient fréquents. Gagnées par la contagion, elles aussi se décidèrent à réclamer des améliorations. Les ovalistes adressèrent à ce propos une pétition au Préfet, le priant « d'avoir la bienveillance de leur faire accorder une augmentation, en fixant la journée de chaque ouvrière à deux francs et une heure de travail en moins »⁹. Leurs sœurs dans la misère, les ouvrières dévideuses, sont encore plus naïves. Quand au mois de janvier 1870, elles voulurent à leur tour forcer les patrons à améliorer leur misérable situation, elles adressèrent aussi au Préfet une pétition dans laquelle elles le « supplient... de leur accorder la permission ou plutôt l'autorisation de se mettre en grève la semaine prochaine », et comme elles étaient une corporation pauvre, elles demandèrent encore au Préfet « de leur accorder un secours qui leur vienne en aide jusqu'à ce qu'il soit fait droit à leur réclamation, car MM. les Fabricants ne pourront que très peu de temps se passer de dévideuses »¹⁰... Monsieur le Sénateur Préfet du Rhône, assimilé ainsi à un correspondant de l'Internationale, se trouva dans un grand embarras.

Il est vrai que toutes les corporations n'allèrent pas jusqu'à cette confiance simpliste en la bonté de l'administration, mais, répétons-le encore une fois, partout les agents de police constatent, au commencement du mouvement, une absence complète de buts politiques ou de tendances socialistes. Les grévistes n'ont en vue que des améliorations purement matérielles. Les socialistes et les politiciens ont essayé de stimuler le mouvement, mais ne l'ont pas provoqué. En analysant les causes du mouvement avec beaucoup de sagacité et de modération, le Commissaire spécial Delcourt énumère les interprétations diverses qu'on a données : « Les uns l'attribuent à une action purement politique, les autres à l'influence d'idées sociales répandues parmi les ouvriers, d'autres enfin à une situation difficile existant depuis longtemps et que l'état des esprits résultant de l'agitation électorale porte à modifier avec un ensemble qui est l'effet des circonstances

8. A. M. L. *Les Corporations, Soierie*. Rapport de police, 16 janvier 1870.

9. *Ibid.*, « Pétition de nombreuses ouvrières ovalistes », 21 juin 1869.

10. *Ibid.*, Pétition des dévideuses, 5 janvier 1870.

plutôt qu'une combinaison. Il y a un peu de tout cela dans dans le mouvement ¹¹ ».

Pour Delcourt, les ouvriers ont surtout voulu obtenir la journée de 10 heures, déjà pratiquée dans les grandes villes de France et il note que, généralement, ils n'ont pas insisté sur l'augmentation des salaires.

Il est d'ailleurs évident qu'un mouvement d'une telle ampleur eut des causes beaucoup plus profondes et plus complexes que la propagande de quelques agitateurs, socialistes ou républicains, et nous n'aurions point insisté là-dessus si quelques historiens, dont Levasseur même ¹², n'eussent point émis une opinion contraire, accusant l'Internationale d'avoir suscité tout le mouvement. Pour le Procureur général, ce sont, encore plus que l'Internationale, les radicaux révolutionnaires qui sont les principaux fauteurs ¹³.

Mais, si internationalistes et radicaux ne furent que pour peu de chose à l'origine du mouvement, ils en profitèrent beaucoup. Les grèves provoquaient des manifestations, des attroupements, des « émois dans les quartiers ¹⁴ ». Un penchant fatal amenait les ouvriers à identifier patrons et gouvernement. Il est indubitable que le mouvement révolutionnaire et anticlérical dont nous avons précédemment parlé, n'aurait pas acquis une telle intensité sans les grèves qui entraînaient l'agitation. Mais, plus encore que les radicaux, l'Internationale devait bénéficier d'un mouvement qu'elle prônait depuis le congrès de Bruxelles. Elle attirait invinciblement les membres des différentes « commissions de grève », cette Internationale qui proclamait la haute mission de cette arme redoutable du prolétariat pour l'émancipation définitive de l'humanité. Tout le monde — et les ouvriers plus que tous les autres — aime croire qu'en défendant ses intérêts propres on sert l'Humanité.

Pour les moins idéalistes, pour les grévistes à bout de ressources, il y avait l'appât de « la légende des millions de l'Internationale ». Les ouvrières ovalistes s'étaient vainement

11. A. M. L. *I² Corporations, grèves, coalitions*. Rapport du 20 juin 1869. V. aussi *I² Police politique, clubs, sociétés politiques*, Rapport du Préfet au Min. de l'Intérieur, 14 juillet 1869.

12. LEVASSEUR, *op. cit.*, II, p. 501. Voir aussi TESTUT, *l'Internationale*, p. 62.

13. A. N. BB30389, 10 juillet 1869.

14. A. M. L. *I² Corporations, Soierie*, Rapp. de police, 7 août 1869.

adressées au Préfet et la grève entreprise paraissait devoir finir par un échec. Les patrons, blessés dans leur amour-propre, s'obstinant à ne point céder, avaient fait venir des ouvrières de l'Italie. L'exaspération des pauvres grévistes était grande, il y eut des vitres cassées, des manifestations en groupes, des ouvrières menacèrent même quelques briseuses de grève « de les éventrer ou de leur casser la tête »¹⁵ et houspillèrent un patron imprudent. La police en condamna une douzaine à la prison. C'est alors que Richard leur offrit les secours de l'Internationale, sous condition, bien entendu, d'adhérer à la Section lyonnaise. Elles acceptèrent par « une approbation enthousiaste et unanime »¹⁶ et Richard leur fit publier un appel à toutes les sections de l'Internationale ainsi conçu : « Citoyens et citoyennes, en qualité de membres de l'Association Internationale des travailleurs, huit mille ouvrières ovalistes de Lyon, qui depuis quinze jours soutiennent une grève pénible, font appel aux principes de la solidarité qui est à la base de notre association »¹⁷. Comme toujours, Richard exagérait. Il n'y avait point 8.000 ovalistes, mais 1.200 environ, dont la moitié était en grève¹⁸. Il exagérera aussi le montant de la somme qu'à force de réclamer il obtint des différentes sections de l'Internationale comme secours aux ovalistes : trois mille, dira-t-il¹⁹ au lieu de 1.095 francs²⁰.

C'est d'ailleurs la plus forte somme que la Section lyonnaise fut en état de procurer à une corporation en grève, et cette pénurie de fonds provoqua même bien des mécontentements parmi les corporations qui n'avaient adhéré que dans l'espoir d'obtenir des secours²¹. Le correspondant pour la France auprès du Conseil général à Londres, Eugène Dupont, s'en plaignait amèrement : « Ayez bien soin, écrivait-il à Richard, de faire comprendre aux ouvriers que les résultats de l'adhésion ne peuvent être immédiats. Ce n'est que lorsque les ouvriers seront organisés dans tous les pays et reliés

15. *Ibid.* Rapp. de police, 3 juillet 1869.

16. *Le Progrès*, 15 juillet.

17. TESTUT, *op. cit.*, p. 70.

18. A. M. L. *1^{re} Corporations, Soierie*. Rapp. de police, 10 juillet 1869.

19. RICHARD, *les Débuts du parti socialiste* (Loc. cit., p. 85).

20. A. M. L. *1^{re} Dossier Richard*.

21. Voir A. M. L. *1^{re} Corporations, Soierie*. Rapp. du Comm. spécial, 7 mars 1870.

par l'Internationale, qu'ils pourront imposer des lois au capital. Je vous dis cela pour prévenir le mauvais effet produit par la non réussite des souscriptions et demandes d'emprunts faites de toutes parts aux ouvriers anglais. Les bronziers (lyonnais) nous ont demandé 12.000 francs à emprunter. Je suis certain que, malgré mes observations, ils ne sont pas satisfaits »²².

Mais, que ce fut pour des raisons d'un bas matérialisme ou autres, l'Internationale gagnait chaque jour du terrain et chaque mois amenait l'adhésion de quelques corporations. Au mois de juillet ce sont les ovalistes, les menuisiers, les bronziers, au mois d'août les marbriers et les passementiers « dont l'adhésion avait eu lieu à l'unanimité dans une réunion générale de leur corporation »²³ et, dans les mois suivants, nous verrons que le mouvement ne se ralentit point, au contraire. Et les grèves les plus tenaces, les plus intelligemment menées, les plus bruyantes aussi, furent celles auxquelles l'Internationale se mêlait : Grève des métallurgistes avec Méda, Guérin et autres, grève des passementiers avec Louis Martin, grève des bronziers, etc. Et surtout la longue grève des imprimeurs sur étoffes, de toutes les grèves de la fin de l'Empire la mieux organisée et la plus remarquable par l'esprit de solidarité qui animait les grévistes²⁴.

La Section lyonnaise qui jusqu'aux grèves de juin végétait encore, comptant quelques deux à trois cents adhérents au plus, devint vite l'agent le plus important du mouvement ouvrier. Ses rangs grossissaient vite depuis qu'elle avait commencé à recevoir des adhésions collectives des corporations

22. A. M. L. *I^{er} Dossier Richard*. Lettre d'Eugène Dupont à Richard, 31 juillet 1869.

23. TESTUT, *op. cit.*, p. 169 ; *le Progrès*, 3 août 1869.

24. Voir A. N. *FicIII Rhône 10*. Rapport du Préfet du Rhône au Ministre de l'Intérieur, 12 mars 1870 ; A. M. L. *I^{er} Evénements et troubles politiques*. Rapp. du Commissaire spécial, 16 décembre 1869. Elle commença le 8 novembre 1869 pour ne prendre fin qu'au commencement d'avril 1870. En septembre 1868, les ouvriers avaient fondé une soc. de secours mutuels englobant les faubourgs de Lyon, Saint-Clair, Neuville, et même Valence. Plus des trois cinquièmes des ouvriers faisaient partie de la société. Tous adhéraient à l'Internationale. « C'est là que la grève a pris son point de départ ». Les premières revendications des ouvriers auraient été satisfaites depuis longtemps, si une question de solidarité n'était intervenue : Les ouvriers demandaient que les patrons reprennent tous les grévistes et renvoient les briseurs de grève. Pour l'époque le cas est assez rare.

entières. Elle commence à attirer sur soi l'attention générale. Jusqu'en 1869, la police s'occupe fort peu et le Procureur général n'en souffle mot ; maintenant, préfet, procureur général, commissaire spécial, et tous les agents subalternes lui consacrent des rapports interminables.

II

Le mouvement ouvrier des années 1869-1870 diffère beaucoup de celui de l'époque précédente, il est devenu « corporatif »²⁵. Les grèves qui agitent Lyon à la fin de l'Empire ne sont pas arrivées à l'improviste. De longue date déjà, dès les premières désillusions du mouvement coopératif, depuis 1867, et surtout depuis 1868, quand la situation économique s'était améliorée et que le décret sur la tolérance des syndicats ouvriers fut promulgué, les corporations se préparèrent à soutenir la lutte. Sous des noms divers : Union, société de prévoyance, société de résistance, société de secours mutuels libre, les ouvriers s'organisaient et versaient des cotisations. Cela se passait en silence ; nous n'en sommes informés que par quelques rares rapports de police²⁶, mais n'y en eût-il aucun que les faits ultérieurs seraient une preuve suffisante. En été, 1869, presque toutes les corporations étaient préparées à la grève, organisées et pourvues de fonds. Le mouvement était si avancé que même les employés de commerce, qui ne sont pas des précurseurs dans ce domaine, décidaient de former leur Chambre syndicale dès le printemps de la même année²⁷. Les corporations qui n'étaient pas encore organisées, s'organisèrent à la hâte dès qu'elles furent prises par la contagion et se décidèrent à faire grève.

Les rares sociétés de résistance avant 1869, qui se formaient le plus souvent sous couvert de sociétés de secours mutuels, étaient des organisations illégales ; elles se décomposaient

25. A. RICHARD, *les Débuts du parti socialiste français* (Loc. cit., p. 83-84).

26. Voir A. M. L. *1^{re} Corporations, grèves, coalitions*. Rapports du Commissaire spécial, octobre 1867 et février 1868.

27. Voir A. M. L. *1^{re} Associations de production et de consommation, corporations*. Rapport du Commissaire spécial, avril 1869.

vite après l'issue heureuse ou malheureuse de la grève qu'elles avaient préparée. Les organisations de 1869 eurent un caractère tout différent. La continuelle agitation des deux dernières années de l'Empire, la crainte d'une contre-offensive patronale toujours menaçante, les sentiments de solidarité ouvrière que la grève développe inévitablement, surtout une grève victorieuse, et qu'entretenait la propagande si active de l'Internationale, la tolérance du gouvernement, amenèrent les ouvriers à considérer leurs organisations comme des institutions permanentes. Le syndicat moderne (ce nom commence lentement à obtenir droit de cité parmi les ouvriers) prend naissance.

L'organisation la plus remarquable fut celle des ouvriers métallurgistes. Ils avaient fondé en septembre 1868 une *Union*²⁸ qui soutint avec succès, en juin-juillet 1869, une grève pour la journée de 10 heures et contre l'abus des heures supplémentaires non payées. Mais les patrons acceptèrent la défaite de fort mauvaise grâce, et pendant toute l'année 1869 l'Union fut obligée d'être sur le qui-vive pour sauvegarder les résultats acquis et, en 1870, de soutenir quelques grèves partielles contre des patrons récalcitrants²⁹. A sa tête se trouvaient quelques hommes entrepreneurs, Méda, Alaterne, Guérin, tous membres de l'Internationale. Ils fondèrent, à la suite de la grève, le *Cercle de l'Union des ouvriers sur métaux*³⁰, centre d'étude et de discussion de la partie avancée de la classe ouvrière à la Guillotière. En avril 1870, ils reliaient les différentes corporations des métallurgistes, fondeurs, mécaniciens, chaudronniers, etc., en une organisation syndicale unique³¹. La grande grève des maçons, en mars-juin 1870, qui provoqua un chômage forcé dans la plupart des corporations « se rattachant de quelque façon que ce fut à l'industrie du bâtiment »³², les décida à former, sous le nom de « Chambre syndicale générale des ouvriers des industries du bâtiment », une véritable bourse du travail. A côté

28. *Le Progrès*, 30 juin 1869.

29. Voir *F1cIII Rhône 10*. Rapports du Préfet au Min. de l'Intérieur, 30 juin 1870.

30. *Le Progrès*, 19 août 1869.

31. *Ibid.*, 26 avril 1870.

32. A. M. L. *12 Corporations, grèves, coalitions*. Rapport du Préfet au Ministre de l'Intérieur, 30 mars 1870.

des bâtimentaux proprement dits, devaient faire partie de la nouvelle chambre syndicale toutes les autres corporations se rattachant « plus ou moins directement à l'industrie du bâtiment : les corporations des industries de la pierre, du bois, du fer, zinc, cuivre, marbre, ébénisterie, tenture, papier peint, voituriers, chauffeurs, terrassiers, paveurs, etc., etc., en tout 84 corporations justiciables du conseil des prud'hommes du bâtiment »³³. La réunion que les dirigeants du *Cercle de l'Union* convoquèrent à cet effet, et à laquelle les corporations intéressées étaient représentées par plus de 500 délégués, accepta à l'unanimité ce projet³⁴. Il était près de sa réalisation quand éclata la guerre.

Les tisseurs de la Fabrique furent les derniers à s'organiser. Ils avaient à surmonter de nombreux obstacles : la multitude de diverses spécialités dont les intérêts n'étaient pas absolument identiques, l'hostilité tantôt latente, tantôt ouverte entre les chefs d'atelier et les compagnons, l'éparpillement par petits ateliers, peu propre à développer l'esprit de discipline corporative et qui rendait difficile l'organisation d'une grève. « Les grèves ne sont possibles, écrivait, en 1855, le commissaire de police de la Croix-Rousse, que dans les corps d'état qui ont une caisse commune... Rien de semblable n'existe parmi les ouvriers en soie. Aussi n'y voit-on jamais de grève à moins qu'il ne faille la mettre en avant comme prétexte d'une insurrection, ainsi que cela a eu lieu en novembre 1831. Hors des cas semblables, par suite du grand nombre de nos ouvriers, de la nature de leur organisation de travail, de leurs besoins de famille, de leurs divergences d'opinions, une grève ou même une tentative de grève ne peut avoir lieu »³⁵. En effet, le seul mouvement des tisseurs, l'agitation pour l'obtention des tarifs en octobre 1866 ressemble singulièrement à un commencement d'émeute. Mais en 1869, la prospérité persistante de la Fabrique et l'exemple des autres corporations devait réagir sur la population des canuts. Les branches secondaires de la Fabrique étaient déjà toutes organisées : les tisseurs de châles, les tullistes, les apprêteurs, etc. Les imprimeurs sur étoffes et les passementiers ébauchèrent même de petites fédérations régionales.

33. *Le Progrès*, 20 mai 1870. Lettre de la Commission d'initiative.

34. *Le Progrès*, 26 mai 1870.

35. A. M. L. *12 Corporations, soïerie*, 7 avril 1855.

Lentement, les tisseurs se meuvent aussi. A la fin d'octobre on parle de grève de tisseurs³⁶. Des « commissions d'initiative » se forment, qui ont pour mission de faire obtenir des fabricants une augmentation de tarif. A la réunion des 4.000 tisseurs, le 7 novembre 1869, le membre du conseil des prud'hommes, Burlat, propose « la création d'une chambre syndicale »³⁷. On essaie même de se mettre en relations avec les ouvriers de la campagne³⁸.

Cependant les chefs d'atelier, radicaux révolutionnaires en politique, évitent de prendre une position trop intransigeante dans ces questions professionnelles, qui sont pour eux à deux tranchants. Ils ne veulent pas de grève, « dont nous connaissons les dangers et parfois les sanglants résultats »³⁹ et ils ne menacent les patrons que par l'émigration et le refus d'accepter des apprentis. Aussi les améliorations qu'ils obtiennent sont-elles dérisoires. Les ouvriers mécontents s'organisent à part, à l'exclusion des chefs d'atelier. Dans les spécialités où ceux-ci ne jouent pas le rôle de tampon entre ouvriers et fabricants, des grèves éclatent : grève générale des tisseurs de velours « pour toutes les maisons traitant le velours mécanique »⁴⁰, en décembre 1869, et grève des tisseurs de façonné, où depuis longtemps il n'y avait presque que des maîtres-tisseurs possédant chacun son métier, en juin-août 1870.

Mais les patrons faisaient mine de vouloir retirer même la petite augmentation qu'ils avaient accordée et chaque jour la nécessité devenait plus pressante d'une organisation unique et puissante, assez riche pour pouvoir soutenir au moins des grèves partielles, assez étendue pour englober, à côté des ouvriers urbains, au moins les ouvriers de la campagne la plus proche, dont la concurrence se faisait si cruellement sentir. « N'oublions pas, disait la commission des tisseurs d'uni, que l'unité des travailleurs est essentiellement nécessaire pour améliorer notre triste situation. Rallions-nous donc autour du drapeau unitaire des travailleurs, rallions-nous tous

36. A. M. L. *12 Evénements et troubles politiques*. Rapp. du Commissaire spécial, 30 octobre 1869 ; A. N. BB³⁰³⁸⁹, 10 novembre 1869.

37. A. M. L. *12 Corporations, soieries*.

38. *Le Progrès*, 26 novembre 1869. Lettre d'une commission de chefs d'ateliers.

39. *Ibid.*, 13 décembre 1869.

40. *Ibid.*, 18 décembre 1869.

à cette devise : tous pour un, un pour tous. Et lorsque nous serons unis, lorsque nous serons un peuple de frères, nous serons alors la puissance omnipotente qui mettra un frein à l'égoïsme de l'exploitation sans frein et sans mesure » ⁴¹. Des projets de statuts de la future Société des tisseurs pullulèrent à la Croix-Rousse. Un de ces projets fut publié dans le *Progrès*. Il est daté du 6 pluviôse, an LXXVIII de la République, ce qui indique bien les opinions de ses auteurs. Il donnait comme but principal de la Société de garantir les tisseurs contre « les chômages extraordinaires ». « Le chômage que la société indemniserait, consiste dans la rupture de l'engagement pris par celui qui fournit de l'ouvrage et autorise celui à qui il est offert à le refuser, c'est-à-dire quand le travail proposé n'est plus dans les conditions du tarif accepté des deux parts » ⁴².

Quand, enfin, le 27 mars 1870, la *Société civile de prévoyance et de renseignement pour le travail des tisseurs de la Fabrique lyonnaise* fut constituée, c'est, en gros, le projet des statuts publié par le *Progrès* qui fut adopté. Les prudents chefs d'atelier firent seulement disparaître le préambule, trop socialiste. L'organisation de la *Société* est typique pour l'époque : les séries de 20 membres sont groupées autour d'un bureau central qui avait pour objet d'étudier les questions du travail, du tarif, et, généralement, tout ce qui pouvait intéresser la société. En cas de chômage (tel qu'il est défini dans le projet précité) la Société versait une allocation journalière de 1 fr. 20 ou de 2 fr. 50 par métier cotisant. Au mois de juin 1870, la Société renfermait 619 séries, c'est-à-dire environ 12.000 membres cotisants, et le nombre en augmentait journellement. C'était un redoutable organe de résistance et de coalition, et l'Administration ne s'y trompa point : « Le principal but de cette société [est] de maintenir ou d'augmenter le taux des salaires de ses membres et de soutenir les grèves », écrivait le Préfet ⁴³.

41. *Ibid.*, 13 décembre 1869. Ne dirait-on pas que ces lignes sont tirées d'un manifeste de l'Internationale ? Remarquons cette infiltration de ses principes même parmi des ouvriers qui, comme ces tisseurs, n'adhérèrent jamais formellement à l'Association internationale des travailleurs, lui furent même hostiles.

42. *Ibid.*, 29 janvier 1870.

43. A. N. *F³CH Rhône* 10, 25 juin 1870.

III

Dans ce mouvement irrésistible qui faisait s'organiser les masses ouvrières, amorphes hier encore, l'Internationale jouait le rôle d'initiatrice et d'animatrice. Pour le prouver, il suffit de rappeler que ses adhérents sont à la tête de presque toutes ces nouvelles organisations, sauf dans la Société des tisseurs, dont les chefs d'atelier, imbus de radicalisme, lui sont en majorité hostiles. Mais la mission de l'Internationale n'était pas épuisée avec la formation des organisations corporatives. Il s'agissait encore de relier en une « *fédération* » toutes les sociétés des divers corps de métier d'une même ville. Le congrès de Bâle (en septembre 1869), pénétré de principes syndicalistes, le recommandait particulièrement. Lyon y avait été représenté par cinq délégués dont Albert Richard et Bakounine.

De retour du congrès, Richard se mit activement en besogne. Le nombre de corporations adhérentes à l'Internationale s'était tellement accru, que dès le mois de novembre 1869, il put entrer en pourparlers avec les principaux meneurs. Avec sa vantardise habituelle, il annonça tout de suite la formation de la fédération comme accomplie⁴⁴. En vérité, il n'en était encore rien. Ce n'est qu'en janvier 1870 que se forma une « commission d'initiative » avec pour but « l'organisation puis la fédération des sociétés et groupes d'ouvriers de toutes corporations »⁴⁵. Deux réunions privées eurent lieu au courant de février, le 2 et le 27, la seconde au théâtre des Folies-Lyonnaises ; douze cents personnes environ y assistaient, représentant les diverses corporations de la ville, toutes convoquées par une invitation personnelle nominative (pour éviter l'obligation de demander l'autorisation). Richard leur proposait de former une fédération « de tous les corps d'état réunis, ayant la forme et le caractère d'une société de secours mutuels, dans le but de soutenir les grèves qui pourraient se produire ». Pareilles organisations, leur dit-il, existaient déjà à Paris, Marseille, Rouen et chez les autres nations, et

44. *L'Internationale*, 21 novembre 1869.

45. *Le Progrès*, 27 janvier 1870.

il ajoutait « que désigné lui-même pour la créer à Lyon, il était en correspondance avec les délégués des puissances étrangères »⁴⁶.

Cependant, malgré les « puissances étrangères », la constitution de la Fédération n'avancait, comme à Paris d'ailleurs⁴⁷, pas aussi vite que Richard l'eût désiré. La cause en était à l'inertie habituelle des corporations, à la méfiance qu'inspirait Richard, ce fils d'ouvrier, pauvre comme un rat d'église, qui ne voulait jamais travailler de ses mains, se posait en chef et répétait quand même aux ouvriers que tant qu'ils auront « besoin de chefs, de maîtres, de dictateurs moraux ou matériels (sic), d'intermédiaires au point de vue politique aussi bien qu'au point de vue économique [ils seront] volés, grugés, exploités. Il faut que les travailleurs fassent en tout et partout leurs affaires eux-mêmes »⁴⁸. On craignait aussi de s'exposer trop aux yeux de la police : les syndicats n'étaient toujours que tolérés⁴⁹.

Pour vaincre toutes ces hésitations, Richard avait imaginé un moyen fort habile. Depuis plusieurs mois déjà, il travaillait activement à décider ses amis de France et de l'étranger à se réunir en un congrès de l'Internationale à Lyon même. L'idée souriait à l'ambitieux ; sa réalisation devait rehausser son prestige devant les ouvriers lyonnais, confondre ses ennemis personnels et lui donner l'air d'un chef de l'Internationale française. Malon, faisant semblant de se douter de rien, lui proposa comme siège du congrès Bourges et que le congrès soit exclusivement français⁵⁰. Mais Richard voulut

46. A. M. L. *I² Police politique, clubs, sociétés politiques*. Rapp. du Comm. de police assistant à la réunion du 2 février. V. aussi *le Progrès*, 2 mars 1870.

47. Voir lettre de Varlin à Bastelica, 4 mai 1870, dans TESTUT, *op. cit.*, p. 235.

48. A. M. L. *I² Dossier Richard*. Notes d'un discours de Richard.

49. V. à ce sujet A. M. L. *I² Police politique, clubs, soc. politiques*. Lettre du Préfet au Min. de l'Intérieur, 11 mars 1870, et *I² Ev. et tr. politiques*. Rapp. du Commissaire spécial, novembre 1869.

50. A. M. L. *I² Dossier Richard*. Lettre de Malon à Richard, fin 1869. « Varlin, disait Malon, est d'avis d'attendre que les fédérations soient organisées. Je crois que c'est une erreur, et que c'est justement par le congrès que nous hâterons, sous l'égide de l'Internationale, selon ton expression, l'organisation du prolétariat français. Sur ce point je suis aveuglement de ton avis, sous bénéfice des modifications suivantes : Le congrès serait français exclusivement. Les Suisses ont plus de facilités à se réunir chez eux. Le siège du congrès serait Bourges, l'un des centres

absolument que ce soit Lyon et que les Suisses du moins y prissent part. On finit par accepter. Seulement Bastelica, en vrai Méridional, demanda que la réunion soit composée d'au moins 10.000 Lyonnais ⁵¹.

Le Congrès, pour déjouer la police, devait se tenir sous forme de réunion privée, mais dans l'esprit de ses auteurs il s'agissait d'un véritable congrès. C'est de ce nom que Malon, Varlin, Bastelica et Aubry le désignent dans leurs lettres à Richard, et s'il n'eut pas l'allure des autres congrès de l'Internationale, si les différents délégués des sections françaises et étrangères qui y assistèrent se résignèrent à de simples déclarations de profession de foi et à la lecture des mémoires, sans les discuter, la faute en est à la crainte de la police et non à la bonne volonté des participants. Ils se trouvaient dans un pays où les manifestations de ce genre étaient prohibées et le congrès devait passer, pour ainsi dire, en contrebande.

Le gouvernement était inquiet. Le Ministre de l'Intérieur crut qu'il était nécessaire d'ordonner des poursuites. « La manifestation projetée à Lyon est de nature à éveiller l'attention spéciale de l'autorité. Elle semble destinée à affirmer publiquement l'entente des adhérents à une association dont la section parisienne a été poursuivie et condamnée » ⁵². Mais l'Empire n'avait plus l'audace de sa jeunesse ; il évitait de commettre un acte illégal, de provoquer peut-être des troubles en sévissant trop brutalement. Ces sortes de réunions étaient déjà entrées dans la coutume. Le Préfet conféra beaucoup avec le Procureur général et le Procureur impérial et ils décidèrent « qu'il ne doit être prise aucune mesure préventive. Pour le moment, nous nous bornons à prescrire une active surveillance, à tâcher d'obtenir la constatation que ces invitations à une réunion dite privée sont remises sans inscription de noms à qui veut les prendre et à rechercher les indices de nature à prouver l'existence d'une association non autorisée. Puis, lorsque la réunion aura eu lieu, nous réunirons toutes nos indications et nous examinerons si et dans

de la résistance gauloise à César, centre de la formidable Marianne qui faillit sauver la République en 51 et enfin centre territorial de la France ».

51. A. M. L. *12 Dossier Richard*. Lettre de Bastelica, 31 janvier 1870.

52. A. M. L. *12 Police politique, clubs, sociétés politiques*. Lettre du Min. de l'Intérieur au Préfet, 9 mars 1870.

quelles conditions il sera possible d'exercer une poursuite... J'ajoute que dans ma pensée il est à désirer qu'on puisse poursuivre, car l'Internationale menace de prendre ici des proportions considérables ». Et le Préfet terminait philosophiquement : « Sous prétexte de venir en aide au travail en manifestant des exigences impossibles à satisfaire, on organiserait des grèves et ici plus que partout ailleurs on tuerait la poule aux œufs d'or qu'est le capital »⁵³. La Section lyonnaise pouvait donc en sûreté recevoir ses hôtes. Elle avait, d'ailleurs, pris ses précautions et ne faisait distribuer les lettres d'invitation que par des hommes sûrs, « soit dans les ateliers, soit dans les bureaux des corporations ». Loin de les donner au premier venu, il fut convenu entre les organisateurs que l'on déchirerait à la porte toutes celles qui seraient présentées par des inconnus ou dont la régularité ne serait pas complète⁵⁴.

Le 12 mars, la veille de la réunion arrivèrent les délégués de Marseille, Bastelica et un délégué des tapissiers, de Rouen, Aubry, de Paris, Varlin, les délégués de Vienne (Isère), de la Ciotat, de Dijon, et le délégué suisse Adémar Schwitzgübel⁵⁵ ; les Belges envoyèrent une adresse rédigée par C. de Paepe. Le lendemain, le 13, malgré le triage imposé par la crainte de l'intervention policière, 5 à 6.000 personnes s'entassaient dans la grande salle de la Rotonde. Varlin fut nommé président de la réunion, le passementier Louis Martin et le sculpteur Dédier assesseurs. De nombreux discours furent prononcés. Ils répétaient, à peu près, ce qui s'était dit quelques mois plutôt à Bâle, avec encore plus d'hostilité contre la politique et les politiciens. Richard parle le premier : « Il fait justice de cette manie de rapporter tous les grands mouvements sociaux soit à la politique, soit à des personnalités. C'est le système des démocrates bourgeois avec lequel il est temps de trancher. Ce ne sont pas les personnalités qui produisent les progrès et les mouvements sociaux : c'est le travail multiplié, varié, sourd

53. *Ibid.*, Lettre du Préfet au Min. de l'Intérieur, 11 mars 1870.

54. *Ibid.* Rapp. du Commissaire spécial, 12 mars 1870.

55. Le Préfet mentionne comme délégué suisse, à côté de Schwitzgübel, J. Guillaume (*Ibid.* Rapp. du Préfet au Ministre de l'Intérieur, 14 mars 1870). Il ressort pourtant de ce que Guillaume raconte sur cette réunion qu'il n'y prit pas part (V. GUILLAUME, I, p. 283).

et continué de la grande collectivité populaire qui produit les grands hommes et les grandes choses. Ce n'est pas la politique qui influe sur la société, c'est ce qui se passe dans les régions productrices du travail et du capital qui influe sur ce qui se passe dans les régions infectes de la politique. Les travailleurs ont compris autrefois que la morale ne suffisait pas pour réformer les sociétés ; aujourd'hui ils comprennent que la politique est aussi insuffisante... [Ils] ont donc le droit et le devoir de s'organiser pour faire la seule révolution qui puisse leur être profitable, celle qui tendra à réformer à sa base même l'organisation sociale actuelle.

« L'orateur a ensuite expliqué le rôle de l'Internationale au point de vue plus restreint et plus immédiat : grèves, sociétés de résistance, fédérations locales, etc. »⁵⁶. Bastelica parla après Richard : « Les travailleurs, qui ont été tant de fois trompés, ne veulent plus marcher à la remorque de personne et... ils veulent avoir désormais leur politique à eux »⁵⁷. D'autres discours furent prononcés par Aubry, Schwartzguébel, etc. Mais l'apport le plus intelligent fut l'Adresse des travailleurs belges : « La question essentielle en ce moment, le point capital pour les hommes du parti prolétaire... c'est le groupement des travailleurs en un vaste faisceau, c'est l'organisation des forces ouvrières qui se fait naturellement par la formation des sociétés de résistance, des chambres syndicales, des *trade-unions*, et par la fédération et la solidarisation de ces sociétés, non seulement pour une même profession, non seulement dans un même pays, mais internationalement, le travail pas plus que le capital ne connaissant de frontières. Il faut, en un mot, développer l'œuvre de l'Internationale des Travailleurs, faire du prolétariat moderne une armée immense, marchant avec sécurité, avec homogénéité, avec une puissance irrésistible vers la société nouvelle... »⁵⁸. Bakounine aussi avait envoyé une lettre, mais le vieux conspirateur, fidèle à sa méthode, ne voulait qu'elle fût lue que devant les amis les plus intimes, membres de l'Alliance, c'est-à-dire devant Varlin, Bastelica, Palix et quelques autres. Aubry ne devait pas en prendre connaissance. Il n'y disait pourtant rien de particulièrement secret : « Tra-

56. *L'Internationale*, 27 mars 1870.

57. *Ibid.*, 27 mars 1870.

58. *Ibid.*, 20 et 27 mars 1870.

vailleurs, ne comptez plus que sur vous-mêmes. Ne démoralisez pas votre puissance ascendante par des alliances de dupes avec le radicalisme bourgeois. La bourgeoisie n'a rien à vous donner, politiquement et moralement elle est morte... Lors même que la politique bourgeoise serait rouge comme le sang et brûlante comme le fer chaud, si elle n'accepte pas comme but immédiat et direct la destruction de la propriété juridique et de l'Etat politique... son triomphe ne pourrait être que fatal à la cause du prolétariat...

« ...Et quand l'heure de la révolution aura sonné, vous proclamerez la liquidation de l'Etat et de la société bourgeoise, l'anarchie... » ⁵⁹.

Jamais encore, sous le Second Empire, une pareille assemblée ouvrière ne fut vue en France, jamais encore les socialistes n'exprimèrent avec cette audace leur idéal révolutionnaire, et devant les yeux même de cette police impériale si terrible ! Le Préfet était hors de soi : Richard « a déclaré la guerre au capital, à la bourgeoisie, au pouvoir sous quelque forme qu'il se présente, politique, sociale ou religieuse » ; Bastelica a proclamé, « aux applaudissements des assistants, qu'il voulait la république sociale », écrivait-il plein de courroux à son ministre ⁶⁰. Le triomphe de Richard était complet et il ne pouvait trouver un moment plus propice pour organiser définitivement la Fédération. Un projet de statuts fut lu à la réunion du 13 mars même et adopté par acclamations ⁶¹. La commission d'initiative fut remplacée par une commission fédérale de quinze membres « composant le noyau initiateur auquel viendront s'adjoindre les délégués des corporations adhérentes » ⁶².

Après la réunion, le travail d'organisation se poursuivait sans relâche. Il y avait encore beaucoup à faire. Beaucoup de corporations affiliées ne l'étaient que par une *commission*, organisme provisoire qu'il s'agissait de remplacer au plus tôt par une forme plus stable ; il fallait faire de la propagande dans les corporations non encore affiliées ; il fallait aussi créer un règlement établissant l'ordre intérieur dans la Fédération,

59. GUILLAUME, I, p. 284 ; Bibliothèque municipale de Lyon, Ms. 5401. Lettre de Bakounine à Albert Richard, 12 mars 1870.

60. A. M. L. *1^{re} Police politique, clubs, sociétés politiques*, 14 mars 1870.

61. *L'Internationale*, 27 mars 1870.

62. *L'Internationale*, 27 mars 1870.

ce qui, en tenant compte des susceptibilités, n'était pas la tâche la plus facile. Richard se prodigua. Des séances nombreuses de la commission fédérale furent tenues. Une propagande active amenait chaque jour l'adhésion de nouvelles corporations : quatre corporations dans la seule seconde quinzaine de mars ⁶³. A la fin du même mois, un règlement intérieur fut adopté. Le mouvement ne fut même pas ralenti par l'arrestation des principaux membres de la section, le 30 avril 1870 ⁶⁴. Le 30 juin, la commission fédérale annonçait « aux corporations ouvrières adhérentes aux principes de l'Association Internationale des Travailleurs que le long et laborieux travail d'organisation de la fédération est complètement achevé » ⁶⁵. Ce n'étaient plus des commissions provisoires, mais des bureaux de corporations solidement organisées qui apportaient leur « adhésion officielle et définitive » ⁶⁶.

Au commencement de la guerre, une trentaine de corporation environ faisaient partie de la Fédération. Leur organisation, commune à toutes les associations ouvrières lyonnaises de l'époque, était la suivante : les membres de la corporation étaient « divisés par vingtaines, chaque vingtaine choisit un délégués, tous ces délégués forment le conseil de la corporation, ce conseil choisit les deux délégués devant représenter la coporation au sein de la commission fédérale », laquelle était en rapports avec les fédérations des autres villes de France mais recevait directement ses instructions du Conseil général de Londres ⁶⁷. Il est certain que ce grand nombre de corporations affiliées à la fédération ne représentaient proportionnellement pas un aussi grand nombre d'ouvriers. « L'organisation corporative des ouvriers... faisait qu'une adhésion pouvait être facilement donnée par l'un d'eux au nom de toute la collectivité », dit Tchernoff ⁶⁸, exagérant un peu.

63. Les tailleurs d'habit, les graveurs, les blanchisseuses, les apprêteurs d'étoffes (*I² Police politique, clubs, soc. politiques*. Rapport du Préfet au Procureur général, 25 mars 1870, et Rapp. du Comm. spécial, avril 1870).

64. V. *infra*.

65. *Le Progrès*, 30 juin 1870.

66. *Id.*, *ibid.*

67. A. M. L. *I² Dossier Richard*. Rapport du juge d'instruction, juillet 1870.

68. TCHERNOFF, *op. cit.*, p. 493.

Mais il est incontestable qu'un groupe d'ouvriers plus entreprenants et plus énergiques que leurs camarades pouvait, sans trop les consulter, engager toute la corporation. C'est ainsi qu'à Lyon quelques dizaines d'ouvriers chapeliers, ayant à peine formé une chambre syndicale, l'affilièrent aussitôt à la fédération. Ce n'est qu'après cet acte qu'ils firent appel aux ouvriers d'adhérer « en masse »⁶⁹. Cette pratique donnait « une idée fausse de l'Internationale... ; la peur et la mauvaise foi aidant, on rangeait sous sa bannière des centaines de milliers d'ouvriers »⁷⁰. Le penchant à la réclame des principaux chefs de l'Internationale contribuait aussi à accréditer cette légende. C'est ainsi que Malon dira plus tard que, « en mars 1870, l'Internationale française comptait plus de 200.000 membres »⁷¹ et Richard, que la section lyonnaise en avait, à la même époque, 20.000⁷². Or, d'après Tchernoff, la section parisienne ne compta jamais plus de 10.000 membres et nous devons évaluer le nombre d'adhérents lyonnais à un chiffre égal sinon inférieur. Mais il nous paraît que cela ne prouve pas que, au commencement de 1870, l'importance de l'Internationale ne fût considérable. Dans les organisations ouvrières le nombre est secondaire et l'ascendant d'un groupe solidement organisé sur les masses indifférentes peut être considérable aux moments des crises. Et il n'y a pas de doute que la partie militante, l'élite de toutes les corporations, faisait partie de la Fédération ; les masses, quoique n'adhérant pas et ne connaissant pas grand'chose aux principes de l'Internationale, n'en étaient pas moins, par l'intermédiaire de ces chefs, sous l'action directe de la grande association. C'est pourquoi, malgré les restrictions que nous avons émises plus haut, ce rapport du Procureur général du 9 juillet 1870 nous paraît exposer la situation exacte : « Cette redoutable Association, dit-il, malgré les poursuites dont ses principaux affiliés sont encore en ce moment l'objet, [a] fait, à Saint-Etienne et à Lyon surtout, les plus regrettables progrès. Toutes les corporations de cette dernière ville ont, dans ces derniers temps, adhéré à ses statuts... Il y a un an à peine le

69. Voir le *Progrès*, 8 et 9 juillet 1870.

70. TCHERNOFF, *op. cit.*, p. 488.

71. MALON, *Histoire du socialisme*, p. 349.

72. *La Solidarité*, 14 juillet 1870. ¹² *Dossier Richard*. La défense préparée par Richard lors de son arrestation en avril 1870.

mal n'était qu'en germe et maintenant il se développe et grandit dans des proportions véritablement inquiétantes » ⁷³.

IV

Cependant, si l'influence de l'Internationale sur les milieux ouvriers fut profonde, elle n'en fut pas moins limitée. Ce que le plus grand nombre de ces militants syndicalistes qui formaient la Fédération voulaient savoir de l'Internationale, c'est qu'elle prêchait la solidarité universelle de la classe ouvrière, favorisait son organisation et la soutenait moralement et matériellement dans ses démêlés avec les patrons. Quelle assurance ne devait pas avoir un pauvre membre d'une « commission de grève » quand il se sentait soutenu par le prolétariat du monde entier. Mais pour Richard et ses amis, tout le mouvement syndical n'était qu'un moyen de former les cadres de la société nouvelle et pour empêcher les ouvriers de se laisser dévoyer dans un mouvement purement politique et de compromettre ainsi irrémédiablement la réalisation du grand but : la révolution sociale anarchiste, dont l'apôtre était Bakounine. Il nous faut ici préciser leurs théories : Il faut, disaient-ils, séparer le mouvement ouvrier de toute politique bourgeoise. Les politiciens, avec leur parlementarisme, ne s'adressent au peuple que pour s'en servir à satisfaire leurs ambitions égoïstes. Le grand danger c'est le si hypocrite radicalisme ; en s'alliant à lui, les socialistes ne feraient que préparer, « sans le vouloir, les voies à une république modérée et ennemie du socialisme » ⁷⁴. Le devoir des socialistes conscients est donc, comme disait Aubry, de travailler « à détacher complètement les travailleurs de cette poignée de saltimbanques politiques à qui nous servons de

73. A. N. BB³⁰390, 9 juillet 1870. Il nous dit que la propagande de la section ne s'arrêtait plus à la seule ville de Lyon : « Ses membres les plus intelligents, les plus actifs parcoururent en ce moment la banlieue de Lyon pour recruter des adhérents et organiser de nouvelles sections » (*Id.*, *ibid.*). Richard dit que déjà au mois d'avril 1870 on organisait des sections rurales (Lettre à J. Guillaume, 18 avril 1870, dans TESTUT, *l'Internationale et le Jacobinisme*, I, p. 382).

74. A. RICHARD, *Bakounine et l'Internationale* (*Loc. cit.*, p. 123).

pantins depuis 80 ans »⁷⁵. Que la classe ouvrière s'organise donc en corporations de métiers et en fédérations de corporations, puis, le jour venu — et ils étaient tous convaincus qu'il était proche —, on déclarera « l'anarchie » dans laquelle sombrera tout le vieil édifice social et politique. « Démolissons, démolissons d'abord, écrivait Richard, et quand l'anarchie aura passé sur les institutions de la vieille société — je pense que le mot anarchie ne vous effraie pas —, les délégués des travailleurs, dans un congrès européen, procéderont à la reconstruction... Mais comment pourrions-nous déclarer l'anarchie, cette phase révolutionnaire indispensable pour asseoir nos principes égalitaires ?... [Il y a] sans doute plusieurs moyens d'y arriver, mais celui qui me paraît le plus efficace comme le plus pratique, c'est la cessation de tout travail à jour fixe, à commencer par celui des mines, clef de toutes les industries. Ce serait un refus de travail non pour augmentation de salaire mais pour cause de réorganisation sociale »⁷⁶.

Mais ce programme si terrible ne ralliait autour de Richard que quelques énergiques comme Palix ; la majorité des internationalistes lyonnais, tout en acceptant volontiers l'initiative de l'Internationale en ce qui concernait l'organisation syndicale, étaient loin de suivre les amis lyonnais de Bakounine quand il s'agissait de révolution et de la bataille contre le régime. Ces plans de révolution anarchiste, si effrayants et si vagues à la fois, répugnaient au bon sens lyonnais⁷⁷. La société future socialiste était chose fort difficile à se représenter⁷⁸ ; ce que promettaient les radicaux : abolition des impôts, de l'armée, suppression du clergé, etc., les touchait de près, était tangible. Et puis, l'on sait combien

75. A. M. L. *I² Dossier Richard*. Lettre d'Aubry à Richard, 9 mars 1870.

76. *La Solidarité*, 21 mai 1870.

77. Voir A. M. L. *I² Événements et troubles politiques*. Rapport mensuel du Commissaire spécial, avril 1870.

78. Les chefs de l'Internationale, eux-mêmes, ne furent jamais d'accord sur ces questions. Une confusion extrême régnait parmi eux quant aux principes : Richard, disciple de Bakounine, le collectiviste, se disait souvent communiste, comme Malon, quoiqu'il fut loin de s'entendre avec celui-ci. Aubry les critiquait tous, fort de l'autorité de son maître Proudhon, et tous avouaient que, vraiment, à la veille d'une révolution sociale si proche, il serait nécessaire qu'il y ait plus d'unité de vues chez ceux qui se disaient les seuls appelés à régler le sort de la société au lendemain de cette révolution. (Voir *I² Dossier Richard*. Correspondance de Richard).

la République paraissait belle sous l'Empire. L'abstention politique que prêchaient les anarchistes n'était pas, non plus, compatible avec le caractère français. Aussi, sans beaucoup se soucier des propos du groupe Richard, la grande majorité des internationalistes prenait une part active à la vie politique. Le groupe des métallurgistes, « quoique adhérents enthousiastes de l'Internationale et révolutionnaires convaincus, qui « dans un moment d'agitation... [conduiraient] la corporation des ouvriers métallurgistes aux barricades »⁷⁹, se tenaient soigneusement en dehors de tout contact avec le groupe des anarchistes. Ils étaient radicaux décidés, applaudissant Andrieux et le populaire docteur Crestin. D'autres encore formaient des comités radicaux, prenaient une part active aux réunions politiques ; même le groupe Schettel, malgré toutes les condamnations, subsistait encore, comptant, au commencement de 1870, « 400 à 460 membres affiliés à l'Internationale, divisés en groupes de 16, 20 à 30 membres »⁸⁰, avec Schettel comme correspondant. Une énorme majorité des internationalistes était radicale. Cette majorité était toute disposée à accepter comme prouvées les accusations dont les meneurs radicaux et libéraux accablaient Richard. Ils lui rendaient sa haine au centuple et, incapables d'attaquer de front cet adversaire dangereux, ils employaient l'arme habituelle : la calomnie. Partout ils annonçaient que Richard était un vendu, un simple mouchard de la police impériale⁸¹. « Le mal est plus intense que jamais et je ne sais comment je m'en retirerai... je crains de m'user prématurément », se plaignait celui-ci à Malon, déjà en 1868⁸². Pour le perdre plus sûrement, les amis d'Andrieux excitaient contre Richard ses vieux ennemis, Schettel et son groupe. Sans vergogne, ceux-ci n'avaient pas désarmé après le verdict du jury du congrès de Lauzanne. « Sans aucun égard pour le jugement prononcé et sans apporter la moindre preuve nou-

79. A. M. L. *I² Police politique, clubs, sociétés politiques. Rapport de police sur les membres de la section lyonnaise, probablement du commencement de 1870.*

80. *Ibid.* Rapport du Commissaire spécial, février 1870.

81. *Ibid.* Rapport du Préfet sur les internationalistes, probablement août 1869. « Vous avez, à tort ou à raison, passé à Lyon même, au milieu de vos concitoyens, pour un agent bonapartiste », lui écrivait, en 1882, Barodet (*I² Dossier Richard. Lettre de Barodet, 16 avril 1882*).

82. A. M. L. *I² Dossier Richard. Lettre de Malon, fin 1868.*

velle contre Richard, [ils continuèrent] de l'accuser, c'est-à-dire de le désigner et de le calomnier partout où il existe une section de l'Association Internationale, à Paris, à Londres, à Bruxelles et à Genève ; [ils s'efforçaient] de le représenter partout comme traître, comme espion, comme escroc, comme affilié des jésuites et comme un homme vendu à la bourgeoisie »⁸³. Sûrs d'être soutenus par les Lyonnais, les amis de Schettel demandèrent, en juin 1869, la constitution d'un nouveau jury pour juger Richard. Se portèrent comme accusateur Cornier et Carnal, ceux-là même qui l'avaient accusé à Lauzanne. Le jury déclara toutes les accusations sans fondement et flétrit énergiquement les accusateurs⁸⁴ ; à la suite de quoi ils furent tous, avec Schettel en tête, exclus de l'Internationale⁸⁵. Schettel n'en continua pas moins à se considérer et à être considéré comme membre de l'Association et correspondant d'un groupe assez important et à poursuivre Richard de sa haine. Celui-ci n'avait autour de lui aucune « vieille barbe », aucun ancien militant dont l'autorité reconnue lui aurait été d'un grand secours. Son action ne s'exerçait guère « que sur des ouvriers encore jeunes, qui n'ont pas encore figuré dans les menées politiques et qu'il a fait secourir par l'Internationale dans les moments de grève »⁸⁶. Ses lieutenants étaient tous des gens nouveaux dans le monde des militants ouvriers lyonnais : Gaspard Blanc, employé des ponts et chaussées, « tout petit avec de longs cheveux retombant sur le front qui lui donnaient l'air d'un artiste »⁸⁷ ; Louis Martin, président de la commission de grève des passementiers, « dont l'ambition paraît de jouer le premier rôle aux lieu et place d'Albert Richard »⁸⁸ ; Bourseau, le délégué des bronziers au congrès de Bâle ; un certain Garnier, apprêteur, indicateur de police. Tous personnalités médiocres et incapables d'aucune initiative propre. Jamais

83. Verdict du jury d'honneur de Genève, 9 juin 1869, dans TESTUT, *l'Internationale et le Jacobinisme*, t. I, p. 409. Sur les menées du groupe Schettel contre A. Richard, voir les lettres de Bakounine (Bibl. municipale de Lyon, M. S. 5401).

84. *Verdict du jury d'honneur*.

85. Voir *l'Internationale* du 27 mars 1870. Lettre d'Eug. Dupont.

86. A. M. L. *P² Police politique, clubs, sociétés politiques*. Rapport de police, probablement août 1869.

87. GUILLAUME, II, p. 68.

88. A. M. L. *P² Police politique, clubs, soc. politiques*. Rapport précité.

Albert Richard ne fut populaire parmi les ouvriers. On le souffrait parce qu'il était le seul capable de mener à bonne fin l'œuvre d'organisation, parce qu'il en imposait à tous par son intelligence, par son don de la parole, par ses manières insinuanes, parce qu'il était, au milieu de toutes ces médiocrités qui s'agitaient au sein de la classe ouvrière vers la fin de l'Empire, le seul homme de valeur. Mais on ne l'aimait pas. Surtout on ne comprenait pas son opposition obstinée à ce mouvement enthousiaste de toutes les classes contre l'Empire. Il jouait là le rôle d'un trouble-fête.

Tous ses amis, même le coopérateur Varlin, s'étaient laissés entraîner par l'irrésistible courant populaire et, délaissant l'espoir incertain de l'avènement du socialisme intégral, ils étaient venus à l'extrême-gauche grossir les rangs des républicains, comptant bien en retirer quelques avantages immédiats pour leur classe. « Je ne suis pas du tout partisan de l'abstention des socialistes devant le mouvement révolutionnaire qui agite Paris, écrivait Malon à Richard. La Révolution s'avance, inévitable, accessible encore à bien des influences ; s'abstenir dans ces conditions serait pour nous une conduite on ne peut plus désastreuse, puisque ce serait abandonner le mouvement à la direction des politiciens purs. Telles sont les raisons qui font que je me suis jeté sans réserve dans l'agitation républicaine, persuadé que la meilleure façon de planter son drapeau est de le faire toujours apercevoir aux premiers. Ce n'est pas notre faible concours qui fera de beaucoup avancer l'heure de la révolution, mais nous contribuerons par là à lui donner une attitude vraiment sociale »⁸⁹. C'était fort sensé, mais Richard restait quand même inébranlable. « On reconnaît de plus en plus l'nutilité de tous les mouvements politiques »⁹⁰ écrivait-il à cette même époque et blâmait sévèrement ses amis parisiens.

Cette intransigeance de Richard était-elle l'effet d'une conviction profonde ? Il est bien permis d'en douter. Jamais Richard ne dut croire sincèrement à la possibilité et à l'effi-

89. A. M. L. *T2 Dossier Richard*. Lettre du commencement de 1870.

90. Lettre à J. Guillaume, dans TESTUT, *op. cit.*, t. I, p. 382. Dans une lettre écrite sous l'inspiration de Richard, la section stéphanoise disait du groupe Schettel qu'ils étaient « non seulement... calomnieux, mais aussi... traîtres, car ils se sont fait les sicares des Bancel, de la franc-maçonnerie, des libres-penseurs, et des autres ennemis du socialisme » (*Le Progrès de Loche*, 22 janvier 1870).

cacité d'une révolution anarchiste⁹¹. Pour cela il fallait la foi aveugle en la bonté de la nature humaine, foi que le Slave Bakounine possédait mais qui manquait complètement à son disciple. Une phrase écrite par Richard quelque dix-sept ans après les événements de la fin de l'Empire le dépeint bien, lui et le milieu dans lequel il agissait : « Les jalousies et les rivalités intraitables dont la démocratie est coutumière et dont la férocité se donne libre carrière dans un milieu ignorant et grossier... »⁹². L'homme qui a une telle expérience ne peut même pas être un démocrate, encore moins un vrai anarchiste. Si cette seule phrase peut ne pas paraître assez probante, nous nous permettrons de citer, à défaut de Richard dont la correspondance est, malheureusement, perdue, quelques extraits de lettres de son ami le plus intime, Bastelica, qui avait sur les hommes et sur les choses les mêmes opinions que Richard : « Je t'en supplie, ne demande pas des nouvelles du mouvement social à Marseille. Ah ! si je n'avais que des sens et pas de facultés... Tu as lu dans *le Nouvelliste* que je t'ai envoyé quelle réception je reçois dans les réunions populaires et cela devrait suffire à un fat ou à un égoïste, mais à un révolutionnaire, à un collectiviste... fi donc ! *Le peuple*, dit un philosophe grec complètement ignoré, *est une bête que chacun monte à son tour*. Quelle image du peuple dans le triomphe de César ! vainqueur ou vaincu, toujours attelé dans le char du succès — insulteur ou insulté : lâche dans sa gloire, immonde dans son ignominie. Ces acclamations me donnent des nausées : ce sont des émanations fétides de consciences pourries, dissolues. L'idée pourra-t-elle germer et fleurir sur ce fumier ? Si j'en doutais seulement — mais je ne puis et je n'ose. Je ris franchement au nez de cette multitude qui m'applaudit. Si tu voyais, mon cher, ces 3.000 becs de canards, béants, attendant la becquetée d'un orateur, battant des ailes ou des mains dès que l'inspiration ou l'indignation enflent la voix, colorent le son. C'est drôle, c'est bête. Tour à tour communiste, collectiviste, individualiste, républicain rouge ou bleu ; gobeur de mouches et de jésuites, recevant au besoin des coups de casse-tête au cri de vive la République et haineux contre l'Empire — en toute sécurité, pourvu que l'orateur soit parleur et le parleur ora-

91. V. A. RICHARD, *Bakounine et l'Internationale* (Loc. cit.).

92. A. RICHARD, *les Débuts du parti socialiste français* (Loc. cit., p. 70).

teur. Voilà !!!...⁹³. Hélas, l'avilissement est partout. L'Humanité est fourbue, efflanquée, vieille vache, va ! »⁹⁴.

Que ces opinions soient fondées ou non, il est impossible que des jeunes gens qui pensent ainsi soient disposés à se sacrifier pour le bonheur de cette Humanité « avachie » et « féroce ». Aussi ne l'étaient-ils pas le moins du monde, et tout en combattant à la tête de la classe ouvrière parce que l'ambition et le besoin d'agir les poussaient, ils étaient occupés avec grand zèle à trouver un placement plus avantageux pour leurs personnalités. Plus tard, nous l'avons vu, Richard demandera en pleine guerre à être nommé consul en Orient ; pour le moment, en pleine effervescence révolutionnaire, tout en établissant des plans de cette révolution « proche et inévitable », il se préparait avec son ami à émigrer en Argentine. « Crois-tu, écrivait Bastelica, qu'une république neuve, sanguine, plantureuse, composée d'éléments étrangers, possédant des étalons de toutes les races, pourrait profiter de nos connaissances économique-philosophiques ? ». Et l'imperturbable Méridional pressait Richard d'écrire « un petit mémoire de l'utilité gouvernementale (*sic* !) de notre présence à Buenos-Ayres »⁹⁵.

On peut se demander alors pourquoi l'ambitieux Richard n'allait pas du côté du succès, dans le clan des meneurs radicaux autour d'Andrieux. Il le fera bientôt, comme nous le verrons ; mais pour le moment il s'était trop engagé à la suite de Bakounine pour faire si facilement volte-face. Et puis, il ne pouvait passer si facilement dans un clan où tous ses ennemis personnels étaient groupés et où il était certain de ne jouer qu'un rôle secondaire. Mais, quoi qu'il en soit, les ouvriers, qui avaient accepté Richard tant que ses capacités furent indispensables pour fonder la Fédération, n'eurent, après la fondation de celle-ci, d'autre désir que de se débarrasser de sa tutelle et de tous les principes de l'Internationale qui les gênaient dans leurs expansions radicales. Ils étaient impatients d'entraîner la Fédération dans la lutte contre l'Empire. Les Parisiens leur en avaient donné l'exemple. « Les principaux meneurs de l'Internationale, écrivait le

93. A. M. L. *I² Dossier Richard*. Lettre de Bastelica à Richard, 29 février 1869.

94. *Id.*, *ibid.*, 4 janvier 1870.

95. *Id.*, *ibid.*, 29 décembre 1869.

Procureur général le 10 avril 1870, s'élèvent aujourd'hui contre le système de l'abstention politique et ils sont disposés à entrer résolument dans la lutte ». D'un autre côté, tous ces ouvriers impatients de la République voulaient vivre en bonne intelligence avec les révolutionnaire bourgeois, et quoi qu'ils fussent sincèrement attachés à leurs nouvelles organisations, les théories de l'Internationale sur la grève générale et sur la révolution anarchiste étaient à ce point de vue bien gênantes⁹⁶. Ils se seraient volontiers contentés d'une Internationale réduite à ce que Richard appelait un peu dédaigneusement son « rôle... le plus restreint et le plus immédiat : grèves, sociétés de résistance, fédérations locales, etc. »⁹⁷.

Il n'est donc pas étonnant que dès que Richard eut mené à bonne fin l'œuvre de l'organisation de la Fédération, les attaques contre lui devinssent encore plus violentes. Déjà, avant la réunion du 13 mars, il était question de sa démission⁹⁸. Lors de la réunion du 13 mars, par une manœuvre adroite, Richard essaya de déjouer ses adversaires en offrant, en plein triomphe, de se démettre de ses fonctions de membre de la commission d'initiative, comptant bien et avec raison qu'on n'accepterait pas⁹⁹. Mais le triomphe fut de courte durée. A la fin de mars, dans une réunion des délégués des corporations adhérentes à la Fédération, après avoir fait distribuer *l'Eclaireur* de Saint-Etienne, dans lequel était insérée une lettre du Comité central de Londres, qui encore une fois condamnait et excluait Schettel et ses amis, Richard fut, malgré tout, obligé de donner sa démission de membre de la commission fédérale. Palix, toujours fidèle, le suivit¹⁰⁰. Dans la défense qu'il écrivit lors de son arrestation, le 30 avril, Richard expliquait ainsi les causes de son désistement : « Pour mieux... conserver [à la Fédération] son caractère essentiellement ouvrier, essentiellement libre, essentiellement fédératif, CEUX QUI REPRÉSENTAIENT D'UNE MA-

96. Voir A. M. L. *I² Ev. et troubles politiques*. Rapport mensuel du Commissaire spécial, avril 1870.

97. *L'Internationale*, 27 mars 1870.

98. Voir A. M. L. *I² Police politique, clubs, sociétés politiques*. Lettre du Préfet, 25 mars 1870.

99. *Ibid.* Lettre du Préfet au Min. de l'Intérieur, 14 mars 1870.

100. *Id.*, *ibid.*, 31 mars 1870 ; *I² Dossier Richard*, Interrogatoire de Richard par le juge d'instruction.

NIÈRE TROP ACCENTUÉE LE SOCIALISME DE L'INTERNATIONALE, comme moi par exemple, avaient donné leur démission » ¹⁰¹. Quand Richard rentrera de nouveau dans la Fédération, au mois de juin 1870, comme délégué d'un groupe de tisseurs, celle-ci aura déjà changé son cours politique, en devenant résolument radicale. Richard aussi ne va pas tarder à se réconcilier avec les radicaux ¹⁰².

101. A. M. L. *I² Dossier Richard*. Défense de Richard. (C'est nous qui soulignons).

102. Voir *infra*.

CHAPITRE X

Caractère du mouvement ouvrier à la fin de l'Empire.

I. *Coopérative et syndicat.*

II. *Chefs d'ateliers et compagnons.*

III. *L'entrée de l'ouvrière dans le mouvement social.*

I

Pour bien comprendre le mouvement social de la fin de l'Empire, il ne faut point perdre de vue que c'est à une population ouvrière très différente par sa composition de celle qui s'enthousiasma de coopératisme dans les années précédentes que nous avons affaire. La ville de Lyon comptait, en 1860, 58.318 électeurs inscrits, en 1869 elle en compte 78.902¹. Cette augmentation n'affecte que la masse des ouvriers des usines et des grands ateliers, le nombre des ouvriers-artisans a, au contraire, diminué². Et c'est l'ouvrier d'usine qui va jouer maintenant le rôle prépondérant. Dans son langage de fonctionnaire de l'Empire, le Commissaire spécial le répète souvent : c'est « la fraction ignorante et brutale » de la classe ouvrière qui est prête à l'émeute, qui suit les agitateurs radicaux, qui forme le gros des adhérents de l'Internationale³. Les

1. A. N. F¹cIII, Rhône 44. Relevé par cantons du chiffre d'électeurs inscrits sur les listes électorales, années 1860 et 1869.

2. Voir les chapitres II et IV.

3. Voir entre autres le rapport du 26 octobre 1869 et les rapports mensuels d'avril et de juin 1870 (A. M. L. *12 Evénements et troubles politiques*).

tisseurs perdent la direction du mouvement, les métallurgistes passent au premier plan. Ce sont eux qui ont l'organisation modèle, eux qui représentent l'élément le plus entreprenant de la classe ouvrière lyonnaise.

Comme ce sont les masses qui jouent le premier rôle, c'est de leurs besoins et de leurs possibilités d'action que s'inspire la nouvelle tactique socialiste. Ce n'est plus la coopération, instrument d'une élite qui aspire à sortir des rangs, que prêche l'Internationale, mais la grève et l'organisation syndicale et intersyndicale qui tend à englober les plus larges couches de la classe ouvrière. La vieille tactique coopératiste procédait par élimination jusqu'à ce qu'il ne restât qu'un groupe sélectionné et restreint ; maintenant, tout au contraire, on tâche de rassembler autour d'un noyau de militants la totalité de la corporation. La grève fut une grande école de solidarité et de discipline, elle organisa la masse et réveilla en elle la conscience de classe, le mouvement ouvrier devint vraiment ouvrier, il se prolétarisa, si cette expression est permise. Les masses ouvrières, les bas-fonds de la classe, avec lesquels la plupart des théoriciens socialistes de la première moitié du siècle ne surent que faire, qui exaspéraient Proudhon par leur ignorante passivité, entrent enfin dans l'arène de l'histoire comme un facteur de premier ordre. Leur moyen d'expression et de lutte fut le syndicat.

Les événements de cette « prolétarianisation » du mouvement ouvrier de la fin de l'Empire furent le regroupement de forces dans la Fabrique et l'entrée de l'ouvrière comme facteur actif dans le mouvement social.

II

Tant que le mouvement ouvrier fut le fait d'une élite, les chefs d'atelier de la Fabrique jouèrent le rôle de dirigeants du mouvement. Les historiens ont dû leur donner la place d'honneur, s'occuper de leurs idéaux, de leurs aspirations comme des manifestations les plus conscientes de la classe ouvrière. Ils furent le cerveau et le cœur de tout le mouvement ouvrier lyonnais.

Cette situation paradoxale prit fin avec les nouvelles tendances du mouvement ouvrier à la fin de l'Empire, quand les exigences ouvrières devinrent trop radicales et l'antagonisme capital-travail trop prononcé. Les petits patrons qu'étaient les chefs d'atelier firent alors volte-face. Ils n'avaient jamais été trop exigeants envers les fabricants, une crainte les en avait toujours retenus : « C'est que, après avoir exigé du fabricant une rançon, ils ne fussent rançonnés à leur tour par leurs compagnons et leurs apprentis »⁴. Ils jouèrent dans l'histoire de la Fabrique le rôle d'un agent de modération. Le nouvel état d'esprit des masses les mettait devant un dilemme : ou être d'accord avec les compagnons pour réclamer les améliorations communes, mais renoncer à exploiter ces mêmes compagnons, se mettre avec eux sur un pied d'égalité ou presque ; ou continuer à exploiter les compagnons mais renoncer alors à toute hostilité déclarée contre les patrons, se contenter de régler les rapports avec eux à l'amiable. Aujourd'hui la différenciation entre ouvriers et chefs d'atelier est achevée. Tous les chefs d'atelier, avec lesquels nous avons pu entrer en relation, refusent toute communauté d'idées ou d'intérêts avec les ouvriers. Peut-être à cause des rapports assez intimes, l'antagonisme entre patrons et ouvriers n'est-il nulle part aussi aigu que dans ces petits ateliers⁵. Mais à l'époque que nous étudions cette différenciation commençait juste à s'accomplir et ce processus occupe la principale place dans l'histoire de la Fabrique. Tandis que les autres corporations menaient la bataille contre le patronat, dans la Fabrique lyonnaise la plupart des corporations, ou, comme on les appelait souvent, spécialités, étaient occupées par le règlement des comptes entre les chefs d'ateliers et les ouvriers.

Dans les spécialités riches et prospères, chez les guimpiers, les tullistes, les passementiers, les veloutiers, etc., la scission s'accroît jusqu'à l'hostilité déclarée. En juin 1869, les ouvriers guimpiers soutiennent une grève contre leurs chefs d'atelier⁶ ; au printemps de l'année suivante ce sont les ouvriers passementiers qui mènent un rude et long combat

4. L. REYBAUD, *op. cit.*, p. 149.

5. Malgré cela les compagnons modernes ont gardé l'ancienne tradition. Ils se sentent distincts des simples ouvriers d'usine, beaucoup deviennent chefs d'atelier à leur tour.

6. A. M. L. *12 Corporations, soieries*. Rapport de police, 11 juin 1869.

contre les leurs⁷. Après une augmentation de tarif obtenue par une commune pression sur les fabricants, les ouvriers exigèrent des chefs d'atelier le paiement des journées employées à la mise en train des métiers qui durait plus d'une semaine et se répétait souvent. La plupart des chefs d'atelier refusèrent et formèrent, dans la grève qui éclata, « *une commission dite patronale* »⁸, qui eut pour mission de faire pression sur tous les chefs d'atelier et les fabricants, pour opposer une résistance commune aux ouvriers. Ceux-ci excellentement organisés, tous membres de la Section lyonnaise de l'Internationale, répondirent en émigrant à Saint-Etienne et en dissuadant leurs camarades de cette ville, eux aussi affiliés à l'Internationale, d'aller prendre leur place. Les chefs d'atelier stéphanois, moins accessibles à ces sentiments de solidarité, leur procurèrent du travail au détriment de leurs collègues lyonnais. Il est compréhensible que le succès dans ces conditions fut du côté des ouvriers.

Le même conflit entre chefs d'atelier et ouvriers éclata aussi chez les tullistes. Dans la grève que soutinrent, au mois de mars 1870, les ouvriers tullistes contre la maison Baboin⁹, qui avait fini par presque monopoliser la fabrication des tulle, les chefs d'atelier défendirent délibérément les intérêts du fabricant contre les ouvriers, déclarant, dans deux lettres, que Baboin fit publier par *le Progrès*, que la maison Baboin avait de tout temps « soutenu le prix le plus élevé des façons et des salaires » et que même la violente grève de 1865 n'a été que « la suite d'un déplorable malentendu »¹⁰.

Dans les spécialités pauvres chez les tisseurs d'unis, par exemple, les chefs d'atelier ont encore trop à exiger des fabricants pour pouvoir se passer de l'appui des ouvriers. La scission n'y sera donc pas aussi décisive que chez leurs confrères aisés et les deux parties, comme nous l'avons vu, s'organiseront en commun. Malgré cela la tendance à la scission y est

7. V. A. N. *F¹cIII Rhône 10*. Rapport du Préfet au Ministre de l'Intérieur, 12 mars 1870 ; *F² Corporations, Soierie*. Rapport du Commissaire spécial, 15 avril 1870 ; *F² Corporations, grèves, coalitions, compagnonnage*. Rapport de police, 15 mars 1870, *le Progrès*, 12 mars, 1^{er} et 11 avril 1870.

8. Les ouvriers avaient déjà déclaré qu'ils considéraient le chef d'atelier « comme un entrepreneur ». (*Le Progrès*, 12 mars 1870).

9. V. sur cette grève : A. N. *F¹cIII Rhône 10*. Rapport du Préfet au Ministre de l'Intérieur, 12 mars 1870 ; *le Progrès*, 28 et 30 mars 1870.

10. *Le Progrès*, 30 mars 1870.

très marquée. Les réunions des chefs d'atelier et d'ouvriers n'ont lieu qu'en vue d'une démarche collective auprès des fabricants, mais dans les rapports mutuels, l'hostilité est très prononcée et la plupart des réunions ouvrières sont interdites aux chefs d'atelier ; à côté de l'organisation commune dirigée contre les patrons il y a toujours l'organisation particulière des ouvriers d'où les chefs d'atelier sont exclus ¹¹.

Il est intéressant de noter au point de vue des rapports entre les chefs d'atelier et les ouvriers, la position que prennent les différentes spécialités de la Fabrique envers l'Internationale : Tandis que les chefs d'atelier lui restent décidément hostiles, et que les ouvriers des spécialités où l'antagonisme entre les deux camps n'est pas prononcé sont plus ou moins indifférents, les ouvriers des spécialités où le conflit est déjà déclaré deviennent les partisans les plus fervents de la Section lyonnaise. C'est ainsi que les passementiers seront parmi les premiers qui adhéreront aux principes de celle-ci comme corporation organisée et en feront une déclaration publique dans *le Progrès* ¹². Les ouvriers tullistes étaient depuis longtemps affiliés individuellement à l'Internationale ¹³ et furent parmi les premières corporations qui décidèrent d'adhérer à la Fédération ¹⁴.

Il est significatif à ce point de vue que dans une réunion d'ouvriers et chefs d'atelier tréfileurs d'or, le secrétaire de la société de résistance des ouvriers menaça par l'Internationale les chefs d'atelier qui ne voulaient pas accepter leurs réclamations ¹⁵.

III

L'emploi de la main-d'œuvre féminine se généralise sous le Second Empire. « Chaque jour voit tomber un petit métier et s'élever une fabrique ; et chaque fabrique appelle à elle

11. V. *le Progrès*, 26 novembre 1869.

12. 3 avril 1869.

13. A. M. L. *P Corporations, Soierie*. Rapport du Commissaire spécial, 13 juillet 1870.

14. V. lettre de RICHARD, du 17 janvier 1870 à l'Internationale de Bruxelles, dans Testut, *l'Internationale*, p. 227.

15. A. N. *FicIII Rhône 10*, lettre du Préfet, juillet 1870.

un nombreux personnel féminin, parce que les femmes coûtant moins cher que les hommes il est naturel qu'on les préfère partout où elles suffisent »¹⁶. Non seulement dans les premières grandes usines de tissage on n'emploie que la main-d'œuvre féminine, mais dans les petits ateliers lyonnais c'est la compagne qui commence à remplacer le compagnon dès la première moitié du siècle¹⁷. La cause en est la même que pour l'émigration des métiers à la campagne : La concurrence toujours plus forte oblige les fabricants dans cette industrie à organisation arriérée et qui ne peut économiser par le perfectionnement de l'outillage, à économiser par l'avilissement du salaire ; or, quand cet avilissement descend au-dessous du salaire de famine d'un homme, quand il dépasse « l'extrême limite... c'est alors que la main-d'œuvre change d'agents et passe aux compagnonnes qui ont de moindres besoins »¹⁸.... Dans la Fabrique lyonnaise elles étaient plus nombreuses que les hommes. Beaucoup de spécialités de l'industrie de la soie, telles que le dévidage, l'ourdissage, le lissage, etc., étaient leur apanage exclusif ; dans la plupart des autres, leur nombre égalait au moins celui des hommes, et même dans le tissage elles occupaient plus d'un tiers de métiers¹⁹. Louis Reybaud et J. Simon nous ont laissé une description détaillée de leur vie misérable. Se recrutant presque exclusivement dans les campagnes, elles ont des habitudes plus frugales et une discipline morale manquant d'ordinaire aux ouvriers urbains. Habitues dès l'enfance à une vie rude, ignorantes, elles se laissaient exploiter sans aucune résistance par les maîtres et maîtresses d'atelier chez lesquels elles étaient non seulement occupées, mais la plupart du temps aussi nourries et logées. De temps en temps quelque procès scandaleux révélait la misère de leur existence²⁰.

Ces pauvres jeunes filles étaient laissées en butte à toutes les

16. I. SIMON, *L'Ouvrière*, p. 7.

17. V. E. PARISET, *Histoire de la fabrique lyonnaise*, p. 275.

18. « ...ou dans les ateliers ruraux où la vie est moins coûteuse ». L. REYBAUD, *Etude sur le régime des manufactures. Condition des ouvriers en soie*. Paris 1859, p. 170. REYBAUD remarque que ce double changement a pour effet un nouvel abaissement de salaires.

19. J. SIMON, *L'Ouvrière*, p. 21-26.

20. V. L. REYBAUD, *op. cit.*, p. 161 ; le *Progrès*, 7 octobre 1866, sur le procès d'une maîtresse d'atelier de dévidage qui pendant des années battait et maltraitait ses ouvrières-pensionnaires sans que celles-ci se plaignissent jamais.

tentations des grandes villes. « ...Les plus jolies sont les plus exposées, les commis de la fabrique les courtisent comme une proie facile et les abandonnent après en avoir abusé. Le mélange des sexes dans les ateliers est aussi une occasion de chutes. Mais ici du moins la réparation est possible et les liaisons se légitiment tôt ou tard. Peut-être, sur ce point, les chefs d'atelier montrent-ils trop peu de sollicitude ; en général, ils ne pensent pas que leur patronage doive s'étendre au delà de la police de l'atelier »²¹. Mais Reybaud ne voyait, ou ne voulait peut-être pas voir, le côté le plus triste de la situation. Le Commissaire spécial, moins sentimental, nous l'exposera sans retenue à propos de la grève des ovalistes : « La plupart de ces filles ou femmes sont obligées d'exploiter la prostitution pour arriver à se procurer le nécessaire. Il en sera d'ailleurs de celles-là comme des autres tant qu'on n'améliorera pas leur position. Tout le monde sait que le travail des femmes est trop peu rétribué. Aussi la prostitution en entretient un grand nombre qui exploitent ce vice avec le plus grand dégoût »²².

Malgré cette grande misère, les ouvrières lyonnaises, ignorantes, arriérées, dévotes, peuplaient les hôpitaux mais ne prenaient aucune part dans le mouvement ouvrier jusqu'aux dernières années de l'Empire. Aucune grève, aucune organisation, aucune coopérative féminines ne nous sont signalées entre 1851 et 1869 par la police lyonnaise.²³

Ce n'est qu'en 1869, en cette fièvre révolutionnaire qui secouait toute torpeur, qu'elles se réveillèrent aussi. Et c'est alors que, pour la première fois, nous assistons à de grandes grèves des ouvrières, que nous voyons, celles-ci se rassembler et délibérer, former des commissions et organiser des syndicats. Grève des ovalistes, grève des dévideuses, grève des tisseuses, etc. ; nous avons déjà eu l'occasion d'en parler dans

21. L. REYBAUD, *op. cit.*, p. 158.

22. A. M. L. *12 Corporations, Soierie*. Rapport du Commissaire spécial, 29 juin 1869. Cela devait être une vérité bien connue à Lyon, puisque dans leurs pétitions au Préfet, les ovalistes et les dévideuses ne virent aucun inconvénient à l'avouer.

23. Les enquêteurs de l'Office du Travail n'ont trouvé en France comme organisations ouvrières féminines avant 1870, que quelques associations de production en 1848-51, et une association de production de lingères et couturières fondée en 1862 par des républicains philanthropes. Le tout à Paris. (Office du Travail, *les Associations professionnelles ouvrières*. T. IV, p. 797).

un des précédents chapitres. Les plus intelligentes, comme les blanchisseuses, s'organisent en syndicat et même adhèrent corporativement à l'Internationale²⁴. Mais les professions où l'on n'occupe exclusivement que les ouvrières sont relativement rares et les changements les plus frappants se produisent justement dans les professions où les deux sexes sont mêlés. Au commencement de l'Empire, fréquentes sont encore les réclamations et même les grèves des ouvriers pour exclure les femmes des ateliers²⁵. Maintenant il est de règle que toute organisation ouvrière embrasse les travailleurs des deux sexes indifféremment. On a même soin de le souligner partout où cela est possible et la formule des convocations aux réunions est : « les ouvriers et ouvrières de... »²⁶. L'égalité est complète²⁷ et l'ouvrière commence à jouer un rôle actif dans la vie sociale. Même dans les réunions politiques l'affluence de l'auditoire féminin est grande.

Ce changement se reflète aussi dans l'Internationale. Les mutuellistes proudhoniens des deux premiers congrès, considérant dans la femme l'épouse du petit artisan, se prononcèrent, sans se soucier de la réalité, contre le travail de la femme et lui refusèrent en même temps l'égalité des droits avec l'homme. Par contre, les collectivistes, qui prédominaient depuis le congrès de Bruxelles, proclamèrent son égalité complète. Il fut même question d'envoyer une femme comme déléguée des ouvrières ovalistes lyonnaises au congrès de Bâle. « Ce serait l'occasion d'un débat solennel sur l'égalité de la femme, écrivait Malon à Richard, vu que les proudhoniens ne manqueraient pas de déclarer qu'ils refusent de prendre part aux délibérations si les femmes sont admises et que certainement ils seront battus »²⁸.

24. A. M. L. *I² Pl. politique, Clubs, sociétés politiques*. Rapport de police, avril 1870.

25. A. M. L. *I² Corporations, soierie*. Rapport de police, décembre 1855.

26. V. par ex. *le Progrès* du 26 novembre 1869 : le rapport du Préfet au Ministre de l'Intérieur, 12 juillet 1870. (A. N. *F¹cIII Rhône 10*), etc.

27. Dans les corporations où il y a des chefs d'atelier, on remarque une certaine résistance à ce courant. Dans une assemblée de tullistes, par exemple, il se produisit une violente scission entre les partisans et les adversaires de l'égalité complète de l'homme et de la femme. (A. M. L. *I² Associations de production et de consommation, coopération*, Rapport de police, 1870).

28. A. M. L. *I² Dossier Richard*. Lettre de MALON à RICHARD, août 1869.

Lyon compta alors, parmi les adhérents de l'Internationale, quelques « suffragettes » décidées. Déjà en juillet 1868 elles firent publier par *le Progrès* une lettre où elles déclaraient adhérer au « Manifeste des dames de Paris en faveur de la revendication des droits de la femme »²⁹, dans laquelle elles disaient être « pénétrées de cette vérité que l'ordre ne sera établi dans la société que le jour où la femme y sera ce que l'a faite la nature, c'est-à-dire l'égale de l'homme »³⁰. Parmi les signataires nous trouvons les noms de la mère de Richard, de la femme de Palix et de sa fille, de la femme (ou fille) de l'internationaliste Rey. Mais la figure la plus intéressante de ce groupe de féministes-socialistes c'est une cabaretière tenant boutique près de la caserne de la Part-Dieu, Virginie Barbet, libre-penseur et membre de l'Internationale. Nous avons retrouvé d'elle des articles dans la plupart des journaux de l'extrême-gauche de l'époque, où elle écrivait sur le socialisme et sur le problème divin avec une plume fort habile³¹. Elle fut très populaire dans les milieux internationalistes³² et James Guillaume, en venant en 1869 à Lyon, s'empressait de lui rendre visite³³. C'est elle qui écrivit ce « Manifeste des femmes lyonnaises adhérentes à l'Internationale pour engager les jeunes gens de 1870 à refuser le service militaire », où il est dit avec une rare audace : « Citoyens, dernièrement un groupe de nos concitoyennes ont adressé aux députés socialistes, Raspail et Rochefort, une protestation contre les armées permanentes...

« C'est par un acte révolutionnaire, celui du refus de la

29. *Le Progrès*, 28 juillet 1868.

30. *Ibid.* D'autres lettres d'adhésion avec de nombreuses signatures furent publiées les jours suivants. (Voir *le Progrès* du 29 juillet et 4 septembre 1866. Voir sur le féminisme à Lyon avant 1848, Maximilien BURFENOIR, *le Féminisme à Lyon avant 1848 (Revue d'Histoire de Lyon, 1908)*. En 1848, il y eut quelques clubs de femmes, mais « on ne sait pas trop ce qui se passait dans les sociétés politiques féminines, car les réunions étaient rigoureusement fermées à l'élément masculin » (DUTACQ, *Histoire politique de Lyon pendant la Révolution de 1848*, p. 289, note 7).

31. Voir dans la *Solidarité*, de Neuchâtel, 11 juin 1870, un article d'elle intitulé : « Pourquoi je suis collectiviste », et dans *le Progrès*, de Locle, 20 février 1870, un article sur l'adhésisme.

32. V. P. *Dossiers Richard*. Lettres de MALON, J. GUILLAUME, BASTELICA, etc.

33. V. J. GUILLAUME, *op. cit.*, t. I, p. 244.

conscription, qu'il faut protester et non par d'inutiles réclamations »³⁴.

Mais, malgré ce langage belliqueux, le mouvement féministe n'avait au fond rien de sérieux. De l'entrée, assez timide d'ailleurs, de l'ouvrière dans le mouvement social jusqu'à une action féministe sérieuse il y avait loin. Le premier était l'effet du développement industriel, la force des choses seule poussait de ce côté. Pour une action féministe, par contre, cette aveugle force des choses ne suffisait point ; il fallait une force consciente : or, il était difficile de former des féministes conscientes avec des femmes dont la majorité étaient complètement illettrées, une si forte majorité que dans des corporations comptant près de deux milliers d'ouvrières il ne s'en trouvait point assez pour former une commission de la corporation dont chaque membre sût, au moins, apposer sa signature sous une pétition. La cabaretière Barbet paraît avoir eu conscience du peu d'efficacité de son action. « La sombre ignorance [est] la première barrière à franchir pour arriver à notre but »³⁵, écrivait-elle. « Les femmes telles que le catholicisme les a déformées, augmenteraient tout simplement la majorité aveugle du suffrage universel. Constatons, proclamons leurs droits, égaux à ceux des hommes, en dépit des aptitudes diverses, et indiquons les moyens de les rendre capables de les exercer »³⁶. Ce programme-là demandait du temps.

Il nous a, quand même, paru intéressant de noter cette origine socialiste du féminisme lyonnais.

34. Cité par O. TESTUT, *l'Internationale et le Jacobinisme*, t. I, p. 277.

35. *Le Progrès*, 28 juillet 1868.

36. *12 Dossiers Richard*. Lettre de Virginie BARBET à A. RICHARD, commencement 1870.

CHAPITRE XI

Du plébiscite à la guerre

- I. *Le plébiscite de mai 1870. L'arrestation des principaux membres de la Section Lyonnaise de l'Internationale.*
- II. *Situation politique après le plébiscite. Reconciliation des radicaux et des internationalistes.*
- III. *La solidarité ouvrière et l'aggravation du conflit social.*

I

Contre l'agitation révolutionnaire des villes, contre les attaques toujours plus violentes à l'égard de l'Empire, qui était allé dans la voie des concessions jusqu'à confier le gouvernement à un ministère libéral, avec l'ancien membre des Cinq, Emile Ollivier, à la tête, l'entourage immédiat de l'Empereur se décidait enfin à réagir énergiquement. Le moyen trouvé était ingénieux : comme conséquence logique de l'évolution du régime dans le sens libéral, il était nécessaire de réformer le Sénat, demeuré comme un anachronique débris de l'ancien Empire autoritaire. L'Empereur s'était résigné à restreindre les pouvoirs de la haute chambre, mais le Sénat crut, ou fit semblant de croire, que cette réforme était si profonde, touchait si intimement aux bases mêmes de la Constitution, qu'elle nécessitait un nouvel appel au peuple. L'occasion était unique pour l'Empereur de reprendre contact avec les masses, de retremper son autorité en provoquant une manifestation éclatante de loyalisme et de fidélité. On pouvait compter sur un succès certain eu égard

à l'attachement inébranlable des campagnes au régime napoléonien. Tout ce qui avait le cœur et l'esprit bonapartiste se rallia à l'idée émise par le Sénat, et l'Empereur, désireux de raffermir la dynastie, acquiesça après quelques hésitations. Le décret du 20 avril 1870 convoquait le peuple français « dans ses comices » pour le dimanche 8 mai 1870. Les électeurs avaient à se prononcer par *oui* ou par *non* au bulletin secret sur la formule suivante : « Le peuple approuve les réformes libérales opérées dans la Constitution depuis 1860 par l'Empereur avec le concours de tous les grands corps d'Etat et ratifie le sénatus-consulte du 20 avril 1870 ». Ce sénatus-consulte, consécration du système parlementaire superposé à la construction autoritaire du 2 décembre, résumait et codifiait les diverses réformes libérales adoptées depuis 1860, tout en précisant les pouvoirs que se réservait l'Empereur, qui s'adressait directement à la France, lui demandant « un vote affirmatif » pour conjurer les menaces de la Révolution ». C'était de nouveau le spectre rouge de 1852 qu'on agitait pour rallier les amis de l'ordre.

Le ministère libéral d'Ollivier employa dans la campagne électorale des procédés semblables à ceux de l'autoritaire Rouher, et convia les fonctionnaires à « une activité dévorante » ; ils furent invités à créer ou à faire créer des comités plébiscitaires. Ollivier, garde des Sceaux, convoqua à Paris les Procureurs généraux et leur recommanda d'exercer, par l'intermédiaire des juges de paix, une habile et discrète propagande, sans « pression », sans « abus d'influence », sans « manœuvres électorales »¹.

A Lyon, la nouvelle de la décision de l'Empereur fut très mal reçue par les républicains. « Le plébiscite n'est pas du goût de nos démocrates [qui craignent] que l'Empire, qui s'en allait tout doucement, va retrouver une partie de son ancienne énergie et que l'avènement de la République peut être reculé indéfiniment », écrivait le Commissaire spécial². Ils créèrent aussitôt un *Comité antiplébiscitaire* dont le docteur Crestin était le président et Andrieux l'orateur principal. Le comité organisa de nombreuses réunions, où les propos contre le régime furent d'une violence extrême. On n'y mé-

1. Voir Em. OLLIVIER, *Empire libéral*.

2. A. M. L. *12 Evénements et troubles politiques*. Rapport mensuel, avril 1870.

nageait point ni l'Empereur, ni le gouvernement ; on y parlait de couper la tête à Napoléon, on l'appelait traître, fourbe, on l'accusait du gaspillage des deniers publics ; un jeune tisseur le compara au fameux assassin Troppman³. Le procès de Tours, les répressions de grèves, les moindres actes impopulaires du gouvernement servaient d'armes⁴.

Les internationalistes du groupe Richard menaient eux aussi campagne contre le plébiscite et avaient décidé, en guise de protestation, d'organiser une grande assemblée publique au bénéfice des grévistes du Creusot, le 8 mai, le jour même du plébiscite⁵. Ils prêchaient l'abstention et blâmaient leurs camarades parisiens de s'être alliés aux républicains bourgeois. « Le manifeste antiplébiscitaire de l'Internationale de Paris — écrivait, dans *la Solidarité* du 7 mai un correspondant lyonnais — et la formation du comité central républicains où les internationaux, les délégués des comités et de la presse se trouvent mêlés, ont été accueillis avec beaucoup de froideur, pour ne pas dire plus, par les socialistes lyonnais. On voit là... un dangereux effacement de l'idée socialiste devant l'idée politique. Le mot République et tous ceux qui s'y rattachent n'ont qu'une signification politique »⁶. « Nous ne voulons pas que les socialistes aillent aux radicaux » disait Richard⁷. Il n'y réussit pas, car si le petit groupe autour de lui persistait obstinément dans l'hostilité aux politiciens, les autres internationalistes, la grande majorité, étaient des membres zélés des comités antiplébiscitaires radicaux. Le Cercle des ouvriers sur métaux était dévoué au docteur Crestin, et les membres les plus notoires de la Section, tels que Saignes — qui jouera un rôle important lors des troubles de Septembre —, Chapitet, Batifoix et autres,

3. Sur la campagne du comité antiplébiscitaire, voir les rapports de police aux A. M. L., les dossiers *12 Evénements et troubles politiques*, et *12 Police politique, clubs, sociétés politiques* ; le *Progrès* des 23, 27, 28 et 30 avril et du 1^{er} mai 1870 ; Docteur CRESTIN, *op. cit.*, p. 44 sqq. Il est intéressant de noter que dans une de ces réunions, celle du 29 avril, Andrieux, qui devait plus tard, comme préfet de police, acquérir une renommée d'énergie, prit justement pour objet de ses attaques les préfets à poigne de l'Empire (*le Progrès*, 30 avril 1870).

4. A. M. L. *12 Evénements et troubles politiques*. Rapport mensuel du Commissaire spécial, avril 1870.

5. Voir *la Solidarité*, 30 avril 1870 ; le *Progrès*, 24 avril 1870.

6. *La Solidarité*, 7 mai 1870.

7. A. M. L. *12 Dossier Richard*. Interrogatoire de Richard par le juge de l'instruction.

se pressaient autour d'Andrieux⁸. Pour faire perdre sa dernière raison d'être au groupe Richard, les orateurs radicaux avaient de plus en plus soin d'exhiber des idées et des sentiments socialistes. Dans un de ses discours Andrieux s'écriait : « Vous voulez donc une révolution ? nous dit-on enfin. Nous n'en voulons pas une, nous en voulons trois : une révolution politique, une révolution sociale et une révolution philosophique »⁹. Et une commission, toujours avec Andrieux, organisait, fin avril, une fête du 24 février, date chère aux ouvriers¹⁰.

Cependant le gouvernement, se souvenant de l'effet salutaire de la peur du spectre rouge en 1850-1852 et voulant rentrer dans les bonnes grâces de la bourgeoisie en montrant de la fermeté contre les socialistes, cherchait déjà, depuis la réunion du 13 mars, le moment opportun pour poursuivre l'Internationale. La prudence des organisateurs de la réunion les préserva momentanément du mauvais sort. Mais le gouvernement ne perdit rien à attendre. Le 25 avril le Préfet reçut une note confidentielle du Ministre de l'Intérieur ainsi conçue : « La société internationale est décidée à faire appel à la violence pour exciter des désordres. Elle envoie des émissaires dans les centres industriels pour faire cesser le travail. Surveillez les menées de ces agents et veuillez informer le ministre de tous les incidents qui pourraient se produire à cet égard »¹¹. Le 30 avril, à 9 heures du matin, le garde des Sceaux, Emile Ollivier, télégraphiait au Procureur général de Lyon : « Arrêtez sur-le-champ tous les individus qui dirigent l'Internationale. Nous poursuivons à Paris. La situation devient grave »¹².

En quoi la situation devenait-elle grave ? Le même jour, un entrefilet du *Journal officiel* annonçait l'arrestation à Paris d'un certain Beaury, venu de Londres pour tuer l'Empereur, et la découverte chez un ébéniste du nom de Roussel de vingt et une bombes préparées pour l'insurrection qui devait suivre la mort de Napoléon III. Le complot paraît avoir été monté par la police, ou du moins, si elle ne le

8. Voir *le Progrès*, 28 et 27 avril 1870.

9. *Le Progrès*, 1^{er} mai 1870.

10. *Le Progrès*, 28 avril 1870.

11. A. M. L. *P² Police politique, clubs, sociétés politiques.*

12. A. M. L. *Loc. cit.*

monta point de toutes pièces, elle le « perfectionna ». En tout cas, le gouvernement fit semblant de se trouver en présence d'une entreprise très dangereuse, d'un vaste complot dans lequel, sans aucune preuve, il engloba l'Internationale. On arrêta donc à Lyon les internationalistes les plus notoires, parmi lesquels Richard et Palix, et on les enferma dans la prison lyonnaise de Saint-Paul¹³. Cela se passait juste une semaine avant le plébiscite. Les amis de l'ordre avaient suffisamment le temps de réfléchir sur la gravité du danger couru avant de voter.

La nouvelle du complot et les arrestations des internationalistes furent-elles cause que le triomphe des républicains lyonnais ne fut pas aussi complet qu'ils l'espéraient ? Si la ville se prononça résolument contre l'Empire¹⁴, les campagnes, que les républicains croyaient avoir gagnées¹⁵, votèrent *oui*. Le résultat général du plébiscite fut un triomphe pour l'Empire : 7.359.000 *oui* contre 1.572.000 *non* et 1 million 572.000 abstentions. Les républicains étaient battus à plate couture. Le régime, ayant heureusement traversé une dure épreuve, semblait plus fort que jamais. Le 21 mai, deux mois avant la guerre, Napoléon III proclamait : « Nous devons plus que jamais envisager l'avenir sans crainte ».

II

Au lendemain du plébiscite, le Commissaire spécial notait à Lyon une sorte de détente générale. « On peut dire, écrivait-il, que nous sommes dans une période de trêve politique et de calme industriel »¹⁶. Le monde des affaires s'attendait

13. Sur ces arrestations, voir *le Progrès*, 3 mai 1870 ; A. M. L. *12 Police politique, clubs, sociétés politiques*. Lettre du Préfet, 1^{er} mai 1870.

14. Voici le résultat du plébiscite à Lyon : Inscrits, 79.514 ; votants, 59.064 ; non, 35.769 ; oui, 22.294 ; voix perdues, 1.015 (*le Progrès*, 14 mai 1870).

15. La propagande des radicaux dans la campagne avait commencé dès la fin de 1869. Au mois de février, elle était définitivement organisée... sous « l'action des hommes du journal *l'Excommunié* » (A. M. L. *12 Ev. et troubles politiques*. Rapport mensuel du Commissaire spécial, 7 mars 1870).

16. A. M. L. *12 Evénements et troubles politiques*. Rapport mensuel du Commissaire spécial, mai 1870.

à une amélioration, l'esprit public s'apaisait, les démocrates ajournaient leurs espérances et la masse de la population s'occupait plus de la sécheresse persistante, de l'augmentation du prix du pain et de la viande que de la politique. Les élections pour les conseils généraux s'approchaient dans une « complète indifférence »¹⁷. Seuls les politiciens de profession et quelques amateurs y furent intéressés. Andrieux, incarcéré à la prison de Saint-Paul pour « délit d'offenses envers la personne de l'Empereur et atteinte aux droits qu'il tient de la Constitution »¹⁸, fut élu conseiller général. Des comités électoraux radicaux décidèrent d'exiger de leurs candidats l'acceptation du mandat impératif¹⁹. Un groupe d'ouvriers posa de nouveau l'éternelle question des candidatures ouvrières²⁰. Les internationalistes arrêtés furent mis les uns après les autres en liberté provisoire, mais le gouvernement interdit toutes leurs réunions et Raspail interpella à ce sujet le gouvernement²¹. Leur procès, fixé pour le 10 août, n'eut jamais lieu.

L'événement le plus intéressant ce fut la réconciliation des internationalistes du groupe Richard avec les radicaux. Dans une lettre publiée par *le Progrès*, les membres de la section inculpés dans l'affaire de l'Internationale exprimèrent leur profonde reconnaissance aux radicaux, qui pendant leur détention avaient largement participé à une souscription organisée en leur faveur : « Les inculpés de l'affaire de l'Association internationale des travailleurs et les membres de la commission fédérale ouvrière lyonnaise tiennent à vous donner [aux radicaux du comité antiplébiscitaire] un témoignage public d'estime et de sympathie bien méritée par votre conduite digne et fraternelle... Pour le moment nous sommes heureux de constater que les intrigues, les déceptions, les palinodies qui ont souvent jeté le désarroi dans le camp de la révolution n'ont encore pu arriver à briser la solidarité démocratique universelle »²². Cette déclaration, qui signifie

17. *Id.*, *ibid.*

18. *Le Progrès*, 27 mai 1870.

19. *Le Progrès*, 7 juin.

20. *Le Progrès*, 5 juin 1870.

21. *La Solidarité*, 14 juillet 1870.

22. *Le Progrès*, 30 juin 1870 ; voir aussi Albert RICHARD, *les Débuts du parti socialiste français*, dans la *Revue politique et parlementaire*, janvier 1897, p. 92. L'arrestation des internationalistes, y dit-il, « rapprochait fatalement les socialistes des républicains révolutionnaires ».

la victoire définitive de la fraction politicienne blanquiste et radicale de l'Internationale sur la fraction anarchiste bakounienne, est signée par Richard lui-même (la signature de son ennemi mortel, Cornier, s'y trouve aussi). C'était un reniement complet de tout ce qu'il avait proclamé jusqu'à ce jour.

Dès le lendemain de cette publication, le *Progrès* ouvrait ses colonnes à la section lyonnaise et Richard y commençait une longue série d'articles sur l'Internationale et les diverses théories socialistes. Le journal publiait aussi tous les comptes rendus des séances de la Fédération.

III

Cette accalmie politique dura jusqu'à la déclaration de la guerre franco-allemande, mais dans les questions économiques la trêve dont parle le Commissaire spécial fut de courte durée. Comme si l'on suivait un plan préconçu, les grèves avaient continué. Les ouvrières tisseuses de soie, les ovalistes, les dévideuses s'agitent ou cessent le travail. Puis ce sont les grandes grèves des maçons, qui « font le vide »²³ en quittant Lyon pour chercher du travail ailleurs, et des ouvriers cordonniers, qui sont au nombre de 5.000 environ. Même chez les tisseurs les grèves deviennent fréquentes : en juin c'est la grève des ouvrières tisseuses, puis celle des ouvriers et chefs d'atelier en façonnés, etc. Au moment où allait éclater la guerre, le Commissaire spécial écrivait : « Toutes les corporations se préparent à soutenir une lutte à peu près générale contre les patrons »²⁴. Le conflit entre les deux camps, capitaliste et ouvrier, prenait un caractère « de généralité et de permanence »²⁵.

23. A. N. *F¹cIII Rhône 10*. Rapport du Préfet au Ministre de l'Intérieur, 25 juin 1870.

24. A. M. L. *F² Ev. et troubles politiques*. Rapport mensuel du Commissaire spécial, juillet 1870.

25. A. N. *F¹cIII Rhône 10*. Rapp. du Préfet au Ministre de l'Intérieur, 25 juin 1870 : « La tension des relations entre patrons et ouvriers sur laquelle j'ai eu plusieurs fois l'occasion de rappeler l'attention de votre Excellence, n'a point diminué. Elle semble, au contraire, en se manifestant successivement dans différents corps d'état, prendre un caractère de généralité et de permanence ».

Cette lutte si prolongée avait discipliné les ouvriers. L'esprit de classe, le sentiment de la solidarité étaient devenus généraux. « Rien ne prouve — écrivait le Commissaire spécial à propos de la société de prévoyance des ouvriers veloutiers — que ces ouvriers font partie de l'*Internationale*, mais selon l'esprit qui anime aujourd'hui la classe des salariés contre le capital, il n'est plus nécessaire qu'une corporation soit *nominalement* affiliée à cette société pour concourir à l'œuvre commune, c'est-à-dire pour fournir des secours à leurs camarades en grève. C'est un usage aujourd'hui général et auquel aucune corporation ne saurait se soustraire. L'amour-propre corporatif et individuel s'y oppose autant que le besoin et l'espoir de réciprocité »²⁶.

La Fédération des travailleurs, à laquelle l'arrestation de ses chefs n'avait porté aucun préjudice, se constituait définitivement et installait « son bureau central, siège officiel de la Fédération, dans un local adjacent à la salle du théâtre des Folies Lyonnaises, rue Basse-du-Port-au-Bois, n° 11, à la Guillotière »²⁷. En juillet 1870, les dernières corporations organisaient leurs chambres syndicales (ce nom avait fini par prévaloir) et les faisaient adhérer à la Fédération.

Puis la guerre éclata et, pour un certain temps, changea le cours de l'histoire de la grande cité.

26. A. M. L. *12 Corporations, soieries*, 4 juillet 1870. Le Préfet cite quelques exemples de cette solidarité ouvrière dans son rapport au Ministre de l'Intérieur du 25 juin 1870 (A. N. *F¹cIII Rhône* 10).

27. *Le Progrès*, 9 juillet 1870. Elle dut bientôt déménager par suite de tracasseries de la police qui lui mettait toutes sortes d'entraves sur le chemin. Le Ministre de l'Intérieur interdit une assemblée générale publique des sociétés adhérentes à la Fédération projetée pour le 10 juillet. La commission fédérale protesta dans *le Progrès* du 8 juillet 1870.

Conclusion.

A considérer dans l'ensemble le mouvement social sous le Second Empire, on est frappé par deux faits : Les ouvriers n'ont plus aucune confiance en l'efficacité de l'intervention gouvernementale et ils n'acceptent pas d'être soumis dans leur action à aucun système préconçu ; il n'y a pas d'écoles socialistes.

Dans le préambule des statuts de l'*Association fraternelle de l'industrie française*, fondée en janvier 1849, il est dit : « La Révolution de Février a fait naître des espérances qui ne se sont pas réalisées. Au lieu de venir en aide aux classes souffrantes, comme il le devait et le pouvait, le gouvernement les a laissées livrées comme par le passé aux monopoleurs, aux agioteurs, aux usuriers, à tout le désordre, enfin, d'une concurrence insensée et fratricide. Les travailleurs ont dû chercher eux-mêmes un remède à leurs maux »¹. C'est à ce point précis de l'évolution de la conscience ouvrière que se rattache le mouvement ouvrier du Second Empire. Les illusions qu'on avait nourries à l'égard d'un Etat réglant d'une façon favorable aux ouvriers les rapports du capital et du travail se sont dissipées. La nouvelle devise, c'est celle qui fut proclamée par les fondateurs de l'Internationale : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». C'est de cet esprit que s'inspirent le mouvement pour les candidatures ouvrières et l'Internationale. Les ouvriers lyonnais ne suivirent les chefs d'ateliers des sociétés coopératives que jusqu'au moment où ceux-ci restèrent indépendants vis-à-vis du gouvernement, dès qu'ils acceptèrent l'aide gouvernemen-

1. Cité par E. RÉVEIL, *de quelques Associations fraternelles et politiques à Lyon (1848-1850)*, dans la *Revue d'Histoire de Lyon*, 1905.

tale, ils furent complètement discrédités. Les syndicalistes des dernières années de l'Empire ne s'adressèrent jamais au gouvernement, ni pour la fixation du « tarif », ni pour la limitation de la journée du travail, et personne ne songe plus à demander une loi sur le « droit au travail ». Le seul théoricien socialiste qui eut quelque crédit auprès des militants ouvriers du Second Empire, Proudhon, est un ennemi déclaré de l'Etat.

Les ouvriers qui n'attendent plus rien de l'Etat sont aussi méfiants à l'égard des écoles et des théories socialistes qui prétendent s'ériger en vérités absolues. La première moitié du XIX^e siècle fut l'époque de sectes socialistes croyant en une utopie comme en une révélation ; après 1870, le doctrinarisme ne tardera pas à reprendre droit de cité dans les groupements ouvriers. Les militants du Second Empire se défient des idées générales, l'époque est pragmatique et la tendance à préférer la pratique à la théorie, à faire de celle-ci un instrument au lieu d'un directeur, est prédominante. On ne retient plus d'un système que ce qui est susceptible de donner plus de force et de netteté au but pratique déjà posé. Si pour, un certain temps, le proudhonisme conquiert les plus intelligents parmi les militants ouvriers, ce n'est point de façon absolue, mais seulement en tant qu'il s'accordait avec leurs aspirations pratiques et immédiates. Que dans le fond, écrivait un militant lyonnais, les idées [de Proudhon]... aient plus d'affinité avec les nôtres, je ne dis pas non. Mais vouloir que nous nous inspirions exclusivement de ces idées, ce n'est pas comprendre l'indépendance de notre manière de voir. Proudhon et les autres socialistes ne sont point nos maîtres. Partout où nous voyons la raison nous la reconnaissons, voilà tout »². Aucune manifestation de la classe ouvrière lyonnaise sous le Second Empire n'a été faite sous l'égide d'une idéologie. Les ouvriers inspirèrent les théoriciens beaucoup plus qu'ils n'en furent inspirés. Rappelons que le Manifeste des Soixante inspira une des œuvres capitales de Proudhon, son *Essai de la capacité politique des classes ouvrières*.

L'Empire n'eut une politique sociale suivie et préméditée que dans sa période autoritaire. Quand cette politique fit

2. *Le Progrès*, 19 octobre 1866, lettre de RICHARD père.

échec, quand la classe ouvrière montra une volonté ferme d'indépendance, quand elle posa des revendications nouvelles, le gouvernement se trouva désemparé. Il fit quelques efforts pour rester à la hauteur de la nouvelle situation, mais avec trop de retenue et de réserve et avec beaucoup de mauvaise foi sinon chez l'Empereur lui-même et dans son entourage immédiat, du moins chez les fonctionnaires supérieurs qui devaient appliquer la nouvelle politique. L'Empire rencontra, d'ailleurs, dans ses efforts pour se réconcilier la classe ouvrière, un obstacle infranchissable : les traditions républicaines si fortement ancrées dans la conscience ouvrière depuis la Révolution de 1848. Le suffrage universel, qui fut à cette époque un puissant ferment d'agitation, entretint ces sentiments. Dans l'éloignement et l'attente, la république apparaissait comme le régime idéal. Les ouvriers subordonnent le mouvement social à l'action purement politique républicaine.

C'est cependant sous le Second Empire, malgré cette prédominance de la question politique sur la question sociale, et grâce au formidable développement économique qui créa de puissantes agglomérations ouvrières, que furent posés les fondements de presque toutes les institutions qui sont à la base de l'organisation ouvrière contemporaine. Il y a ici lieu de constater une coïncidence des étapes les plus importantes du mouvement ouvrier avec les principales dates de l'évolution politique du régime impérial : Après le relâchement du régime autoritaire et l'envoi de délégués ouvriers à l'Exposition de Londres, c'est l'essor des sociétés coopératives et la fondation de l'Internationale ; après les lois libérales sur la presse et sur les réunions et le décret sur la tolérance des syndicats ouvriers (qui donna une importance pratique à la loi sur les coalitions), c'est la formation des syndicats et des fédérations et la transformation de l'Internationale mutualiste en Internationale syndicaliste.

Celle-ci ne fut pas une force organisée, mais une formule prestigieuse encourageant puissamment les mouvements locaux autonomes qu'elle stimula mais ne dirigea point.

En 1869, après une longue agonie, prend définitivement fin le régime dit « de la libre concurrence » inauguré par la grande Révolution et consacré par la loi Chapelier (14-17 juin

1791). « Nous sommes évidemment à une époque de transition, disait à la séance du 9 décembre 1869 le président de la Chambre de Commerce de Lyon. Partout les intérêts cherchent à se grouper ; partout s'organisent des chambres syndicales d'ouvriers et de patrons »³.

Vu :

Le Doyen de la Faculté des Lettres,

A. EHRHARD.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Lyon, le 10 mai 1930.

Le Recteur,

J.-H. GHEUSI.

3. Chambre de Commerce de Lyon, *Registres des procès-verbaux et délibérations*.

INDEX ALPHABÉTIQUE

DES NOMS DES PERSONNES CITÉES DANS LE TEXTE
DE CET OUVRAGE

- Achard, 98.
Alaterne, 225.
Arlès-Dufour, 50, 61, 179, 180.
Andrieux, 75, 92, 191, 192, 193, 201, 208, 210, 214, 215, 239, 258, 260, 262.
Aubry, 191, 231, 232, 233, 237.
Baboin, 100, 101, 250.
Bacot, 45, 46, 75, 76, 92.
Bakounine, 151, 152, 175, 195, 196, 197, 198, 199, 229, 233, 237, 242, 243.
Bancel, 93, 165, 193, 201, 202, 203, 205.
Barbès, 20.
Barbet (Virginie), 255, 256.
Barrier, 75, 76, 92.
Bastelica, 199, 231, 232, 233, 234, 242, 243.
Batifoix, 202, 259.
Bâton, 105.
Baudoit, 126.
Baudrant, 160.
Baudy, 88, 91.
Beaury, 260.
Beauvoir, 120.
Benoist (Joseph), 183, 185.
Bergeron, 147.
Bertaud, 105.
Bevillard, 160.
Blanc (Gaspard), 152, 240.
Blanc (J.-J.), 87.
Blanc (Louis), 84, 132.
Blanc (père), 148, 160.
Blanqui, 195.
Bonaparte (Pierre), 207.
Boniface (de Vaise), 212.
Bonnald (le cardinal de), 41, 210.
Bonnardel, 53, 120.
Bonnet, 105.
Brack (Denis), 193, 208, 210, 214.
Buche, 174.
Bugeaud, 18.
Bulher, 33.
Burlat, 131.
Cabias, 76.
Cambefort, 120.
Carnal, 240.
Castellané (le Maréchal de), 19, 20, 21, 25, 28, 29, 32, 41, 75, 117, 211, 212.
Cavaignac, 16, 20.
Cazeaux, 26.
Chaix, 123.
Chanat, 160.
Chanoine, 53.
Chanot, 160.
Chapitet, 87, 148, 165, 259.
Chardonny, 160.
Charles X, 10.
Charravat, 160.
Chasset, 160.
Chaumette, 153.
Chevreau (le Préfet), 105, 107, 183.

- Chupin, 147, 173.
Clemenceau, 209.
Clément, 149.
Cochard, 131.
Cognet, 76.
Collins, 196.
Commissaire (Sébastien), 26,
53, 90, 91, 93, 164, 201,
208, 210, 214.
Comte (Auguste), 213.
Comte (le navetier), 87, 148,
165.
Cornier, 240, 263.
Crestin (le docteur), 30, 54,
75, 239, 258, 259.
Dameth, 181.
Daumier (Honoré), 33.
Dédier, 232.
Delcour (le Commissaire spé-
cial), 220, 221.
Demonfouy, 105.
Deraudy, 160.
Derrion, 13, 121.
Devienne, 30.
Doublé, 160, 164.
Drumont (Edouard), 152.
Dubost, 48.
Dumollard, 99.
Dupont (Eugène), 169, 222.
Durand (le navetier), 150,
156, 160, 163, 164, 165, 168.
Duřuy, 178, 179.
Dutacq, 15, 24.
Duval (J.), 122.
Eynard, 204.
Falloux (comte de), 20.
Faucher (Léon), 18.
Faure, 149.
Favre (Jules), 74, 75, 76, 84,
89, 93, 200, 202, 205.
Ferrouillat, 53, 74, 88, 89,
120, 156, 164, 183, 191.
Festy, 10.
Flotard (Eugène), 74, 119,
120, 124, 125, 127, 128,
131, 132, 133, 174, 179.
Fontaine, 141.
Fourier, 13, 121.
Fribourg, 156.
Garibaldi, 54, 213.
Garnier, 240.
Garnier-Pagès, 74, 75.
Gaumont (Charles), 124, 125,
179.
Gaumont (Jean), 123, 127.
Gauthier (J.-M.), 131, 149,
150, 151, 156, 157, 158,
160, 163, 164, 167, 188.
Germain (Henri), 120, 179,
180.
Gillet, 150.
Giraud, 90.
Glower (Melleville), 144, 145,
146.
Godard (J.), 121.
Grinand, 139, 204.
Guinard, 88.
Guizot, 178, 179.
Haussmann, 28.
Havin, 84.
Hénon, 26, 29, 45, 46, 53,
74, 75, 76, 78, 80, 83, 86,
87, 89, 90, 91, 93, 191,
200, 201, 205.
Holyoake, 119, 128.
Hortense (la Reine), 215.
Hugo (Victor), 26.
Lafargue, 209.
Laforest, 76.
L'Ange, 121.
Lausard, 99.
Le Chapelier, 9, 267.
Leroux (Pierre), 150, 151.
Leroy, 134.
Le Royer, 75, 92, 191, 192,
193, 201.
Limousin, 145.
Litré, 213.
Louis-Napoléon, 20.
Louis-Philippe, 43, 119.
Macé (Jean), 179.
Maire, 157.

- Malon (Benoît), 152, 153, 194,
 199, 204, 230, 231, 236,
 239, 241, 254.
 Manin, 194.
 Martin (Louis), 223, 232, 240.
 Marx (Karl), 145, 170.
 Maurice, 211.
 Maynard, 120, 132.
 Méda, 223, 225.
 Michelet, 209.
 Monet, 112, 114, 128, 131,
 141, 147.
 Monier, 149, 160, 164.
 Morin (Frédéric), 53, 74, 75,
 76, 77, 89, 119, 157.
 Mosset, 202.
 Muguet, 102.
 Napoléon I^{er}, 30.
 Napoléon III, 26, 29, 48, 49,
 51, 152, 188, 215, 259, 260,
 261.
 Noëllat, 204.
 Noir (Victor), 207.
 Ollivier (Emile), 257, 258,
 260.
 Orsini, 48.
 Paepe (César de), 196, 232.
 Palix, 150, 160, 164, 168, 169,
 233, 238, 244, 255, 261.
 Pariset (E.), 57.
 Perier (Casimir), 119.
 Perrachon, 145.
 Pandières (de), 202.
 Proudhon, 14, 43, 44, 45, 85,
 99, 113, 129, 130, 133, 150,
 154, 156, 174, 175, 176,
 195, 198, 209, 211, 248,
 266.
 Puech, 145.
 Ranc, 209.
 Raspail, 17, 20, 45, 93, 165,
 201, 202, 203, 204, 205,
 206, 208, 214, 255, 262.
 Reclus (Elisée), 199.
 Renan (Ernest), 209.
 Renouvier, 209.
 Réveil, 21.
 Rey, 255.
 Reybaud, 43, 55, 56, 64, 65,
 66, 67, 68, 212, 252, 253.
 Richard (Albert), 143, 149,
 150, 151, 152, 154, 156,
 160, 163, 164, 165, 167,
 168, 169, 170, 196, 197,
 198, 199, 202, 203, 204,
 217, 222, 229, 230, 233,
 234, 235, 236, 237, 238,
 239, 240, 241, 242, 243,
 244, 245, 254, 255, 259,
 261, 262, 263.
 Richard (Honoré, le père),
 150, 155, 160, 184.
 Richard (M.), 144.
 Saignes, 259.
 Sainte-Beuve, 209.
 Saint-Just, 253.
 Salomon, 105.
 Schettel, 87, 147, 148, 149,
 164, 166, 167, 168, 169,
 151, 153, 154, 158, 163,
 170, 173, 203, 239, 240,
 244.
 Scheurer-Kestner, 210.
 Schultze-Delitzsch, 119, 120,
 174.
 Schwitzguébel, 232, 233.
 Servet, 87.
 Seux (ou Sieux), 148, 160,
 164.
 Simon (Jules), 64, 74, 119,
 183, 209, 252.
 Sipel, 149.
 Sorel (Georges), 175.
 Soubrat, 165.
 Taine, 209.
 Tarlé, 11.
 Tchernoff, 235, 236.
 Ténnot, 48.
 Testut, 170.
 Thiers, 74, 84.
 Thomas (Albert), 157, 184.
 Timon, 88, 91, 105, 164, 165.

- | | |
|-----------------------------|-------------------------------|
| Tridon, 209. | Vergniaud, 153. |
| Toppman, 259. | Vermorel (Auguste), 110, 119, |
| Vacherot, 209. | 128. |
| Vaïsse, 28, 33, 41, 50. | Vindry, 102, 160, 204. |
| Valin, 215. | Wolfers, 53. |
| Varambon, 53, 74, 165. | Weill, 92, 177, 192. |
| Varlin, 194, 231, 232, 233, | Wolowski, 208. |
| 241. | |

TABLE DES MATIERES

PRÉFACE	1
INTRODUCTION	9
CHAPITRE PREMIER. — <i>La classe ouvrière et l'Empire autoritaire.</i>	
I. La situation politique. La police impériale. — II. — La politique sociale de l'Empire autoritaire. — III. L'échec de la politique sociale du gouvernement. La réaction des patrons après le Coup d'Etat. Les grèves et le rôle des sociétés de secours mutuels. Les crises dans la fabrique. — IV. L'état d'esprit dans la classe ouvrière. — V. Les élections législatives de 1857. — VI. L'attentat d'Orsini et la loi de sûreté générale. Les délégations ouvrières à l'Exposition universelle de Londres. Changement de régime. Fondation du <i>Progrès</i>	25
CHAPITRE II. — <i>La vie matérielle de la classe ouvrière à Lyon sous le Second Empire.</i>	
I. L'organisation du travail dans la Fabrique lyonnaise. L'émigration des métiers à la campagne et la misère des tisseurs urbains. — II. Le compagnon et le chef d'atelier. — III. Les corporations ouvrières en dehors de la fabrique.....	55
CHAPITRE III. — <i>Le rôle de la classe ouvrière dans le mouvement politique des années 1863-1867.</i>	
I. Les élections législatives de 1863. — II. Le Comité central. — III. Les candidatures ouvrières. — IV. La formation du parti radical.....	71
CHAPITRE IV. — <i>Les conflits du travail (1863-1867).</i>	
I. Les grèves. — II. Les troubles de la Croix-Rousse (octobre 1866). — III. Le caractère des conflits du travail	93

CHAPITRE V. — *Le mouvement coopératif.*

I. Du Coup d'Etat à 1863. La propagande des libéraux. — II. Les associations de consommation. — III. Les associations de production. — IV. Le mouvement coopératif et le gouvernement. La faillite du mouvement coopératif 117

CHAPITRE VI. — *Les débuts de l'Internationale à Lyon.*

I. La naissance de l'Internationale (28 septembre 1864). — II. Formation de la section lyonnaise. Les différents groupes de la section. Albert Richard. — III. Le Congrès de Genève et la Section lyonnaise. Décomposition de la section. — IV. Le manifeste des internationalistes lyonnais. L'organisation de la section. — V. La section et le mouvement coopératif. La section et les partis politiques. — VI. Dissensions intestines.... 143

CHAPITRE VII. — *Le caractère du mouvement ouvrier des années 1863-1868.*

I. Le caractère du mouvement. — II. La politique sociale du gouvernement..... 171

CHAPITRE VIII. — *L'agitation populaire des dernières années de l'Empire.*

I. Les lois libérales de 1868 et les républicains. — La réorganisation de l'Internationale. — III. Les élections de 1869. — IV. L'état d'esprit après les élections. — V. Le mouvement anticlérical et les radicaux..... 187

CHAPITRE IX. — *Les grèves, le mouvement syndical et l'Internationale en 1869-1870.*

I. Les grèves et la section lyonnaise de l'Internationale. — II. Le mouvement syndical. — III. Le rôle de l'Internationale. La formation de la *Fédération*. La réunion du 13 mars 1870. — IV. Albert Richard et les anarchistes 217

CHAPITRE X. — *Caractère du mouvement ouvrier à la fin de l'Empire.*

I. Coopérative et syndicat. — II. Chefs d'ateliers et compagnons. — III. L'entrée de l'ouvrière dans le mouvement social 247

CHAPITRE XI. — *Du plébiscite à la guerre.*

I. Le plébiscite de mai 1870. L'arrestation des principaux membres de l'Internationale. — II. Situation politique après le plébiscite. Réconciliation des radicaux et des internationalistes. — III. La solidarité ouvrière et l'aggravation du conflit social..... 257

CONCLUSION 265

INDEX ALPHABÉTIQUE 269

AUDIN LYON

